

0147-0311-700 F

Lire la suite page 15

MALASSE La poursuite de la guerre que mènent les Russes depuis trois mois en Tchétchénie commence à provoquer un léger malaise dans les relations que les Occidentaux en-

tiennent avec Moscou. Reçu jeudi 9 mars au Kremlin, la troïka européenne a confirmé son refus de signer un accord intérimaire de partenariat politique et commercial

avec Moscou. LE FMI devait cependant accorder vendredi un crédit stand-by de 6,3 milliards de dollars (31 milliards de francs) à la Russie. A WASHINGTON, le soutien persis-

tant que le président Bill Clinton dispute à Boris Eltsine est de plus en plus critiqué, notamment par la nouvelle majorité républicaine au Congrès. Cette campagne fait planer

un doute sur la participation de M. Clinton aux commémorations de la victoire contre les nazis le 9 mai à Moscou auxquelles François Mitterrand se rendra.

Les Européens n'ont pas convaincu la Russie d'arrêter la guerre en Tchétchénie

La troïka européenne maintient le gel de la coopération avec Moscou qui n'en devrait pas moins bénéficier d'un crédit exceptionnel du FMI de 6,3 milliards de dollars

MOSCOU
de notre envoyé spécial
Poliment mais sans qu'ils paraissent devoir en tirer la moindre conséquence pratique, les dirigeants russes ont écouté, jeudi 9 mars à Moscou, les représentants de l'Union européenne (UE) venus leur faire la leçon sur la Tchétchénie. On s'est quitté en se félicitant, côté russe, du « bon esprit » de la rencontre et, dans le camp européen, en assurant que Moscou avait fait montre d'ouverture d'esprit. Cependant, à s'en tenir aux propos tenus à la presse par les uns et les autres, les Russes n'ont pas pris le moindre engagement ni, semble-t-il, fait un seul geste concret en direction des Européens.

Les membres de la troïka, conduite par Alain Juppé, ministre français des affaires étrangères, accompagné de ses homologues allemand et espagnol, Klaus Kinkel et

Condamnation à l'ONU

Pour la première fois dans l'histoire de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, l'un des membres permanents du Conseil de sécurité – en l'occurrence la Russie – a accepté d'être mis sur la sellette. Selon les termes de Musa Bin Hltam (Malaisie), président de la session qui se déroule actuellement au Palais des Nations, « exprimant sa profonde préoccupation à l'égard de l'usage disproportionné par les Forces armées russes, la Commission déplore les graves violations des droits de l'homme qui ont eu lieu depuis le début de la crise actuelle, ainsi que les violations du droit international humanitaire et la continuation de ces violations. La Commission exprime sa profonde inquiétude devant la persistance des combats ». Une déclaration de cette importance ne pouvait, d'après le droit coutumier de la Commission, qu'être adoptée par consensus. Elle a été largement due aux efforts déployés par la France, président en exercice de l'Union européenne.

Javier Solana, ont quitté Moscou sans un début de garantie quant à un apaisement dans la crise tchétchène. Ils étaient venus délivrer à Moscou un avertissement qu'ils voulaient « ferme ». Il n'y aura pas de développement normal des relations entre l'UE et la Russie, ont-ils dit au président Boris Eltsine et à son ministre des affaires étrangères, Andreï Kozirev, tant que se poursuivra la guerre en Tchétchénie. Concrètement, cela veut dire que l'UE ne signera pas l'accord intérimaire de partenariat – politique et commercial – qu'elle devait signer avec la Russie tant que celle-ci bombardera villes et villages de la petite République sécessionniste du Caucase.

M. Juppé a adressé un double message à ses interlocuteurs moscovites : loin de vouloir isoler la Russie, l'UE veut l'aider sur la voie des réformes, l'appuyer au FMI, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), faciliter son intégration au sein du Conseil de l'Europe, dans le dispositif de sécurité sur le Vieux Continent, etc ; mais cette bonne volonté est « contrariée » par la guerre que les Russes mènent en Tchétchénie au nom de la défense de l'unité de la Fédération de Russie. L'UE ne conteste aucunement à cette dernière le droit de défendre sa souve-

raineté et son intégrité territoriale, mais les moyens employés contrevenant à tous les engagements pris par la Russie, notamment au sein de l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (OSCE) qui a succédé à la CSCE.

Les Européens ne signeront cet accord intérimaire de partenariat – qui devait être opérationnel le temps que les Parlements des pays membres ratifient le véritable accord signé à l'été 1994 à Corfou – que si les Russes remplissent quatre « conditions », pour employer le terme utilisé par M. Juppé : cessez-le-feu général, libre acheminement de l'aide humanitaire, présence permanente d'une mission de l'OSCE sur place, enfin amorces de conversations et de règlement politiques avec les Tchétchènes.

Le gel de l'accord intérimaire est « un bon moyen de pression », explique-t-on chez les Européens, laissant entendre qu'il n'y en a pas beaucoup d'autres à la disposition de l'UE dès lors que celle-ci, considérant que l'affaire tchétchène est un problème intérieur russe, ne peut décider de « sanctions » à l'encontre de la Russie. Le report de la signature de l'accord intérimaire embarrasserait les Russes « politiquement et économiquement ». Après tout, l'Union euro-



péenne est, de loin, le plus gros contributeur d'assistance économique à la Russie et son principal partenaire commercial.

LE CYNISME DE M. KOZIREV

La réponse des Russes a semblé des plus évasives. Ils accepteraient l'idée d'une mission permanente de l'OSCE dans le Nord-Caucase, mais reste à « discuter des mo-

dalités et du calendrier » d'une telle opération, a observé M. Juppé. Volontiers provocateur, M. Kozirev juge qu'en matière de surveillance du respect des droits de l'homme en Tchétchénie, ce sont les « crimes » du régime du président Djokhar Douaev qui devraient faire l'objet de l'attention prioritaire de l'OSCE. Puis, ouvertement cynique, il a ajouté qu'en matière

d'assistance humanitaire, c'était celle que dispense la Russie qui comptait, pas celle des Occidentaux (totalement bloquée par les Russes depuis trois semaines).

Les négociations avec les Tchétchènes ? On y viendrait, « on y serait presque », pas avec le « criminel Doudaev », bien sûr, mais peut-être avec certains de ses proches, ont affirmé les Russes à la troïka – comme ils le font depuis plus d'un mois à tous leurs interlocuteurs occidentaux. Le cessez-le-feu ? Mais le président Eltsine a depuis longtemps donné l'ordre à ses troupes de faire taire les armes lourdes, fait-on, sérieusement, valoir à Moscou.

L'ensemble de ces angéliques réponses avait les allures d'une fin de non-recevoir polie adressée aux Européens, comme si la Russie était, pour l'heure, bien décidée à poursuivre « sa » guerre en Tchétchénie. Et tant pis pour les relations avec l'UE. En matière d'assistance financière, la Russie – pourtant exportatrice nette de capitaux – devait d'ailleurs recevoir cette semaine une solide injection de baume, avec l'attribution d'un crédit stand-by du FMI de plus de 6 milliards de dollars (30 milliards de francs).

Alain Frachon

Le Kremlin poursuit ses opérations militaires

MOSCOU
de notre correspondante
Trois mois après le début de la guerre en Tchétchénie, la réalité sur le terrain reste diamétralement opposée à l'image que tentent d'en donner les autorités russes. Celles-ci n'ont, en Tchétchénie, pas d'autre objectif que de « vaincre et détruire », déclarait au Monde, jeudi 8 mars, le responsable d'une organisation humanitaire internationale. Il a précisé avoir perdu l'espoir, un moment caressé, de voir les forces russes limiter leur progression hors de Grozny, ou se contenter d'occuper la moitié nord du pays, en épargnant les villes de Chali et de Goudermes. Une nouvelle « trêve » locale, acceptée par les militaires russes la veille de l'arrivée de la « troïka » européenne à Moscou, a ainsi été rompue avant même

d'avoir commencé. Tous les autres engagements du Kremlin ont aussi été violés.

Il y a eu, d'abord, la promesse de remplacer, dès que Grozny serait prise, les unités de l'armée par celles du ministère de l'Intérieur, certes bien plus impitoyables que les appelés du contingent, mais au moins dénués d'artillerie lourde et d'aviation. Non seulement il n'est plus question d'un retrait de l'armée – contrairement à ce que les dirigeants russes ont affirmé à la troïka européenne – mais de nouvelles unités sont à l'entraînement en Russie pour « achever à la fin du mois la relève en cours des unités de l'armée écroulées depuis le début des combats », a précisé, jeudi, un porte-parole militaire.

Moscou s'est encore engagée à permettre l'accès de l'aide humanitaire. Or, depuis trois

semaines, aucun convoi destiné à des zones non contrôlées par l'armée russe n'a été autorisé à franchir les postes russes aux frontières de la Tchétchénie. A l'est, vers le Daghestan où vivent aussi des Tchétchènes, tous les ponts routiers ont été détruits fin février, de toute évidence par les forces russes. Le long de la frontière ingouche, à l'ouest, c'est l'intensité des bombardements de l'artillerie et de l'aviation russes sur des villages, loin d'être tous des places fortes de combattants, qui, depuis une semaine, interdit pratiquement la circulation, de même que les mines disséminées cette semaine sur les routes de cette région, de l'aveu même des militaires russes. Il s'agit d'un des rares types d'arme dont ils n'avaient encore guère usé, alors que bombes à aiguilles et à fragmentation sont utilisées depuis le début

du conflit. Toutes les zones de résistance tchétchène forment ainsi une poche de plus en plus isolée, physiquement, mais aussi médiatiquement, dans la mesure où les journalistes russes sont de plus en plus muselés par le pouvoir.

Quant aux négociations promises, les Russes excluent plus que jamais de les mener avec celui dont ils ont fait eux-mêmes le représentant incontournable des Tchétchènes, le président Djokhar Douaev. Enfin, aucune sanction n'est envisagée contre les tortionnaires des « camps de filtration » russes ou contre les auteurs d'exécutions sommaires, qui se poursuivent à Grozny. Mais l'opinion en Russie reste peu informée de cet aspect du conflit.

Sophie Shihab

La politique russe de la Maison Blanche sur la sellette

WASHINGTON
de notre correspondant
Pendant deux ans, Bill Clinton, accusé de mener une politique étrangère timide et dispersée, s'est prévalu d'au moins un succès dans ce domaine : les relations russo-américaines, et plus particulièrement, la constance de son soutien au président Eltsine. Mais la persistante épine tchétchène, l'étoile sécessionniste de Boris Eltsine et le début officieux de la campagne pour l'élection présidentielle américaine de 1996 ont contraint l'administration à réfléchir sur la formulation de sa politique à l'égard de la Russie.

Cette réflexion n'a pas abouti, pour l'instant, à un changement de cap. M. Clinton a réaffirmé, début mars, que M. Eltsine reste le président démocratiquement élu de la Russie, et qu'il serait mal venu de la part des États-Unis de modifier les règles du jeu « lorsque les choses ne vont pas comme on veut ». Mais la pression s'est clairement accrue sur la Maison Blanche, qui n'a toujours pas décidé si le chef de l'exécutif américain honorerait ou non de sa présence les cérémonies, à Moscou, du 50^e anniversaire de la victoire alliée sur les nazis (lire ci-dessous).

La charge la plus offensive a été récemment lancée par le sénateur Robert Dole, candidat à la nomination républicaine pour l'élection à la Maison Blanche : « De même qu'il était errané de ne soutenir que Gorbatchev en 1991, a-t-il déclaré, il est errané en 1995 d'ignorer le fait que le président Eltsine a commis de graves erreurs, et pris la voie de l'autoritarisme et perdu le soutien po-

litique de la quasi-totalité des réformateurs russes ». La ligne « Russie d'abord », puis « Eltsine d'abord », à laquelle se tient, selon M. Dole, l'administration Clinton l'a empêchée de se faire l'interprète « des préoccupations américaines avant que des milliers de gens ne soient massacrés en Tchétchénie ».

« ALTERNATIVE »

Car c'est bien la faiblesse de la réaction américaine à la crise tchétchène qui a suscité les critiques les plus dures, d'autant plus que les engagements de modération pris par Andreï Kozirev, ministre russe des affaires étrangères, lors de ses derniers entretiens avec son collègue américain, Warren Christopher, à la mi-janvier à Genève,

sont restés lettre morte. Sur ce malaise sont venues se greffer d'autres difficultés dans les relations bilatérales, comme l'opposition ouverte et répétée de Moscou à l'élargissement de l'OTAN et surtout la vente d'armes et de technologie nucléaire par la Russie à l'Iran. Ce dernier point a provoqué l'ire du redouté Jesse Helms, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, pour lequel l'aide à la Russie doit répondre aux intérêts américains et dont la position tient en une phrase : « Je m'efforce de la Russie, à moins que ce soit bon pour l'Amérique ».

Les critiques ne viennent pas seulement du camp républicain, elles émanent parfois aussi d'alliés

de l'administration, comme Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter pour la sécurité nationale. « Eltsine n'est pas un vrai leader démocratique », a récemment lancé M. Brzezinski ; « il faut cesser de flatter les Russes et de nourrir leurs ambitions de grande puissance ». Pour David Kramer, expert à la Fondation Carnegie, l'administration américaine « a engagé d'énormes sommes d'argent dans des relations d'omnipotence qui ont forgées avec la Russie. En septembre, des zones de désaccord importantes, comme les ventes d'armes à l'Iran, étaient déjà apparues ; mais l'administration a été trop prompte à les balayer sous le tapis ».

Dans ce climat, une petite phrase, précédemment lâchée par

le secrétaire d'Etat américain devant le chef de la diplomatie italienne, Susanna Agnelli, a fait spéculer sur un virage : « Peut-être le monde devrait-il chercher une alternative » au président Eltsine, aurait dit M. Christopher, selon le New York Times. Mais outre que l'administration s'est empressée de prendre ses distances avec ce compte rendu, la réalité, c'est que les détracteurs les plus féroces sont bien en peine d'avancer une alternative.

Un pays qui a envoyé son armée en Haïti pour rétablir un président démocratiquement élu ne peut pas subitement cesser de traiter avec le président Eltsine, pas plus qu'il ne peut refuser de parler avec M. Kozirev, aussi ambigu soit-il devenu. M. Christopher le rencontrera d'ailleurs de nouveau dans deux semaines en Europe. Les démocrates Igor Gaidar et Grigori Iavlinski sont respectés aux États-Unis, mais sans pour autant être actuellement considérés comme des alternatives. L'administration, qui place son espoir dans le processus électoral et souligne le rôle positif de la presse russe, a, en fait, élargi ses contacts au-delà de M. Eltsine par la relation privilégiée qu'elle a établie avec le vice-président, Al Gore, avec le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, mais elle continue à se voir reprocher de ne pas avoir noué plus de contacts au niveau régional et dans le monde des affaires.

Le Pentagone, pour sa part, rappelle que les enjeux de sécurité, particulièrement nucléaire, fournissent d'excellents arguments pour garder le cap avec la Russie.

Sylvie Kauffmann

M. Clinton hésite à se rendre à Moscou le 9 mai

LE PRÉSIDENT CLINTON, qui s'est engagé à rencontrer Boris Eltsine à Moscou au cours du premier semestre 1995, se rendra-t-il dans la capitale le 9 mai pour assister à la commémoration russe de la victoire alliée ? Signe de la volonté américaine de nuancer l'impression d'un soutien inconditionnel au président Eltsine, la Maison Blanche, dans l'onde de choc tchétchène, hésite, officiellement pour des raisons « d'emploi du temps ».

Un groupe de soixante-trois membres du Congrès, républicains et démocrates, a demandé à M. Clinton de renoncer à ce déplacement à moins d'une ouverture russe sur la Tchétchénie. Le report de cette décision traduit aussi la déception américaine après le discours de M. Eltsine au Parlement russe, à la mi-février, qui n'annonçait aucune mesure positive sur le conflit tchétchène. De toute évidence, un geste de Moscou faciliterait les choses pour M. Clinton qui aurait toutefois un autre écueil à éviter : selon Zbigniew Brzezinski, la présence du président améri-

cain à Moscou le 9 mai risquerait de cautionner « une ardeur d'ontogermanisme et la nostalgie de la grande époque de Staline ».

M. MITTERRAND PRÉSENT

A l'Elysée on indique qu'il n'y a pas de changement par rapport à la décision de principe que François Mitterrand avait rappelée il y a quelques semaines et qu'il a confirmée tout récemment à M. Tchernomyrdine lors de son passage à Paris : le président de la République se rendra à Moscou le 9 mai « sous certaines circonstances exceptionnelles ». Les circonstances actuelles ne sont pas considérées comme exceptionnelles, leur « aggravation » le serait, précise-t-on. Le président de la République avait rappelé au premier ministre russe les demandes formulées par l'Union européenne, notamment celle d'observer les engagements internationaux auxquels la Russie a souscrit. Mais, précise-t-on à l'Elysée, « il n'y a pas de conditions » au voyage de M. Mitterrand à Moscou.

مكتبة من لاصح

Le suicide du général Lefebvre secoue la Belgique

Willy Claes de plus en plus menacé à l'OTAN

BRUXELLES

de notre correspondant
Les autorités judiciaires belges n'avaient encore fait aucune déclaration, vendredi matin 10 mars, sur le résultat des premières investigations menées après le suicide présumé du général Jacques Lefebvre, ancien chef d'état-major de la force aérienne belge, converti après sa retraite dans le « conseil » en aéronautique (*Le Monde* du 10 mars). Une perquisition a été effectuée, jeudi 9 mars, dans sa villa de Knokke, la station balnéaire de la bonne société bruxelloise. Des notes adressées à la justice pour expliquer son rôle dans les affaires en cours sont à l'examen. Elles ont été trouvées près de son corps dans la chambre d'hôtel où il a probablement mis fin à ses jours moins d'une heure après y être entré, mardi soir.

Une chose est certaine : la mort tragique du général Lefebvre a encore compliqué la situation politique du royaume et a relancé les spéculations sur l'avenir du Parti socialiste flamand (SP), importante composante de la coalition gouvernementale. Selon *La Libre Belgique*, le SP avait trouvé « un fusible » pour tenter de se tirer d'affaire : Willy Claes, secrétaire général de l'OTAN, dont, assure ce quotidien, la démission au début de la semaine prochaine était prévue. « Il était le plus lourdement mis en cause depuis l'arrestation de son chef de cabinet et il n'appartient pas à la nouvelle génération des socialistes flamands », écrit le quotidien qui ajoute que « le suicide du général Lefebvre est venu ramper cette construction ». Le journal bruxellois *La Lanterne* a publié, vendredi, un intéressant entretien qu'il avait eu l'an dernier avec le général Lefebvre, alors que son nom commençait à être cité parmi les personnes auxquelles la justice s'intéressait. Il y évoque notamment la préférence qu'il avait exprimée en faveur des Mirage de Dassault, en concurrence avec les F-15 américains. Dassault avait obtenu une commande belge en 1968 et un marché lui avait échappé en 1975.

« COMPENSATIONS À LA NOIX »

Le général Lefebvre, qui occupait d'importantes fonctions depuis la fin des années 60, raconte : « A propos du choix entre le F-16 américain ou le Mirage français en 1975, VDB [Paul Vanden Boeynants, alors ministre de la défense] m'avait laissé beaucoup de liberté d'action. L'un des motifs de l'attachement français, c'était l'espoir de ramener la France dans l'alliance militaire de l'OTAN [le général de Gaulle avait décidé le retrait du commandement militaire intégré en 1966]. Finalement la tentative a avorté. Parce que les Fran-

çais n'ont pas été en mesure de répondre à nos sollicitations [...]. Des attaques venaient de ceux qui étaient allergiques à tout ce qui est français : cela les aurait rendus malades. »

Après diverses explications sur les raisons pour lesquelles il avait la réputation d'être un agent des Français, même avant de travailler dans le secteur privé après avoir quitté le service actif, le général Lefebvre commente ainsi l'affaire Agusta, avec ses pots-de-vin et ses « compensations » : « Ce qui fait la polémique aujourd'hui, ce qui fait que les gens jettent les bras au ciel en criant au scandale, c'est la dérive dans le système provoquée par l'évolution de l'Etat et sa fédéralisation. Maintenant, il faut que toutes les compensations soient balancées selon l'équilibre régional. On fait des comptes d'apothicaire, il y a eu une dérive épouvantable pour en arriver au merdier que l'on connaît avec les compensations à la noix du programme Agusta. Avant cela les compensations étaient bien régulières. »

DÉSIR DE TRANSPARENCE

Le système des « compensations », avec le risque qu'il comporte de susciter des pots-de-vin purs et simples, est allé très loin en Belgique. Ce dossier a été ouvert jeudi, en commission, au Vlaamse Raad, le Parlement flamand. Cité par *La Libre Belgique*, un député CVP (social-chrétien flamand), Herman Candries, veut plus de transparence dans le processus de décision pour les grands contrats négociés au niveau fédéral : « Les compensations économiques apparaissent souvent comme des subsides camouflés à certaines industries, dont deux tiers étaient volantes. [...] Trop souvent, dans le passé, les choix et les raisonnements militaires, pourtant prioritaires, ont été bouleversés par un choix économique. »

Un débat vient néanmoins de s'ouvrir sur le rôle des officiers généraux convertis dans le « travail d'influence », après des retraites bien souvent prises vers cinquante ans, surtout dans l'armée de l'air. Le général Lefebvre avait attendu l'âge de cinquante-neuf ans pour changer de casquette. D'anciens généraux ou colonels plus jeunes sont à l'œuvre dans le secteur privé. Le député SP De Bremacker souligne le problème de ces militaires tentés de monnayer pendant leur période d'activité dans l'armée des choix en faveur de tel ou tel type d'armement, en échange de promesses d'embauche future dans le secteur privé, « d'autant qu'à l'âge de la retraite, une maison, un appartement ou les études des enfants sont encore à payer ».

Jean de la Guérivière

Agusta, le pionnier italien de la fabrication d'hélicoptères

ROME

correspondance
Agusta, la science du vol vertical. C'est de cette façon que se présente la société de Cascina Costa, près de Varese, forte de ses quarante années d'expérience dans le secteur, pendant lesquelles elle a construit plus de quatre mille hélicoptères, dont les célèbres A129 Mangusta, le premier hélicoptère de combat en Europe, sous licence américaine, puis grâce à son propre savoir-faire. Aujourd'hui, Agusta emploie six mille personnes, principalement en Italie, et peut compter sur un chiffre d'affaires d'environ 1 000 milliards de lires (3 milliards de francs). Fondée par la famille des comtes Agusta - Giovanni, pionnier de l'aviation, effectua son premier vol à Capoue, en 1907 -, elle est reprise, à la fin des années 70, par l'EFIM, un groupe industriel public.

Dans la *lottizzazione*, ou le « partage du gâteau », entre démocrates-chrétiens et socialistes, c'est à ces derniers que « revenait » l'EFIM. Secouée par l'enquête « Mani pulite », Agusta défraye la chronique internationale quand

éclate le scandale des pots-de-vin liés à la vente de quarante-six hélicoptères à l'armée belge. A l'été 1994, son ex-président, Roberto D'Alessandro, est arrêté. Il s'agit d'une autre affaire de pots-de-vin, pour des hélicoptères vendus, cette fois, au ministère de la protection civile italienne.

Depuis 1994, Agusta s'est refait une virginité en passant à la Finmeccanica, holding industrielle d'Etat à participation majoritaire de l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle). Selon les dernières nouvelles, Finmeccanica et donc Agusta devraient être privatisés en 1997. En attendant, la société s'est relancée dans le marché des hélicoptères civils afin de réduire sa dépendance des commandes militaires. Récemment, Agusta a présenté la version commerciale de l'EH101, mis au point en collaboration avec la société britannique Westland. Le gouvernement de Sa Majesté en a déjà commandé quarante-quatre. Le groupe attend que l'Italie en fasse autant.

S. A.

L'invitation à Washington du chef du Sinn Fein provoque l'irritation de Londres

L'annonce a été faite le jour de la visite de la reine Elizabeth II en Irlande du Nord

Gerry Adams, chef du Sinn Fein, branche politique de l'IRA, devrait être reçu le 17 mars par le président américain lors d'une réception organi-

sée à l'occasion de la Saint-Patrick, saint patron de l'Irlande. Washington a justifié sa décision en affirmant avoir été « encouragé » par un récent

communiqué du Sinn Fein affirmant le « désir » du mouvement de discuter du démantèlement de son arsenal.

LONDRES

de notre correspondant
La décision du président Clinton de recevoir Gerry Adams, chef du Sinn Fein, branche politique de l'IRA, a fait à Londres l'effet d'une douche froide. Sir Patrick Mayhew, ministre chargé de l'Irlande du Nord, qui s'était rendu à Washington pour tenter de convaincre les Etats-Unis de maintenir leurs distances avec M. Adams, a fait part, jeudi soir 9 mars, de sa « consternation ». Il faut dire que le geste de la Maison Blanche a fait la « une » des journaux anglais, aux dépens de la visite que vient d'effectuer la reine Elizabeth en Irlande du Nord.

Pour éviter ce lâchage du grand frère américain, Sir Patrick avait accepté de heurter à nouveau les unionistes de Belfast : il avait en effet admis, pour la première fois, que le Sinn Fein puisse rencontrer un ministre britannique avant que l'IRA ait entamé la destruction de son arsenal militaire, à condition toutefois que ce soit pour discuter de cette question exclusivement. Il avait, en revanche, réaffirmé que les nationalistes irlandais ne pourraient participer aux pourparlers de paix avant le début du démantèlement de cet arsenal. Cette initiative a immédiatement été dénoncée par les unionistes comme par le Sinn Fein. Elle n'a pas été suffisante pour convaincre Washington. M. Adams, qui connaît la valeur symbolique que représente son invitation, a tout de suite fait montre de modération en

reconnaissant enfin que le Sinn Fein pourrait discuter avec Londres de toutes les questions, y compris celle des armes. On parle désormais ici de la possibilité de confier le contrôle de la mise hors service des arsenaux à une tierce partie, les Nations unies ou un pays ami par exemple. C'est donc pour célébrer les six mois du cessez-le-feu en Irlande du Nord que la reine s'y est rendue jeudi, pour la première fois depuis 1993. Au début de l'année encore, bien des officiels à Belfast comme à Londres, estimaient que cette date serait cruciale et que l'IRA pourrait alors reprendre ses opérations. Il n'en a rien été : cette visite, et la réduction spectaculaire des mesures de sécurité, le montrent. Il aurait été incroyable, au cours des vingt-six dernières années,

que la souveraine puisse se promener dans la rue ou recevoir des fleurs d'inconnus. Mais la visite rendue au primat de l'Eglise catholique d'Irlande dans sa ville d'Armagh est encore plus exceptionnelle : c'est en effet la première depuis la réforme de l'Eglise d'Angleterre au XVI^e siècle. La reine a fait connaître sa satisfaction, et le gouvernement de John Major peut respirer : l'audacieuse initiative de paix anglo-irlandaise devient jour après jour une réalité sur le terrain, elle a le soutien de l'opposition travailliste et la population des deux bords a redécouvert les défis de pouvoir se promener sans risquer une balle perdue. Les discussions se poursuivent, même si la grande négociation n'a toujours pas commencé. Elizabeth II n'est pas

parvenue à amadouer les durs parmi les unionistes, comme le révérend Paisley, mais les protestants sont désormais ouvertement divisés : alors que les partis traditionnels continuent de dénoncer l'accord anglo-irlandais et d'affirmer qu'ils ne participeront pas aux négociations, les anciens terroristes, las de la guerre, sont prêts à discuter, même avec le Sinn Fein. Il n'en reste pas moins que la capacité de nuisance des parlementaires unionistes est réelle : à chaque vote aux Communes, leurs voix peuvent faire pencher la balance contre un gouvernement affaibli. D'où cette prudence de la part de M. Major, qui irrite tant Dublin et les nationalistes.

Patrice de Beer

La Maison Blanche prend des risques

WASHINGTON

de notre correspondant
Gerry Adams à la Maison Blanche ! Et, cette fois, ce n'est pas le conseiller pour la sécurité nationale, Anthony Lake, qui rencontrera le président du Sinn Fein, comme en décembre dernier, mais Bill Clinton en personne. Coïncident du caractère polémique d'une telle décision, l'administration américaine a pris soin de préciser que M. Adams sera invité à l'occasion d'une réception en l'honneur du premier ministre irlandais, John Bruton, le 17 mars, jour de la Saint-Patrick, et que d'autres personnalités irlandaises ont été conviées, notamment les chefs de file de la majorité protestante d'Irlande du nord. Même si la présence de Gerry

Adams est rendue discrète - la Maison Blanche laisse entendre que les photographes ne seront pas présents lors de la poignée de main avec M. Clinton -, il s'agit bien d'une étape politique majeure dans le processus de reconnaissance du Sinn Fein par les Etats-Unis. Deux autres décisions en témoignent : M. Adams pourra bénéficier d'un visa de trois mois à entrées multiples, et, plus significatif encore, le Sinn Fein est autorisé à ouvrir une représentation permanente à Washington, ainsi qu'à collecter des fonds auprès de l'importante communauté américaine qui revendique des racines irlandaises.

L. Z.

Le Mexique adopte un plan d'austérité draconien

Pour retrouver la confiance des investisseurs, le gouvernement augmente taxes et tarifs publics

MEXICO

de notre correspondant
Le Mexique, dont les difficultés financières ont provoqué la dévaluation du peso et ont entraîné les secousses qui, depuis deux mois, perturbent les monnaies et les Bourses dans le monde entier, va être soumis à une austérité renforcée. Prenant acte de l'échec de son plan d'urgence économique du 3 janvier, le gouvernement a annoncé, jeudi 9 mars, un « nouveau programme d'action », beaucoup plus sévère, pour « retrouver la confiance » des investisseurs et freiner la chute de la monnaie nationale, qui a perdu plus de 50 % de sa valeur par rapport au dollar depuis la dévaluation du 20 décembre.

L'augmentation, immédiate, de 35 % du prix de l'essence et, à partir du 1^{er} avril, de la taxe sur la valeur ajoutée, qui passe de 10 % à 15 %, devrait permettre de porter l'excédent budgétaire à 4,4 % du produit national brut. « L'adoption d'une politique monétaire restrictive permettra de reconstruire graduellement les réserves internationales » et de renforcer le peso, dont le cours restera libre dans un premier temps. Seules « douze » de ce plan « auto-ménager », qui a été précédé d'une hausse de 100 % des tarifs des transports en commun : des dispositions seront prises pour réduire l'endettement des petites et moyennes entreprises « viables » menacées de faillite et le salaire minimum sera augmenté de 10 % à partir du 1^{er} avril.

Les mesures énumérées par le ministre des finances, Guillermo Ortiz, qui a annoncé une chute de près de 2 % du produit national brut en 1995 et une inflation d'environ 42 % sur l'année (au lieu des 19 % initialement escomptés), ont été mal accueillies par l'opposition, de droite comme de gauche, ainsi que par une partie du patronat et des syndicats. « C'est la fin de la concertation sociale », ont déploré les dirigeants de plusieurs syndicats qui, depuis plus de soixante ans, agissaient comme la « courroie de transmission » de la formation au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

« Ce plan va conduire le pays à la récession et au chômage », a regretté Antonio Sanchez, président d'un des principales organisations patronales, la Coparmex. Une fois de plus, les Mexicains vont devoir se sacrifier. Ce point de vue est partagé à la fois par le Parti révolutionnaire

démocratique (PRD, opposition de gauche), par le Parti d'action nationale (conservateur) et par une partie du PRI, qui reprochent au gouvernement d'avoir cédé aux exigences du Fonds monétaire international, en accordant la priorité à l'équilibre budgétaire au détriment du renforcement de l'industrie nationale et de la création d'emplois. « Cela risque d'aggraver dangereusement l'instabilité sociale », estime le sénateur « priiste » Alberto Santos qui, comme beaucoup de ses collègues, est préoccupé par la chute spectaculaire du niveau de vie des salariés au moment où le pays est secouru par les révélations sur la complicité de hauts personnalités avec les cartels de la drogue et par les séquences de plusieurs événements violents, en particulier la rébellion dans l'Etat du Chiapas et les assassinats de deux dirigeants du parti au pouvoir.

Pour d'autres patrons, comme German Carroba et le dirigeant de l'Association des banquiers, José Madariaga, le président Ernesto Zedillo « n'avait pas le choix s'il voulait éviter de conduire le Mexique à la sus-

pension des paiements » à ses créanciers internationaux - alors que ceux-ci, sous la houlette des Etats-Unis, ont adopté un plan de sauvetage de plus de 50 milliards de dollars pour permettre au pays d'affronter la « crise de liquidités » qui a mangé les réserves de la Banque centrale, entraîné la dévaluation puis le flottement du peso en décembre.

DÉSARTICULATION

Seuls les banquiers ont quelques raisons de se réjouir : les autorités ont annoncé un « plan de restructuration à long terme » pour voler au secours des banques menacées par l'augmentation, incontrôlée des créances non recouvrables qu'a provoquée la hausse spectaculaire des taux d'intérêt (le taux interbancaire a été fixé, jeudi, à 74,64 % et les entreprises empruntent désormais à des taux fixés les 100 %).

Rappelant les raisons de la crise - « un déficit excessif de la balance des paiements, la réduction des flux de capitaux étrangers et les événements politiques », le ministre des fi-

nances a reconnu que les Mexicains allaient « vivre des moments difficiles », mais c'est le prix à payer pour éviter le retour de « l'hyperinflation, qui entraînerait la désarticulation de l'appareil productif et des coûts sociaux plus élevés encore ». Optimiste, M. Ortiz a estimé que « la stabilisation à court terme des marchés financiers allait favoriser la réduction graduelle des taux d'intérêt », contribuant ainsi à « une reprise de la croissance en 1996 ».

Certains économistes sont plus circonspects. « L'échec de la dévaluation du 20 décembre et des mesures économiques du 3 janvier, souligne l'un d'eux, Sergio Samirto, prouve que la crise n'était pas due à la surévaluation du peso par rapport au dollar mais plutôt à une monumentale perte de confiance de la part des investisseurs, mexicains et étrangers. L'augmentation des taux d'intérêt à des niveaux sans précédent n'a pas permis de rétablir la confiance. Cela prouve que les recettes traditionnelles sont désormais inopérantes. »

Bertrand de la Grange

Le Brésil remet en question des projets de développement

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant
La banque centrale brésilienne est intervenue à de nombreuses reprises pour soutenir le real dans un climat qui n'est plus du tout celui du glissement contrôlé annoncé, lundi 6 mars, par le ministre des finances, Pedro Malan. Plus de 3 milliards de dollars ont ainsi été mis sur le marché les 7, 8 et 9 mars pour maintenir la monnaie au-dessous du cours plafond de 0,90 real pour 1 dollar, fixé lundi, et qui constituait déjà une dévaluation de l'ordre de 7 %. Les réserves de change, très confortables par comparaison avec celles du Mexique ou de l'Argentine, ont déjà été amputées de plus de 15 %. La Bourse a chuté de 27 % en trois jours, de mardi à jeudi.

Une des conséquences de ces difficultés est la remise en question de plusieurs projets décidés par le gouvernement précédent. Tous les contrats approuvés par le président Itamar Franco, mais non encore votés par le Congrès, vont être réexaminés, a annoncé José

Serra, ministre de la planification. C'est le cas en particulier du contrat de 1,4 milliard de dollars pour la coopture radar de l'Amazonie, qui a été attribué en juillet dernier à la firme américaine Raytheon de préférence à la société française Thomson. Il s'agit d'un énorme réseau électronique géré par ordinateur, comportant des radars, des avions de surveillance, et des satellites, qui permettra de surveiller plus de la moitié du Brésil et de traquer, en particulier, les petits avions utilisés par les trafiquants de drogue.

Le *New York Times* avait affirmé, le 19 février, que la CIA avait fait obtenir le marché à la firme américaine en menaçant de révéler les pots-de-vin proposés par Thomson à des hauts fonctionnaires brésiliens. Thomson a démenti, de même que l'amiral Flores, chargé à l'époque du dossier. Ce dernier va comparaître devant la commission de contrôle du Sénat, de même que son successeur, Ronaldo Sardenberg. L'ancien ministre de l'aéronautique Lello Lobo et l'actuel titulaire de ce portefeuille,

Mauro Gandra, devront également s'expliquer sur cette adjudication. « Ils sont convoqués et non pas invités », a lourdement insisté un parlementaire.

La remise en cause, officiellement pour raison d'économies, du contrat attribué à Raytheon devrait réjouir Thomson. Ce n'est, curieusement, pas le cas. Le représentant de la société française à Rio a déclaré, mardi, que Thomson considérait l'affaire comme close et ne demanderait pas au gouvernement de procéder à un nouvel appel d'offres. Le bénéficiaire de cette saga pourrait bien être le troisième larron, le consortium constitué par l'allemand DASA (Deutsche Aerospace) et l'italien Alenia, écarté en 1994 par le gouvernement, qui n'avait retenu que les deux projets concurrents de Thomson et de Raytheon avant de trancher en faveur de ce dernier. DASA et Alenia ont été invités par les Brésiliens à réactualiser leur offre, a-t-on appris de bonne source.

Dominique Dhombres

Fidel Castro va être reçu à l'Elysée

C'est la première fois que le président cubain effectue une visite en France. Il y rencontrera hommes politiques et représentants du patronat

FIDEL CASTRO sera à Paris du 13 au 15 mars et déjeunera avec François Mitterrand à l'Elysée lundi. Le *Lider maximo*, boudé par les Occidentaux, devait rêver depuis longtemps d'une aussi auguste reconnaissance. Certes, il y eut sa visite en Espagne, en juillet 1992, où le président cubain avait flâné pendant quinze jours de Barcelone à Madrid en passant par Séville et Saint-Jacques-de-Compostelle, mais c'était en quelque sorte une affaire de famille : celle de l'Espagne avec l'Amérique latine, celle de Fidel avec cette province de Galice où son père était né et où il fut accueilli comme un frère par l'ex-dictateur de la droite espagnole, Manuel Fraga Iribarne, qui avait été reçu quelques semaines avant comme un chef d'Etat à Cuba.

Paris, c'est autre chose : c'est la rupture de la quarantaine tacitement imposée par les Occidentaux à l'un des derniers dirigeants du communisme ; c'est peut-être aussi, pour François Mitterrand qui avait nourri un moment l'idée de se rendre à Cuba, une sorte de pied de nez fait aux Américains avant de quitter le pouvoir.

Le président français n'a jamais caché, ni devant George Bush ni devant Bill Clinton, sa désapprobation de l'embargo que les Etats-Unis imposent à Cuba depuis plus de trente ans et qui a été renforcé à l'été 1994 après le dernier épisode des *balseros*, ces émigrés clandestins qui s'efforçaient de gagner les côtes de Floride à bord d'embarcations de fortune. Il l'avait qualifié tout récemment encore de « stupidité » parce qu'il pénalisait essentiellement la population. M. Mitterrand milite de son côté contre cet embargo et elle a apporté à de nombreuses reprises son soutien à Cuba, où elle s'est rendue fréquemment. L'épouse du chef de l'Etat était de nouveau à La Havane fin février, afin de remettre un don de 2,5 millions de dollars à l'hôpital orthopédique Frank-Pais. A cette occasion, M. Mitterrand s'est longuement entretenu avec Fidel Castro et c'est de là que serait né le projet de cette venue à Paris du président cubain. D'autres proches de François Mitterrand auraient pu aussi plaider pour cette première venue de Fidel à Paris, comme Michel Chassagne, familier des séjours à Cuba.

Officiellement, c'est l'UNESCO, dont le siège est à Paris, qui invite Fidel Castro, et c'est le président cubain qui a demandé à être reçu par le chef de l'Etat français. On confirme néanmoins à l'Elysée que M. Mitterrand souhaitait une telle rencontre, qu'il voit comme un moyen d'encourager une évolution de la situation à Cuba, « d'être moins dramatiquement verrouillée que par le passé ». Le porte-parole, Jean Musitelli, rappelle, à propos des violations des droits de l'homme, que la France les a constamment condamnées dans les instances compétentes de l'ONU et que des dissidents ont, dans les années 80, été libérés des

geôles castristes grâce à l'intervention du président de la République. Ce fut le cas notamment du poète Armando Valladares, pour lequel Jack Lang et Régis Debray étaient allés plaider au nom de François Mitterrand à La Havane et qui fut libéré en octobre 1982. Fidel Castro arrivera à Paris lundi matin, venant de Copenhague où il aura participé au sommet de l'ONU sur le développement social, et de là se rendra jusqu'à mercredi à Paris, où l'hôtel Marigny est mis à sa disposition, comme pour les hôtes de marque privés.

OUVERTURE ECONOMIQUE

Il devrait rencontrer diverses personnalités politiques dont Philippe Séguin et sera reçu mardi - avant de partir pour la Bourgogne - au Conseil national du patronat français (CNPF) par Jean-Pierre Desgeorges, le vice-président du CNPF international. Conduisant une délégation d'une trentaine d'hommes d'affaires représentant les milieux de l'industrie et des services, celui-ci avait effectué, début mars, sa deuxième visite à Cuba (en l'espace d'un an) afin de renforcer la présence française dans l'île, à l'occasion des réformes économiques entreprises par le régime castriste.

Contraint de compter sur ses propres ressources depuis la désintégration, en 1990, du bloc soviétique, avec lequel Cuba réalisait jusqu'à 85 % de ses échanges commerciaux, ce pays vit depuis cette date une « période spéciale » qui a considérablement aggravé les conditions d'existence dans l'île. Pour tenter de remédier à la pénurie alimentaire et remettre en état un appareil productif qui, dans le meilleur des cas, fonctionne au tiers de sa capacité, le gouvernement cubain, s'appuyant sur une nouvelle équipe de responsables économiques autour de Carlos Lage, vice-président du Conseil d'Etat, a procédé depuis deux ans à d'importantes réformes visant à ouvrir l'économie cubaine sur l'extérieur et à lui procurer les devises nécessaires à son développement. En 1993, Fidel Castro a d'abord décidé de dépenaliser la détention de dollars par les Cubains, créant du même coup, mais officiellement cette fois, un double marché entre les détenteurs de billets verts et ceux qui restent cantonnés à l'usage du peso. Un an plus tard, le gouvernement entreprenait une ouverture vers le secteur privé en autorisant la création de petites activités « à compte propre », notamment dans le secteur artisanal. Parallèlement, les dirigeants cubains se lançaient à leur tour dans la course à l'investissement étranger, par le biais de sociétés mixtes. Enfin, la création de « marchés libres », en octobre 1994, sur lesquels paysans et coopératives agricoles viennent vendre leurs produits, permettait à la population de s'approvisionner à nouveau. A des prix encore exorbitants.

Serge Marti et Claire Tréan

Un des principaux opposants nigériens a été arrêté à Abuja

LAGOS de notre correspondante. Le général - à la retraite - Shehu Musa Yar'Adua, prétendant à la présidence de la République, a été arrêté dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 mars par des policiers en civil, dans sa résidence d'Abuja, la capitale fédérale. Il participait, depuis la reprise des travaux lundi, aux débats de la Conférence constitutionnelle.

Le général Yar'Adua, qui a quitté l'armée en 1979 après avoir été vice-président et chef d'état-major du général Obasanjo, est l'un des pivots de l'opposition au sein de la Conférence, par ambition personnelle plus que par conviction démocratique. Jouissant d'une fortune considérable et d'un réseau d'influences étendu, cet aristocrate musulman, originaire de l'extrême nord du Nigéria, aurait sans doute remporté les « primaires » de l'automne 1992 préjudant à l'élection présidentielle, puis le

scrutin lui-même, s'il n'avait pas été disqualifié par le général Babangida, qui l'accusait d'avoir manipulé les électeurs. N'ayant pas renoncé à atteindre le pouvoir par la voie légale, il a pesé de tout son poids à la Conférence constitutionnelle pour faire adopter en décembre dernier une résolution fixant au 1^{er} novembre 1996 la date du départ des militaires au pouvoir.

Son arrestation a-t-elle pour but de désorganiser l'opposition au sein de la Conférence ? Est-elle liée, par ailleurs, à la vague d'« interrogatoires » menée depuis le 19 février au sein de l'armée ? Les autorités militaires ont nié jusqu'à présent l'existence d'un complot destiné à renverser le général Abacha. Mais le chef d'état-major, le général Abdulsalam Abubakar, devait s'expliquer vendredi sur ces récents événements lors d'une conférence de presse très attendue.

Michèle Marlingues

Israéliens et Palestiniens s'engagent à débloquent leurs négociations

Une échéance est fixée en juillet, à la grande satisfaction des Etats-Unis

Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, devait rencontrer, vendredi 10 mars à Gaza, le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, dans le

cadre de sa nouvelle tournée au Proche-Orient. Jeudi, il a salué les progrès évoqués par M. Arafat et le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès, qui

se sont engagés à achever, avant le 1^{er} juillet, les négociations sur le « redéploiement » de l'armée israélienne en Cisjordanie.

JÉRUSALEM

de notre correspondant. La reprise d'un dialogue plus serein entre Israël et les Palestiniens a permis, jeudi 9 mars, d'atténuer quelque peu le climat de désillusion générale - blocage avec la Syrie, tension au Liban sud, désaccord sur le « nucléaire » avec l'Egypte - dans lequel se déroule la nouvelle tournée au Proche-Orient du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher.

Durement critiqué dans le monde arabe en raison de son apparence « alignement » sur les positions israéliennes, M. Christopher veut essayer de « réviser » un processus qui, faute d'avancer, donne à toutes les parties concernées la désagréable impression de reculer. Sa première étape au Caire n'a pas donné les résultats escomptés.

Après plus de deux heures d'entretiens avec M. Christopher, le président Hosni Moubarak a réaffirmé la position de son pays : l'Egypte, et avec elle une dizaine de pays arabes, ne signera pas la reconduction du traité de non-prolifération nucléaire tant qu'Israël, dont les spécialistes évaluent la force de frappe à environ deux cents têtes nucléaires, ne se sera engagé à s'y soumettre lui aussi. Soutenue dans son principe par Washington, la proposition de l'Etat juif de signer le traité deux ans après l'instauration d'une paix globale dans la région - Iran compris - est rejetée par M. Moubarak.

Nouvelle illustration du refroidissement des relations entre l'Egypte et l'Etat juif, Itzhak Rabin, après son premier entretien jeudi soir à Jérusalem avec M. Christopher, a accusé

« l'Egypte et la Syrie » de « freiner l'ouverture du monde arabe » à son pays. La Tunisie et le sultanat d'Oman, qui devaient ouvrir incessamment des bureaux de représentation en Israël, ont fait savoir ces derniers jours que la mesure était reportée jusqu'à nouvel ordre.

« Le processus de paix fait face à de grands défis », a noté M. Christopher. Toutefois, rien n'est perdu. Le secrétaire s'est « félicité » de la relance des négociations israélo-palestiniennes. Coïncidence ou volonté israélienne de démontrer au grand allié américain que le processus de paix, dans lequel Washington a tant investi, n'est pas mourant ?

Le fait est que, moins de trois heures avant l'arrivée de M. Christopher à Tel Aviv, M. Pérès et M. Arafat se sont mis d'accord pour reprendre activement les négociations concernant l'extériorisation de l'autonomie à la Cisjordanie occupée. Rien d'est réglé, mais les deux hommes, qui se sont rencontrés pendant près de deux heures à Erez, sur la ligne de démarcation entre Gaza et Israël, ont fixé une « date-cible » à leurs délibérations. Les deux parties vont « essayer » d'achever les négociations sur la seconde phase, d'ici au 1^{er} juillet 1995. « Il n'y a aucune date sacrée », avait dit à plusieurs reprises M. Rabin. La position de M. Pérès n'est guère différente : « Si nous ne rencontrons pas d'obstacles imprévus, j'espère que nous serons en l'heure, le 1^{er} juillet », a précisé le ministre.

Cette nouvelle date confirme un retard d'au moins un an dans l'ap-

plication de la Déclaration de principes, puisque celle-ci prévoyait la fin du retrait israélien d'une grande partie de la Cisjordanie le 13 juillet 1994. Mais le chef de la diplomatie israélienne considère la fixation de cette échéance comme une véritable « percée ». Plus souriant que lors des précédentes rencontres

Les points d'accord

MM. Arafat et Pérès étant convenus d'achever les pourparlers sur le « redéploiement » israélien avant le 1^{er} juillet, l'Etat juif transférerait, d'ici là, à l'Autorité palestinienne davantage de pouvoirs dans les domaines administratifs et économiques en Cisjordanie. Les procédures de passage entre les territoires palestiniens et Israël seraient assouplies et neuf zones industrielles communes devraient être créées.

avec ses « partenaires de paix », M. Arafat s'est cependant refusé à employer ce terme.

LE DOSSIER ISRAËLO-SYRIEN

Plusieurs fois échaudé, il préfère « attendre » de voir quand et comment les diverses promesses qui lui ont été faites jeudi seront mises en œuvre. De bonne source israélienne, on indique que le chef de l'Autorité palestinienne pourrait accepter de prendre le contrôle municipal de Djénine, dans le nord de la Cisjordanie, à condition qu'il puisse également installer son administration à Bethléem. Un retrait « graduel » des soldats, ouvrant la

Patrice Claude

Nouvelle bataille diplomatique entre Washington et Bagdad

Bill Clinton est déterminé à maintenir l'embargo en l'état

LES ETATS-UNIS sont repartis en campagne - diplomatique - contre l'Irak, et le gouvernement de Bagdad n'épargne aucun effort pour contrer cette offensive américaine, tandis que l'armée irakienne fait de nouveau le coup de feu contre les Kurdes dans le nord du pays : jamais, depuis 1990, l'échec du renouvellement des sanctions contre l'Irak n'aura donné lieu à tant de manœuvres.

Selon toutes les prévisions, le Conseil de sécurité des Nations unies, qui doit se réunir lundi 13 mars, reconduira une nouvelle fois, tel quel, l'embargo imposé à l'Irak. Les dirigeants de Bagdad d'ont pas encore donné entière satisfaction à la commission spéciale de l'ONU qui veille au désarmement irakien, aucun pays - pas même la France et la Russie, favorables à un assouplissement et tentées en suspicion par les Etats-Unis - ne devrait proposer la levée, même partielle, des sanctions.

Le président américain, Bill Clinton, n'en a pas moins affirmé, jeudi 9 mars, que les Etats-Unis « insisteront pour que les sanctions soient maintenues jusqu'à ce que l'Irak observe toutes les clauses pertinentes des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ». M. Clinton est convaincu que Bagdad « est décidé à reconstruire son stock d'armes de destruction massive ».

En réalité, chacun se prépare à des changements qui pourraient être proches si Bagdad décide d'accéder aux choses et de diviser sérieusement le Conseil de sécurité, en acceptant toutes les exigences de la commission chargée de le désarmer. En vertu du paragraphe 22 de la résolution 687 du Conseil, la levée de l'embargo pétrolier est en effet liée au seul désarmement.

Lors de sa dernière mission en Irak, en février, Rolf Ekeus, le chef de la commission, a fait état de lacunes dans les renseignements sur le programme d'armement biologique. C'est ce qu'il devrait réaffirmer, avant le 10 avril, dans un rapport écrit au Conseil. Une seule insuffisance suffit, explique-t-on de source diplomatique à Paris, pour justifier un maintien de l'embargo.

Mais les Etats-Unis semblent vouloir éviter à tout prix l'application à la lettre de la résolution 687 du Conseil de sécurité, qui entraînerait l'isolement

le retour du brut irakien sur le marché, aux dépens, forcément, des pays qui se sont partagés son quota depuis 1990, c'est-à-dire l'Arabie saoudite et le Koweït. C'est pourquoi Washington va au-delà des termes de la résolution 687 et exige de l'Irak, avant toute levée des restrictions pétrolières, de libérer les prisonniers koweïtiens, de restituer au Koweït des équipements militaires et civils qu'il a subtilisés et de respecter les droits de l'homme.

MEINACE DE VETO

Aussi, à la demande de M. Clinton, Madeleine Albright, la représentante des Etats-Unis auprès de l'ONU, a effectué, fin février, une tournée au cours de laquelle elle a pas hésité à brandir, pour la première fois, la menace d'un veto américain à toute initiative visant à assouplir l'embargo. « C'est une tournée préventive, qui vise aussi à rappeler le droit particulier que les Etats-Unis estiment avoir sur l'Irak », note un opposant irakien in-

Lors de sa tournée, M. Albright a entendu ses interlocuteurs répéter qu'ils soutenaient la position américaine. Néanmoins, plusieurs pays réclament tout haut que soient allégées les souffrances du peuple irakien. Ce fut le cas récemment du sultanat d'Oman, ainsi que de l'Indonésie, en sa qualité de président des non-alignés.

Les Etats-Unis font valoir, à juste titre, que les souffrances de la population irakienne peuvent être allégées si Bagdad accepte d'appliquer les résolutions 706 et 712 du Conseil. Celles-ci autorisent l'Irak à vendre du pétrole et des produits pétroliers, pour un montant ne dépassant pas 1,6 milliard de dollars, ce qui lui permettra de financer notamment l'achat de produits de première nécessité pour la population. L'opération devant se dérouler sous le contrôle strict de l'ONU, l'Irak a toujours rejeté les résolutions 706 et 712.

Selon le *Wall Street Journal*, Washington pourrait accepter d'assou-

lègement employé à contrecarrer la démarche de M. Albright. Il a dépeché des émissaires dans plusieurs pays membres du Conseil de sécurité. Il multiplie les ouvertures en direction des hommes d'affaires étrangers afin de créer des groupes de pression pour la levée de l'embargo.

Samedi 11 et dimanche 12 mars, la première conférence pétrolière internationale depuis la fin de la guerre du Golfe devait être organisée à Bagdad, avec la participation d'une vingtaine de compagnies occidentales, parmi lesquelles Elf et Total, Veolia (Allemagne), Agip (Italie), Repsol (Espagne), Neste Oy (Finlande). En revanche, aucun pétrolier américain ne sera officiellement présent à cette réunion au cours de laquelle doivent être tracées les grandes lignes de la future politique pétrolière de l'Irak.

Dans ce climat de tension entre Bagdad et Washington, une large fraction des partis de l'opposition, groupés au sein du Conseil national irakien (CNI), se livre à une agitation apparemment vaine. Le CNI affirme que la situation à l'intérieur du pays est de plus en plus critique pour Saddam Hussein, tant est grand le mécontentement populaire. Il est vrai que l'inflation est astronomique, que la population ne mange pas à sa faim et que la répression est terrible. Selon des voyageurs, le fils préférent de Saddam Hussein, le tout-puissant Oudal, a même récemment été la cible d'un attentat manqué. Mais aucune source indépendante ne confirme une situation préinsurrectionnelle dans le pays.

Il est vrai aussi que de violents combats avaient opposé en février l'armée irakienne aux rebelles chiites dans le Sud, mais ils n'ont pas débilité le régime. Le CNI et l'Union patriotique du Kurdistan affirment que la garde républicaine a lancé des attaques, au cours des derniers jours, contre les positions kurdes dans le nord de l'Irak. Mais comment accorder du crédit à ces affirmations lorsque l'autre grande formation kurde, le Parti démocratique du Kurdistan, affirme que les échanges de tirs ne sont que l'une des multiples flambées du conflit qui oppose les Kurdes à Bagdad depuis 1990 ?

Mourna Naïm

هكذا من راحل

Création du consortium pour la construction de réacteurs nucléaires en Corée du Nord

NEW YORK. Le consortium pour la construction de réacteurs nucléaires en Corée du Nord a été créé, jeudi 9 mars, en application d'un accord signé le 21 octobre 1994 par Washington et Pyongyang. Les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud ont signé, à New York, l'accord établissant le KEDO, instance internationale chargée de financer deux réacteurs de 1 000 mégawatts à eau légère dans l'état septentrional de la péninsule coréenne. La construction de ces deux réacteurs, de type sud-coréen, coûtera 4 milliards de dollars. Elle sera financée principalement par la Corée du Sud et le Japon, a confirmé le sous-secrétaire d'Etat américain, Robert Gallucci, qui représente Washington aux négociations. Sur les vingt pays ayant participé à cette conférence, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande ont confirmé leur intention de participer financièrement au projet. (AFP, Reuters.)

AFRIQUE

■ **NIGER**: cinq cents personnes sont mortes des suites de méningite depuis décembre 1994 au Niger, où quelque cinq mille cas ont été recensés, estime le ministère de la Santé. Le précédent bilan, publié le 28 février, faisait état de 233 morts pour 2 000 cas enregistrés. Outre les 500 morts signalés au Niger, 29 malades ont décédé depuis le début de l'année dans le nord de la Côte-d'Ivoire, 27 en Sierra-Leone, 20 au Burkina-Faso et 3 au Mali. (AFP)

■ **SIERRA LEONE**: trente-trois rebelles ont été tués, mercredi 8 mars, lors de combats entre l'armée et les forces du Front révolutionnaire uni (RUF), dans la région minière de Mokatil Hills, selon le ministère de la Défense. L'armée affirme avoir repris le contrôle de la Sierra Leone Ore and Metal Company, une mine de bauxite à capitaux suisses. Le RUF, qui détient seize otages occidentaux, a menacé jeudi d'enlever des techniciens britanniques, provoquant une mise en garde du Foreign Office. (AFP)

AMÉRIQUES

■ **CANADA**: le ministre des pêches, Brian Tobin, a confirmé, vendredi 10 mars, l'arraisonnement d'un chalutier espagnol dans les eaux internationales des « grands bancs » de Terre-Neuve. Un vif contentieux oppose, depuis le début du mois de février, le Canada à l'Union européenne à propos de la pêche au flétan noir au large des côtes canadiennes (Le Monde du 8 mars). (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS**: la croissance économique va se ralentir à la fin de 1995, estiment les principaux économistes américains. Elle devrait revenir à 2,4 % en rythme annuel au quatrième trimestre (contre 3,9 % au premier), soit 3,2 % pour l'ensemble de l'année. La hausse des prix devrait s'accroître, pour atteindre 3,2 % en 1995, ce qui devrait conduire la Réserve fédérale à relever les taux d'intérêt. (AFP)

■ **Le Vatican critique le rétablissement de la peine de mort dans l'Etat de New York**. Cette décision, prise mardi 7 mars, montre que « sur le chemin de la civilisation et de la culture, on ne va pas en avant, mais en arrière », affirme le Père Concetti. Adopter des mesures extrêmes ne sert à rien, si la société continue à être injuste, à ne pas aider les pauvres et les laissés-pour-compte, si elle n'élimine pas les phénomènes de corruption, d'oppression, de discrimination. Selon la morale chrétienne, conclut le journal du Vatican, « personne ne peut revendiquer le droit à la vie et à la mort, comme à l'époque des empereurs et des souverains absolus ».

■ **MEXIQUE**: le gouvernement détient les preuves qu'un ancien procureur, détenu aux États-Unis, est lié aux trafiquants de drogue du golfe du Mexique. Mario Ruiz Massieu, arrêté lundi 6 mars, dans un aéroport du New Jersey, portait sur lui une somme de 46 000 dollars en espèces. Il est également accusé d'avoir tenté de dissimuler l'implication de Raúl Salinas - frère de l'ancien président Carlos Salinas - dans l'assassinat, en septembre 1994, de son frère, Francisco Ruiz Massieu, secrétaire général du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). (AFP)

EUROPE

■ **BIÉLORUSSIE**: le traité CFE ne peut plus être appliqué en Biélorussie, a annoncé, jeudi 9 mars, le président Alexandre Loukachenko. Inquiète de voir « sa frontière occidentale devenir une frontière avec le bloc politico-militaire qui continue à représenter l'Otan », la Biélorussie demande la création d'un fonds international pour l'aider à détruire ses chars et ses avions, comme le prévoit le traité sur la réduction des armées conventionnelles en Europe (CFE). (AFP)

■ **BOSNIE**: cinq membres de l'organisation humanitaire Pharmaciens sans frontières, détenus depuis six jours par les Serbes de Bosnie, devraient être prochainement libérés, a annoncé, jeudi 9 mars, l'ancien ministre français des affaires étrangères, Jean-François Deniau. Une équipe des Nations unies est d'autre part arrivée jeudi à Sarajevo afin de négocier la libération de plusieurs journalistes et membres d'associations humanitaires détenus par les Serbes. (AFP)

■ **EX-YOUGOSLAVIE**: le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires européennes, Richard Holbrooke, a estimé, jeudi 9 mars à Washington, qu'une « reconfiguration de la présence des Nations unies en Croatie devrait être possible », en ajoutant que des « entretiens critiques » étaient en cours avec Zagreb sur l'avenir des « casques bleus ». D'autre part, le New York Times a rendu compte jeudi d'un rapport de la CIA qui attribue aux forces serbes 90 % des actes de « purification ethnique » commis en Bosnie et en Croatie.

■ **ITALIE**: Silvio Berlusconi élargit son alliance au centre, et a marqué un point important contre la gauche, en signant, mercredi 8 mars, un accord pour les élections régionales du 23 avril avec Rocco Buttiglione, chef du Parti populaire italien (PPI), héritier de la Démocratie chrétienne. Cette alliance a scellé le désarroi au sein du Parti démocrate de la gauche (PDS, ex-PCI) et de la Ligue du Nord qui comptait s'allier pour de prochaines élections avec le PPI, force centriste qui a obtenu 11,1 % aux élections de mars 1994. (AFP)

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**: le Conseil constitutionnel a rejeté, mercredi 8 mars, l'appel d'un citoyen allemand, originaire des Sudètes, demandant l'abrogation d'une loi de 1945 autorisant la confiscation des biens des membres de sa communauté. Trois millions de Sudètes, accusés de sympathies nazies, ont été expulsés vers l'Allemagne en 1945 après avoir été privés de leurs biens et déchu de leur citoyenneté. L'arrêt du Conseil n'est pas susceptible d'appel. Pour calmer les polémiques provoquées par la question des Sudètes, les Églises catholiques d'Allemagne et de la République tchèque ont lancé jeudi un appel à la réconciliation. (Corresp.)

PROCHE-ORIENT

■ **IRAN**: douze officiers supérieurs de l'armée, pour la plupart à la retraite, ont adressé une lettre ouverte au Guide de la République islamique, Ali Khamenei, lui demandant de libérer l'ancien général Arzoi-lah Amir Rahimi, arrêté il y a quatre mois, a rapporté, jeudi 9 mars, l'agence Iran Press Service. Ils ont notamment fait valoir que la sécurité du régime était « étroitement » liée à la libération du général Rahimi, arrêté pour avoir réclamé un pouvoir démocratiquement élu.

CONJONCTURE

■ **SOMMET SOCIAL**: la conférence mondiale de Copenhague qui met au point la déclaration et le programme d'action qui seront adoptés, samedi 11 et dimanche 12 mars, par les chefs d'Etat et de gouvernement est parvenue jeudi à un compromis sur les points encore en discussion. Elle réitère l'engagement des pays industrialisés de porter l'aide publique au développement à 0,7 % de leur PNB et d'attribuer 20 % de cette aide aux dépenses sociales.

L'afflux de colons chinois nourrit le ressentiment des Tibétains

Les autorités de Lhassa craignent l'anniversaire du soulèvement du 10 mars 1959

Alors que se célèbre en plusieurs pays du monde, notamment en France, l'anniversaire du soulèvement anti-chinois de Lhassa, le 10 mars

1959, notre envoyé spécial dans la capitale du Tibet a pu constater que la volonté de sinisation de la « région autonome » porte ses fruits : les

colons Han sont désormais plus nombreux dans la ville que les autochtones, et tout est fait par Pékin pour qu'ils se sentent chez eux.

LHASSA

de notre envoyé spécial
«Maintenant les Chinois aiment bien le Tibet, Lhassa surtout. Ce qu'ils n'aiment pas, c'est les Tibétains ! Le Tibet, ils le veulent, mais pas les Tibétains, et ils font tout pour nous faire disparaître.» Dans la pénombre qui approche, un fonctionnaire subalterne en balade lâche ces propos désabusés. La foule bigarrée est encore dense, tandis que vendeurs ambulants et marchands de babioles plient bagage. Autour du Jokhang, sanctuaire des sanctuaires tibétains, au cœur de Lhassa, pèlerins et nomades se pressent sous les grands lampadaires baroques qui s'allument un à un, surveillés par des caméras vidéo, montées bien en évidence sur les toits avoisinants. Le centre de Lhassa est toujours sous bonne garde. Des camions militaires déversent leur cargaison de soldats, alors que les premiers néons clignotent aux façades des bars et des salons de karaoké.

Depuis quelques années, la capitale du Tibet s'est métamorphosée, de par une volonté affichée de « modernisation » qui l'a enlaidie et brutalisée. Ceintée d'un anneau de campements militaires et de casernes, la cité donne l'image d'une ville garottée. Des barreaux poutres les rues récemment percées. Les nouveaux quartiers, à l'usage des colons chinois, s'étirent jusqu'au piedmont des collines, dans les faubourgs où nichaient naguère les grands monastères, à l'écart de l'agglomération. Du verre bleu ou fumé et du béton bon marché s'efforcent de faire illusion, cache-misère pour les marchandises de pacotille se déversant sur les trottoirs. Indifférents au vacarme, des Tibétains, venus de loin, s'appliquent à suivre, moulin à prières au poing, les sentiers à demi-éffacés de la tradition rituelle.

AMÉNOSITÉ

Un nouveau marché couvert a remplacé les étals en plein air du vieux quartier central, et les échanges s'y font en chinois. Légumes et fruits frais, naguère rareté se payant à prix d'or, s'y entassent devant des marchands de quatre saisons arrivés par avion des plaines du Sechouan. Mais nul Tibétain ici : les autochtones ont été délogés de leurs emplacements de vente traditionnels. L'animosité affleure dès que les deux communautés se côtoient. Parfois, une bousculade renverse un panier. Un mot de trop fait apparaître sur-le-champ un garde de l'ordre. Un employé d'un magasin chinois se félicite de cette présence policière : « Autrement, dit-il, on peut craindre le pire ».

Depuis que Pékin a déclaré le Tibet « zone spéciale de développement économique », en 1993, le flux migratoire s'est sensiblement accru. A peine 50 000 il y a dix ans, les résidents chinois de Lhassa sont trois fois plus nombreux à présent - dont quelque 50 000 représentants des forces de sécurité : ils sont donc désormais majoritaires dans la capitale tibétaine ; les autochtones ne représentent plus qu'un tiers des habitants. Evincés des postes disponibles dans la construction ou les menus services, les jeunes Tibétains se cantonnent autour des tables de billard ou, dans des tavernes enfumées, devant des postes de télévision.

Sous prétexte d'assainissement et de rénovation, les quartiers traditionnels ont été évacués, puis démolis. Les constructions nouvelles sont attribuées en priorité aux nouveaux arrivants. Les Tibétains sont relégués dans des bâtiments délabrés et souvent en ruine d'anciens monastères. Comble de dérision : dans des écoles monastiques transformées en remises à marchandises, les autorités installent des Huis, commerçants musulmans venus du Qinghai, qui y entrent leurs marchandises.

A quelque 100 kilomètres de Lhassa, le nouvel aéroport, inauguré il y a un an, témoigne de velléités d'ouverture et d'appels de fonds à l'étranger. Mais la méfiance sub-



les gables de Lhassa vingt fois plus de « criminels antigouvernementaux » que dans toute la Chine. A en juger par de récentes condamnations, il suffit d'une ébauche de contestation pour se voir qualifier de « contre-révolutionnaire » et écopier de six à quinze ans de prison. Militaires et policiers contrôlent en particulier l'installation de nouveaux venus à Lhassa. Les colons chinois bénéficient de subsides gouvernementaux pour monter leurs entreprises dans « la maison des trésors de l'Ouest » ; ils reçoivent des aides au transport et au déménagement, jouissent de vacances prolongées, ont leur frais de déplacement aérien payés, se voient accorder des facilités de remboursement d'emprunts. Les Tibétains, eux, ne se déplacent qu'avec des sauf-conduits. Les vérifications sont minutieuses aux postes de contrôle routiers. A l'approche de dates « sensibles » - anniversaire du soulèvement du 10 mars 1959, cérémonies - l'accès de la ville leur est interdit. Les moines et nonnes des alentours, réputés turbulents, sont cantonnés dans leurs monastères, sous surveillance renforcée.

La présence policière et militaire interdit toute manifestation ouverte de mécontentement. Pourtant, dans les recoins, des mains anonymes glissent parfois des

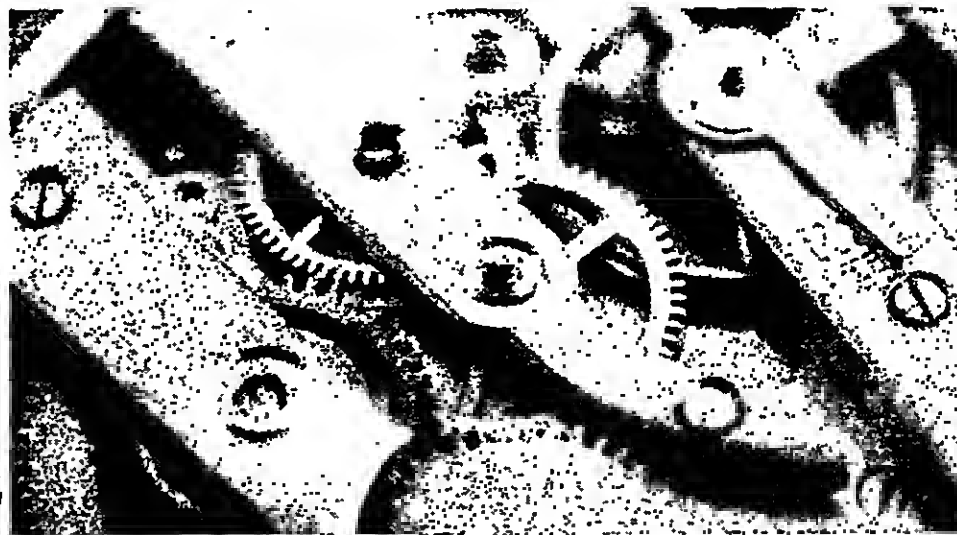
tracts calligraphiés. Un murmure : « Dites au dalaï-lama... » La résistance est limitée à de menus faits, comme un drapeau national placé sous une draperie pour le protéger des regards indiscrets, un geste furtif dans le dos d'un pandore en uniforme, un éclat de rire qui déconcentre la morgue d'un officier en gants blancs. Les prisons, aussi, se sont agrandies. Selon certaines organisations humanitaires, on compterait dans

Des manifestations du souvenir

Le dalaï-lama a dénoyé, jeudi 9 mars, l'occupation du Tibet par la Chine et a appelé les Tibétains à se préparer à un référendum secret, dans le pays et au niveau de la diaspora, pour décider de la ligne à tenir. « Le référendum devra chercher à clarifier l'orientation politique de notre lutte », écrit le chef spirituel et politique des Tibétains dans un communiqué publié par le gouvernement en exil dans la ville de Dharamsala, au nord de l'Inde, pour marquer le 36^e anniversaire de la révolte antichinoise du 10 mars 1959. Le dalaï-lama participe au début d'une marche entre cette localité et la capitale indienne à Pöccaslo de cette célébration.

A Paris, une manifestation du souvenir devait être organisée, vendredi 10 mars au matin, par les associations tibétaines et sympathisantes sur l'esplanade du Trocadéro. De là, une marche devait suivre, l'après-midi, jusqu'à l'ambassade de Chine.

Jean-Claude Buhner



Peut-on robotiser l'entreprise « au plus juste » et ne plus juste robotiser l'entreprise ?

Conduire un projet d'automatisation robotisée et en assurer la réussite technique, économique et humaine est le savoir-faire d'ABB Flexible Automation. Une longue expérience d'innovation dans la fourniture de solutions robotisées à l'industrie, a conduit ABB Flexible Automation à développer le concept de robotisation « au plus juste ». Cette démarche d'investissement optimisée, menée conjointement avec l'utilisateur final et engagée très en amont de la date de commande de la solution retenue, a pour objectif de définir le « juste nécessaire » à automatiser et de simplifier au maximum le moyen d'automatisation. Ce procédé permet l'intégration d'outils de production flexibles, performants mais simples, fiables et rapides à mettre en œuvre. La robotisation « au plus juste » conduit à une meilleure rentabilité de l'investissement et une parfaite intégration de l'équipement au sein de l'environnement technique et humain existant. Numéro un de son secteur d'activité avec 34 000 robots installés dans le monde, ABB Flexible Automation est une société du groupe ABB, géant mondial de l'électrotechnique.

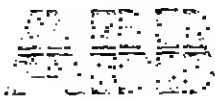


ABB Robot System S.A. - 6, rue des Pêcheurs 92024 Nanterre - Tél. (1) 47 69 02 00

POUVOIR Dans les Hauts-de-Seine, presque tous les élus de la majorité, maires ou conseillers généraux doivent, directement ou non, leur élection à Charles Pasqua,

député dès 1968 d'un département créé en 1964. Seul Nicolas Sarkozy a eu l'audace de s'installer en 1983 à la mairie de Neuilly-sur-Seine au nez et à la barbe du président du conseil

général. ● **SYSTÈME.** Méthodiquement appliqué, ce système politique très personnalisé fait du plus petit département français (76 kilomètres carrés, trente-six communes) une

sorte de principauté, et de M. Pasqua un patriarche distribuant bons points et réprimandes. ● **HLM.** Relayé au quotidien par des services administratifs musclés, le « système

Pasqua » fait du département une véritable forteresse, mais elle est ébranlée par les procédures judiciaires touchant les offices d'HLM de la région parisienne.

Charles Pasqua est fragilisé dans son fief des Hauts-de-Seine

L'enquête judiciaire sur la gestion des HLM du département dont le ministre de l'intérieur préside le conseil général ébranle un système complexe de pouvoir personnel et de liens d'allégeance

« C'EST UN SYSTÈME qui va tamber », affirme Michel Sapin, ancien ministre socialiste, qui connaît les Hauts-de-Seine pour en avoir été le représentant au conseil régional et pour avoir tenté une implantation dans la ville communiste de Nanterre. Didier Schuller mis en cause, Patrick Balkany éblouissant, un des piliers du département, l'office public départemental d'HLM, est ébranlé. « Ce qui se passe à l'office ne me surprend pas : si M. Balkany se sentait assez fort pour s'affranchir des règles d'attribution des logements sociaux, il n'y a pas de raison qu'il ne le fasse pas ailleurs, et Charles Pasqua ne peut pas l'ignorer », déclare Jean-François Merle, maire (PS) de Châtigny-Malabry, qui a siégé au conseil d'administration de l'office et, à ce titre, avait alerté le préfet sur certaines pratiques.



LES « PASQUA-BOYS »

A la question de savoir s'il existe un « système Pasqua » dans les Hauts-de-Seine, seule l'opposition socialiste répond ouvertement par l'affirmative. Les autres préfèrent dire, comme André Santini, maire (UDF-PSD) d'Issy-les-Moulineaux, que le président du conseil général « a incontestablement musclé le département » en « s'entourant de gens compétents ». A moins d'échanger la garantie de leur anonymat contre des petites phrases mieux senties : « Le clientélisme, il sait faire » ; « Pasqua n'a que des obligations dans le département » ; ou encore : « Il n'oublie pas les gens qui le servent bien ».

L'illustration la plus évidente des liens personnels noués au fil

des années par M. Pasqua avec chacun est le phénomène des « Pasqua-boys », que M. Santini décompose en deux vagues : Patrick Devedjian (Antony), Patrick Balkany (Levallois-Perret) ; puis Philippe Pemezec (Le Plessis-Robinson) ; enfin Georges Siffredi et Didier Schuller (ancien directeur de l'office HLM, devenu conseiller régional et conseiller général), qui briguent, respectivement, la mairie de Châtigny-Malabry et celle de Cligny. L'ascendant politique de M. Pasqua est tel que son complice de l'UDF lui attribue même la « paternité » de Nicolas Sarkozy, en fait promu par l'ancien maire de Neuilly, Achille Peretti.

Ces jeunes loups se sont-ils mis

dans la roue du cofondateur du RPR ou ce dernier les a-t-il « recrutés » en fonction de leurs compétences ? La réponse réside dans des intérêts mutuels bien compris. Un proche de M. Pasqua range dans la catégorie de « ceux qui cherchent à profiter de son pouvoir » Patrick Balkany et sa femme Isabelle, vice-présidente du conseil général après avoir succédé à son mari dans le canton de Levallois-Sud. « Schuller a été introduit par Balkany, son ami d'enfance, et Pasqua a laissé faire », nuance un anonyme, trop impuissant dans la vie politique du département pour avancer à visage découvert en période de turbulence électorale.

Le soutien de Charles Pasqua lors d'une élection est beaucoup plus déterminant que l'étiquette politique », constate pour sa part un conseiller municipal UDF-PSD du sud du département. Ses propos sont confirmés par Jean-Yves Haby, député (UDF-PR), qui s'est cassé le nez à la porte du conseil général, en mars 1994, face à un sortant passé de l'UDF au RPR, Lucien Maroteau. Aujourd'hui, le jeune député tente de faire valoir sa candidature à la mairie de Courbevoie face au maire sortant, Charles Deprez, dont il était le premier adjoint, mais qui a, lui aussi, délaissé l'UDF au profit du RPR. Cela fait dire à M. Haby qu'il « est difficile d'exister librement dans le département ».

NÉPOTISME

L'extrême personnalisation de la vie politique des Hauts-de-Seine confine au népotisme. Touchés par le cumul des mandats, plusieurs élus ont installé, dans leur fauteuil de conseiller général, qui sa femme, qui sa fille : l'exemple le plus flagrant est celui de M^{me} Balkany, successeur de son mari, le-

quel est député, président de l'office d'HLM et maire de Levallois-Perret. Elle est aussi conseillère municipale de cette ville, chargée de l'information. « Mais n'oubliez pas que j'ai affronté deux fois le suffrage universel ! », rappelle-t-elle.

Dans le second canton de Levallois, le conseiller général est Brigitte de Coster, adjoint au maire, dont le mari est directeur de la société d'économie mixte de la ville. Levallois n'a pas le monopole de ces pratiques : élue de Puteaux, Joëlle Franqui (RPR) est la fille de

jouissent d'une grande autonomie. « C'est toute l'ambiguïté du système : un mélange de pertinence et d'intelligence dans la création des outils de gestion et une part d'ombre, qui risque d'éclabousser le reste, comme en ce moment », analyse M. Sapin, persuadé que M. Pasqua a « davantage de scrupules » qu'une partie de son entourage.

Sur le bilan de la gestion Pasqua, les avis sont partagés : incontestablement, le département a connu une montée en puissance. « La politique Pasqua, c'est la recette du

Une administration puissante

« Dans le département, en dehors de Pasqua, les autres élus n'existent pas. Ils s'en plaignent quand ils ne sont pas en face de lui. L'administration départementale prend beaucoup de décisions. En fait, elle gère le quotidien dans le cadre des projets d'investissement du président », souligne Jean-François Merle, maire (PS) de Châtigny-Malabry. Pas moins de deux préfets (Jacques Corbon, directeur de cabinet et Pierre Brisset, directeur général de l'administration) font « tourner » les services du conseil général (5 000 personnes), particulièrement bien étoffés en fonctionnaires de haut niveau. La société d'économie mixte du département et l'office public d'HLM ont su aussi faire appel à des techniciens compétents, attirés par un département qui a connu un développement exceptionnel. S'il font leurs preuves, ces « administratifs » peuvent espérer embrasser une carrière politique, comme Didier Schuller ou Philippe Pemezec, lui aussi ancien salarié de l'office et aujourd'hui maire (RPR) et conseiller général du Plessis-Robinson.

Charles Ceccaldi-Raynaud, maire de la ville, vice-président du conseil régional et député, suppléant de M. Sarkozy. A Châtillon, le maire RPR, Jean-Pierre Schostek, a cédé son siège à sa femme Michèle. Du côté de l'UDF, Odile Fourcade a succédé dès 1989 à son mari Jean-Pierre, sénateur et premier vice-président du conseil régional.

« Les bonnes femmes des conseillers généraux travaillent souvent au conseil général », constate sans aménager un élu régional, qui n'hésite pas à employer le terme imagé de « famille tuyau de poêle » pour décrire cette nébuleuse. « Le département ne compte que trente-six communes, dont une dizaine à l'opposition. Il est normal de voir les mêmes noms revenir », proteste M^{me} Balkany, rappelant que les élus siègent souvent à des qualités dans des organismes départementaux. Le patron du département n'étant pas un homme de « détail », ceux qui ont sa confiance

passés : un volume de réalisations concrètes pour cinq volumes de propagande médiatique », estime M. Merle, qui ne porte au crédit du patron des Hauts-de-Seine que le système d'études dirigées après l'école. Pour lui, la gestion financière n'est pas bonne, et la richesse du département, « fondée pendant plusieurs années sur l'argent "casin" de la Défense et du triangle d'or de Levallois, Neuilly et Courbevoie », est en train de se tarir, ce que compense une augmentation annuelle de la fiscalité locale de 10 % depuis trois ans. Plusieurs élus se souviennent que ce département avait été créé dans le but, exclusivement politique, de démanteler la « ceinture rouge » de Paris. Le fait qu'il soit devenu le fief de M. Pasqua ne serait que le couronnement de cette logique, et son éclatement politique annoncé la sanction d'une sorte de « péché originel ».

Pascale Sauvage

La SEM 92, « arme » immobilière redoutable

L'OUTIL du département des Hauts-de-Seine en matière d'urbanisme est une société d'économie mixte, la SEM 92, créée en 1985 lorsque le conseil général était présidé par Paul Graziani (RPR) et dont les principaux actionnaires sont le département, l'office d'HLM, la Caisse des dépôts et consignations, la chambre de commerce et d'industrie de Paris et la région Ile-de-France.

Revenu à la présidence du département en 1988, Charles Pasqua a utilisé la SEM 92 pour permettre au département de profiter de la décentralisation, dans un territoire où l'Etat était très présent, par l'intermédiaire de l'établissement public d'aménagement de La Défense

(présidé de 1987 à 1989 par Charles Ceccaldi-Raynaud, maire RPR de Puteaux).

Longtemps dirigée par Pierre-Henri Paillet, actuellement délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, la SEM 92 est maître d'ouvrage délégué des grands projets départementaux tels que l'université privée Léonard-de-Vinci et la réfection du stade Yves-du-Manoir à Colombes. Elle est en charge, en tant que prestataire de services, des études sur le plan d'urbanisme social et urbain (Pace 92) et sur le réseau Muse (maillage urbain souterrain express). Enfin, elle intervient comme aménageur dans une quinzaine de communes. Mais les villes les plus puissantes, dotées de leurs propres

SEM d'aménagement (parfois financièrement mal en point), telles que Boulogne-Billancourt, Antony, Courbevoie ou Levallois, se gardent bien de la laisser entrer sur leur territoire. Dans ce département marqué par une forte pression foncière, les opérations d'aménagement sont des enjeux politiques majeurs, au point de faire dire au député UDF Jean-Yves Haby, qui dirige la mairie de Courbevoie contre le maire sortant, Charles Deprez (RPR), que « le véritable maître de Courbevoie était le promoteur Christian Pellerin », qui, en tant que PDG de la SARI, fut l'un des principaux aménageurs de La Défense.

P. Se

Le croissant d'or des bureaux

PROFITANT au mieux des très riches heures de l'immobilier, le département des Hauts-de-Seine a largement assis sa fortune sur une politique volontariste de construction de bureaux. Au début des années 90, juste avant la crise, le « croissant d'or » des Hauts-de-Seine était en passe de devenir aussi célèbre que le « triangle d'or » qui abrite les plus belles adresses parisiennes.

Tout a commencé avec la construction de la Défense. Même rebaptisé il y a une quinzaine d'années « Paris-La Défense », le quartier d'affaires (2,6 millions de mètres carrés à lui seul) a servi de locomotive au reste du département. Mais c'est la levée, en 1985, de l'agrément nécessaire à la construction de bureaux « en blanc » (c'est-à-dire sans locataire préalable) qui a servi de déclic, car plus rien ne s'opposait aux ambitions des élus qui souhaitaient infléchir totalement la politique de leur ville, comme Patrick Balkany (RPR) à Levallois-Perret, après son élection à la mairie en 1983.

Les derniers chiffres émanant de l'Observatoire régional de l'immobilier d'entreprise en Ile-de-France montrent que, entre 1985 et 1994, le parc de bureaux dans les Hauts-de-Seine a presque doublé, passant de 4,8 à 9,13 millions de mètres carrés de surface utile. La puissance de développement du département a été considérable :

en 1989, 1,2 million de mètres carrés de bureaux ont été construits. Les Hauts-de-Seine sont devenus le deuxième pôle de la région Ile-de-France après Paris (14,83 millions de mètres carrés), dont ils représentent désormais le quart du parc de bureaux. Mais le poids respectif des deux concurrents est loin d'évoluer de la même façon puisque le nombre de mètres carrés n'a augmenté que de 10 % dans la capitale.

UN PARC RÉCENT ET VARIÉ

Surtout, les deux patrimoines n'ont rien de comparable : l'offre parisienne est composée de nombreux bureaux anciens. Le parc des Hauts-de-Seine, plus récent, est aussi plus varié : les tours de La Défense, qui ont abrité les sièges sociaux de quelques grands noms de l'industrie (les pétroliers, les informaticiens...), ne répondent pas aux mêmes besoins que les locaux de villes comme Rueil-Malmaison ou Boulogne-Billancourt et Levallois, ces deux dernières ayant connu des évolutions comparables en matière d'immobilier de bureau.

Dès les premiers symptômes de crise perceptibles, le département a réagi : les mises en chantier sont tombées de 830 000 mètres carrés en 1990 à 375 000 en 1991 et 81 000 en 1993. Ce coup de frein est très fort, vu l'inertie technique de la construction. Néanmoins, cela n'a pas empêché la croissance explo-

sive des stocks (plus d'un million de mètres carrés dans les Hauts-de-Seine), dont 210 000 pour la Défense, générale à toute la région.

Aussi spectaculaire soit-il, ce chiffre doit être nuancé. Un tableau de bord du Greca (Groupe de recherche sur l'économie de la construction et de l'aménagement) constate dès 1994 une baisse des stocks de bureaux neufs, les plus recherchés par les utilisateurs. Dans l'ensemble de l'Ile-de-France, les Hauts-de-Seine ont d'ailleurs été le département qui a le mieux tiré son épingle du jeu l'an passé : 600 000 mètres carrés ont trouvé des occupants (essentiellement des locaux). L'explication est à rechercher dans les sacrifices consentis sur les loyers : les bureaux neufs, qui avaient culminé autour des 2 100 francs le mètre carré (1992), sont tombés à 1 500 francs, et les bureaux de seconde main ont chuté de 1 700 à 1 300 francs. A la Défense, de 3 000 francs on est tombé à 2 000 francs pour le neuf et de 2 800 à 1 500 francs dans l'ancien. Les grands investisseurs institutionnels (banques, assurances...), propriétaires des locaux, ont donc dû faire des concessions, faute de garder des locaux vides sur les bras : 149 000 mètres carrés sont vacants à Boulogne (17 % du parc), 95 000 à Levallois (12,8 %) et 7 % à Rueil (35 000 mètres carrés).

Françoise Vaysse

Le « jeu de rôle » du « président » avec l'opposition

IL ARRIVE PARFOIS, en assemblée départementale, que le président Pasqua, au terme d'une intervention pleine de reproches d'un élu communiste, prenne à part l'interlocuteur au détour d'une suspension de séance. Un peu plus tard, on entend le président interpeller ses chefs de service... « Eh bien, quoi, pourquoi vous ne voulez pas lui donner une subvention, à M. Untel ? Allez, on va vous le donner, cet argent ! »

Véritable générosité pour les uns, mascarade pour d'autres, toujours est-il que Charles Pasqua entretient des relations particulières avec son opposition, essentiellement communiste, qu'il combat féroce-ment sur le terrain électoral. « C'est son côté profondément républicain. Il respecte le suffrage universel et le professionnalisme des élus communistes, et n'hésite pas à travailler avec eux », constate Maurice Leroy. Ancien secrétaire du groupe communiste du Sénat, M. Leroy est chargé d'imaginer la politique départementale en faveur des banlieues. Le Pacte 92, dont le volet urbanistique a été confié à Roland Castro, l'architecte de Banlieues 89, n'agit pas feroce-ment.

Ce cocktail fausse sceptiques certains élus, mais M^{me} Leroy et Castro paraissent sincèrement séduits par M. Pasqua, qui, dans son département, semble laisser au vestiaire du RPR son anticommunisme légendaire. Si M. Leroy est persuadé

ne pas servir d'alibi, après « avoir posé plusieurs fois la question de confiance en ayant gain de cause », Jean-François Merle, maire (PS) de Châtigny-Malabry, dénonce un « effet d'effacement », qui camoufle un « pouvoir sans partage ». « Pasqua aime bien l'opposition, à condition qu'elle soit l'opposition à sa Majesté », ironise-t-il, en évoquant un « jeu de rôle » : tout va bien quand elle ne fait que déclamer des positions de principe sur la scène de l'amphithéâtre du département, « mais si elle tente de s'attaquer au fond, elle est ignorée et laminée ».

LES DEUX EXTRÊMES

M. Merle en veut pour exemple son éviction, par le préfet, du conseil d'administration de l'office d'HLM alors qu'il avait commencé à mettre son nez dans le fonctionnement de la commission d'attribution des logements. Autre exemple, confiné par Michel Sapin, lui aussi rocardien et ancien ministre, électoralement ancré dans les Hauts-de-Seine : le traitement réservé à Pascal Buchet, un socialiste accueilli paternellement à son arrivée au conseil général comme élu de Fontenay-aux-Roses, mais beaucoup moins bien traité depuis qu'il a enlevé la mairie de cette ville à la faveur d'une élection partielle marquée par la division de la droite.

« Sa conception de la politique est qu'entre le Parti communiste et le

RPR il n'y a rien. Tout ce qui se trouve entre les deux doit être éliminé », précise M. Sapin. André Santini (PSD), président départemental de l'UDF et maire d'Issy-les-Moulineaux, est franchement élogieux (mais il doit en partie sa position à M. Pasqua) quand il constate « une grande distorsion entre l'image nationale et l'image locale » du ministre de l'intérieur, gratifié d'un « vrai bon cœur » à l'égard des maires du département.

« Pasqua joue le consensus, mais son lieutenant politique, Jean-Jacques Guillet, se montre beaucoup plus dur et a tendance à s'étendre au détriment de l'UDF », estime M. Santini. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si aucun accord n'a encore été conclu entre le RPR et l'UDF pour les élections municipales dans les communes de la circonscription législative de M. Guillet, premier adjoint à Sevrès, mais qui vise la ville voisine, plus importante, de Meudon.

A gauche, on ne manque pas de rappeler que si M. Pasqua peut s'enorgueillir d'avoir « débouché » M^{me} Leroy et Castro, il évite de s'appesantir sur les origines d'extrême droite de plusieurs de ses proches, dont Jean-Jacques Guillet dans les Hauts-de-Seine ou Alain Robert, conseiller général de Montreuil, en Seine-Saint-Denis, et conseiller régional.

P. Se

مركز من لامل

ATISATIONS:
LAI DÉPART ?

PRIVATISA
LE VRAI D



un coin de soleil au-dessus des nuages.

A collage of newspaper clippings from various French publications, featuring headlines on economic and political topics. The clippings are layered and torn at the edges, creating a collage effect. The visible headlines include:

- Protectionnisme: La foire d'empoigne** (Protectionism: The fair of deception)
- Réunion du G7: lassitude et indécision** (G7 Meeting: weariness and indecision)
- ous les coûts sont permis** (All costs are permitted)
- A LA RECHERCHE D'UN SECOND SOUFFLE** (In search of a second wind)
- SECOURS SUR LES MARCHÉS DES CAPITAUX** (Relief on the capital markets)
- Accès de fièvre à la Bourse** (Access to fever in the stock market)
- La prudence des grands patrons** (The prudence of the big bosses)
- PRIVATISATIONS: LE VRAI DÉPART?** (Privatizations: The real departure?)
- Pas de quartier po** (No neighborhood po...)
- L'ent** (The ent...)

There are also smaller headlines and snippets of text visible, such as "quand même...", "L'entreprise est-elle surendettée?", and "PAR GUILHEM ARNAL".

Edouard Balladur « ne changera pas »

En déplacement dans la Sarthe, le premier ministre veut continuer, malgré sa baisse dans les sondages, à « tenir le langage de la vérité et de la responsabilité »

En visite au Mans et à Sablé-sur-Sarthe, jeudi 9 mars, le premier ministre s'en est pris à ses deux adversaires socialistes et RPR, en mettant en garde contre le risque de « l'archaïsme et de l'idéologie » et celui de « la facilité et de la dé-

magogie ». « Tout ne sera pas possible en France sous prétexte que l'élection présidentielle sera passée », a-t-il ajouté. Alors que deux nouveaux sondages confirment sa chute de popularité, M. Balladur multiplie les déplacements

et cède à la tentation des « cadeaux » électoraux. Au Mans, il a annoncé une aide de 75 millions de francs pour le sport automobile et une avance de trésorerie de plus de 1 milliard de francs pour les collectivités locales.

LE MANS
de notre envoyée spéciale

La première fois, il s'est penché et l'a effleurée. La deuxième fois, il a tourné autour. La troisième fois, il a hésité quelques secondes et finalement, il a renoncé. Les photographes resteraient sur leur faim. Les dirigeants d'Elf Aquitaine et les jeunes pilotes en formation n'auraient pas d' anecdote à raconter. Les deux ministres qui l'accompagnaient, François Fillon et José Rossi, en concevaient un léger dépit, mais non, décidément non, on ne verrait pas le premier ministre au volant d'une formule 1. On ne le verrait pas non plus rêver plus qu'il ne convient à un candidat devant l'impressionnante voiture présidentielle Rambler-Renault noire immatriculée 6 PR 75, conçue en 1964 pour Charles de Gaulle et exposée au Musée de l'automobile du Mans, à quelques mètres du circuit automobile des Vingt-quatre heures.

On avait pu voir en revanche le premier ministre candidat s'attarder longuement dans les ateliers de la société Envie 72, qui offre une formation et une véritable réinsertion professionnelle à des chômeurs de longue durée ou à des bénéficiaires du RMI en récupérant des épaves électroménagères pour les réparer et les revendre. Une expérience de réinsertion qui

marque, du concret, de l'utile, du social, voilà qui était bien pour un premier ministre candidat. Et tant pis si ça ne fait pas rêver, il en a pris son parti.

« MAUVAIS RÉVEIL »

Devant les élus et les responsables socioprofessionnels de la Sarthe, réunis à déjeuner, jeudi 9 mars, au Musée de l'automobile, comme devant le public qui l'attendait au centre culturel de Sablé-sur-Sarthe – la ville dont M. Fillon est maire –, Edouard Balladur s'est, une fois de plus, employé à défendre sa méthode. « Je sais bien que les Français, au bout de vingt ans de crise, sont las d'entendre toujours parler raison et qu'ils vou-

draient bien rêver, a-t-il expliqué. Mais ce qui suit le rêve, en général, c'est le réveil. Veillons à ce que le réveil du peuple français qu'on aurait fait trop rêver ne soit pas un mauvais réveil. »

Évoquant précisément la campagne électorale, M. Balladur a estimé qu'elle devait être « un exercice d'autocontrôle ». A l'intention implicite de ses deux adversaires, Lionel Jospin et Jacques Chirac, il a ajouté : « Je crois que, dans cette période, nous devons nous garder de deux risques. Le premier est celui de l'archaïsme et de l'idéologie. Nous avons fait le tour d'un certain nombre de recettes depuis vingt ans. Il ne faut pas, par attachement partisan, essayer de ressusciter l'appel à

des recettes-là. » Le deuxième risque, a poursuivi le premier ministre, « c'est celui de la facilité et de la démagogie. Tout ne sera pas possible en France sous prétexte que l'élection présidentielle sera passée ».

Les sondages ont beau lui confirmer sa chute de popularité, le candidat affirme qu'il « ne changera pas » et qu'il continuera « à tenir le langage de la vérité et de la responsabilité ». « Ne pas se soumettre à la vérité est une méthode qui peut réussir dans le court terme, mais ce n'est pas une méthode durable, à la fin, on est toujours obligé de s'incliner devant la vérité », a-t-il observé.

On en oublie presque que ce déplacement dans la Sarthe était officiellement celui d'un premier ministre. M. Balladur s'est chargé de le rappeler à ses convives du Mans, devant lesquels il ne s'est pas présenté les mains vides : 75 millions de francs pour la promotion des sports mécaniques et plus de 1 milliard de francs pour les collectivités locales au titre d'une avance sur la dotation globale de fonctionnement (DGF) en 1995 (lire ci-contre). Une soudaine générosité du premier ministre sans doute destinée à compenser l'austérité revendiquée du candidat.

Pascale Robert-Diard

Une aide exceptionnelle

● **Pertes.** Lors de l'entrée en vigueur de la loi Evin, qui interdit le parrainage des sports mécaniques par les marques de tabac, le 1^{er} janvier 1993, les fédérations auto et moto avaient estimé les pertes de recettes publicitaires à 580 millions de francs.

● **Compensation.** Le gouvernement avait mis en place une dotation de 450 millions de francs, affectée à la jeunesse et aux sports et destinée à venir en aide aux écuries et à la vingtaine de

circuits permanents, qui accueillent, chaque année, des compétitions automobiles ou motocyclistes.

● **Revendication.** Les présidents des fédérations automobile, motocycliste et de motonautisme réclamaient 100 millions de francs. Ils obtiennent 75 millions de francs au titre de remplacement du fonds de compensation. Edouard Balladur a précisé que cette aide est exceptionnelle et que le fonds ne pourra être reconstruit de la même manière chaque année.

« Je n'ai jamais dit que j'étais un faiseur de miracles »

ÉDOUARD BALLADUR a consacré une partie de sa soirée du jeudi 9 mars aux habitants du 15^e arrondissement qui l'ont élu en 1986 et en 1993 à l'Assemblée nationale et en 1989 au Conseil de Paris. Accueilli par René Gally-Dejean, maire RPR de l'arrondissement, il s'est adressé, durant quarante-cinq minutes, aux deux mille personnes réunies à l'Hôtel Nikko par le comité de soutien du 15^e arrondissement. Mais c'est au bilan de son action de premier ministre que le candidat à la présidence de la République a consacré une longue partie de son intervention. « Il m'est arrivé certains soirs d'être saisi d'une grande inquiétude devant la tâche à accomplir, a-t-il indiqué. Je n'ai pas fait de promesses, mon seul objectif était de laisser la France dans un meilleur état que nous l'avons trouvée. Cela est fait. Quoi qu'il advienne, en mai 1995, la France sera en meilleur état qu'elle n'était en mars 1993. »

Mais, pour le premier ministre, il reste

beaucoup à faire : « Je n'ai jamais dit que j'étais un faiseur de miracles. Si, parmi les candidats, il y en a un, je lui dis : Levez-vous et faites-en un tout de suite. » M. Balladur a ensuite rappelé son programme pour une « économie plus forte et plus robuste », pour « plus de justice » et « pour une France plus puissante dans le monde ». Pour y parvenir, le premier ministre-candidat a affirmé : « Nous avons besoin de nous porter les uns aux autres, de nous expliquer. C'est ce qu'on appelle ma méthode, et je suis flatté qu'on lui ait donné mon nom. »

M. Balladur a ensuite évoqué la campagne électorale, qu'il veut « joyeuse et choleuseuse, cela va de soi ». « Nous devons tous mener une campagne de vérité et de dignité. Je n'ai jamais pensé que la campagne électorale serait facile. Ceux qui y parlent le langage de la facilité sont plus écoutés que ceux qui portent le langage de la difficulté. » Il a achevé en donnant sa définition du rôle du président de la République,

qui doit se sentir « en charge des aspirations de tous les Français ».

Pour le remercier, des Jeunes du 15^e arrondissement, arborant le tee-shirt de la campagne, lui ont offert la collection des aventures d'Astérix et les Gaulois. Puis M. Balladur a souhaité que la réunion s'achève sur une Marseille qu'il a chantée pas très juste mais à pleine gorge. En descendant les escalators qui ramenaient le couple Balladur vers sa voiture, Marie-Joséphine Balladur a félicité Roger Chénou de son discours. Le maire UDF du 18^e arrondissement avait en effet introduit la réunion sur un ton très polémique, déclarant notamment : « J'ai occroché en permanence le mot plus-volue à votre nom. Mois il s'agit de celle que vous avez donnée à la France et qu'ils ont dilapidée. » Une allusion que le premier ministre n'a pas saisie pour s'expliquer davantage sur sa situation patrimoniale.

Françoise Chivot

Une manne inespérée pour les élus locaux

En annonçant lors de sa visite au Mans une augmentation de 1,5 % (soit près de 1,5 milliard de francs) de la dotation globale de fonctionnement (DGF) en 1995, M. Balladur ne pouvait qu'apporter du baume au cœur des élus locaux, en coltre depuis que le gouvernement avait pris, le 28 décembre, la décision d'augmenter de 3,8 points la cotisation des employeurs à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL). Le premier ministre n'a pas, pour autant, donné de précision sur le mode de répartition de cette manne inespérée entre la dotation forfaitaire et la dotation d'aménagement, qui sont les deux chapitres financiers de la DGF. Le comité des finances locales, que préside Jean-Pierre Fourcade, sénateur (UDF-PR) des Hauts-de-Seine, pourrait avoir son mot à dire. Cette instance a décidé, le 2 mars, de se mettre « en panne » en attendant que le groupe de travail sur la CNRACL lui fasse part de ses premières conclusions.

Lionel Jospin passe à la vitesse supérieure

Rencontre de mobilisation avec les parlementaires socialistes

LA CONSIGNÉ est « claire » dans le camp Jospin : il faut « mettre le turbo ». « Après le silence, le bruit », confiait-on, vendredi 10 mars, dans son entourage. On comme le disait encore, Michel Rocard, mercredi sur RTL, après le mois Balladur, le mois Chirac, faire de mars le « mois Jospin ». Avec un impératif : casser le débat droite-droite. « Cette campagne, s'insurgeait jeudi Henri Emmanuelli, ne va quand même pas servir à solder les querelles dans les arrière-boutiques du RPR. Lionel, tu as toujours eu un faible pour le débat d'idées et on te l'a souvent reproché et bien ça va maintenant sacrément te servir. »

Avec au premier rang Laurent Fabius, Pierre Mauroy et Michel Rocard, le premier secrétaire du PS participait à une rencontre de mobilisation des parlementaires socialistes. Devant cet aéropage, M. Jospin n'a manifesté aucun doute

sur sa présence au second tour. « Si c'est contre M. Balladur, cela passera par la contestation directe à la fois de ce qu'il est et plus encore de ce qu'il représente, et de sa politique conduite depuis deux ans. Si c'est M. Chirac, cela passera par la contestation mais aussi par la démythification. »

L'état-major de M. Jospin privilégie de plus en plus l'hypothèse d'un face-à-face avec M. Chirac. Présentant, jeudi, un bilan critique des sept cents jours du gouvernement Balladur, Martin Malvy, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a dénoncé « le choix de société qui a été ouvert en entente entre M. Balladur et M. Chirac ». En attendant, M. Jospin mise sur l'impact de son projet. Dans cette campagne qu'il qualifie de surprenante, il lui faut aussi surprendre, ce qui n'est pas encore fait. « Il faut aujourd'hui, a-t-il expliqué, porter un discours fait de la nécessité d'assumer ce que nous

avons fait de positif et en même temps tirer les leçons de cette expérience du pouvoir et être capable de proposer un certain nombre d'approches nouvelles. » Tout l'effort va être porté sur la « vente » des « propositions pour la France », avec la sortie, le 21 mars, d'un petit livre (éditions Stock) à bas prix (35 francs).

PROUVER « L'AUDACE »

Mais sans attendre, certains grands thèmes vont être déclinés plus en détail, notamment sur la politique sociale. Comme s'en sont émus certains responsables socialistes lors du bureau national de mercredi, certains chapitres de ce projet présidentiel s'avèrent trop approximatifs pour prouver « l'audace » dont le candidat Jospin prétend faire preuve. Sur les questions comme le chômage des jeunes et de longue durée, la nouvelle répartition des allocations familiales, une vraie remise en cause

de l'équilibre profit-travail, des arguments complémentaires devraient être rapidement fournis. Même si les uns et les autres ont émis quelques réserves, ce projet de candidat a été bien reçu par les écologistes ; il ne semble pas, dans la coulisse, avoir suscité trop d'irritations chez les communistes et a reçu officiellement, jeudi, l'approbation globale de Bernard Kouchner. En déplacement ce week-end à la Réunion, M. Jospin entrera, la semaine prochaine, des deux pieds en campagne. Les affiches sont faites. Slogan : « Avec Lionel Jospin, c'est clair ». Une souscription est lancée pour tenter de récupérer 4 à 5 millions de francs. Après une visite, lundi, à Bonn et à Berlin, les deux premiers départements visités seront la Haute-Garonne et le Pas-de-Calais, deux étapes symboliques.

Daniel Carton

Soutiens artistiques en faveur de Jacques Chirac

Plusieurs proches de François Mitterrand se rangent derrière le maire de Paris, ce que dénoncent des responsables socialistes

PLUSIEURS CENTAINES d'artistes se sont retrouvés sur la scène du théâtre parisien des Bouffes du Nord, jeudi 9 mars, autour de Jacques Chirac pour lui manifester leur amitié dans la compétition présidentielle. A cette occasion, le maire de Paris a pris l'engagement que, lui à l'Élysée, le budget de la culture serait porté à 1 % des dépenses de l'État. Cette promesse faite en présence du ministre de la culture, Jacques Toubon, a suscité les applaudissements de l'auditoire, dans lequel s'étaient glissés quelques admirateurs, amis ou proches de François Mitterrand qui ont choisi d'apporter leur soutien à l'ancien président du RPR.

Deux neveux du chef de l'État, Frédéric et Jean-Gabriel, côtoyaient l'animateur de télévision Pascal Sevran, spécialiste du troisième âge, venu parce qu'il « aime Line Renaud » – la célèbre meneuse de revue est membre du conseil national du RPR – et parce qu'il « admire Pierre Bergé », ancien patron mitterrandien de l'Opéra de Paris, ancien soutien d'Edouard Balladur et nouveau rallié chiraquien. Confirant, vendredi, son soutien à Lionel Jospin, le sénateur socialiste de Paris, Claude Estier, a dénoncé ce « mitterrandisme mondano-parisien » de certains proches de M. Mitterrand.

Aux Bouffes du Nord, toutes les catégories du monde de la culture étaient représentées. Il y avait là les cinéastes Jean-Jacques Beineix, Gérard Oury – et sa fille, Danielle Thomson – le danseur-étoile Patrick Dupond, les acteurs Mylène Demongeot, Marie-José Nat, Jean-Claude Brialy, Vincent Lindon et Michel Galabru, les comédiens

Jean-Pierre Cassel, Françoise Seigner, Simone Valère et Jean Desailly, les chanteurs Yves Duteil, Jean-Luc Lahaye, et Rika Zarai, le peintre Zao Wou Ki, le producteur de cinéma Daniel Toscani du Plantier, l'écrivain Denis Tillinac, Marcel Maréchal, directeur du théâtre d'Ron-Point, l'imitateur Yves Lecocq le comique Sim et l'accordeoniste Yvette Horner, laquelle était aussi la « première » de M. Balladur, 16 février, à Nogent-sur-Marne. « voterai Jacques Chirac parce qu'il pour nous, Chirac président, c'est choix juste », a déclaré la photographe Bettina Rheims, présente avec son père, l'académicien Maurice Rheims.

RAYONNEMENT CULTUREL

M. Chirac a affirmé son attachement à la « liberté » du monde de la culture. Il a fixé « deux objectifs » sa politique culturelle : « réduire la fracture sociale qui remet en cause la République » et « redonner la France le rayonnement culturel et l'influence qui sont dans sa vocation et dans sa tradition ».

Le même jour, Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a déclaré que M. Chirac accorderait son pardon à certains de ses amis qui l'ont trahi, mais qu'une période de purgatoire serait nécessaire pour ceux qui ont manqué de charité chrétienne. De son côté, Pierre Mazeaud, président de la commission des lois de la même Assemblée, a suggéré – de Tahiti, où il est – en tournée électorale – à M. Balladur de se retirer de l'affiche présidentielle.

Olivier Biffaud

Les pieds-noirs du Recours-France soutiennent Jacques Chirac

« CHER JACQUES CHIRAC, nous sommes à tes côtés pour gagner et pour réussir la France de l'an 2000. » C'est par cette phrase apostrophe que Guy Forzy, président du Recours-France, devait assurer le maire de Paris, vendredi 10 mars du soutien de son mouvement, qui réunit les principales associations de rapatriés d'Afrique du Nord. Le message devait être délivré devant l'intéressé, au cours d'une réunion-déjeuner à Montpellier qui devait donner l'occasion à M. Chirac de développer ses bonnes intentions à l'égard des rapatriés. Les excellentes relations que Jacques Rouseau, le président du Recours, assainit le 5 mars 1993 à Montpellier, entretenait avec M. Chirac ont amené le bureau du Recours à se prononcer en faveur de sa candidature à l'unanimité moins une abstention et un bulletin nul. « En ces temps où la loyauté succombe aux épreuves de l'ambition, [les rapatriés] gardent le sens de l'honneur », devait déclarer M. Forzy, qui avait été reçu par Edouard Balladur quelques jours auparavant. Le président

du Recours-France devait manifester l'inquiétude de ses adhérents face au « spectacle (...) de querelles, d'affaires, de reniements qui préfigurent les signes avant-coureurs de la décadence », et à propos de la situation de la Corse, qui « sombre dans une anarchie qui menace tout spécialement nos compatriotes ». Le Recours n'oublie pas que M. Chirac, alors premier ministre, a fait voter, en 1986, la plus importante loi d'indemnisation des pieds-noirs, fruit d'un intense travail d'influence. Son choix sans surprise prolonge aussi l'appel à « sanctionner » les socialistes, lancé par le mouvement en 1993, qui avait cependant épargné quelques « députés amis » comme Georges Frêche, maire de Montpellier. En 1981, le Recours avait préconisé le « vote sanction » à l'encontre de Valéry Giscard d'Estaing, avant de se rallier à la droite aux élections européennes de 1984, puis aux côtés de M. Chirac aux élections législatives de 1986.

Ph. Be.

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde

ALAIN JUPPE

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
OLIVIER BIFFAUD (LE MONDE)
ET
Thomas LEGRAND (RTL)

RTL

DIMANCHE
18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

مكتبة من راصح

Jean-Marie Le Pen préconise la création de deux systèmes de protection sociale

Le président du FN défend toujours la « préférence nationale » et l'arrêt de l'immigration

Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national à l'élection présidentielle, a tracé les grandes lignes de sa politique sociale, en mettant en

avant son principe de « préférence nationale » et en prônant un double système de protection sociale, l'un pour les étrangers qui pourront res-

ter, l'autre pour les Français. Il préconise aussi la libre concurrence pour les assurances complémentaires.

JEAN-MARIE LE PEN, candidat d'extrême droite à l'élection présidentielle, invité mercredi 8 mars par l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS), a présenté la politique sociale qu'il mènerait s'il accédait au pouvoir. Une politique qui repose sur la préférence nationale - c'est-à-dire une priorité pour les ressortissants français - et l'arrêt de l'immigration, un retour des immigrés dans leurs pays ainsi qu'un rétablissement des frontières pour la circulation des marchandises. Car, pour M. Le Pen, c'est « la politique mondialisée », menée « depuis plusieurs décennies par les gouvernements successifs », qui est à la base de tous nos maux.

Le président du Front national ayant posé ces préalables, il préconise la création de deux systèmes séparés de protection sociale, l'un pour les quelques étrangers qui resteraient tout de même en France, l'autre pour les Français.

Sur le premier, il s'est contenté de dire qu'il serait constitué d'une « caisse alimentée par les cotisations versées par les travailleurs étrangers, gérée par leurs représentants, sous contrôle du gouvernement français ».

Pour le second, M. Le Pen propose une « harmonisation de l'ensemble des régimes de base » et « la création d'un organisme d'Etat » gérant un budget qui serait voté et contrôlé par le Parlement. La « libre concurrence entre assurances et mutuelles » serait la règle pour l'assurance complémentaire maladie et retraite.

M. Le Pen se propose d'augmenter à terme le nombre des cotisants

en favorisant, par le biais d'une politique nataliste, « la naissance de nombreux petits Français », et de réduire les dépenses sociales en « cessant toute immigration ». Faisant fi de la polémique à ce sujet, le leader d'extrême droite affirme que « les immigrés augmentent le chômage en prenant un travail à un national » ou, « s'ils ne trouvent pas de travail, vivent aux crochets de notre économie ».

Très floa sur le RMI, M. Le Pen se dit partisan d'une allocation so-

ciale de ce type réservée aux nationaux.

ATAQUE CONTRE LES SYNDICATS

En revanche, il est plus précis sur les taux de prélèvements obligatoires, qu'il juge « excessifs » et qu'il ne voudrait pas voir dépasser 33 % des revenus contre 44,5 % en 1994. Et il marque une préférence résolue pour une fiscalité indirecte, et en particulier la TVA, en prévoyant « la suppression progressive sur sept ans de l'impôt sur le reve-

nu ». Jean-Marie Le Pen s'est aussi livré à une attaque en règle contre les syndicats, notamment ceux de la fonction publique. Après s'en être pris aux représentants des enseignants, il a dirigé ses flèches contre le Syndicat de la magistrature, qui « prend des positions politiques », pour déclarer : « Je suis pour la dépolitisation des syndicats, et surtout les syndicats de fonctionnaires ».

Christiane Chombeau

La CFDT passe devant la CGT aux élections aux comités d'entreprise en 1993

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis 1981, le taux de participation aux élections des comités d'entreprise, dont les résultats viennent d'être publiés par le ministère du travail, remonte en 1993 par rapport à 1991 : 65,1 % des électeurs inscrits ont voté pour élire leurs représentants aux CE. L'augmentation de 1,3 % confirme la tendance observée en 1992. Le taux de participation retrouve le niveau atteint en 1987. Ce sont les premier (ouvriers et employés) et deuxième collèges (agents de maîtrise, techniciens et cadres) qui connaissent la plus forte hausse de la participation, en moyenne plus 1,5 point, par rapport à 1991. Une évolution moins perceptible dans le troisième collège (cadres et ingénieurs) et lorsqu'il y a un collège unique.

DE NOUVELLES INFLEXIONS

Excellent baromètre pour juger de la représentativité de chaque syndicat, ces élections permettent d'observer des inflexions nouvelles. Même si elles amorcent un léger recul, en perdant plus d'un demi-point, les listes non syndicales (30,3 %) restent largement en tête des suffrages, principalement dans les premier et second collèges et conservent plus de la moitié des suffrages dans les collèges uniques. Mais la CFDT, avec 20,8 % des suffrages, confirme sa lente remontée, entamée depuis 1989. Elle dépasse même la CGT (19,6 %) et prend

la première place des organisations syndicales représentatives.

Toutefois le recul de la CGT, qui avait marqué toute la décennie 1980, est beaucoup plus lent. Il se réduit même de moitié. La CGT ne perd que 0,8 % par rapport à 1991, contre une moyenne de 2,5 % entre 1981 et 1991. Elle reste bien implantée dans le premier collège. Elle y recueille toujours un quart des suffrages exprimés, quoiqu'elle y enregistre son plus fort recul (1 point). Les scores de FO (11,5 %) et de la CFE-CGC (6,5 %) n'évoluent pratiquement pas. La CFTC (4,9 %) et les « autres syndicats » - non affiliés aux grandes confédérations - (6,3 %) poursuivent leur progression, respectivement de 0,7 et 0,4 point de plus qu'au précédent scrutin.

Les résultats par taille des établissements attestent de la suprématie des listes non syndicales dans les petits et moyens établissements où elles recueillent la moitié des suffrages. Mais c'est dans les établissements de 500 à 999 salariés que le paysage syndical a le plus bougé. La CGT y perd près de 3 points et les non-syndiqués 2,6 points au profit de la CFDT et la CGC (+2,5 points chacune), dans une moindre mesure de FO, et des syndicats non affiliés.

A. B.-M.

* Premières informations, numéro 451, mars 1995.

Charles Pasqua juge la campagne « dégueulasse »

INTERROGÉ sur les affaires, notamment celle concernant GSI, qui affectent la popularité de M. Balladur, le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, a assuré, jeudi 9 mars, sur TF 1, qu'en vingt ans de vie politique, il « n'avait jamais vu de campagne aussi dégueulasse », faite de « diffamation, d'insinuations malveillantes et de ragots ». « Je pense qu'il y a des officines spécialisées pour traiter ce genre d'affaires », a-t-il ajouté, estimant que de telles attaques ne pouvaient pas venir du camp de la majorité.

« Je ne suis ni un Saxon ni un lâche, quand je choisis de soutenir quelqu'un je le fais avec raison », a déclaré M. Pasqua, qui veut faire pour M. Balladur « une campagne dynamique ». Si celui-ci baisse dans les sondages, M. Pasqua estime qu'il conserve « un noyau important qui reste stable » et qu'il faut « maintenant qu'il remonte ». « Nous avons encore un mois, rien n'est joué pour l'instant », a-t-il ajouté, en soulignant « les qualités morales et la solidité » de M. Balladur.

JACQUES CHIRAC EN TÊTE : selon un sondage effectué par Louis Harris, le 6 mars, auprès de 1 010 personnes, et publié dans *Voteurs actuels* du 11 mars, M. Chirac arrive en tête au premier tour de l'élection présidentielle avec 26 % des intentions de vote contre 22 % à M. Jospin et 19 % à M. Balladur, alors que 25 % des personnes interrogées n'expriment pas d'intentions de vote. Une autre enquête de l'IPSOS, les 7 et 8 mars, auprès de 1 007 personnes et publiée dans *Le Point* du 11 mars montre que M. Chirac recueille 27 % des intentions de vote, contre 20 % à M. Jospin et à M. Balladur, alors que 20 % de l'échantillon n'exprime pas d'intention de vote et que 47 % assurent pouvoir encore changer d'avis.

FIN DE NON-RECEVOIR : la direction du RPR a refusé aux cent treize parlementaires RPR balladuriers qui le lui demandaient, l'accès au fichier des adhérents et aux fonds du mouvement gaulliste. « Il faudrait que le candidat en fasse lui-même la demande. Les instances nationales seraient alors saisies et décideraient souverainement », a-t-on indiqué, jeudi 9 mars, au siège du RPR. Les parlementaires RPR balladuriers avaient dénoncé une « inégalité de traitement » entre M. Chirac et M. Balladur.

CLAUDE MALHURET : le député UDF-PR balladurien de l'Allier, s'est inquiété de la tension au sein de l'UDF et de la majorité. « Les anathèmes lancés contre Charles Millon et les appels publics à sa démission ne peuvent qu'aggraver le climat d'été qui règne aujourd'hui », a-t-il assuré, soutenu par Jean-François Mathé et par Gilles de Robien. M. Malhuret a proposé sans attendre la création de comités départementaux « pour l'union de la majorité au second tour ».

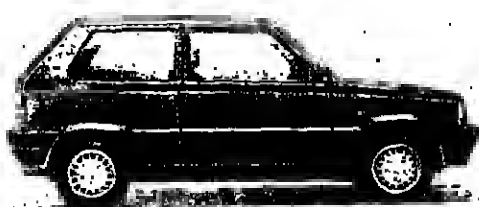
Légère poussée d'inflation

au mois de février

SELON LES RÉSULTATS provisoires publiés vendredi 10 mars par l'INSEE, la hausse des prix à la consommation s'est accélérée en février. Elle a atteint +0,3 % ou +0,4 %, après +0,3 % en janvier, -0,1 % en décembre et 0 % en novembre. Durant la récession de 1992 et jusqu'à ces derniers mois, certains experts avaient craint un risque de déflation. Les statistiques de février marquent donc un retournement de tendance. Mise en œuvre en février 1994, la prime à la casse pour les automobiles a contribué, à l'époque, à faire baisser les prix. Mécaniquement, ceux-ci repartent aujourd'hui à la hausse : les produits manufacturés ont ainsi augmenté de 0,4 % en février. Et la hausse de la fiscalité pétrolière a encore pesé sur l'indice. L'inflation n'est donc pas véritablement de retour. Sur douze mois, le glissement des prix reste stable à +1,7 %. Mais, compte tenu de la reprise qui se confirme, il faudra de nouveau surveiller l'indicateur de l'inflation.

FIAT PRÉSENTE LES PRIX NETS

PANDA



A partir de

32 900F

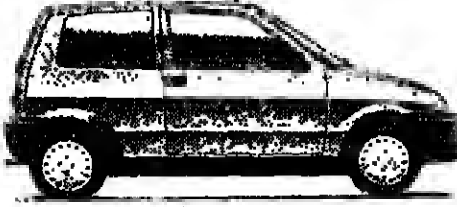
aide gouvernementale déduite

Prix tarif au 02.01.95.AM.95 : 37 900F*.
Rappel prix tarif au 18.07.94.AM.95 : 39 900F.

500 F PAR MOIS

Exemple de crédit pour une Panda Colore. Prix au 02.01.95.AM.95 : 37 900F*. Apport personnel 15 915F ou 10 915F si vous bénéficiez de l'aide gouvernementale. Montant financé : 21 985F. 60 mensualités de 500F. Coût total du crédit : 8 015 F hors assurances facultatives. T.E.G 12,98 %. Offre valable jusqu'au 31 Mars sous réserve d'acceptation du dossier par Fiat Crédit France.

CINQUECENTO



A partir de

38 800F

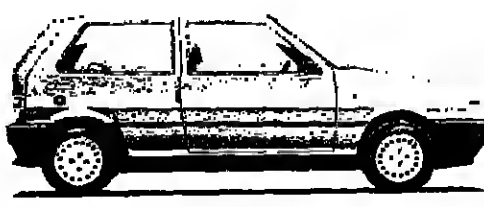
aide gouvernementale déduite

Prix tarif au 02.01.95.AM.95 : 43 800F*.
Rappel prix tarif au 18.07.94.AM.95 : 46 900F.

600 F PAR MOIS

Exemple de crédit pour une Cinquecento. Prix au 02.01.95.AM.95 : 43 800F*. Apport personnel : 17 418F ou 12 418F si vous bénéficiez de l'aide gouvernementale. Montant financé : 26 382F. 60 mensualités de 600F. Coût total du crédit : 9 618F hors assurances facultatives. T.E.G 12,98 %. Offre valable jusqu'au 31 Mars sous réserve d'acceptation du dossier par Fiat Crédit France.

UNO DIESEL START



A partir de

47 800F

aide gouvernementale déduite

Prix tarif au 02.01.95.AM.95 : 52 800F*.
Rappel prix tarif au 18.07.94.AM.95 : 57 300F.

700 F PAR MOIS

Exemple de crédit pour une Uno D Start 3 portes. Prix au 02.01.95.AM.95 : 52 800F*. Apport personnel : 22 021F ou 17 021F si vous bénéficiez de l'aide gouvernementale. Montant financé : 30 779F. 60 mensualités de 700F. Coût total du crédit : 11 221F hors assurances facultatives. T.E.G 12,98 %. Offre valable jusqu'au 31 Mars sous réserve d'acceptation du dossier par Fiat Crédit France.

FIAT

ALCATEL. Le PDG d'Alcatel Alsthom, Pierre Suard, devait être entendu vendredi après-midi 10 mars par le juge d'instruction Jean-Marie d'Huy chargé à Evry (Essonne) de l'enquête

sur les manœuvres frauduleuses et les surfacturations commises par Alcatel CIT aux dépens de France Télécom. M. Suard pourrait de nouveau être mis en examen par le juge d'Huy à

l'occasion de cette audition au palais de justice d'Evry. ● OUTRE LES TRAVAUX réalisés à ses domiciles privés par des entreprises travaillant pour Alcatel Alsthom, le PDG pourrait être

mis en cause pour avoir payé la surveillance du principal accusateur du groupe industriel, Denis Gazeau. ● DANS UN ENTRETIEN accordé au « Monde », François de Laage de

Meux, directeur général d'Alcatel Alsthom, explique que son groupe est victime d'une vaste entreprise tant d'espionnage industriel et commercial que de déstabilisation.

Pierre Suard risque d'être une nouvelle fois mis en examen

Entendu, vendredi, par le juge d'Huy, le PDG d'Alcatel Alsthom devrait s'expliquer sur les surfacturations pratiquées à l'encontre de France Télécom, sur les détails des travaux effectués à ses domiciles ainsi que sur la filature d'un témoin-clé

UN RADIOTÉLÉPHONE mobile a trahi François Sampermans et Pierre Suard dans la rocambolesque filature du témoin-clé de l'affaire des surfacturations d'Alcatel-CIT. Le patron de la Générale occidentale, le groupe de presse (Le Point, L'Express, etc.) d'Alcatel, avait prêté ce téléphone « portable » à Claude Bardon afin de surveiller les allées et venues de Denis Gazeau. Mais cet ancien chef du service d'audit interne d'Alcatel-CIT, licencié en juillet 1994 et témoin essentiel dans l'affaire des surfacturations, avait fini par évaluer la filature.

Quand les policiers de la PJ de Versailles, alertés par M. Gazeau, ont placé sur écoute judiciaires la ligne téléphonique du détective privé se livrant à la surveillance rapprochée, ils ont fait deux découvertes de taille : le détective agissait en liaison avec M. Bardon, l'ancien patron des RG parisiens limogé de son poste en juillet 1994 à la suite de l'espionnage à huis clos d'une réunion du PS ; le « portable » utilisé par le responsable policier correspondait à un numéro de radiotéléphone affecté au groupe Alcatel et, plus directement, à M. Sampermans. Ce qui a valu à cette dernière de passer une dizaine d'heures en garde à vue, mercredi 1er mars, dans les locaux de la police judiciaire de Versailles.

Cette « affaire dans l'affaire » a donné un regain de vigueur au dossier de surfacturations instruit depuis tout juste deux ans au tribunal d'Evry par le juge d'Huy. Longtemps cantonné à la filiale Alcatel-CIT chargée des télécommunications, l'enquête s'est ensuite nettement orientée vers les sommets de la maison-mère, Alcatel-Alsthom. Jusqu'à présent, les enquêtes judiciaires de Pierre Suard, le PDG du groupe, s'étaient limitées à une mise en examen, en juillet 1994, pour des faits d'« escroquerie, corruption, faux et usage de faux » liés aux travaux de sécurité réalisés dans ses domiciles de Boulogne-Billancourt et Neuilly (Hauts-de-Seine) par des entreprises travaillant pour Alcatel-CIT.

La semaine dernière, dans la foulée d'une éventuelle tentative de subornation d'un témoin-clé, le juge

d'Huy a donné un coup d'accélérateur à son dossier en adressant deux nouvelles convocations au PDG d'Alcatel-Alsthom : Pierre Suard doit être entendu par le magistrat vendredi après-midi 10 mars, puis mardi 14 mars. Une lourde inquisition était sensible, à la veille de la première audition, dans les couloirs du siège parisien du groupe. La direction d'Alcatel ignore sur quels faits vont porter les interrogatoires de M. Suard. Le juge d'Huy a désormais en mains une palette élargie de chefs de mise en examen. Les pires hypothèses – nouvelles poursuites, contrôle judiciaire renforcé interdisant toute activité de direction, voire placement en détention – ne sont plus exclues dans ce dossier à tiroirs qu'est devenue l'« affaire » Alcatel.

ESPIONNAGE TECHNOLOGIQUE

Allumant un contre-feu sur le plus brûlant des problèmes du moment, la filature de Denis Gazeau, la direction générale d'Alcatel-Alsthom a donc choisi de s'expliquer (lire ci-dessus). Elle met en avant une opération de déstabilisation et d'espionnage, dont l'aurait alerté, le 21 novembre 1994, une société britannique de consultants. Ce document de cinq pages, rédigé en anglais et adressé à M. Suard par cette entreprise londonienne, a été communiqué par Alcatel à Claude Bardon et, sur les conseils de ce dernier, à la direction de la surveillance du territoire (DST). Il émane d'une société spécialisée dans les enquêtes industrielles sise à Londres, et laisse apparaître trois grands types de menaces.

Primo, des manœuvres ayant fait pendre à Alcatel des affaires et des contrats « dans la région du Golfe, en Arabie saoudite, au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine et en Extrême-Orient ». Des « actions contraires à l'éthique et illégales » auraient ainsi été utilisées pour saboter la force commerciale d'Alcatel. Le cas du contrat de 23 milliards de francs finalement remporté en Arabie saoudite par le géant américain des télécommunications ATT, au printemps 1994, est longuement évoqué. Secundo, des actes d'espion-



nage technologique qui auraient permis à la concurrence de disposer d'« espions travaillant à l'intérieur et dans l'environnement » d'Alcatel-CIT. Un « budget secret » aurait été créé au sommet de la compagnie concurrente pour verser des pots-de-vin. Les départements des développements technologiques, du design, des programmes informatiques, de l'électronique et des puces, de la commutation (centraux téléphoniques), seraient spécialement visés. Tercio, une opération de déstabilisation cherchant à fragiliser les positions d'Alcatel-CIT.

Tout au long de ce document, qui fait notamment allusion à la défaite d'Alcatel lors de l'attribution en octobre 1994 du troisième réseau de radiotéléphone, le nom d'une même compagnie étrangère concurrente d'Alcatel-CIT est avancé comme étant le suspect principal de ces actions déloyales. Si Alcatel se refuse à citer aucun nom, nous avons déjà indiqué (Le Monde du 3 mars) que les soupçons se portaient sur un concurrent scandinave de la société. Ces allégations émanant de l'entreprise anglaise seront prises « très au sérieux », explique Alcatel pour justifier le recours à Claude Bardon – qui ne percevra aucune rétribution – et

les services payés au détective privé Jean-Jacques Gambini, qui s'est chargé de filer Denis Gazeau, à partir de la mi-janvier et pendant plusieurs semaines.

Cette surveillance de M. Gazeau ne donnera rien. Pas le moindre début de soupçon d'espionnage ne sera retenu à l'encontre de l'ancien cadre d'Alcatel-CIT, licencié en juillet 1994, qui sera filé par le détective jusqu'à son agence Assedic. De fait, et quoi qu'en dise Alcatel, une facturation détaillée de la surveillance de M. Gazeau (nombre d'heures et de kilomètres, frais divers) a été réglée par M. Suard, qui a fait remettre près de 30 000 francs en liquide à l'ex-inspecteur de police Gambini. Aussi la possibilité d'une tentative de pression sur celui-ci est, depuis août 1994, le principal accusateur du dossier des surfacturations ne peut-elle être écartée par les enquêteurs. D'autant moins qu'Alcatel avait déposé plainte contre Denis Gazeau, le 18 novembre 1994 au tribunal de Versailles, pour d'éventuels « vols de documents » qui auraient eu lieu avant son départ d'Alcatel-CIT.

Or ces documents se retrouvent dans le dossier d'instruction du juge d'Huy comme autant d'éléments à charge venant renforcer les soup-

çons sur l'existence d'un système de surfacturations généralisé au sein de la société de téléphonie. M. Gazeau a en effet révélé à l'été 1994 que les majorations de prix à France Télécom, jusqu'alors limitées au secteur des transmissions (102 millions de francs, selon un rapport d'expertise judiciaire), s'étendraient à la vente de centraux téléphoniques (674 millions de francs, selon une autre expertise judiciaire, elle aussi contestée par Alcatel). Nul doute que M. Suard sera interrogé par le juge d'Huy sur ces développements. Au siège d'Alcatel, on se borne pour l'heure à avancer des arguments de logique industrielle : « Les pratiques entre les groupes industriels et les opérateurs publics comme France Télécom, dans presque tous les pays industrialisés, sont de faire supporter par le marché national la plupart des dépenses de recherche et développement, de ma-

nrière à pouvoir vendre à l'exportation à des prix compétitifs et de façon à soutenir l'emploi dans les unités industrielles. »

Enfin, M. Suard sera entendu sur les travaux « de sécurité » réalisés à ses domiciles de Boulogne-Billancourt et Neuilly pour un montant total de plus de 3 millions de francs facturés par diverses sociétés dépendant du groupe. En juillet 1994, il avait déjà été mis en examen pour la part de factures (quelque 300 000 francs) assurée par des sociétés gravitant dans l'orbite d'Alcatel-CIT. Depuis, le juge d'Huy a obtenu un réquisitoire supplétif lui permettant de s'intéresser au reste des travaux assurés par des entreprises liées à Alcatel-Alsthom, ce qui ouvre la voie à une nouvelle mise en examen.

E. In.

François de Laage de Meux,
directeur général d'Alcatel-Alsthom
« Nous sommes déstabilisés
par la campagne actuelle »

« Pourquoi M. Suard a-t-il payé un détective privé pour réaliser une enquête et des filatures visant M. Gazeau ? »

« M. Suard n'a jamais eu recours à un « détective privé ». La seule personne qu'il ait contactée est un haut responsable de la police à qui il a fait appel pour les raisons suivantes. Le groupe est victime d'une vaste campagne de déstabilisation, qui va en s'intensifiant. Le 21 novembre 1994, M. Suard reçoit par fax une longue lettre émanant d'une société anglaise de conseil en opérations internationales, qui a pignon sur rue et jouit d'une réputation sérieuse : Alcatel serait victime d'une vaste entreprise tant d'espionnage industriel et commercial que de déstabilisation. L'ensemble émanerait d'un concurrent étranger dans le domaine des télécommunications. Quel est le nom de ce concurrent indélicat ? »

« Notre déontologie nous interdit de citer des noms de groupes concurrents. D'autant plus que des enquêtes sont en cours. La lettre adressée à M. Suard fait état d'actions précises en France comme à l'étranger. Elle cite notamment un appel d'offres que nous avons perdu au printemps 1994 en Arabie saoudite alors que nous étions les mieux-disants sur ce contrat d'installation d'un réseau de télécommunications d'un montant de plus de 3 milliards de dollars. Dans sa lettre, la société londonienne nous alerte aussi sur le fait que notre concurrent aurait recouru à des espions, à l'intérieur et dans l'environnement de notre société, aux fins de pirater nos nouvelles technologies et de les réinjecter dans ses propres équipements. Elle évoque également des manœuvres ayant fragilisé notre offre dans le domaine du radiotéléphone français. Enfin, la lettre parle d'une opération générale de déstabilisation d'Alcatel vis-à-vis de ses clients. Toutes ces informations ont immédiatement été prises très au sérieux par les dirigeants du groupe. Dès le lendemain de la réception du document, le comité de direction a confirmé qu'il fallait donner suite. Comment Claude Bardon a-t-il été mêlé à cette affaire ? »

« Ce même 22 novembre, lors d'un déjeuner de travail organisé à Paris par l'Insead dont il était l'invité d'honneur, M. Suard avait répondu à une question sur les « affaires » judiciaires touchant Alcatel. Au cours d'un aparté avec Alain Mérieux qui participait lui aussi au déjeuner-débat, celui-ci lui a recommandé un haut responsable policier, Claude Bardon, susceptible de le conseiller.

Quel rôle a joué François Sampermans, directrice générale de la Générale occidentale (L'Express, Le Point, etc.) ? »

« M. Sampermans, qui était présente au comité de direction et qui connaissait déjà M. Bardon, a organisé un rendez-vous entre M. Suard et M. Bardon début décembre. Claude Bardon, à qui la lettre de la société anglaise a été montrée, s'est surtout préoccupé de l'opération de déstabilisation d'Alcatel vis-à-vis de ses clients, et la conversation a porté sur l'enquête concernant les prétendues irrégularités dans la vente de centraux téléphoniques à notre grand client français, France Télécom. M. Suard a souligné à M. Bardon l'impact considérable que risquait d'avoir cette affaire, au moment précis où commençait la phase de négociation de la convention triennale entre Alcatel et France Télécom concernant l'appel d'offres sur les centraux téléphoniques. Ils se sont demandés s'il n'y aurait pas une corrélation entre cet enjeu commercial et les accusations de M. Gazeau, licencié en juillet 1994. Le fait est que nous sommes déstabilisés par la campagne actuelle à l'origine de laquelle se trouve M. Gazeau. Claude Bardon a proposé son assistance à M. Suard pour vérifier si M. Gazeau était susceptible de jouer un rôle quelconque dans l'entreprise de déstabilisation. Courant février, le policier a fait savoir à M. Sampermans que l'enquête n'avait rien donné, et il a été décidé d'arrêter cette vérification.

« Votre groupe ne dément plus que M. Suard a payé 30 000 francs en liquide pour les services du détective privé auquel M. Bardon a recouru ? »

« Nous n'avons jamais démenti de paiement effectué par M. Suard lui-même ; par contre, nous réaffirmons que nous n'avons pas eu connaissance du recours à un détective privé. C'est en raison de l'importance de cette affaire que M. Suard s'en est occupé personnellement. Dès janvier, à la demande de M. Bardon, il lui a remis un versement en espèces pour couvrir les frais de l'opération. Compte tenu de l'absence de « caisse noire » à Alcatel, M. Suard a pris le parti de payer, sur son compte personnel, cette recherche de renseignements. Parallèlement, nous avons saisi les services publics compétents, qui poursuivent leurs enquêtes. Le groupe continue à prendre cette affaire très au sérieux. »

Propos recueillis par
Erich Incyan

Le juge Halphen a mené une perquisition à l'Office des HLM de Paris

« JE NE VEUX PAS connaître le passé. La seule chose qui m'intéresse, c'est l'avenir de l'Office. » C'est ce que répète depuis des mois Yves Laffoucrière, quarante-quatre ans, un professionnel de l'immobilier à la fois architecte et ingénieur que Jacques Chirac a nommé en octobre 1993 à la tête de l'Office des HLM de Paris. Pourtant le passé l'a rattrapé et, au fond, il devinait bien qu'il ne pouvait en être autrement.

M. Laffoucrière savait que plu-

sieurs marchés passés par son prédécesseur, Georges Pérol, entre 1985 et 1992 avec des sociétés de chauffage et de maintenance d'ascenseurs, sont dans le collimateur du juge Halphen. Ces contrats de longue durée – au moins quinze ans qui portent sur 3 milliards de francs – auraient été accordés dans des conditions douteuses et auraient donné lieu, en contrepartie, à des versements occultes dans les caisses du RPR (Le Monde du 10 décembre 1994). La plupart des maillons de la

chaîne présumée ont déjà été mis en examen : les responsables des entreprises, l'intermédiaire Jean-Claude Méry qui dirigeait plusieurs bureaux d'études et Michel Roussin, ancien directeur de cabinet de Jacques Chirac restaient jusqu'à présent à l'abri de la curiosité du juge. Cette lacune a été comblée jeudi 9 mars. Alors qu'Yves Laffoucrière attendait la presse accréditée à l'Hôtel de Ville pour dresser, au cours d'un déjeuner, le bilan de ses vingt premiers mois à l'Office, le juge

Halphen s'est présenté inopinément devant les grilles de la rue du Cardinal-Lemoine, siège de l'OPAC. Il était escorté de plusieurs policiers.

Le magistrat n'a pas interrogé M. Laffoucrière mais il a demandé à perquisitionner les bureaux de la commission des appels d'offres, où il est resté avec ses auxiliaires jusqu'à 19 heures. En présence de Jean-François Dannon, directeur adjoint chargé des affaires juridiques et représentant de l'OPAC au sein de la commission, il a examiné un grand nombre de documents et en a saisi certains.

On s'attend à présent à ce que le juge convoque dans son cabinet certains des membres de la commission, notamment Georges Pérol et son directeur adjoint, François Ciolina, qui, à l'époque des faits, était spécialement chargé des marchés. Il pourrait aussi entendre les autres membres de la commission, comme Louis Peltier, représentant des locataires, ou Arlette Braquy, conseiller UDF de Paris et vice-présidente du conseil d'administration de l'OPAC. Il n'est pas impossible non plus qu'il tienne à recueillir le témoignage de Jean Tibéri, premier adjoint de Jacques Chirac et depuis longtemps président de l'Office des HLM de la capitale.

Cette perquisition intervient le jour de la remise en liberté de Jean-Claude Méry, qui était détenu à la maison d'arrêt de Fresnes depuis le 29 septembre 1994.

Marc Ambroise-Rendu

Un an d'instruction

20 JANVIER 1994 : la direction générale des impôts (DGI) transmet au parquet de Créteil un rapport signalant que des factures « vraisemblablement fictives » ont été réglées par le groupe de Francis Poullain, un entrepreneur d'Alfortville, au profit de plusieurs sociétés. Parmi les bénéficiaires présumés, le rapport cite notamment plusieurs bureaux d'études dirigés par Jean-Claude Méry, un ancien membre du comité central du RPR.

29 SEPTEMBRE : M. Méry est mis en examen pour complicité d'abus de biens sociaux et infraction à la législation sur la facturation par le juge Halphen et écroué. Dans ses bureaux, les policiers saisissent des pièces comptables et financières – notamment des fac-

tures jugées fictives – et des agendas.

28 OCTOBRE : Rémy Halbwax, ancien syndicaliste policier et collaborateur de l'ancien ministre (RPR) délégué à la sécurité, Robert Pandraud, au conseil régional d'Ile-de-France est mis en examen pour recel d'abus de biens sociaux et écroué. Son nom figure à plusieurs reprises sur les agendas de M. Méry au regard de plusieurs sommes d'argent.

14 NOVEMBRE : l'ancien directeur de cabinet de Jacques Chirac, Michel Roussin, qui avait démissionné le 12 novembre de son poste de ministre de la coopération du gouvernement d'Edouard Balladur, est mis en examen par le juge Halphen pour recel d'abus de biens sociaux. Son nom est cité dans les agendas de M. Méry au regard de sommes conséquentes. L'ancien chauffeur de M. Méry avait raconté au juge avoir conduit à plusieurs re-

prises son employeur à l'Hôtel de Ville de Paris, où il remettait de l'argent en espèces à M. Roussin.

14 DÉCEMBRE : le juge Halphen se rend à la direction régionale des enquêtes fiscales de Marseille. Parmi les documents saisis par le juge, figurent notamment une série de télécopies envoyées à M. Méry par l'Office HLM de Paris (OPAC). Grâce à ces télécopies, M. Méry était informé par avance des marchés à pourvoir, des candidats et de leurs caractéristiques.

14 FÉVRIER 1995 : le juge Halphen se rend à Meymac (Corrèze), dont le maire (RPR) est l'ancien directeur de l'Office HLM de Paris, Georges Pérol. Il perquisitionne au siège de deux associations. Réussit le Limousin et l'Association des amis du centre d'art contemporain de Meymac, qui ont reçu des fonds de la quasi-totalité des entreprises qui ont obtenu des marchés avec l'OPAC.



CHRONOLOGIE

352 من الاربعاء

*En travaillant main dans la main
le Rail et la Route donnent un coup de pouce
à l'économie.*

**Transport
Combiné
FRET**
300 trains
par nuit

4 nouvelles relations de Transport
Combiné viennent d'être créées.
Elles relient en "saut de nuit", Lille
à Perpignan, Lille à Toulouse, le Havre

à Perpignan et enfin Lille
à Avignon et Marseille.
Ces 4 liaisons s'ajoutent aux 180 relations
déjà existantes en France et en Europe.

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

SNCF

FRET

La désaffection pour le mariage se confirme

255 000 unions ont été célébrées en 1993 et 254 000 en 1994.
Selon l'Insee, il s'agit du niveau le plus faible du siècle en temps de paix

Une étude de l'Insee confirme la chute régulière du taux de nuptialité. En 1993, le nombre de mariages a reculé de 6 % et, bien que la baisse soit moins prononcée en 1994, elle reste plus importante en France que dans la plupart des autres

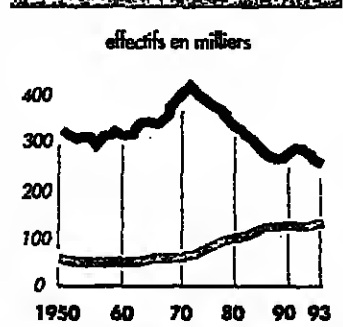
pays européens. Selon l'Insee, une union sur cinq permet de légitimer un ou plusieurs enfants et les jeunes de moins de 25 ans ne représentent que le quart des nouveaux époux. Parmi les multiples causes de ce phénomène, la fiscalité

semble jouer un rôle : lorsqu'ils ont des enfants, les couples n'ont guère intérêt à se marier. Malgré cette désaffection, les grands magasins se livrent une concurrence acharnée sur le marché des listes de mariage.

N'EN DÉPLAISE aux défenseurs des traditions, le mariage n'a plus la cote. En 1993, seules 255 000 unions ont été célébrées en France métropolitaine, soit 6 % de moins que l'année précédente. Ce nombre, le plus faible du siècle en dehors des périodes de guerre, s'est stabilisé en 1994 autour de 254 000, selon des données encore provisoires rendues publiques vendredi 10 mars par l'Insee, alors que les personnes en âge de convoler, en particulier les 20-30 ans, appartiennent à des générations nombreuses. Ce qui donne la mesure du désintérêt pour cette institution.

La tendance est générale - on se marie moins dans l'ensemble de l'Union européenne, excepté en Grèce et au Luxembourg -, mais la France paraît avoir accentué le phénomène, avec un rythme de diminution (4 % par an de 1990 à 1993) beaucoup plus rapide qu'en Italie, en Espagne, aux Pays-Bas ou au Danemark. Une timide reprise de la nuptialité s'était esquisse de 1988 à 1990, mais « elle n'a

Le mariage en France



Source : INSEE, ministère de la Justice

Alors que le nombre de mariages ne cesse de diminuer, celui des divorces augmente régulièrement pour atteindre près de la moitié des unions matrimoniales.

pas résisté à la crise économique et au chômage qui compromet l'installation des jeunes couples ». On

se marie également de plus en plus tard. L'âge moyen du premier mariage continue de s'élever (28,7 ans en moyenne pour les hommes et 26,6 ans pour les femmes). Par rapport à 1983, les hommes et les femmes attendent trois ans de plus avant de « régulariser » leur union. En 1993, 125 700 jeunes de moins de 25 ans ont franchi le pas. Ils étaient trois fois plus nombreux en 1980.

LE « CÉLIBAT DÉFINITIF » En fait, l'âge de la première union est étroitement corrélé à la situation économique : les mariages unissent des personnes de plus en plus jeunes durant les périodes d'expansion économique et sont retardés lorsque les temps sont difficiles. Le revirement est très rapide. Ainsi, le premier choc pétrolier marque un renversement de tendance. Avant 1973, le premier mariage intervient de plus en plus tôt pour se stabiliser à 24,4 ans pour les hommes cette année-là. Depuis, il se produit de plus en plus tard... ou jamais. Aujourd'hui,

une femme de 35 ans sur cinq est célibataire et 15 % des femmes de 40 ans ne sont pas et n'ont pas été mariées. Celles nées en 1943 n'étaient que 9 % dans ce cas au même âge. « Même si l'on peut s'attendre à des régularisations sur le tard d'unions hors mariage de longue durée, un nombre croissant de femmes devraient rester définitivement célibataires », note l'Insee.

Les statisticiens ont donc inventé le terme de « célibat définitif » qui désigne ceux qui ne convoleront jamais en justes noces. Toutefois, cette notion est floue car elle recouvre à la fois les célibataires, les couples non mariés qui habitent sous le même toit et les couples non mariés qui gardent chacun leur domicile. Enfin, l'union libre touche désormais toutes les classes sociales et tous les âges, et l'enfant n'entraîne plus une « régularisation » systématique. En 1992, une naissance sur trois intervenait hors mariage.

M. A.

La fiscalité a multiplié les « faux célibataires »

RIEN, EN APPARENCE, ne les distingue des autres couples. Comme eux, ils ont des projets, partent en vacances et font des enfants. Ils ne sont repérables qu'une fois par an, lorsque, vivant sous le même toit, ils remplissent deux déclarations d'impôt. Il serait pourtant injuste de reprocher aux « faux célibataires » de vivre dans le pèche fiscal. A de nombreux égards, le mode de calcul de l'impôt sur le revenu les y incite. La présence d'enfants avantage très clairement les couples vivant maritalement. En France, le revenu imposable est en effet calculé en tenant compte de la composition de la famille par le biais du quotient familial (une part par adulte, une demi-part pour les deux premiers enfants à charge, une entière pour les suivants). Or, une demi-part supplémentaire - un avantage plafonné à 19 000 francs - est accordée, à titre définitif, aux célibataires élevant un enfant.

Selon le « bilan fiscal du septennat » publié par le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) (Le Monde du 21 février), un couple marié dont le revenu annuel est de 200 000 francs et qui élève deux enfants versera 23 000 francs

d'impôts s'il est marié et 14 000 francs dans le cas contraire. Entre 1985 et 1991, le nombre de foyers fiscaux non mariés ayant un enfant a progressé de 64,5 % (on en dénombre désormais 1,5 million) contre 10,7 % pour les familles de même taille mais dont les parents sont mariés (3,8 millions). « Même si les célibataires avec enfant ne sont pas tous concubins, la progression des non-mariés, notamment parmi les non-imposables, est déconcertante », constate le SNUI. « Les faux célibataires recourent indûment à un avantage destiné aux parents isolés, assure Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE. S'ils ne se marient pas, ils sont privés d'une pension de réversion et s'acquitteront de droits de succession extrêmement lourds ».

En octobre, lors du débat sur la loi famille, Charles de Courson député (UDF) de la Marne a déposé - en vain - un amendement supprimant l'avantage accordé aux parents célibataires. Il affirme même avoir été « tenté d'en déposer un autre, obligeant tout simplement le mariage ». « Pourquoi maintenir une institution qui subit tant de discriminations ? Il faudrait ou moins obtenir la neutralité de l'édifice fiscal.

C'est une question de justice qui concerne aussi les prestations sociales : les couples de RMistes non mariés sont eux aussi avantagés », proteste M. de Courson, qui certifie que se produisent « des cas de divorces fiscaux ».

Même s'il ne faut pas surestimer son impact, la fiscalité exerce sans doute une influence non négligeable dès lors que le mariage n'apparaît ni comme une obligation morale ni, dans la plupart des cas, comme une nécessité pratique. D'ailleurs, il serait difficile de distinguer « vrais » et « faux » parents célibataires, comme le souhaite M. de Courson, qui suggère que le fisc reconnaisse officiellement la situation de vie maritale alors que M. Sterdyniak souhaite « une déclaration sur l'honneur ». Ces propositions impliqueraient que soit contrôlée la situation des « concubins ». Ce qui se pratique déjà pour les prestations sociales et l'impôt de solidarité sur la fortune. Mais engendrerait inévitablement de très nombreux contentieux. Et si le mariage n'est plus sacré, la vie privée, elle, le demeure.

Jean-Michel Normand

Les grands magasins font du charme aux futurs époux

IMPOSSIBLE d'échapper au « bonheur ». Dès le mois de janvier, métro, cinéma, radio sont pris d'assaut par les publicités pour les boutiques « mariage » des grands magasins, alors que les Français n'ont jamais aussi peu convolé en justes noces. A la source de ce décalage, une bataille économique : les listes de mariage sont une affaire très rentable pour les grands magasins, qui se livrent une concurrence très serrée sur un marché en constante diminution.

Galeries Lafayette et Printemps

attirent à eux deux un peu plus de 40 % des cent dix mille listes déposées chaque année. Boutique blanche du Printemps et Boutique bonheur des Galeries Lafayette se disputent chacune en tête et en progression. L'enjeu, il est vrai, n'est pas mince. L'activité mariage apporte à elle seule 8 % du chiffre d'affaires du Printemps Haussmann à Paris, 5 % de celui des Galeries Lafayette ; et le montant moyen d'une liste (25 000 francs aux Galeries Lafayette, 32 000 francs au Printemps) se maintient malgré la crise. Évitant

les impayés (les objets ne sont rayés de la liste qu'une fois le chèque crédité), mobilisant peu de vendeuses puisque les grands fabricants de vaisselle envoient leurs propres démonstratrices, la liste de mariage présente l'avantage de générer une forte trésorerie, car des sommes importantes, immobilisées au moins six mois, fructifient.

La liste contribue aussi à attirer de nouveaux venus dans le magasin, familles et amis du jeune couple n'étant pas forcément des habitués. La liste de mariage est

ainsi un instrument idéal de fidélisation. « Nous nous créons une nouvelle clientèle qui, si elle est satisfaite, reviendra chez nous », assure Thierry Cousin, du Printemps. Le but n'est pas seulement de faire dépenser 30 000 francs dans le magasin. Ces jeunes couples vont se transformer en famille, avoir des enfants, une maison à meubler... Une clientèle jeune, en phase de consommation très active et de vie sociale intense, qui transformera à 80 % sa carte Boutique blanche ou Boutique bonheur en carte Printemps ou Galeries Lafayette si elle a été bien servie. Un vrai rêve de grand magasin !

Pour conserver ce précieux gisement de clientèle, les grands magasins sont prêts à toutes les surenchères. Les investissements publicitaires sont en très forte croissance, allant même jusqu'à doubler cette année pour le Printemps. Les Galeries Lafayette, elles, se sont « offertes » Claude Lelouch pour leur film.

Constamment, il leur faut inventer de nouveaux services et avantages : après la ristourne de 5 % sur tous les achats, l'avance de 3 500 francs à l'ouverture de la liste, la livraison gratuite, les voyages à gagner, les mini-salons du mariage organisés en janvier depuis l'an dernier, voilà les « conseillers volants » pour aider les jeunes couples dans leur choix, les « conseillers en organisation du mariage », et les messagères vocales de félicitations. Plus discrètement, un système de parrainage a même été institué : pousser délicatement un couple de vos amis à ouvrir une liste, vous vous verrez offrir de 300 à 500 francs. Décidément, la mariée est bien trop belle pour être négligée...

Pascal Krémer

NUMERO EXCEPTIONNEL

ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES 1995

66 idées nouvelles pour le futur président

NUMERO EXCEPTIONNEL

Courrier

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La Cour de cassation valide le principe de la « double peine »

La loi sur les expulsions peut être rétroactive

UN ÉTRANGER délinquant peut être expulsé de France après avoir purgé sa peine, même sur la base d'une loi postérieure à sa condamnation. Tel est le principe qu'a consacré un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 1^{er} février, rendu public mercredi 8 mars (Le Monde du 10 mars). Cette décision confirme un revirement de jurisprudence de la Cour dans un sens plus restrictif, et donc plus favorable à la pratique controversée de la « double peine », qui veut qu'un étranger puisse être sanctionné deux fois, l'expulsion s'ajoutant à la sanction pénale.

Hassen Hamoudi, un Algérien aujourd'hui âgé de trente-trois ans avait été condamné, en 1984, à quatorze ans de prison pour assassinat. Quatre ans plus tard, pendant sa détention, il avait fait l'objet d'un arrêté d'expulsion qui devait être exécuté le 19 octobre 1992. Mais M. Hamoudi avait refusé de monter dans l'avion qui devait le conduire en Algérie. Son avocat avait alors contesté la légalité de l'arrêt d'expulsion, pris en vertu de la loi Pasqua de 1986, mais sur la base de condamnations prononcées en 1984. Le 5 janvier 1994, la cour d'appel de Paris avait rejeté cette exception d'illégalité et condamné Hassen Hamoudi à deux mois d'emprisonnement, pour refus d'embarquer. C'est le pourvoi formé par M^{re} Didier Bouhours contre cette décision que la Cour de cassation vient de rejeter, confirmant ainsi la condamnation infligée en appel. La Cour a jugé que « l'expulsion d'un étranger n'a pas le caractère d'une sanction, mais d'une mesure de police à objet préventif, exclusivement destinée à protéger l'ordre et la sécurité publiques et peut donc se référer à des condamnations antérieures à la promulgation de la loi sur laquelle elle se fonde ».

Les magistrats ont ainsi confirmé que le principe de non-rétroactivité de la loi pénale ne s'appliquait pas, s'agissant d'une expulsion qu'ils considèrent comme une simple mesure de police. Cette analyse a pour conséquence de va-

luer l'expulsion de Hassen Hamoudi, alors qu'au moment de sa condamnation la loi sur les étrangers le protégeait contre une telle mesure en raison de sa naissance en France. Deux ans plus tard, la loi Pasqua de 1986 est venue supprimer cette protection dans le cas où l'étranger avait été condamné à une peine d'au moins six mois de prison ferme.

La décision de la chambre criminelle de la Cour, présidée par Christian Le Guénec, marque un revirement de sa jurisprudence qui considérait, jusqu'en 1991, que le principe de non-rétroactivité s'appliquait aux lois sur les étrangers. Cette analyse s'opposait à celle du Conseil d'État, favorable à la rétroactivité dans ce cas. Dès 1991, la Cour de cassation avait tourné casaque dans un arrêt d'espèce, aujourd'hui érigé en principe.

La solution retenue relance le débat sur la « double peine » appliquée à des jeunes issus de l'immigration : Hassen Hamoudi, né en France et dont les cinq frères et sœurs sont de nationalité française, devait-il être renvoyé en Algérie, pays avec lequel il n'a aucun lien ? Avocat militant du Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI), Didier Liger estime que l'arrêt Hamoudi consacre « la prééminence du droit administratif sur le droit des personnes ». Il constate que l'expulsion est « une punition parfois plus grave que la sanction pénale elle-même car elle équivaut à un bannissement et figure d'ailleurs au casier judiciaire ».

L'intérêt de la décision de la Cour de cassation n'est pas seulement juridique et historique. La deuxième loi Pasqua sur les étrangers, votée en 1993 a, eo effect, comme en 1986, retiré certaines protections aux étrangers, même vivant en France depuis leur enfance. C'est ainsi que les parents étrangers d'enfants français et les conjoints de Français peuvent être expulsés s'ils ont été condamnés à des peines supérieures à cinq ans de prison, et ce, rétroactivement.

Philippe Bernard

Des seringues gratuites pour lutter contre le sida

PAR DÉCRET publié jeudi 9 mars au Journal officiel, le gouvernement autorise les associations et les particuliers menant des actions de prévention du sida ou de réduction des risques liés à la drogue à distribuer gratuitement seringues et aiguilles. Dans un arrêté publié jeudi, Simone Veil, ministre des affaires sociales, et Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, précisent que ces actions de prévention doivent être « nécessaires par la situation épidémiologique locale, compte tenu notamment du nombre et du mode de vie des usagers de drogue », et avoir fait l'objet d'une concertation entre services de l'État, collectivités locales, médecins, pharmaciens et associations.

Selon un avis du Conseil de la concurrence publié dans le même JO, « rien ne permet de penser que la diffusion gratuite de seringues puisse compromettre l'importance des ventes effectuées par les pharmaciens ». « En effet, expliquent les auteurs de l'avis, les distributions gratuites en cause sont destinées précisément à des consommateurs qui, pour diverses raisons psychosociologiques, ne procèdent que rarement à des achats auprès des pharmaciens, d'où les prêts de seringues et leur utilisation multiple. »

■ JUSTICE : le parquet de Montpellier a ordonné une enquête préliminaire sur les conditions dans lesquelles a été construit le « pont des Sétols ». Ce marché de 9 millions de francs avait été attribué sans appel d'offres à la société Campenon-Bernard, une filiale de la Compagnie générale des eaux. Dans Le Midi libre, le maire CD de Sète, Yves Marchand, justifie sa décision par une « situation d'urgence » due à la vétusté d'un autre pont, et à la nécessité de trouver rapidement un « itinéraire de détournement avant la période estivale ». Il estime que Campenon-Bernard était la seule société qualifiée et « brevetée pour réaliser ce genre d'ouvrage ».

■ ESTHÉTIQUE : un sondage de la Sofres sur l'image de la chirurgie esthétique, effectué du 16 au 20 février auprès d'un échantillon de 1 003 Français âgés de 15 ans et plus, rendu public mardi 7 mars, révèle que 3 % des Français ont déjà eu recours à ce type d'interventions : 4 % de femmes (8 % chez les 25-34 ans et 6 % chez les 35-49 ans) et 2 % d'hommes. Réalisée pour le compte d'un centre d'esthétique parisien, Villa Medica, cette enquête montre également que 84 % des personnes n'ayant jamais eu recours à ces techniques doutent de leurs résultats et que 78 % en craignent les risques.

■ AMIANTE : les universités du campus de Jussieu (Paris-VI et Paris-VII et l'Institut de physique du globe) ont obtenu du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche l'autorisation d'engager les études préliminaires de diagnostic et de faisabilité de la décontamination totale des 200 000 m² de locaux. Le coût de cette opération avait récemment été évalué à plus de 200 millions de francs par le comité anti-amiant de Jussieu (Le Monde du 4 mars).

مكتبة من راحل

Le pourvoi d'Omar Raddad a été rejeté

Après l'arrêt de la Cour de cassation, l'avocat M^e Vergès a annoncé qu'il allait déposer une demande en révision. Seule cette procédure, longue et incertaine, peut faire espérer un retour sur le jugement du 2 février 1994

Après trois heures de délibéré, la chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, jeudi 9 mars, le pourvoi formé par Omar Raddad, jeune jardinier marocain âgé de trente-deux ans, contre l'arrêt du 2 février

1994 de la cour d'assises des Alpes-Maritimes le condamnant à dix-huit ans de réclusion criminelle pour le meurtre, le 23 juin 1991, de M^{me} Ghislaine Marchal. Cette femme de soixante-cinq ans, qui était

l'un de ses employeurs, avait écrit avec son sang avant de mourir : « OMAR M'A TUÉ ». L'avocat général Germain Le Foyer de Costil avait conclu au rejet des sept moyens soulevés par le jeune jardinier de

Mougins, qui a toujours nié ce crime. M^{me} Claire Waquet, avocate d'Omar Raddad devant la Cour de cassation, n'exclut pas un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme.

UN À UN, parfois même avant d'attendre la fin de la lecture des attendus de la chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée jeudi 9 mars par Christian Le Guénec, M^{me} Jacques Vergès a banni les sept moyens consignés sur sa feuille qui auraient permis à Omar Raddad, son client, d'être réjugé. Désormais, seule une révision du procès, procédure longue et incertaine, peut faire espérer un retour sur la chose jugée.

Condamné pour meurtre le 2 février 1994 par la cour d'assises des Alpes-Maritimes à dix-huit ans de réclusion criminelle aux termes d'un procès controversé qui suivait lui-même une enquête et une instruction mal ficelée, le jardinier marocain de Mougins a toujours nié avoir tué Ghislaine Marchal, l'un de ses employeurs, assassinée le 23 juin 1991. Par un mécanisme pervers, alors qu'aucune preuve formelle n'avait pu établir la culpabilité d'Omar Raddad, le doute avait bénéficié à l'accusation. Le jury avait choisi entre deux incertitudes, le scepticisme d'une version - celle de l'accusation : un crime pour de l'argent - nourrissant la conviction de l'autre - celle de la défense : une machination montée par un meurtrier machiavélique (Le Monde du 4 février 1994).

Pour attaquer l'arrêt de la cour d'assises, encore fallait-il « oublier la

charge du drame et des souffrances » et « les circonstances exceptionnelles » entourant cette affaire, comme l'indiquait l'avocat général Germain Le Foyer de Costil, pour s'en tenir au droit, aux irrégularités de formes, seuls arguments opposables en cassation.

TRADUCTION INSUFFISANTE

Pour ce faire, les conseils d'Omar Raddad devant la haute juridiction insistent surtout à l'audience sur deux points parmi les sept moyens qu'ils avaient soulevés dans leur mémoire amplifiée. D'une part, M^{me} Didier Buthors défendait l'idée que le libellé de la feuille de questions soumises à la cour d'assises lors de son délibéré « anticipait sur la culpabilité de l'accusé ». Figurait après les quatre questions posées aux jurés, la mention « En conséquence des questions ci-dessus posées, la Cour et le jury réunis en salle des délibérations sans se départir statuant sur l'application de la peine (...) » avait été dactylographiée avant que ne s'ouvrent les débats à huis clos, alors qu'elle est souvent rédigée à la main par le président à l'issue des débats ou bien accompagnée d'une autre mention pré-rédigée prévoyant l'acquiescement. La cour lui a cependant répondu que si cette mention est l'œuvre du président, « elle ne constituait aucune

manifestation publique d'opinion sur la culpabilité de l'accusé », seule prohibée par le code de procédure pénale.

D'autre part, M^{me} Claire Waquet, avocate d'Omar Raddad devant la cour de cassation, s'attachait à relever que ni l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises, ni le questionnaire soumis au jury, « pièces écrites fondamentales » de la procédure, n'avaient fait l'objet d'une traduction complète en arabe, alors qu'il était reconnu qu'Omar Raddad ne parlait pas suffisamment le français. Elle s'appuyait sur l'article 6 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui stipule que « tout accusé a droit notamment à être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui ». Elle défendait avec force l'idée, fort juste au demeurant, selon laquelle la traduction orale de l'interprète commis auprès de l'accusé étant nécessairement parcellaire et insuffisante, il revenait aux magistrats d'ordonner de leur propre chef la traduction de ces pièces essentielles.

En réponse, la cour de cassation a renvoyé sèchement la balle dans le camp des défenseurs du jardinier, particulièrement épinglés par l'arrêt. Les sages de la haute juridiction ont

noté qu'« il ne résulte d'aucune mention du procès-verbal des débats, ni d'aucune conclusion, que l'accusé ait invoqué devant la cour d'assises une violation de [la convention européenne] résultant du défaut de traduction de l'arrêt de renvoi lors de sa signification ou de sa lecture » et ont rejeté par ce motif le moyen soulevé. En somme, sur ce point, pour la cour, c'est à la défense, et à elle seule, de se manifester et de faire respecter ses droits et non aux magistrats à les protéger.

Refusant de faire progresser la jurisprudence sur ce point de droit intrinsèque mais condamné étrangers, et suivant les conclusions de l'avocat général et de M^{me} Arnaud Lyon-Caen, conseil de la famille Marchal, la cour rejetait de même tous les autres moyens soulevés par la défense, que ce soit la décision de passer outre à l'audience de certains témoignages, ou la lecture à l'audience de témoignages sans que soient mentionnés les noms de leurs auteurs.

TÉMOIGNAGE TARDIF

Se déclarant « attristé » par la décision de la chambre criminelle, M^{me} Vergès a indiqué qu'il allait « très prochainement » déposer une demande en révision et M^{me} Waquet n'exclut pas un recours devant la Cour européenne des Droits de

l'homme. La demande en révision peut intervenir notamment lorsque un fait nouveau se produit ou si de nouvelles pièces sont présentées « de nature à établir l'innocence du condamné ».

M^{me} Vergès entend faire valoir le témoignage de M^{me} Patricia Clark, une voisine néo-zélandaise de la victime, qui s'est manifestée à lui deux mois après le procès après avoir lu son livre *Omar m'a tué*. Résidant épisodiquement à trois kilomètres de la maison de M^{me} Marchal, M^{me} Clark avait expliqué en mai 1994 que le jour du meurtre, vers 15 h 30, elle avait vu devant son portail une fourgonnette. Sur le siège avant, elle avait vu des traces de sang, à l'arrière se trouvaient des morceaux de bois (Ghislaine Marchal a été frappée par un chevron) et sous laquelle elle avait retrouvé un sac en plastique contenant « un tournevis énorme et du papier taché de brun » (la victime a été frappée à plusieurs reprises par un objet contondant).

Elle avait alors appelé la gendarmerie chargée de l'enquête, qui, avait-elle raconté, ne s'était pas montrée intéressée. Son témoignage, a indiqué M^{me} Vergès, est entre les mains du parquet général d'Aix-en-Provence.

Jean-Michel Dumay

L'ancien député Edouard Chammougon condamné à deux mois de prison

L'ANCIEN DÉPUTÉ (divers droite) de la Guadeloupe, Edouard Chammougon, déchu de ses mandats et de ses droits civiques après avoir été condamné pour corruption, en novembre 1994, a été à nouveau condamné, mercredi 8 mars, par le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre à deux mois de prison ferme et à 50 000 francs d'amende pour abus de confiance et ingérence.

Une information judiciaire avait été ouverte en 1993 sur la gestion de l'office municipal de la culture et des sports (OMCS) de Baie-Mahault, que M. Chammougon présidait en tant que maire de cette commune.

La justice lui reprochait d'avoir détourné 500 000 francs de subventions accordées à l'OMCS par la commune et d'avoir octroyé des marchés à une société dont l'une de ses filles était actionnaire. Le parquet avait requis neuf mois de prison ferme et 50 000 francs d'amende.

M. Chammougon est déjà sous le coup, pour des faits datant des années 80, d'une condamnation pour corruption à trois ans de prison avec sursis. L'ancien élu a été récemment remplacé à la mairie et au conseil général par son épouse.

CARNET

DISPARITIONS

Jean Amila

Un écrivain réfractaire

LE ROMANCIER Jean Amila - de son vrai nom Jean Meckert - est mort lundi 7 mars à Nemours (Seine-et-Marne). Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Lorsqu'en 1950 celui qui était encore Jean Meckert entra à la « Série noire », Marcel Duhamel, son directeur, lui demanda de choisir un pseudonyme aux consonances américaines. Ainsi devint-il John - puis, très vite, Jean - Amila. Il avait en fait choisi Amilhan (Amil fanar), que Duhamel trouva trop long.

Anar, Amila le fut, en effet, tout au long de sa vie d'homme et d'écrivain. Généreusement et radicalement, dans la déstabilisation des institutions majuscules : Armée, Église, Famille, État. Né en 1910, il avait, très tôt, trouvé quelques motifs de nourrir sa révolte. Il avait sept ans lorsque son

père fut fusillé pour l'exemple, lors des grandes mutineries qui secouèrent l'armée française en 1917. Sa mère fut internée deux ans dans un asile après cet épisode. Lui-même entra en usine à treize ans, puis collectionnera les petits métiers. En 1942, pour tromper son ennui, l'employé de malicie Jean Meckert décide d'écrire un roman, nourri de ses expériences. Les *Coups* (rédigés par Jean-Jacques Pauvert au Terrain vague en 1993) est à ce point réussi que Raymond Queneau le recommande chaleureusement à la NRF de Gallimard. L'éditeur est même un temps convaincu, tant l'écriture est forte, de tenir là un possible rival de Céline. Mais, malgré le soutien de Gide et de Martin du Gard, les romans suivants ne rencontrent pas le succès espéré. Passe

Marcel Duhamel, adieu Meckert, bonjour Amila.

Sans trop d'arretement, tout au bonheur de continuer à écrire, l'écrivain quadragénaire se lance dans une nouvelle aventure. En annonçant d'entrée de jeu la couleur : *Y a pas de Bon Dieu*, il clame son premier titre dans la « Série noire ». Suivront une vingtaine d'autres ouvrages, dont certains - *La Lune d'Omaha*, *Le Boucher des Hurons*, *Au balcon d'Hiroshima*, qui marquent, en 1986, son adieu à la littérature - méritent de figurer au panthéon de la collection, tant l'écrivain y réussit - dans une veine où s'inscrira, par la suite, un Didier Daeninckx - le madage d'une littérature populiste à la française et du roman noir à l'américaine des Hammett ou des Cain.

Bertrand Audusse

Gilbert Pérol

Ancien ambassadeur de France.

GILBERT PÉROL avait attendu d'avoir soixante-huit ans pour prendre sa part d'une joute électorale et pour intervenir dans des réunions publiques. Placé symboliquement en dernière position sur la liste de Philippe de Villiers lors des élections européennes de juin 1994, il avait porté au député de Vendée la caution de son gaullisme intrinsèque, voire intégral. « Quand tout craque, tout se dilue, les valeurs restent l'ultime point d'amarage et finalement le dernier ressort », écrivait-il dans *Le Figaro*, le 4 mai 1994, à quelques semaines du vote qui allait porter aux oues la liste anti-Maastricht de M. de Villiers.

L'ancien secrétaire général du ministère des affaires étrangères avait déjà rompu avec la discrétion généralement de mise dans les mil-

lieux diplomatiques en assistant, aux côtés de Léo Hamon, aux réunions organisées par Philippe Séguin, lorsque le président de l'Assemblée nationale vantait les mérites de « l'autre politique », en juin 1993, trois mois après l'arrivée au gouvernement d'Edouard Balladur. Par ses incursions, Gilbert Pérol mettait ainsi un terme polémique et politique à une carrière de grand commis de l'Etat menée dans l'ombre du général de Gaulle, de 1961 à 1967.

En 1992, un livre intitulé « *La Grandeur de la France* » lui avait donné l'occasion de jeter un regard désolé sur la politique étrangère du pays, singulièrement sur la participation française à la guerre contre l'Irak, et sur le traité de Maastricht, jugés comme autant d'entorses aux

impératifs catégoriques de la souveraineté, et qui allaient entraîner son rapprochement de Philippe de Villiers. Ce dernier se plaisait d'ailleurs à le présenter comme son conseiller diplomatique. Après avoir dirigé le service de presse du général de Gaulle, Gilbert Pérol, ancien élève de l'ENA, avait occupé successivement les fonctions de secrétaire général, puis directeur général d'Afr France, jusqu'en 1982. Il était retourné alors au Quai d'Orsay et nommé ambassadeur à Tunis, de 1983 à 1985, puis à Tokyo, de 1985 à 1987. Secrétaire général du ministère des affaires étrangères de 1987 à 1988, il avait terminé sa carrière comme ambassadeur de France à Rome, de 1988 à 1991.

Gilles Paris

AU CARNET DU MONDE

Naissance

Marie-Lise BARBET et Gilles HAROCHE, Aurélie, Frédéric, Charles et Alexandre, ont la joie de vous annoncer la naissance de

QUENTIN

le 3 mars 1995.

6, rue Jean-Richelin, 75110 Paris.

Décès

Le directeur et le conseil de l'UFR d'économie de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Les enseignants. Et le personnel administratif de l'UFR d'économie. ont la tristesse de faire part du décès du

doyen Alain BARRÈRE, professeur émérite de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, président d'honneur des Semaines sociales de France.

(Le Monde du 9 mars.)

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Jacqueline Chabbi,

née Barbe, son épouse, Ziyad Chabbi, son fils.

Les familles Chabbi, Barbe, parentes et alliées, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M'hamed CHABBI,

survenu le mardi 7 mars 1995, à Paris.

La levée du corps a eu lieu à la morgue de l'hôpital Cochin, le vendredi 10 mars.

L'inhumation aura lieu le samedi 11 mars, à 10 heures, à Tozeur (Tunisie).

La Société française Shakespeare, Son président, Son conseil d'administration, Et l'ensemble de ses membres, ont la très grande douleur de faire part du décès de leur président honoraire.

M. Jean FUZIER,

professeur à l'université Montpellier-III, survenu le 7 mars 1995.

M. Jean Fuzier fut président de la Société de 1984 à 1987.

Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Stéphane HOGUET,

survenu à Paris, le 3 mars 1995, à l'âge de trente-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu le 8 mars 1995, à Oye-Plage.

Le Père Jean-Rodolphe Kars, Hélie Kars, en religion Sœur Edith Seils, informent du décès de leur père,

M. Gustav KARS,

survenu le 6 mars 1995 dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'incinération aura lieu au columbarium du Père-Lachaise, le mardi 14 mars à 10 h 30.

Nantes, Le Mans, Paris.

M. Pierre Vogel, son épouse, Laurent et Claire, ses enfants, M. et M^{me} Louis Pavard, ses parents, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Annie VOGEL,

née Pavard,

survenue à l'âge de quarante-huit ans, le 7 mars 1995.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

CARNET DU MONDE

Téléphone 40-65-29-94 40-65-29-96

Télécopieur 45-66-77-13

Anniversaire

Le 10 mars 1945,

Marcel STORA

mourut à Buchenwald.

Sa femme Yvonne et leur fille avaient été gazées à Auschwitz.

Conférences

Mercredi 15 mars, à 18 heures.

En hommage à Bernard Masson, professeur et homme de théâtre.

« Le Théâtre et l'Université », A la Maison internationale de la Cité universitaire, salon Honorat, 19-21, boulevard Jourdan, Paris-14^e.

La table ronde sera présidée par Robert Abirached et sera suivie d'une lecture dramatique de la *Tentation de saint Antoine*, de Gustave Flaubert, par Jean-Marie de Villégier. Entrée libre.

Carrefour protestant 1995. Thème général : « Va... Ne crains point. »

Deuxième conférence : « De nouvelles souffrances ». Didier Sicard, professeur à l'hôpital Cochin.

France Québécoise, théologienne, membre du Comité national d'éthique.

Anna Van de Kerck, secrétaire générale de la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants.

Lundi 13 mars à 20 h 30, à l'Eglise réformée des Batignolles, 44, boulevard des Batignolles, 75017 Paris.

Carte protestant 1995. Dénain samedi sur France-Culture, à 18 heures. Le silence de Dieu », par le pasteur Gérard Delteil.

THÈSES

Tarif Étudiants 65 F la ligne H.T.

Communications diverses

TY 2

« La signification n'appartient qu'à la fin, quand nous aurons parcouru l'articulation du parcours qui nous conduira d'un sujet à un autre, puis à un autre. » Georges Perec, *La Disparition*.

Le Monde des

DEBATS

Et Monde

Campagne présidentielle

Le sondage tue-t-il le vote ?

Partage du travail

Faut-il suivre l'exemple allemand ?

Violence en Algérie

Que peut faire la France ?

MARS 1995

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Ecrivain, admirateur de Blondin, Nimier, Déon, corrézien comme son candidat, Tillinac a jeté des passerelles entre le maire de Paris et quelques intellectuels déçus par la gauche. Il a notamment organisé une rencontre avec Régis Debray

O n croirait entendre, ou lire du Chirac, au début de la campagne électorale, cherchant, seul, son chemin entre une gauche affaiblie et une droite minimaliste : « Les clivages à venir viendront les frontières que les politiciens contrôlent encore, pour leur seul profit. » Du Chirac à rebrousse-poil, ferrailant contre les « technocrates » parisiennes, les experts et les énarques, pour libérer sa France, nécessairement gaulliste, populaire et frondeuse : « Pour l'heure, il existe une droite high-tech, immatérielle, spéculatrice et européenne, « branchée » sur tous les câbles de la modernité, une droite au sang glacé qui voudrait que l'ordre social fut contrôlé par les parvenus du système marchand. »

Oui, ces phrases de colère pourraient être extraites de *La France*

droite d'« argenterie de famille ». Envieux de la gauche et déjà dissident dans son camp impasé. « Déjà, pour moi, les techno-pompidoliens, c'était la mort, raconte Denis Tillinac. Le meilleur des Mondes de Huxley. Même Chirac. Je le trouvais idéologiquement d'un pragmatisme court. »

« J'avais vingt ans et j'étais un incrédule des dogmes marxistes. Je lisais les maîtres à penser de notre génération, Deleuze, Foucault, Lacan, Barthes, et je n'y adhérais pas. Je me sentais donc en marge, mal dans ma peau. Je savais qu'Aran avait raison contre Sartre, mais pour mille raisons esthétiques, ça m'ennuyait, car défendre Aran contre Sartre, c'était aussi défendre les bourgeois du seizième arrondissement contre mes capotins. » La gauche, qui dicte ses vertus au pays, tient ses assises à Paris. Denis Tillinac se contraint donc à l'inaction et à la province. A la Corrèze. Localier à *La Dépêche du Midi*, il se réfugie dans la littérature. Chez Robert Laffont, il

connaît que le lyrisme révolutionnaire, celui illustré par de Gaulle, en 1940, et se désolait de ne pas le retrouver dans les années 70-80, paie le « discrédit des errements de Vichy », et grogne contre des technocrates qui limitent leurs ambitions philosophiques au monétarisme.

Même Jacques Chirac le oavre. Trop influencable. Trop infuocé, tour à tour, par Georges Pompidou, Pierre Juillet, Charles Pasqua, et Edouard Balladur. Pressé d'endosser la dernière droite à la mode. Et oublieux de la sienne. De la Corrèze, râleuse et sociale, généreuse et rebelle. Les deux amis s'aiment et s'estiment, lorsque Jacques Chirac en prend le temps, et s'engueulent à la corrézienne. Même devenu parisien à mi-temps, puis directeur de *La Table Ronde*, depuis peu, Denis Tillinac détesterait se compter du sérail chiracien. Ils s'aiment et s'estiment, donc, plutôt à Tulle, ou dans le train pour Brive. Libre de toute allégeance, sans carte du RPR, Til-



Dessin de Marc Tassikoff

Denis Tillinac, hussard de Jacques Chirac

pour tous, le second volume des propositions du candidat Chirac. Elles appartiennent pourtant à un autre livre, plus corrosif encore, *Le Retour de d'Artagnan*, paru en 1992, aux Editions de la Table Ronde. Son auteur ? Denis Tillinac, quarante-huit ans, écrivain et éditeur, corrézien et fier de l'être, anar et longtemps dissident de toutes les droites. Ami, surtout, de Jacques Chirac, depuis que le jeune membre du cabinet de Georges Pompidou s'est emparé de la circonscription d'Ussel, en 1967. « J'étais né avec un képi armé de deux étoiles sur la tête », explique Denis Tillinac. Né gaulliste. Dans une famille gailliste d'Aurillac, village de Corrèze, où quelques hommes avaient parcouru plus de chemin que les pêcheurs de l'île de Sein pour rejoindre Londres, en 1940. Son père, deatiste de Corrèze, et résistant, lui inculqua donc une morale de l'honneur qui allait bien à cette terre noire du Limousin, où le gaullisme se confond avec l'amour immodéré du rugby et des frondes radical-socialistes.

En 1968, Denis Tillinac, déjà bretteur et joueur de rugby, aurait dû se retrouver au cœur de l'embrasement bordelais, aux côtés de ses copains de fac, parmi lesquels Jean-Claude Guillebaud et Jean-Paul Kaufmann, qui allaient monter à l'assaut de la capitale et de l'époque par les rafales sèches du journalisme. Mais voilà : le fils du dentiste était déjà gaulliste. Par son père et par Chirac, l'ami de la famille. Déjà de droite. Déjà impénétrable au sartrisme ambiant, qui se donnait, en mai, l'illusion d'une secousse jeunesse, à l'ombre de Marx et de Hegel. Il les laissa aller, déboussolé mais fidèle à ses rêves. Il n'y crut pas, ni à Mao ni à Castro, mais sans parvenir à s'en consoler. Seul, entre ces mythes printaniers qui allaient nourrir la gauche pour vingt ans, et une

commence une œuvre tomanesque remarquable. *Le Banheur à Souillac, Spleen en Corrèze, Maisons de famille...* Tillinac, romancier de Corrèze. La capitale est terrible pour les exclus du centralisme intellectuel. Non sans dédain, on le dit tomanesque de « l'École de Brive ».

L'ongtemps, il souffre autant de la gauche que de la droite, déteste les fachos, les néo-pétainistes, les soldats perdus de l'OAAS, les hommes de Pompidou, puis les ultra-libéraux de Giscard. Il enrage de la droite, de cette droite « décréetée » par la gauche, honteuse, aux idées basses, lancée dans l'affairisme, comme si c'était le seul espace que la gauche lui concédait. A droite, de plaisant, le romancier corrézien ne retient que quelques destinées en résistance individuelle, et désespérée, contre les systèmes. Les « Hussards », Blondin, Nimier, Déon... Il est d'ailleurs couronné par le prix Nimier, en 1983. Par le prix Kleber-Haendens, en 1987. Le prix Jacques-Charbonne, en 1990. Des prix de droite. De consolation.

« Etre de droite, toutes ces années, c'était être assimilé aux cafetiers poujadistes, aux chaisières bigates, aux nataires véreux... » Il habite Tulle, limite ses incursions dans la capitale. Préfère le rugby, ou les départs pour l'Afrique, exil des idéalistes empêchés. Il déteste le « crétinisme villageois » du microcosme parisien, qui, en réponse, lui concède un certain style, cet attribut traditionnel des écrivains de droite, et ce, bien sûr, du côté de Paul Morand. Refoulé, Tillinac ! Maintenu en résidence provinciale. Par les salons de gauche, plus encore par ses propres méfiances à l'égard des droites. Des putschs, des nostalgies pathologiques de ces droites sans cesse tentées par l'extrémisme, comme des ultra-libéraux associés aux banques. Lui qui ne

linac peut se permettre de dire son fait à son aîné. « Jamais, par exemple, je ne me serais embarqué dans sa campagne de 1988. Je détestais son gouvernement, sa coloration ultralibérale. Depuis, il s'est mis à ressembler à ce dont j'avais envie que soit une sorte de gaullo-anar de droite »

« Jamais je ne me serais embarqué dans sa campagne de 1988. Je détestais son gouvernement, sa coloration ultralibérale. Depuis, il s'est mis à ressembler à ce dont j'avais envie que soit une sorte de gaullo-anar de droite »

psychologique de sa défaite de 1988, puis, lentement, dans l'exode de ses compagnons vers les rives balladurannes. « Depuis, il s'est mis de plus en plus à converger vers lui-même. A ressembler à ce dont j'avais envie que soit une sorte de gaullo-anar de droite. Alors, j'ai vu un homme d'Etat, de mieux en mieux, à mesure que les entourages s'éloignaient. Un homme à la rencontre de son destin, qui s'est rejoint. » Dans la solitude, Chirac retrouve ce gaullisme des origines, qu'il n'aurait dit de gauche, papulaire ; social, méfiant des élites patriciennes. « Il me dit, et je crois qu'il est sincère : je n'ai jamais varié. Tactiquement, il a été d'un andolement infini. Mais, au fond, il a toujours été d'un tempérament anti-techno. Il a eu des périodes

d'un réformisme fauve, contrairement à Pompidou, qui estimait assez bonne une société où lui, le fils d'instituteur, avait si bien réussi. Puis il s'est égaré, entre le poujadisme de Pasqua et le libéralisme. Tout cela ne lui allait pas. »

Alors, Tillinac, l'écrivain, l'intellectuel de ce Chirac version 1995 ? L'écrivain s'en défend. Chirac a rédigé, seul, les chapitres de *La France pour tous*. Sans doute o'a-t-il même pas lu *Le Retour de d'Artagnan*. Trop occupé. Simples convergences de quelques idées simples, à gauche de la droite, que partagent deux, trois compagnons

de Chirac, dont Philippe Séguin. « Il est vrai que nous n'avons pas cessé de nous parler, mais Chirac n'écoute que ce qui lui plaît. Je n'ai pas été le conseiller de l'ombre. Ce sont vraiment ses idées. Il s'est convaincu lui-même, et le réformisme impéieux mais agité des années 60, physiquement gaullien mais techniquement pompidolien, est devenu complètement gaullien. C'est lui, lorsque nous discutons, qui trouve des correspondances entre cette époque-ci et, non pas juin 40, mais 1958. »

« Je le crois vraiment antibourgeois. Il n'aime pas les gens d'argent. Il est non pas pessimiste sur la nature humaine, mais assez désillusionné. Les bourgeois, par définition, ont une tare à ses yeux : ils conviennent de l'argent. Comme

l'économie a besoin d'argent, il faut donc les prendre comme ils sont. Il est lucide, là-dessus. Ce que j'aime, chez Chirac, c'est qu'il n'a aucun sentiment de classe. Il parle au président de la République comme à sa femme de ménage. »

Ce Chirac « habité » s'est métamorphosé sans aide extérieure. L'écrivain ne lui a teou ni la main ni la plume. Si Denis Tillinac s'accorde un mérite, un seul, c'est d'avoir un peu apaisé le malentendu que Jacques Chirac entretenait avec les intellectuels. Et encore... C'est, pour Denis Tillinac, affaire personnelle. Progrès intimes. Chirac a profité, c'est tout, du retour en grâce de l'écrivain, de son entrée, tardive, dans Paris, à mesure que les vieux interdits sartrien sautaient, et que les clivages villageois perdaient de leur virulence. Jean-Claude Guillebaud invite son voisin de province au Club Phares et Balises, qui réunit des intellectuels connus, dupes par le mitterrandisme, le socialisme véral, et qui, eosemble, cherchent une suite possible à l'histoire.

Tillinac rencontre surtout Régis Debray. « Lui, je l'admire depuis mes études. Je l'avais envié d'avoir cette foi marxiste, qui l'avait conduit dans une prison bolivienne, alors que les autres avaient fini l'école, en 68, à Saint-Trop. Il avait guerroyé, je n'avais rêvé que de cela. J'avais la nostalgie de sa cause, de celle de ma génération, et qui n'avait pu être la mienne. »

Avec Régis Debray, et quelques autres, Denis Tillinac fouille cette époque, y cherchant, encore en vain, la fin de l'ère du simulacre, diagnostiqué par Jean Baudrillard. Le terme de la vacuité, par le tout-médiatique planétaire, des apparences trompeuses, qui ne servent que les nantis et leurs conseillers. Comme Philippe Séguin, comme Alain Juppé, à ses lire. Comme Chirac, de son côté.

Derrière les clivages réapparait l'intelligence. Tillinac peut donc présenter Régis Debray à Chirac. Rude rencontre. « Régis avait la tête de celui qu'on aurait amené dans un bordel panaméen. » Chirac aussi : « Son incroyable pudeur, sa crainte des intellectuels l'avaient toujours poussé à se faire passer pour un beauf. Ainsi, il prétendait ne lire que des polars, ce qui était bien sûr faux. Mais il était non seulement allergique à l'élite intellectuelle, mais paralysé. » Ce Chirac-ci revoit Régis Debray. Puis d'autres. Il ne cherche pas à les convaincre, surtout de sa candidature. Avec eux, il refait l'histoire de ces décennies, et les comptes de ce qui peut bien encore le séparer d'eux. Tillinac se tient dans un coin du restaurant corrézien de Paris, où Chirac et des intellectuels de gauche, orphelins ou désorientés, explorent une inconnue protéiforme : la France de l'exclusion, du conservatisme, et des réformismes possibles.

Que son candidat soit victorieux ou défait, Denis Tillinac quittera la garde rapprochée de Chirac en mai. Trop rebelle, l'écrivain. Appelant de ses vœux, peut-être comme Chirac, « un anti-mai 68 », qui aurait néanmoins les odeurs sulfureuses du précédent, et qui donnerait eofio une âme à la droite. Attendant que quelque chose, de profond, de social, de métaphysique, se passe. Chirac ? Condamné à des réformes profondes, à la sauvegarde des acquis gaullistes et socialistes - Sécurité sociale, régime des retraites, emploi, égalité des chances -, s'il gagne. Plus solitaire, en sa mairie et ses terres de Corrèze, mais apaisé, s'il perd. « Ses fidèles iront faire de la résistance au conservatisme, du côté de chez Séguin », assure l'écrivain.

Philippe Boggio

مكتبة من الرصاص

Lionel Jospin, le plus européen des trois

par Elisabeth Guigou

M. BALLADUR et M. Chirac s'entendent au moins sur une chose : éviter que l'Europe n'entre dans le débat présidentiel. Il est vrai que l'Europe est, à droite, un sujet qui fâche : qu'y a-t-il de commun, côté Balladur, entre M. Pasqua et M. Vell, ou bien, côté Chirac, entre M. Séguin et M. Juppé ?

Pourtant, il faut parler de l'Europe. Car les années qui viennent vont être décisives. En effet, ou bien l'Union européenne continuera de se renforcer, d'une part en dotant de la monnaie unique prévue par le traité de Maastricht, d'autre part en allant plus loin, à l'occasion de la réforme de 1996, sur la voie de l'union politique. Ou bien, faute de ces avancées, l'élargissement programmé aux pays d'Europe centrale et orientale transformera définitivement l'Union européenne en une grande zone de libre-échange sans politiques communes, sans projet et sans âme.

Or ce choix entre deux Europe, il faudra le faire l'an prochain. C'est en effet en 1996 que se décideront, et le sort de la monnaie unique, et l'avenir de l'Europe politique. Il faut faire la monnaie unique dans les délais prévus par le traité, c'est-à-dire si possible en 1997 et au plus tard en 1999, pour au moins trois raisons.

D'abord, la monnaie unique

rendra impossible entre pays européens les dévaluations compétitives qui font tant de mal à nos industries, à nos agriculteurs et à nos pêcheurs confrontés du jour au lendemain à la baisse des prix des produits concurrents.

Ensuite, parce que, dotée d'une monnaie, l'Europe disposera de la force nécessaire pour faire évoluer le système monétaire international vers plus de stabilité et moins de spéculation.

Il n'y a que le candidat socialiste qui apporte des réponses précises aux questions majeures

Enfin, parce que la monnaie unique est le principal marchepied de l'union politique de l'Europe. Car on n'imagine pas une banque centrale européenne sans, en face, un pouvoir économique, social et politique capable de mettre la croissance de l'économie réelle et l'emploi au même rang que la stabilité de la monnaie et des prix. Le traité de Maastricht donne les instruments de ce pouvoir économique et social, encore faut-il

qu'existe la volonté politique de les utiliser. Encore faut-il que l'Union européenne veuille être une puissance politique.

Et, là, le chemin reste encore plus long à parcourir. La conférence intergouvernementale de 1996 peut être une nouvelle étape vers une Europe puissance politique capable de s'élargir sans s'affaiblir, capable d'imposer des règles du jeu sociales, écologiques, monétaires et commerciales en Europe et dans le monde. L'enjeu est trop immense pour ne pas mobiliser toutes nos forces.

Or que voit-on aujourd'hui ? M. Chirac a proposé un second référendum sur la monnaie unique, ignorant ainsi la décision souveraine que le peuple français a déjà prise en votant « oui » au traité d'Union européenne. M. Juppé s'efforce de faire oublier cette bourde en prétendant que M. Chirac n'a jamais voulu d'un second référendum sur la monnaie unique et n'a proposé qu'un référendum sur le nouveau traité de 1996. Pour le reste, M. Chirac est muet. Pas un mot dans son programme sur l'Europe, ni sur la politique étrangère de la France.

M. Balladur, lui, parle de l'Europe et du monde dans le style si convenable qui lui est propre. Il affiche de bonnes intentions, mais évite soigneusement les vraies questions : comment envisage-t-il de passer à la monnaie

unique alors que depuis qu'il est là, en dépit de la reprise de la croissance, les déficits du budget et de la Sécurité sociale ont explosé, atteignant des niveaux records, pendant que nos voisins, profitant, eux, de la reprise, réduisaient les leurs ? Comment l'Union européenne peut-elle nous aider à aider les pays du sud de la Méditerranée ?

A ces trois questions majeures, seul Lionel Jospin apporte des réponses précises : un projet économique et social pour soutenir la reprise, développer l'emploi et maîtriser les déficits ; l'engagement résolu d'éviter la paralysie de l'Union européenne élargie en prenant clairement position pour que les décisions soient prises à la majorité au lieu de l'unanimité ; une initiative européenne d'envergure pour le sud de la Méditerranée.

Aujourd'hui, Lionel Jospin est le seul des trois principaux candidats à formuler des propositions pour une Union européenne qui, à l'intérieur, soit plus sociale, plus démocratique et plus politique et qui, face au reste du monde, soit capable de défendre ses intérêts, ses valeurs, son modèle de civilisation.

Elisabeth Guigou est ancien ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes

Le choléra, la peste et la lèpre

par Pierre Bergé

« **J**e ne crois qu'aux témoins qui se font égarer », la formule de Blaise Pascal m'a toujours paru être la devise commune à tous les fondamentalismes religieux et à tous les aveuglements politiques.

Certains, au Parti socialiste, ont décidé qu'elle pouvait s'appliquer à Lionel Jospin, et ce dernier s'est évertué à ne point les décevoir. C'est ce que montre, s'il le fallait encore, la lecture de son timide programme dans lequel un homme de gauche a quelque mal à se retrouver. Ceux qui ont cessé de croire au « grand soir » ne sont même plus capables d'inventer des petits matins bleus et paisibles. Ils vont aux urnes comme d'autres au sacrifice.

Je ne suis pas Chirac et je n'aime pas cette mauvaise parodie d'un Auguste prétendant être à la fois César et Brutus. C'est la raison pour laquelle, ne me reconnaissant pas dans la candidature de Lionel Jospin, j'ai choisi d'apporter mon soutien à Jacques Chirac. Je n'imaginais point que ce choix de la raison produise un tel tumulte. J'entends déjà les membres de la « deuxième gauche », celle dont je ne me suis jamais senti proche parce que j'estimais que le Parti socialiste n'a pas pour seule vocation d'être un « MRP à visage humain », se complaire dans les remugles nauséabonds de leurs calomnies : « On vous l'avait bien dit, ce Bergé n'a jamais été socialiste ni de gauche ».

Ceux qui disent cela, cramponnés à leurs certitudes comme à un pantalon de « lignes bleues de Vosges », ont une fois de plus tout faux. Je déteste la politique de l'autruche. Je ne crois pas qu'être de gauche se résume à faire acte de présence à défaut d'avoir un projet de société.

Je soutiens Jacques Chirac car il est le seul à exprimer une volonté politique novatrice

Contrairement à d'autres, j'ai toujours eu la faiblesse de considérer qu'intelligence et progressisme vont de pair. « Notre rôle n'est pas de choisir entre la peste et le choléra », murmurent les belles âmes, celles-là mêmes qui, après avoir dévotement Gaston Defferre et Pierre Mendès France, firent élire Pompidou contre Poher.

La politique, stalinienne du « blanc bonnet et bonnet blanc » est imbécile. Des urnes sort alors un linge sale qu'il faut, un jour ou l'autre, laver et soigner. Je ne souhaite pas que la gauche - la mienne - ait à le faire.

Il y a, d'un côté, une droite populaire mais pas populiste, généreuse et éprise de justice sociale, celle de Jacques Chirac ; de l'autre côté, une droite conservatrice, faussement moderniste, qu'on ne peut même pas qualifier d'« orléaniste » car les

amis de M. Balladur s'inspirent plus des ultras que des acteurs des Trois Glorieuses de juillet 1830. Comme les émigrés revenant en France en 1815, ils n'ont rien appris ni rien oublié.

Entre Bonaparte et la duchesse d'Angoulême ou le comte d'Artois, entre Jean Valjean et Javert, mon choix est fait. Etre de gauche, c'est préférer le peuple aux salons et aux conseils d'administration. Etre de gauche, c'est soutenir ceux qui font leur la devise de la République, « Liberté, égalité, fraternité », non ceux qui substituent déjà à l'égalité l'« équité », ce qui laisse présager le sort qu'ils réserveront à la liberté et à la fraternité.

D'où mon soutien à Jacques Chirac, auquel je reconnais le mérite d'être le seul candidat à exprimer clairement une volonté politique neuve, mieux : novatrice, pronant une rupture radicale avec la dérive énarco-élitiste dont les giscardiens, puis la deuxième gauche et enfin les balladuriens ont fait leur credo et qui a détourné les Français d'une participation active à la vie de la cité et de la nation, c'est-à-dire à la politique tout court.

Jacques Chirac et ses partisans ont changé. Il faut l'admettre et en tirer les conséquences. Sur deux points que je tiens pour essentiels, la construction européenne et la politique monétaire, même si l'influence que pourrait exercer encore sur lui Philippe Séguin reste inquiétante, Jacques Chirac a le courage de tenir le langage qui convient.

On a dit que nul n'a le monopole du cœur. Encore moins du patriotisme comme le montrèrent les soldats de l'An II, les communistes et tous les humbles de France, du Grand Ferré aux héros de l'Affiche rouge. Cette France-là, qui sut conjuguer aux grandes heures de son histoire, l'enthousiasme, la fraternité, la tolérance avec la révolte et la générosité, est la mienne et celle à laquelle se réfère Jacques Chirac. Je doute fort qu'elle soit celle que revendiquent ceux qui veulent réunir sur le nom d'Edouard Balladur les voix du centre et de la droite extrême représentée par Philippe de Villiers et Jean-Marie Le Pen.

Je ne suis pas de ceux qui, refusant de choisir entre la peste et le choléra, finissent inéluctablement par attraper la lèpre. N'ayant aucun goût pour la résignation ou la désillusion, j'ai fait un choix qui est aussi celui de milliers de femmes et d'hommes de gauche. Je ne rougis pas d'être l'un des premiers à le déclarer. Mais est-ce si déraisonnable ou déshonorant que de souhaiter que les partisans du changement, à droite comme à gauche, s'unissent contre les tenants, à droite et à gauche, de l'immobilisme et des faux espoirs ?

Mais soyons clairs. Si Jacques Chirac devient, ce que je souhaite, le prochain président, je resterai ce que je suis : un homme de gauche, lucide, attentif et prêt, s'il le faut, à entrer dans une opposition constructive.

Pierre Bergé est président-directeur général de la société Yves Saint Laurent

Socialistes, encore un effort pour redevenir républicains !

Suite de la première page

L'Afrique ne mérite pas tant de sévérité ; sans doute la politique européenne de la France, encensée, elle, de manière peu critique, appellerait-elle à l'inverse un examen plus attentif, sans doute plus complexe, mais au total plus nécessaire.

Quant aux propositions pour engager la lutte contre le chômage, elles ont certes le mérite de ne plus tout attendre de la croissance, et d'avantage de mesures structurelles. Mais pourra-t-on accepter la revendication de 37, 35 ou 30 heures sans arbitrage sur les salaires ou tout espérer d'une réduction de la durée du travail sans réflexion sérieuse sur les changements qualitatifs nécessaires en matière de création d'emplois ? J'aurais préféré, en ce domaine, être recopié plutôt qu'ignoré, même si je me réjouis sincèrement d'avoir été rejoint.

Quant au constat, maintenant unanime, sur l'exclusion, il ne suffit pas d'en rester à la dénonciation de la marginalisation. Il faut aller à l'essentiel : la République, c'est la chose publique, la chose de tous, l'Etat de droit conduit par l'intérêt général et fondé sur la souveraineté nationale. Pour la restaurer, il faut d'abord que quelques réformes cosmétiques, qu'un époussetage superficiel tel que celui qui nous

est proposé. La lutte contre l'exclusion est aujourd'hui le cœur du combat républicain, car l'exclusion, ce n'est pas seulement une affaire sociale, relevant d'un traitement purement macro-économique ou caritatif, elle est d'abord un drame politique : les SDF ne meurent plus de faim, mais ils cessent chaque jour davantage d'être des citoyens à part entière. Et la République finit par mourir quand elle compte trop d'exclus.

Pour restaurer la République, il faut davantage que quelques réformes cosmétiques

Abandonnons donc la stratégie du catalogue, mobilisons l'action de l'Etat et restaurons son autorité en faisant de la lutte contre les différentes formes d'exclusion - de la grande pauvreté à la sélection trop précoce et trop étroite des élites - l'axe central d'une stratégie de reconquête républicaine, la grande querelle que la France épousera demain. Tout cela ne ressort pas de

l'examen critique du passé auquel se livre implicitement le programme de Lionel Jospin, trop sévère par démagogie envers des actes réalistes, obligés ou inévitables de la présidence Mitterrand, et, à l'inverse, inutilement timide face à des perspectives difficiles et incontestables que nous réserve l'avenir.

L'avenir, précisément, qu'en est-il ? Que nous soyons gaullistes - ce fait tous les Français aujourd'hui devraient le redevenir peu ou prou - ou que nous nous réclamions des humanismes socialistes ou démocrates chrétiens, nous avons en commun cette volonté de sauver l'espace public de son dépeuplement, de préserver l'action volontaire des hommes associés par l'expérience démocratique de la tyrannie des puissances sans visage qui entendent modeler un destin. Il va sans dire que les propositions de Lionel Jospin sur la réforme du système monétaire européen, pour des critères de convergence intégrant l'emploi ou une véritable préférence européenne en matière industrielle, comme sa volonté d'aller plus loin dans la prévention du cumul des fonctions publiques, correspondent à des préoccupations très opportunes.

Lorsqu'il s'agit, plus tard, non pas de s'affronter théologiquement contre théologie, mais de bâtir une Europe véritable contre ceux, notamment outre-Atlantique, qui n'en veulent pas (et qui ne sont pas ceux qui ont refusé la logique monétaire et administrative de Maastricht), nous verrons bien si des convergences sur des contenus concrets peuvent apparaître.

Le Front républicain que j'évoquais récemment avait ainsi réuni, pour la première fois depuis 1945, et dans l'esprit de la première France libre, des proches du général de Gaulle, des démocrates chrétiens, des radicaux avec le soutien des socialistes. Sa dissolution ne fut pas l'œuvre des gaullistes, mais bien le résultat de la politique suivie par Guy Mollet et la SFIO. Le général de Gaulle en reprit largement le contenu politique et plus d'un protagoniste dans son œuvre immense de modernisation du pays.

Un jour viendra peut-être où des conjonctions nouvelles, à la mesure des tâches immenses qui attendent le pays et l'Europe, apparaîtront nécessaires. Je ne formule pour ma part qu'un vœu : celui de voir le Parti socialiste sortir de sa longue autoanalyse, qui ne doit pas être interminable, pour entrer, enfin, même si cela fait un peu mal, dans le vif des questions centrales de notre avenir : le rétablissement de l'autorité de la République, l'extension de l'Etat de droit pour la formulation des pouvoirs législatif et judiciaire, la construction d'une Europe volontaire qui cesse de se voir dictée sa loi par les puissants du jour, le redressement de la citoyenneté par la mise hors la loi de l'exclusion sociale.

On voudra bien ne voir aucun fanatisme dans mon appel aux femmes et aux hommes qui se redonnent de ce courage à consentir encore un effort pour reprendre un jour leur place dans le combat républicain.

Philippe Séguin

AU COURRIER DU MONDE

LE PILLAGE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Quel candidat à l'élection présidentielle osera dénoncer le pillage de la Sécurité sociale par tous ses acteurs ou presque : médecins généralistes, chirurgiens, ambulanciers, mais aussi cliniques privées, laboratoires et hôpitaux publics sans compter un grand nombre d'entre nous, les ayants droit ? Les inspections des affaires sanitaires et sociales, des finances et de l'administration jouaient il y a quelques mois « proprement stupéfiant » que « la nation consacre 300 milliards de francs » par an aux établissements hospitaliers publics et privés sans que leurs activités soient mesurées, les coûts connus et que la qualité des prestations soit même seulement approchée.

Le professeur Béraud, dans son rapport (septembre 1992), avait déjà dénoncé « la très grande fréquence de la petite délinquance » chez les praticiens libéraux et même « la grande délinquance » à propos d'actes médicaux fictifs ou de fraudes sur les prix des prothèses,

s'en prenant à « la mansuétude du conseil de l'ordre » et estimant le montant des abus à 120 milliards par an (Le Monde du 17 novembre 1992). A quel bon donateur des exemples ? La lecture du Canard Enchaîné ou du Monde (22 février) suffit pour se convaincre de l'étendue du mal.

Avant d'envisager l'augmentation de la CSG, quel candidat osera relever ce défi ?

Jean Rouch
Saint-Girons (Ariège)

RASSEMBLER

Rassembler : il n'existe plus qu'un seul verbe dans le vocabulaire des candidats à l'élection présidentielle. Il est déjà difficile de savoir qui ils veulent rassembler ; quant à savoir pour quel faire, cela relève du mystère le plus profond.

Entendons bien. Ce verbe anodin que le dictionnaire définit de façon bien prosaïque : « réunir, mettre ensemble », vient subitement d'élargir son champ sémantique. Vous n'y êtes pas, bon peuple, si vous croyez

que nos candidats veulent nous réunir pour mettre en œuvre un projet. Ils sont chacun le mieux à même de « rassembler » les électeurs, c'est-à-dire qu'ils pensent avoir les meilleurs sondages.

Mais un Candidat pourrait s'étonner que chaque candidat puisse se targuer d'avoir les meilleurs sondages. C'est négliger le fait que les sondages ne répondent pas tous à la même question et que chacun peut trouver son pain béni dans une bonne formulation de la question posée au sondé.

Cependant, le citoyen n'est pas sans remarquer que M. Balladur, le meilleur pour ses partisans, est un vil diviseur pour les partisans de M. Chirac. Les héritiers de M. Jospin soulignent sa capacité à rassembler la gauche, alors que d'autres soutiennent le contraire. Et vice versa, naturellement.

Ce ballet traqué-comique n'est pas sans rappeler un excellent ouvrage de Jeanne Favre-Saada, (Les mots, la Mort, les Sorts), consacré à la sorcellerie dans le bocage normand. Dans ces villages, celui qui mani-

feste quelques pouvoirs paranormaux y passe pour être un désenvenimeur. Mais il est aussi le sorcier aux yeux du village voisin...

Je crains fort que nos « sorciers-désenvenimeurs » de l'élection présidentielle ne jouent aux apprentis sorciers de la démocratie. De grâce, candidats, ne cherchez plus à nous « rassembler » en accusant le voisin de « diviser ». Dites-nous ce que vous proposez pour la France et l'Europe demain. Tout le reste n'est que vieilles lunes.

Evelyn Picard
Créteil (Val-de-Marne)

RETOUR DE MANIVELLE

Je vois mal pourquoi « le Parti socialiste saisi le CSA à propos de M. Balladur » pour protester contre la retransmission « en direct pendant près d'une heure » de sa conférence de presse et « le régime différencié » qui lui est fait par rapport aux autres candidats (Le Monde du 15 février).

Il n'est que de lire l'article de Pa-

trick Jarreau dans le même numéro du Monde : « Edouard Balladur ou l'inévitable ennui » et de consulter les derniers sondages pour se rendre compte que, plus M. Balladur apparaît à la télévision, plus sa cote baisse.

Trop d'hommes politiques et de célébrités médiatisées s'imaginent qu'il suffit de se montrer et de parler à la télé pour plaire et convaincre, sans réaliser qu'au contraire beaucoup dérangent et exaspèrent. Ce n'est pas le temps de parole qui emporte la conviction.

Ce qui faisait la force de M. Balladur, c'était sa prudence, sa discrétion, voire son silence. Laissez-le parler et parler, il se coule tout seul.

Jean Ducasse
Marseille

LA FIN DE L'ÉDUCATION CIVIQUE ?

N'est-ce pas une chose effarante et tragique que de voir qu'en cette année d'élections municipales et

présidentielle, qu'en cette époque où il est dit que les citoyens le seront dès l'âge de seize ans, l'éducation civique disparaisse de l'enseignement ? Les Français sont-ils devenus de si bons citoyens que leur parler de civisme à l'école soit devenu sans fondement ? C'est donc dans l'indifférence générale que la culture républicaine va s'effacer de l'école de la République. Je ne prétends pas lever l'étendard d'une révolte qui n'intéresse personne. Je veux seulement dire que si la République vit de ses symboles, elle meurt aussi de leur oubli.

Je veux dire aussi que la méthode employée fait montre d'un rare courage : l'éducation civique n'est pas supprimée franchement du jour au lendemain (...) mais avec lenteur et cynisme (...), elle est « élargie et repensée ». Chaque enseignant doit distiller un peu de civisme par-ci, un peu d'éducation par-là. Mais n'est-ce pas déjà le cas ? J'ose me permettre d'en douter.

Frank Vasseur
Béthune (Pas-de-Calais)

Le Monde

Heures cruciales à Kaboul

TOUT indique que l'on s'approche d'une évolution cruciale, par la force plutôt que par la négociation, de la situation à Kaboul. Les talibans, ces soldats islamistes qui défilent dans la chronique afghane depuis novembre, ont en effet lancé un premier assaut, au sud-ouest de la capitale, contre les forces qui la tiennent depuis la chute du communisme en 1992 : celles de l'ex-président Rabbani, commandées par un ténor de la résistance à l'URSS, Ahmed Shah Massoud.

Bien qu'en Afghanistan les votes de la palatine ne soient jamais épuisés, l'attaque du 8 mars est un signe peu équivoque d'une volonté d'en découdre animant ces nouveaux champions de l'éthnie pashtounne que sont, par-delà leurs proclamations unitaires, les hommes qui viennent de conquérir un tiers du pays sans coup férir.

Mais la façon dont s'est engagée cette nouvelle « bataille de Kaboul » témoigne aussi de la vive combativité, face aux talibans, des troupes de MM. Rabbani et Massoud, des forces aguerries et convaincues du bien-fondé de leur objectif. Il s'agit moins d'une conception différente de l'islam que de la survie de leur propre vision de l'Afghanistan : un pays où les Tadjiks - ethnies historiquement subordonnées aux Pashtouns mais forte de son nombre (plus du tiers de la population), de son dynamisme économique et de son bon comportement dans la guerre contre Moscou - auraient la possibilité de participer au pou-

voir sans faire figure d'aliéné. Le « camp présidentiel » serait certes mieux placé s'il n'avait naguère échoué à se concilier les autres minorités : les Ouzbeks, dont le chef, le général Dostom, tournant casaque, a rejoint le leader intégriste Heikmatyar, au début de 1994, par crainte d'être lui-même la cible d'une attaque ; et surtout les chiites, qui, à maintes reprises, ont été, dans la capitale, l'objet de pillonnages dépassant d'évidence ce que requerrait la situation militaire.

Mais les talibans, même s'ils parvenaient à prendre Kaboul, ne seraient pas au bout de leurs peines. Il reste bien d'autres mouvements armés dans le jeu afghan. Il est peu probable, par exemple, que les forces du Jamiat, surtout tadjiks, s'évanouissent par enchantement. Par ailleurs, les chiites, bien que battus à Kaboul, ne renonceraient pas à leur autonomie de fait au cœur de la montagne Hindou Kouch. Enfin les Ouzbeks, moins islamisés et adossés à une importante « république soviétique » d'Asie centrale, ne paraissent guère prêts, eux non plus, à réintégrer dans l'ordre pashtoun.

Comment, dès lors, sortir d'une situation dont les populations font les frais, comme vient de le rappeler la commission des droits de l'homme de l'ONU, à Genève ? Une solution semble s'imposer : un Afghanistan fédéral. Hélas ! une telle formule n'a pas en l'heure de séduire les protagonistes du conflit lorsqu'elle a été, quelquefois, envisagée dans le passé.

Le grand réformateur par Philippe Bertrand



Les monnaies dans la spirale

LE MEXIQUE vient d'adopter un deuxième programme de rigueur, encore plus contraignant que le « plan d'urgence » mis en place le 3 janvier. Le gouvernement Zedillo tente désespérément d'enrayer la spirale de la dévaluation des monnaies financières internationales qui a causé une nouvelle chute du peso ces derniers jours. La monnaie mexicaine a perdu 50 % de sa valeur face au dollar en 45 jours. Plus d'un pourcent par jour.

Les mesures adoptées (drastique réduction des dépenses budgétaires, hausse de 100 % des prix des transports...) sont un terrible coup de frein au développement économique du pays. La production intérieure brute qui devait croître de 5 % selon les prévisions de fin décembre, devrait se contracter de 2 % cette année, d'après le ministre des finances Guillermo Ortiz, et, pourtant, l'inflation atteindra 42 %, selon les calculs officiels. Il y a trois mois, avant la crise, le Mexique était cité comme l'exemple même de la réussite des « économies émergentes » et le voisin des États-Unis avait été le plus important bénéficiaire d'investissements financiers américains récoltant, entre 1991 et 1994, 64 milliards de dollars. Ces capitaux furent, à grande vitesse, versés le oord depuis décembre dernier et les mexicains le paient très durement par la récession.

LE MARK ROI

La crise monétaire internationale que a atteint son paroxysme au début de la semaine est née à Mexico. Premier choc d'une longue série, la déroute du peso, a été suivie par le tremblement de terre de Kobe et la décade de la banque Barings sur les marchés dérivés asiatiques. Autant d'événements qui ont provoqué des réactions violentes et désordonnées. Le dollar a commencé à plonger alors que la Bourse de Wall-Street était au plus haut. Le bath thaïlandais et les autres monnaies du sud-est asiatique, celles d'Amérique latine étaient touchées par une soudaine peur des marchés émergents. Dans le désordre, les monnaies européennes les plus « faibles », la lire, la peseta, la couronne suédoise, la livre puis le franc, ont été attaquées, victimes de l'envoie du deutsche Mark coassé roi des valeurs refuges.

Pour nombre d'observateurs, la cause est entendue. Les marchés financiers irrationnels, sont soumis aux pulsions spéculatives de quelques géants tout puissants qui font ou défont les monnaies et les économies au gré de leurs humeurs. L'explication, en vogue à chaque crise, absout les gouvernements et les autorités monétaires de toute responsabilité. Si les dysfonctionnements des marchés financiers sont parfois critiquables et si le développement des produits dérivés amplifie la brutalité des réactions, celles-ci ont souvent des causes économiques et politiques réelles. Les messages des marchés sont utiles. Il n'est pas vrai que des géants se lèvent un beau matin et déclinent en fonction d'une envie subite de faire baisser le dollar. Les monnaies reflètent, qu'on le veuille ou non, la force, la crédibilité et la cohérence des économies.

Or depuis la fin des années 80, les déséquilibres financiers vont croissant. Déficits publics aux États-Unis, en Italie, en Espagne, en

France. Déséquilibre des balances commerciales au Mexique et aux États-Unis et insuffisance de l'épargne dans ces deux pays. Fragilité extrême des systèmes bancaires dans le monde entier. Les financiers exagèrent mais nourrissent leurs inquiétudes à des détergents qui se cumulent et s'enchaînent.

S'ajoutent les causes politiques : grave crise gouvernementale en Italie, au Mexique, incertitude en Espagne, en Grande-Bretagne ou en France. Les égoïsmes des différents pays empêchent de donner des indications claires de politique monétaire et économique et laissent les marchés livrés à leurs seules craintes. L'indifférence des Américains à la baisse du dollar, voire les soupçons nourris à leur égard qu'ils cherchent à provoquer une dévaluation du billet vert pour réduire leur déficit commercial, contribue ainsi grandement aux spéculations et explique l'accélération de cette semaine.

RESTAURER LE CALME

Par quelques déclarations apaisantes ou des relèvements de taux d'intérêt (en France, en Belgique et au Danemark), les banques centrales sont parvenues enfin à restaurer le calme des marchés. Mais il reste précaire, aucune des origines du mal n'ayant trouvé remède.

Quelle soit sa suite, la crise monétaire aura deux conséquences. La première est de repousser la question de l'ampleur de la reprise de la croissance dans le monde et de sa pérennité. Elle va déjà plonger le Mexique dans la récession cette année et réduire dans des proportions considérables la croissance de l'Argentine et du Brésil. En Europe, la hausse du mark va pénaliser les exportations allemandes et les économistes diagnostiquent un ralentissement de la croissance. Plus grave encore : l'Italie et l'Espagne sont condamnées à des politiques budgétaires serrées pour tenter de réduire leur déficit, faire baisser leur taux d'intérêt et soutenir leur monnaie. Là encore l'augmentation de la pression fiscale devenue inévitable va peser sur la vitesse de la reprise. La France ne sera pas épargnée, les marchés signifiant au prochain président de la République qu'il devra en priorité réduire les déficits, celles que soient ses promesses. Le Japon lui-même sera touché par la baisse du yen qui entame la compétitivité des exportateurs nippons. La reprise attendue cette année au Japon sera plus faible qu'espérée.

Deuxième conséquence : la fissure des blocs économiques régionaux qui étaient en voie de constitution. On peut s'interroger sur l'avenir de l'Alena (Mexique, Canada, États-Unis) lorsque le peso a perdu 50 % de sa valeur en dollar en moins de trois mois. Même souci pour l'Union européenne lorsque la lire a glissé de moitié par rapport au mark en trois ans et la peseta de 35 %. Les relations commerciales sont mises à mal par des évolutions aussi amples et brutales... On pensait que les politiques de dévaluations compétitives des années 70 avaient été abandonnées. Voulues ou pas, elles sont de retour. Les unions monétaires, pôles régionaux de stabilité des changes, n'ont donc que plus d'urgence et plus de difficultés à réaliser.

Eric Le Boucher et Eric Leser

Au fil des pages/International

Le pétrole et le tricolore

VOICI un livre qu'on aimerait adopter immédiatement et complètement. Parce que c'est un livre de conviction, Jean-Pierre Chevènement développe ses thèmes favoris, République, État de droit, société citoyenne, laïcité. On peut sourire en les trouvant démodés, mais en ces temps où montent l'intégrisme et l'intolérance - et pas seulement dans le monde arabo-musulman dont il est question ici - ce plaidoyer passionné pour la tradition des Lumières, pour une République française « modèle d'universalité », emporte la sympathie.

On peut suivre l'ancien ministre de l'éducation nationale qui veut renouer avec l'esprit des pères fondateurs de « la laïque » et réintroduire l'éthique républicaine à l'école, quand il considère le modernisme démocratique comme la meilleure chance de développement des pays du Sud. Y compris l'Algérie, « qui a besoin de civisme, c'est-à-dire de citoyens ». La France pourrait y contribuer avec d'autant plus de force qu'elle prendrait au sérieux les valeurs qui la fondent. Si elle montrait par exemple ce qu'un islam moderne, ouvert, ayant intégré le concept de laïcité, pourrait apporter à tous ceux qui, outre Méditerranée, luttent pour la démocratie ». A l'inverse, Jean-Pierre Chevènement a raison de mettre en garde contre l'onde de choc qu'une arrivée au pouvoir des intégristes en Algérie provoquerait au nord de la Méditerranée, avec un « ébranlement de la synthèse républicaine française ».

Tant pour des raisons intérieures qu'extérieures, la France est donc appelée à proposer un modèle républicain et laïque à un monde arabo-musulman en plein désarroi, où s'est engagée « une course de vitesse entre la contestation violente et fanatique d'un ordre existant considéré comme impie et la tentative d'un nouveau Moyen-Orient, moderne, pacifique et démocratique ». Les expériences de nationalisme - dans le sens d'une « affirmation d'identité qui ne tourne pas le dos à la modernité » - ont largement échoué. Qu'elles aient été d'inspiration libérale ou socialiste, Jean-Pierre Chevènement fait porter le poids principal de cet échec à la politique occidentale, en particulier aux Américains. Il a certes l'honnêteté intellectuelle de reconnaître au détour de quelques paragraphes que les régimes arabes ont aussi leur part de responsabilité. Mais le nerf de la guerre reste pour lui le pétrole, le dollar et la malignité de l'Onclé Sam. « Le pétrole n'est pas le malin de l'Onclé Sam, c'est le pétrole qui a permis à la modernité, écrit l'auteur, de se développer, favorisant l'intégrisme pour maintenir un statu quo social

Si l'Irak est un modèle de modernité laïque, une conclusion contestable affaiblit la pertinence des prémisses

nécessaire à l'exploitation du pétrole.

C'est là que la démonstration de Jean-Pierre Chevènement dérape. Où trouve-t-il l'exemple d'une modernisation laïque que les méchants Américains ont étranglée ? En Irak où il a rendu visite à l'autorité à Saddam Hussein dont il trace un portrait admiratif, même s'il reconnaît que ce n'est pas « un enfant de chœur ». Sans doute l'embargo qui dure depuis quatre ans frappe-t-il durement le peuple irakien, « ce capitaine Dreyfus des nations », n'hésite pas à écrire Jean-Pierre Chevènement ; sans doute encourage-t-il la radicalisation antioccidentale de l'opinion irakienne et l'intégrisme rampant. Admettons même que, avec la guerre du Golfe, les États-Unis aient voulu empêcher l'Irak, largement soutenu auparavant contre l'Iran, de prendre une position dominante dans la région. Est-ce suffisant pour affirmer que « la cause majeure » du conflit est dans le prix du pétrole, « si on met de côté le vieil intégrisme irakien sur le Koweït », ajoute Jean-Pierre Chevènement. Uo « vieil intégrisme » qui s'est tout de même traduit, en août 1990, par une invasion... Et l'Irak « n'a pas arrangé son cas en balançant quelques Scud sur Israël ». En effet...

L'ancien ministre de la défense de François Mitterrand, qui démissionna en 1991 pour protester contre la participation française à la guerre du Golfe, a été conforté dans son argumentation par son voyage à Bagdad à un point tel qu'il reprend mot pour mot à son compte l'analyse de son hôte : les États-Unis veulent mettre l'Irak sous tutelle parce que c'est pour eux le moyen de régler en leur faveur la compétition économique avec l'Europe et le Japon.

Aussi, après avoir fermé le livre, le lecteur est-il saisi par un doute : la République, les Lumières, l'islam sécularisé, la modernité arabe... Fort bien. Mais en laissant entendre que l'Irak de Saddam Hussein a été arrêté sur la voie de cet idéal par une guerre injuste et un embargo laïque, la conclusion contestable du raisonnement affaiblit la pertinence des prémisses.

Daniel Vernet

* Jean-Pierre Chevènement : *Le vert et le noir, intégrisme, pétrole, dollar*. Grasset, 264 pages, 115 F. On peut se reporter aussi au livre de Bernard Lewis : *La Formation du Moyen-Orient moderne*. Aubier, 264 pages, 130 F.

La réputation de la France

VALÉRY Giscard d'Estaing est un homme bien informé. Mardi 7 mars, sur TF1, menaçant le suspense sur son renoncement électoral, l'ancien président de la République affirmait qu'outre « une remise en question des engagements européens », « une atteinte grave à la moralité politique qui mettrait en danger la réputation de la France » serait susceptible de le faire changer d'avis. Dans l'instant, personne ne lui demanda de préciser sa pensée. Depuis, l'actualité s'en est chargée : à sa place : mercredi 8 mars, Edouard Balladur fut attelé par la révélation de ses conséquences plus-values sur les actions GSI, réalisées alors même qu'il gagnait déjà honnêtement sa vie comme élu de la nation ; jeudi 9 mars, son rival Jacques Chirac assistait, à distance et dans l'impulsance, à la longue perquisition du juge Eric Halphen dans les bureaux de l'office des HLM parisiens, rebondissant attend d'un feuilleton judiciaire qui menace le fief chiraquien ; enfin, vendredi 10 mars, Pierre Suard, patron dont les amitiés au RPR sont connues et l'un des bénéficiaires privilégiés des privatisations du gouvernement Chirac de 1986-1988, devait se retrouver face à un juge d'instruction pen complaisant, chez Alcatel, la mesure extrême d'une mise en dé-tention.

Pendant ce déballage, l'hypocrisie est de rigueur, dans les deux camps. Tout en ayant l'air de prendre ses distances avec la

curée, Philippe Séguin n'hésite pas à comparer les malheurs du premier ministre avec « l'affaire des diamants » qui fut fatale à Valéry Giscard d'Estaing en 1981. « Je n'ai jamais vu de compagne aussi dévouée », s'exclame Charles Pasqua, alors que son entourage espère que les HLM parisiens feront oublier ceux des Hauts-de-Seine et l'énigmatique absence de Didier Schuller. Tandis qu'en second rôle chiraquien, Bernard Pons promet une « période de purgatoire » à ceux qui ont trahi, M. Balladur parle dans le désert d'une « campagne de vérité et de dignité ».

La France n'est pas seulement malade des « affaires » et de ce qu'elles révèlent de l'état de la morale publique. Elle est aussi atteinte par l'usage partisan qui en est fait, traduisant un double symptôme. D'une part, l'impulsance d'une droite divisée à s'inscrire dans un débat d'idées exprime les contradictions qui la minent : impérialisme européen contre repli national, libéralisme économique contre populisme électoraliste, etc. D'autre part, la perversion de la démocratie d'opinion qu'a entraînée la dérive monarchique des institutions, réduisant la campagne présidentielle au choix d'un homme - de ses vertus et de son image - plutôt qu'à celui d'un programme.

« Tout peut encore changer », a déclaré M. Chirac à *La Dépêche du Midi* du 10 mars. Il pensait à son propre sort. Peut-on suggérer, plutôt, que cette campagne change de ton, de climat et se préoccupe, enfin, de ce qu'il adviendra de « la réputation de la France » à partir du 7 mai 1995 ?

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication. Dominique Alloy, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction.

Eric Piattoli, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué. Rédacteurs en chef : Thomas Fereenczi, Edwy Plenel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Goussier, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig.

Marc Lachet, directeur du Monde des affaires ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction. Médiateur : André Laurens.

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Billaud, vice-président. Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Luscombe (1991-1994).

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : 100 ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15. TEL : (1) 40-45-25-25 Télécopieur : (1) 40-45-25-99 Télax : 206.806F.

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY 94021 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. TEL : (1) 40-45-25-25 Télécopieur : (1) 40-45-30-10 Télax : 261.511F.

مركز من لاصح

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 11 MARS 1995

CONSUMMATION Après Carrefour, le groupe Promodès (hypermarchés Continent) annonce des résultats en forte hausse. Les meilleures progressions du secteur

de la grande distribution tournent autour de 30 %. Une bonne santé qui s'explique par les efforts de productivité et par le déploiement dans des pays où la consommation n'a

pas connu de stagnation. Les grandes enseignes françaises sont parmi les groupes les mieux implantés dans le monde, avec Carrefour en chef de file. ● LA PUISSANCE

des groupes de grande distribution les place en position de force dans les négociations avec leurs fournisseurs. Ces derniers s'en plaignent. Des députés se sont saisis du pro-

blème. ● LA FAILLITE peut aussi frapper les plus grands distributeurs : Konsum, la première et la plus ancienne chaîne d'alimentation en Autriche, a déposé son bilan.

La grande distribution trouve à l'étranger les moyens de sa croissance

Les grandes enseignes sont en bonne santé. Leur progression tient avant tout aux efforts de productivité et à la pression sur les prix des fournisseurs en France, ainsi qu'à de nombreuses implantations internationales

LA GRANDE distribution défie la crise. Et surmonte l'atonie persistante de la consommation sans dommage apparent. Promodès (Shopi, Huit à Huit, Champion, Coaticent) a annoncé, jeudi 9 mars, un résultat net consolidé en hausse de plus de 28 %. Deux jours auparavant, Carrefour avait présenté des résultats tout aussi brillants, en hausse de 30 % (*Le Monde* du 9 mars). Et Casino, qui achève la difficile intégration des magasins Rallye, se redresse sensiblement.

Les Centres Leclerc et le Groupement Intermarché, pourtant discrets sur leurs performances, annoncent « avoir bien résisté à la morosité de la consommation » : le chiffre d'affaires du premier a atteint 124,9 milliards de francs l'an dernier, en hausse de 4,6 % (4 % à périmètre constant), celui du second s'est hissé à 121,2 milliards (+ 3,6 %).

« Il s'agit de distribution à dominante alimentaire. La crise nous touche, bien sûr, mais d'une façon atténuée. Sans comparaison, en

Les grandes surfaces les moins chères

Chiffre d'affaires consolidé en France	Chiffre d'affaires consolidé en France
1994	1994
1993	1993
1992	1992
1991	1991
1990	1990
1989	1989
1988	1988
1987	1987
1986	1986
1985	1985
1984	1984
1983	1983
1982	1982
1981	1981
1980	1980
1979	1979
1978	1978
1977	1977
1976	1976
1975	1975
1974	1974
1973	1973
1972	1972
1971	1971
1970	1970
1969	1969
1968	1968
1967	1967
1966	1966
1965	1965
1964	1964
1963	1963
1962	1962
1961	1961
1960	1960
1959	1959
1958	1958
1957	1957
1956	1956
1955	1955
1954	1954
1953	1953
1952	1952
1951	1951
1950	1950
1949	1949
1948	1948
1947	1947
1946	1946
1945	1945
1944	1944
1943	1943
1942	1942
1941	1941
1940	1940
1939	1939
1938	1938
1937	1937
1936	1936
1935	1935
1934	1934
1933	1933
1932	1932
1931	1931
1930	1930
1929	1929
1928	1928
1927	1927
1926	1926
1925	1925
1924	1924
1923	1923
1922	1922
1921	1921
1920	1920
1919	1919
1918	1918
1917	1917
1916	1916
1915	1915
1914	1914
1913	1913
1912	1912
1911	1911
1910	1910
1909	1909
1908	1908
1907	1907
1906	1906
1905	1905
1904	1904
1903	1903
1902	1902
1901	1901
1900	1900
1899	1899
1898	1898
1897	1897
1896	1896
1895	1895
1894	1894
1893	1893
1892	1892
1891	1891
1890	1890
1889	1889
1888	1888
1887	1887
1886	1886
1885	1885
1884	1884
1883	1883
1882	1882
1881	1881
1880	1880
1879	1879
1878	1878
1877	1877
1876	1876
1875	1875
1874	1874
1873	1873
1872	1872
1871	1871
1870	1870
1869	1869
1868	1868
1867	1867
1866	1866
1865	1865
1864	1864
1863	1863
1862	1862
1861	1861
1860	1860
1859	1859
1858	1858
1857	1857
1856	1856
1855	1855
1854	1854
1853	1853
1852	1852
1851	1851
1850	1850
1849	1849
1848	1848
1847	1847
1846	1846
1845	1845
1844	1844
1843	1843
1842	1842
1841	1841
1840	1840
1839	1839
1838	1838
1837	1837
1836	1836
1835	1835
1834	1834
1833	1833
1832	1832
1831	1831
1830	1830
1829	1829
1828	1828
1827	1827
1826	1826
1825	1825
1824	1824
1823	1823
1822	1822
1821	1821
1820	1820
1819	1819
1818	1818
1817	1817
1816	1816
1815	1815
1814	1814
1813	1813
1812	1812
1811	1811
1810	1810
1809	1809
1808	1808
1807	1807
1806	1806
1805	1805
1804	1804
1803	1803
1802	1802
1801	1801
1800	1800
1799	1799
1798	1798
1797	1797
1796	1796
1795	1795
1794	1794
1793	1793
1792	1792
1791	1791
1790	1790
1789	1789
1788	1788
1787	1787
1786	1786
1785	1785
1784	1784
1783	1783
1782	1782
1781	1781
1780	1780
1779	1779
1778	1778
1777	1777
1776	1776
1775	1775
1774	1774
1773	1773
1772	1772
1771	1771
1770	1770
1769	1769
1768	1768
1767	1767
1766	1766
1765	1765
1764	1764
1763	1763
1762	1762
1761	1761
1760	1760
1759	1759
1758	1758
1757	1757
1756	1756
1755	1755
1754	1754
1753	1753
1752	1752
1751	1751
1750	1750
1749	1749
1748	1748
1747	1747
1746	1746
1745	1745
1744	1744
1743	1743
1742	1742
1741	1741
1740	1740
1739	1739
1738	1738
1737	1737
1736	1736
1735	1735
1734	1734
1733	1733
1732	1732
1731	1731
1730	1730
1729	1729
1728	1728
1727	1727
1726	1726
1725	1725
1724	1724
1723	1723
1722	1722
1721	1721
1720	1720
1719	1719
1718	1718
1717	1717
1716	1716
1715	1715
1714	1714
1713	1713
1712	1712
1711	1711
1710	1710
1709	1709
1708	1708
1707	1707
1706	1706
1705	1705
1704	1704
1703	1703
1702	1702
1701	1701
1700	1700
1699	1699
1698	1698
1697	1697
1696	1696
1695	1695
1694	1694
1693	1693
1692	1692
1691	1691
1690	1690
1689	1689
1688	1688
1687	1687
1686	1686
1685	1685
1684	1684
1683	1683
1682	1682
1681	1681
1680	1680
1679	1679
1678	1678
1677	1677
1676	1676
1675	1675
1674	1674
1673	1673
1672	1672
1671	1671
1670	1670
1669	1669
1668	1668
1667	1667
1666	1666
1665	1665
1664	1664
1663	1663
1662	1662
1661	1661
1660	1660
1659	1659
1658	1658
1657	1657
1656	1656
1655	1655
1654	1654
1653	1653
1652	1652
1651	1651
1650	1650
1649	1649
1648	1648
1647	1647
1646	1646
1645	1645
1644	1644
1643	1643
1642	1642
1641	1641
1640	1640
1639	1639
1638	1638
1637	1637
1636	1636
1635	1635
1634	1634
1633	1633
1632	1632
1631	1631
1630	1630
1629	1629
1628	1628
1627	1627
1626	1626
1625	1625
1624	1624
1623	1623
1622	1622
1621	1621
1620	1620
1619	1619
1618	1618
1617	1617
1616	1616
1615	1615
1614	1614
1613	1613
1612	1612
1611	1611
1610	1610
1609	1609
1608	1608
1607	1607
1606	1606
1605	1605
1604	1604
1603	1603
1602	1602
1601	1601
1600	1600
1599	1599
1598	1598
1597	1597
1596	1596
1595	1595
1594	1594
1593	1593
1592	1592
1591	1591
1590	1590
1589	1589
1588	1588
1587	1587
1586	1586
1585	1585
1584	1584
1583	1583
1582	1582
1581	1581
1580	1580
1579	1579
1578	1578
1577	1577
1576	1576
1575	1575
1574	1574
1573	1573
1572	1572
1571	1571
1570	1570
1569	1569
1568	1568
1567	1567
1566	1566
1565	1565
1564	1564
1563	1563
1562	1562
1561	1561
1560	1560
1559	1559
1558	1558
1557	1557
1556	1556
1555	1555
1554	1554
1553	1553
1552	1552
1551	1551
1550	1550
1549	1549
1548	1548
1547	1547
1546	1546
1545	1545
1544	1544
1543	1543
1542	1542
1541	1541
1540	1540
1539	1539
1538	1538
1537	1537
1536	1536
1535	1535
1534	1534
1533	1533
1532	1532
1531	1531
1530	1530
1529	1529
1528	1528
1527	1527
1526	152

Les Britanniques ébranlés par la chute de la Barings

La faillite de l'une des plus anciennes banques du royaume remet en question les certitudes des sujets de Sa Majesté sur la suprématie de la place de Londres

Depuis dix jours, en dépit d'une actualité politique chargée, l'affaire de la banque Barings ne cesse d'alimenter les colonnes de la presse et les conversations à Londres. D'abord pour s'inquiéter du dommage causé à la City, ensuite pour se

féliciter du « miracle », selon les termes d'un banquier, qu'a été le renflouement par le groupe néerlandais ING. Une occasion également pour fustiger ces jeunes gens trop pressés et sortis du peuple qui ont envahi les salles de

marchés des banques. Bien que la faute de Nick Leeson soit mise en avant, une commission d'enquête sur les responsabilités de la Banque d'Angleterre, réclamée par le Parti travailliste, vient d'être constituée.

LONDRES
de notre correspondant
Par-delà les péripéties d'un scandale boursier, l'affaire Barings a soulevé bien des questions et remis en cause des certitudes. C'est pourquoi les responsables gouvernementaux, comme le chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke, puis le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Eddie George, ont tenté de minimiser l'événement et de le réduire à un incident isolé avec un seul coupable, le courtier Nick Leeson. On a ainsi vu fleurir les épitètes sur ce jeune homme, venu de sa province sans avoir fait d'études et médiocre en maths : « courtier dévoyé » (selon M. Clarke), « marchand des quatre saisons », « Essex man » (synonyme de parvenu).

Contrôles renforcés

CS First Boston, Goldman Sachs, Lehman Brothers, Merrill Lynch, Morgan Stanley et Salomon Brothers, les six plus importantes firmes d'investissement de New York ont décidé de renforcer leurs propres contrôles sur les produits dérivés. Ces mécanismes de contrôle, présentés lors d'une conférence de presse le 9 mars à Washington, ont été définis en collaboration avec les organismes américains de surveillance des marchés, la Securities and Exchange Commission (SEC) et la Commodity Futures Trading Commission (CFTC). Les firmes d'investissement se sont engagées à remettre régulièrement aux organismes de contrôle des données sur leurs activités dans les produits dérivés et à avertir leurs clients, par écrit, des dangers que présentent ces produits extrêmement volatils.

Cet opprobre rejallit désormais sur tous ces jeunes aux dents longues recrutés par les banques ces dernières années pour gesticuler à la corbeille, utiles hier, encombrants aujourd'hui. Ils n'avaient d'autre moyen pour grimper à l'échelle sociale que de se salir les mains dans la spéculation à haut risque. Couverts de succès, ils pouvaient être anoblis à la cinquantaine ; perdants, de corsaires ils devenaient pirates.

L'argumentaire ne porte plus autant qu'avant, y compris dans la presse conservatrice. Ainsi, Bernard Levin a dénoncé dans le *Times* les « planqués » qui se dissimulent derrière Nick Leeson et ces produits dérivés qui ne sont rien d'autre que des « PMU ». Dans le *Daily Telegraph*, l'économiste à la London Business School, John Kay, après un cours magistral sur la banque et la Bourse, a distingué les spéculateurs légitimes et ceux qui, abusant des produits dérivés en particulier, ne sont que des joueurs, plus méprisables que les *bookmakers*.

UN IMPORTANT MÉCÈNE

L'image de la City et de « la Banque » (d'Angleterre) a été entachée, et le mythe de l'argent roi et de la dérégulation écorné : la déconfiture d'une des plus anciennes banques anglaises a été comparée par le *Sunday Times* au séisme culturel qu'aurait été la disparition d'Oxford ou de Cambridge. Mais, si un consensus s'est établi sur le fait que l'argent des contribuables ne pouvait servir à renflouer la Barings, des voix se sont élevées pour remarquer que la respectabilité et la fiabilité des banques anglaises sur la place internationale s'en ressentiraient... et que Nick Leeson avait été arrêté dans la place rivale, à Francfort !

Quant à « la Banque », elle se voit reprocher de n'avoir pas été assez

vigilante. L'inquiétude de voir une commission d'enquête faire traîner les choses et noyer le poisson ne préoccupe pas que les travaillistes. Car les Britanniques, ceux de la City avant tout, ne veulent pas qu'une telle affaire se reproduise.

Une faillite de la Barings aurait non seulement ruiné les déposants ou appauvri la reine - dont elle était cliente -, comme la famille royale

Enquêtes à Londres et à Singapour

Alors que le courtier Nick Leeson est toujours détenu à Francfort et sous le coup d'une demande d'extradition de la part de Singapour, les investigations se multiplient pour déterminer le partage des responsabilités. A Singapour, le ministre des finances, Richard Hu, a ordonné l'ouverture d'une enquête sur les allégations de fraude portées contre Singapore Barings. Elle vient compléter celle engagée par le département des affaires commerciales de Singapour. A Londres, une commission composée de six personnes, non membres de la Banque d'Angleterre ou de la fonction publique, comme les présidents de Rothmans International et de Halifax Building Society, devra établir si la Banque a failli dans son rôle de superviseur de Barings. Demandée par le gouvernement britannique fin février, l'enquête devra notamment « identifier » les mesures de surveillance et de régulation à prendre pour qu'une telle affaire ne puisse se reproduire.

(l'arrière-grand-mère de la princesse de Galles était une Barings), mais aurait également décliné les dépôts de l'Eglise anglicane, de collectivités locales, de fonds de retraite et d'organisations caritatives, des ONG, que le rachat de la Barings va priver d'un important mécène, la fondation qui portait son nom. Cette fondation, qui légalement possédait la banque d'affaires, distribuait chaque année environ 7 millions de livres en bonnes œuvres.

Après cette « mauvaise semaine pour le capitalisme » (*Sunday Times*), il vaudrait donc mieux, et même peut-être plus réglementer. Un mot que l'établissement britannique ab-

la Banque d'Angleterre ? Toujours est-il qu'une bonne partie de l'opinion britannique a fait l'amalgame entre l'affaire Barings et celle qui défraie en même temps la chronique, les étonnements extravagants que s'octroient certains patrons d'entreprises privatisées. Au point que le premier ministre s'en est ému (*Le Monde* du 7 mars). Et la Chambre des communes a entendu à nouveau le patron de British Gas s'efforcer de justifier ses augmentations de salaires. Pendant ce temps, Lisa Leeson, la femme de Nick, tente de vendre son histoire au *Daily Mirror*.

Patrice de Beer

Le taylorisme n'est pas mort

Si les PME se modernisent en se pliant à la loi des grandes entreprises, la division du travail entre conception et exécution reste la règle

VINGT ANS de crise ont redonné des couleurs aux petites et moyennes entreprises. On s'est rappelé qu'elles disposaient d'une souplesse dont ont été privés les pachydermes de la production, qu'elles employaient 45,5 % des salariés (dans des unités de 10 à 500 travail-

leurs) et que cette masse imposante, dynamisée, pouvait contribuer efficacement à réduire le chômage. Sans compter qu'elles rapprochaient qualitativement le travail de l'homme.

Depuis la fin des années 70, les pouvoirs publics ont entonné le refrain de l'indispensable modernisation des PME, pour profiter au mieux de ses avantages « naturels ». Comment cette vaste opération a-t-elle été conduite ? Joseph Romano consacre un livre de 300 pages au sujet. Sociologue et conseil en entreprises, il a conduit son enquête et sa réflexion sur les deux registres en essayant de tirer des enseignements généraux d'un certain nombre de cas concrets dont il a eu la charge.

Première constatation : ne nous gargarisons pas de l'« après-taylorisme » et de l'avènement d'un nouveau modèle d'organisation. L'objectif de qualité est devenu quasi obsessionnel, et la mobilisation des salariés a été entreprise sur ce sujet.

De même, les efforts réalisés en matière de formation continue présentent des spécificités au sein des PME. Un nouveau concept est apparu au cœur des organisations, celui d'« événement » c'est-à-dire la capacité de réagir à l'imattendu sous toutes ses formes. La maîtrise des aléas est devenue d'autant plus importante qu'il s'agit de travailler en

« flux tendus ». Mais la division du travail entre conception et exécution reste à l'œuvre parce que, selon l'auteur, elle existait avant même que Taylor lui donne une acception quasi scientifique. Le plus important peut-être, dans le travail de modernisation des PME, c'est le développement des services de conseil aux entreprises. Un véritable « marché du conseil » est né de la nécessité de penser de nouveaux modes d'organisation.

L'impulsion de l'Etat a été déterminante sous forme d'injonctions d'incitations financières, de l'appréciation d'échelons publics nationaux. De là à émettre l'hypothèse que « la PME peut être appréhendée comme une catégorie constitutive de l'espace public », il y a une marge ! On ne peut négliger les enseignements tirés de la grande firme qui l'auteur, au reste, cite honnêtement mais trop rapidement.

Au terme de son parcours, Joseph Romano reconnaît que la PME reste un acteur économique fragile « sinon davantage encore qu'auparavant ». Non seulement la taylorisation n'a pas été remplacée, mais elle est loin d'être achevée, et c'est à « une extension des formes de la division du travail qu'il faut se reporter pour comprendre la réduction de l'espace économique et des itinéraires possibles pour les PME ».

Le redécoupage dans le tissu économique, au sein duquel disparaissent ou émergent les PME, sont d'abord « l'expression des ajustements et des orientations stratégiques des acteurs dominants ». En somme, une forme sublimée du taylorisme proche de la loi du plus fort.

Pierre Drouin

* La Modernisation des PME de Joseph Romano, PUF, 300 pages, 196 francs.

Chez Peugeot,
on vous propose jusqu'à
16 000 F* pour échanger
votre vieille voiture
contre une neuve.

Jusqu'au 15 mars, les concessionnaires et agents Peugeot vous proposent jusqu'à 16 000 FTTC pour échanger votre ancienne voiture contre une Peugeot neuve.

* 7 000 FTTC⁽¹⁾ de reprise minimum de votre ancien véhicule pour toute commande d'une Peugeot 106, 205 ou 306 neuve, cumulable avec l'aide de l'Etat de 5 000 FTTC⁽²⁾, soit 12 000 FTTC d'économie ou 11 000 FTTC⁽¹⁾ de reprise minimum de votre ancien véhicule pour toute commande d'une Peugeot 405, 605 ou 806 neuve, cumulable avec l'aide de l'Etat de 5 000 FTTC⁽²⁾, soit 16 000 FTTC d'économie.

(1) Offre de reprise proposée dans le Réseau Peugeot affichant l'opération, réservée aux personnes physiques, carte grise à votre nom depuis 6 mois, jusqu'au 15 mars 1995 inclus et non cumulable avec les autres offres proposées par le Réseau Peugeot sur la même période.

(2) Pour tout VP ou VUL Immatriculés en France, au nom de l'acheteur, roulant et en règle (carte grise, vignette et assurance validées) au jour de la commande.

RESEAU
PEUGEOT

مركز من لاصح

Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel « Le CSA n'est pas là pour défendre une doctrine et encore moins régenter les médias »

Nommé le 23 janvier à la présidence du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Hervé Bourges doit aujourd'hui mettre de

l'ordre dans un paysage radiophonique à deux vitesses. Au plan de l'information, le CSA doit empêcher MM. Balladur, Chirac et

Jospin d'accaparer les plateaux de télévision. Sur le moyen terme enfin, avec l'arrivée de la télévision numérique et la déréglementation

des télécommunications, quelle sera la charge du CSA ? Sur ce point, Hervé Bourges reste très prudent.

« Votre présence à la tête de France-Télévision était vaine... Je dois effectivement avouer que j'ai reçu le meilleur accueil, de la part des autres membres du conseil, des responsables de chaînes, publiques ou privées, des radios, de la classe politique, toutes tendances confondues, de mes anciens confrères de la presse écrite... Mais ce n'est pas le retour de l'enfant prodigue. La vie est faite d'oubli, et l'unicité n'a qu'un temps. J'espère seulement que le travail du conseil réunira le plus large consensus. »

— A la présidence de TF1 et des deux chaînes publiques, vous étiez le patron. Vous avez le pouvoir de décision. Ici, vous êtes le premier des membres d'une instance collégiale. C'est plus difficile, la démocratie ?

— J'ai découvert le CSA il y a plus d'un mois. On ne soupçonne pas l'immense travail qui incombe à cette instance de régulation et à son président. Il y a tellement à faire que le conseil pourrait se contenter de réguler au jour le jour, alors qu'il faut en plus penser l'avenir, le préparer, anticiper les innovations techniques, élaborer des stratégies, jouer un vrai rôle de conseil au gouvernement.

La démocratie, comme on dit, c'est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres

Le président du CSA est le patron des services, l'ordonnateur du budget. Mais c'est aussi un sage parmi les autres sages, qui exerce un métier très différent de celui d'un chef d'entreprise. Cela peut être source de conflit. La démocratie, comme on dit, c'est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres. On est plus intelligent à neuf que tout seul.

Comment concevez-vous le rôle du CSA ?

— Le CSA a pour mission de veiller au pluralisme, et plus généralement au respect de la loi sur la communication audiovisuelle. Au fond, nous sommes là pour défendre la liberté de la communication, et envoyer au tribunal les gens qui se trouvent en infraction. Mais avant d'en arriver à ces solutions extrêmes, il y a de la marge. Les huit autres membres du CSA et moi-même, nous sommes collectivement garants de la défense de l'intérêt général. C'est pour cela que nous devons protéger les plus faibles : les jeunes téléspectateurs, les médias indépendants qui n'ont pas derrière eux la puissance de l'argent...

— Pourtant, l'une de vos premières décisions à la tête du CSA a été de privilégier les deux plus grands groupes radiophoniques, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et Europe 1, en les laissant « assoier » leur troisième réseau musical, RTL 2 et RFM.

— Si ma première décision a concerné RTL et Europe 1, c'est parce que la CLT avait demandé à monter dans le capital de M 40 et à faire évoluer son format depuis plus d'un an. Pour une entreprise, de tels délais ne sont pas supportables. Je souhaite que le CSA agisse rapidement : je ne suis pas partisan de la politique du commerce sur la marmite.

— Maintenant, il va falloir mettre de l'ordre dans un paysage radiophonique compliqué. Les lois du marché existent — les autres pays en ont pris acte. Mais il faut aussi permettre aux vraies radios locales — je dis bien aux vraies, d'exister. On sait, bien, aujourd'hui, que sur les 1 500 radios qui maillent le territoire, nombre d'entre elles sont des faux nez rachetés en sous-main par des grands groupes radiophoniques. Mon souci personnel c'est de laisser les réseaux jouer leur rôle — tout en protégeant les autres. Mais nous n'avons pas arrêté de nouvelles politiques.

— Vous allez donc modifier la « doctrine » du CSA qui tendait, notamment, à privilégier ce « tissu » local, en interdisant aux radios locales indépen-

dantes de s'abonner à des réseaux ?

— Le CSA n'est pas là pour défendre une doctrine, et encore moins régenter les médias, mais pour traiter des questions d'ordre public que l'actualité du secteur de la communication place dans son ordre du jour. Je n'aime pas le mot « doctrine », parce que dans ce mot « doctrine », il y a « doctrinaires », et je vais abandonner ce mot. C'est le législateur qui a établi les règles du jeu que nous avons



HERVÉ BOURGES

fait appliquer jusqu'ici. Et puisque la loi évolue, ce que vous appelez notre doctrine évoluera elle aussi. Les membres du CSA ne sont pas des dogmatiques. Ils étudient des cas concrets, même si c'est sous l'angle du droit. La CLT, par exemple, a cru qu'elle pouvait modifier unilatéralement le format et le nom de M 40 et lancer RTL 1. Nous avons rappelé aux responsables de ce groupe le cadre légal des autorisations dont ils bénéficient. Ils ont aussitôt révisé leur « coup de force », et le conseil a pu étudier leur dossier.

— Il n'est pas impossible que les compétences du CSA soient élargies en fonction des évolutions technologiques. Souhaiteriez-vous obtenir un droit de regard sur les télécoms ?

— Si l'on regarde ce qui se passe à l'étranger, en Amérique du Nord par exemple, des instances de régulation comme la Federal Communication Commission (FCC) américaine ou le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) ont compétence à la fois

pour la communication audiovisuelle et pour les télécommunications. Y compris la définition des normes techniques. Jusqu'ici, tel n'a pas été le cas en Europe. Peut-être cela s'avérera-t-il utile dans le contexte d'une déréglementation organisée de l'ensemble du secteur.

— Notre compétence aujourd'hui porte essentiellement sur la communication audiovisuelle : la radio, la télévision hertzienne, le câble, le satellite de diffusion directe et dans une moindre mesure les satellites de télécommunication qui transportent des programmes de télévision. Les services qu'offriront les nouvelles technologies de la communication concernent des applications extrêmement variées : téléphonie, transmission de données, services interactifs, jeux, bases de données, programmes multimédias, etc. Ces activités relèvent et de la communication, et de télécommunications, d'où un problème de compétence que les pouvoirs publics devront régler. Nous devons continuer à remplir pleinement le rôle qui nous a été assigné, mais nous ne devons pas nécessairement réguler des questions en dehors de notre domaine. Qui trop embrasse, mal étreint.

— Verriez-vous un inconvénient à ce que le CSA soit dessaisi du pouvoir de nomination des présidents de chaînes de télévision ? En échange, un contrôle économique des diffuseurs vous paraît-il acceptable ?

— Sur ce sujet, ma religion n'est pas faite.

— Lors du récent dérapage de Caude, sur Fun Radio, vous n'avez pas engagé de procédure de sanction — amende, suspension d'antenne, recours devant le Conseil d'État. Les responsables de la CLT s'en sont d'ailleurs félicités. Faut-il en conclure que le CSA ne sera plus le gardien du « politiquement correct », comme le reproche en était fait souvent à votre prédécesseur ?

— Qu'est-ce que le politiquement correct ? En France, cela se traduit par « pas de vagues », un consensus par défaut, le gommage des différences dans le vocabulaire de la « pensée unique ». Aux États-Unis, au contraire, c'est l'expression publique du respect dû à toutes les communautés, y compris les plus minoritaires. Concrètement, qu'est-ce que le CSA ne trouverait pas correct ? L'irresponsabilité éditoriale, d'abord. Dans les affaires Fun et Skyrock, le Conseil a pensé qu'il était de sa mission d'intervenir parce que les antennes ont été le lieu d'événements inacceptables : l'apologie du meurtre d'un policier, la dénonciation de l'horreur des camps de la mort.

— Finitiste : inacceptables et non « politiquement incorrects ». Le CSA ne tolérera jamais ni des atteintes à la dignité de la personne

humaine, ni des programmes contraires au pluralisme. Mais c'est la loi qui l'a investi de cette mission, et non une vague conception de l'air du temps. Nous n'allons certainement pas nous ériger en tribunal du bon goût, à l'instar du système de « clé parentale » — un code secret sur la télécommande, qui permet d'interdire l'accès à certains programmes — mis au point par M^{re} Thatcher sur BSB, la chaîne de télévision britannique par satellite. Ni suivre les exemples des élus ou autres autorités locales qui font retirer des murs les affiches de *Hercule* ou *Prêt-à-porter*, deux films qui ne sont même pas interdits aux mineurs dans les salles.

Qu'est-ce que le « politiquement correct » ? En France, cela se traduit par « pas de vagues », un consensus par défaut, le gommage des différences dans le vocabulaire de la « pensée unique »

— Ce n'est pas l'insolence des propos de tel ou tel animateur qui est en cause dans ces graves « bavures ». Ce n'est même pas leur tragique imbécillité. Ce qui est en cause, c'est la défaillance des diffuseurs. Ceux-ci doivent prendre davantage conscience de la responsabilité morale et juridique, qui leur incombe en contrepartie de la responsabilité éditoriale qu'ils exercent.

— Fun Radio s'apprête, dans ce sonci, à nommer un « médiateur ». Est-ce une décision que vous leur avez imposée ?

— En aucune façon. La prépondérance permanente que les médias continuent à accorder à Edouard Balladur est-elle, elle aussi, « correcte » ?

— Le CSA s'élèvera toujours contre le faux pluralisme, contre le fait que les médias s'intéressent aussi peu à certains candidats à la présidence de la République, au prétexte qu'ils n'auraient « aucune audience » aussi bien au sens audimétrique que politique du terme. Quant au déséquilibre au profit d'Edouard Balladur, vous avez constaté (*Le Monde* du 8 mars) que, en février, il s'est corrigé. Entre les trois grands candidats, l'équilibre s'est rétabli.

Propos recueillis par Ariane Chemin et Yves Mamou

France Télécom : 1 milliard de francs pour les autoroutes de l'information

FRANCE TÉLÉCOM avait présenté 50 projets dans le cadre de l'appel à proposition gouvernementale sur les services nouveaux des autoroutes de l'information. Dix ont été retenus. Ils couvrent un vaste champ de sujets, depuis les infrastructures, jusqu'aux applications, en passant par les « plates-formes d'intermédiation ».

Autant de domaines confirmant que la stratégie de France Télécom est bien d'intégrer toutes les compétences nécessaires à la mise en œuvre de services de télécommunications intégrant voix, images et données. Une démarche similaire à celle de la plupart des autres grands acteurs de ce domaine, qu'ils soient opérateurs, constructeurs d'ordinateurs, développeurs de logiciels, etc.

Financièrement, l'essentiel de l'effort portera néanmoins sur le développement d'un réseau de distribution en fibre optique : baptisé Dora (distribution optique en réseau d'accès), il nécessitera la moitié environ du budget total d'environ 1 milliard de francs (non compris les investissements consentis par les différents partenaires) affecté à ces projets par l'opérateur national, a précisé jeudi 9 mars, Charles Rozmarny, directeur général de France Télécom, lors de la présentation à la presse des propositions retenues.

Ce réseau desservira 50 000 à 100 000 prises, réparties sur quatre à six sites, et sera déployé à partir de la fin 1996 après une première phase de validation sur un site pilote de 500 à 1 000 prises. Ce chiffre global ne comprend pas les investissements qui seront réalisés par les partenaires associés aux différentes opérations. D'autres expérimentations utiliseront d'autres types d'infrastructures pour la transmission de moyen ou grand débit d'informations comme Numéris ou ATM, mais aussi le câble téléphonique traditionnel, grâce à la technologie ADSL (Asymmetrical Digital Subscriber Line).

A l'autre extrémité du spectre, France Télécom testera différentes familles d'application : des services en ligne avec la société France en ligne, réalisée en partenariat avec Pierre Bellanger (fondateur de la radio FM Skyrock) et Filipacchi, et le partenariat Multicable en association avec Lyonnais communications ; des services professionnels, des services dans le domaine de l'enseignement et la santé, et des services audiovisuels : téléachat, jeux vidéo en partenariat avec Sony et la Lyonnaise.

Autant de domaines dans lesquels France Télécom a déjà placé des pions : l'opérateur national détient en effet 34 % du capital de Téléachat, chaîne fonctionnant sur le réseau câblé de la Compagnie générale des eaux et créée en novembre 1994 en association avec la société de production Plaisance Film et la Générale occidentale du groupe Akatel. France Télécom possède également 40 % de Ludocanal, une chaîne de téléchargement de jeux sur le réseau câblé créée en association avec Matra Hachette Multimedia.

A. K.

Les résultats financiers de Canal Plus ont chuté de moitié en 1994

La filiale américaine grève les bénéfices du groupe

CANAL PLUS aurait dû, dans le pire des cas, afficher environ 750 millions de francs de bénéfice en 1994. C'est ce qu'avait laissé entendre Pierre Lescure, son PDG, à l'automne dernier. Las, les investissements mais aussi certaines pertes sectorielles dans le cinéma américain ont réduit les bénéfices de moitié. Le résultat net consolidé, part du groupe de Canal Plus, ne s'élève qu'à 626 millions de francs en 1994 (1,2 milliard de francs en 1993) pour un chiffre d'affaires global de 9,5 milliards de francs, lui-même en augmentation de 10,3 % par rapport à 1993.

Cette réduction de près de 600 millions de francs des bénéfices s'explique d'abord par une baisse de 200 millions de francs du résultat d'exploitation qui consolide toutes les activités du groupe (maison mère et filiales contrôlées par elle). Même si les pertes de la filiale Canal Satellite ont été réduites de moitié (126 millions de francs), Canal Plus invoque trois raisons à la réduction de sa marge d'exploitation : « La montée en charge des coûts de programmes, liée au respect des obligations réglementaires, la croissance des amortissements des nouveaux décodeurs installés chez les abonnés et enfin les provisions constituées sur les activités de production du Studio Canal Plus ».

Dans ce faisceau de raisons invoquées, c'est surtout la troisième qui compte. Canal Plus a certes accepté d'augmenter ses investissements dans la production audiovisuelle française en 1994, mais ceux-ci ne sont pas de nature à bouleverser ses comptes.

L'échange massif de 3,5 millions de décodeurs compte aussi, mais ce mouvement était planifié et planifié. Le seul vrai trébuchement vient, en fait, du provisionnement intégral sur 1994 des pertes du Studio Canal Plus et notamment de la société de production américaine Carolco dont le Studio détient 17 % du capital. « Les titres et prêts consentis à cette société ont été intégralement provisionnés en 1994. Cette dotation complémentaire a eu un impact de 120 millions de francs dans les comptes du groupe le Studio Canal Plus », indiquait un communiqué de la société le jeudi 9 mars.

La réduction des bénéfices s'explique également par des facteurs connus : le lancement de chaînes thématiques en Espagne, l'augmentation de la participation de Canal Plus dans la Compagnie générale de vidéocommunication (CGV), la filiale câble déficitaire de la Compagnie générale des eaux, et la consolidation de la participation prise dans Vox, la chaîne de télévision lancée par Bertelsmann en Allemagne.

Malgré l'amélioration des résultats des chaînes de télévision, — filiales espagnole et belge —, ainsi que des chaînes thématiques françaises, les autres chaînes « n'ayant pas encore atteint leur point d'équilibre » affectent les comptes de Canal Plus « de plus de 400 millions de francs ».

Pour 1995, le chiffre d'affaires devrait progresser d'environ 5 %. Mais les « charges venant du lancement du numérique et le coût du développement de nouvelles activités comme Vox ou Canal Plus Polono ne permettent pas d'envisager de progression des résultats consolidés ».

Après des années d'opulence, c'est une période prolongée de simple confort qui s'ouvre pour Canal Plus.

Y. M.

TELEVISION : la régie publicitaire IP a publié, mercredi 8 mars, un document, qui estime que « en l'an 2000, 15% des foyers français seront câblés et que 30% recevront des chaînes par satellite ». « En l'espace d'un quart de siècle, selon l'Observatoire, nous sommes passés d'une offre de deux chaînes hertziennes à plus d'une centaine de chaînes, pour dépasser les deux cents options de programmes gérées par le téléspectateur. »

LE MONDE DES CARRIÈRES

Maison de vente par correspondance, mondiallement renommée

VENDEURS INDÉPENDANTS

pour promouvoir son catalogue annuel auprès du secteur des produits de luxe. Nous cherchons des personnes motivées, travaillant sur base de commission. Merci d'adresser votre CV + photo à : Danville International GmbH, Boulevard 14, D-40217 Düsseldorf.

lycée français de Los Angeles, 3261 Overland, L.A. - CA 90034. Frais biologiques - Français. Réto - 525 (E-mail) - mail.

association

知道
CADRES et DIRIGEANTS
Alimentez-vous par et comprenez le CHINOIS
Visa et avec plaisir ?
CHINA LONGUE ESPRESS
M. 42 23 12 53

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

3^e arrondissement

135 m², 6 p., cuis., ch.
BORDURE MARAIS
PRIX INTERESSANT, bon immeuble ancien, bon état, 2 étages, occasion, chauffage individuel, m² Sébastien-François, parking, 100 rue Anatole, Dimanche, lundi 14 h à 17 h.

92

Hauts-de-Seine

association

FRONT-DE-SEINE
dans résidence neuve de standing, 5 p., 119 m², 7^e étage avec, séjour, 4 chambres, au séjour double et 3 chbres, très belles prestations, exposition sud-ouest, gds balcons sur séj./cuis., 4 chbres, suite parents avec dressing, 2 salles de bains, nombreux placards, gde cuisine avec office, cave, poêle, double en sous-sol, disponible immédiatement. Frais de notaire réduits.
Tél. bur. : 46 03 22 00.

5^e arrondissement

257, R. ST-JACQUES
dans résidence neuve de standing, très beau 4-5 pièces, 130 m², 3^e étage, avec 3 chambres, séjour 37 m², cuisine 14 m², suite parents, 2 salles de bains, nombreux placards, exposition sud, très belles prestations, cave et parking, double en sous-sol, disponible immédiatement. Frais de notaire réduits.
Tél. bur. : 46 03 22 00.

propriété

A saisir, vds cause divorce, 6 000 m² Parc Grand Ag, zone SNCF Montargis 43, golf équation splendide, 800 m de bord de l'eau sur un SAUVETEUR PARC CLOS
4 HECTARES
séj. 70 m², cheminée, salon, cuis., 4 ch., bords, w.c., chauff. central, gar., dépend. PA TOTAL 800 000 F en 4 90 % taux 7,90 (10) : 15 22 92, 24 h/24

REPRODUCTION INTERDITE

domaine

A VENDRE 2 CHATEAUX EN BOURBONNAIS
L'un XVP sur 4 ha parc, travers, 1 800 000 F. L'autre XIX^e, en parfait état sur 13 ha de parc, 3 900 000 F. Cdt LAINE (16) 48 74 53 36

immobilier d'entreprise

VOUS RECHERCHER
COMMISSIONS
ET TOUTES SERVICES 43-55-17-50

locations

EPINAY-S-SEINE ENGHEIM
port. loc. 2 p. et 3 p. 11 confort, rénové meub. Tél. : (11) 46 06 14 60 (10) 19 24 12 26 61

Les marchés financiers demeurent inquiets en dépit de la remontée du dollar

La meilleure tenue du billet vert ne convainc guère les professionnels qui craignent une nouvelle baisse de la monnaie américaine

■ **SUEZ** : le président de la Compagnie financière, Gérard Worms, a estimé dans un entretien publié le 10 mars dans *Le Figaro* que la montée en puissance de la BNP dans son capital ne relève pas d'une attitude hostile. La banque, présidée par Michel Pébereau, lui a signalé fin janvier qu'elle détenait 3,2 % de Suez et procédait depuis à des achats supplémentaires en précisant qu'ils se situaient dans une optique de placement. Les deux présidents doivent se rencontrer dans les prochains jours. Écartant toute idée de démantèlement de Suez, M. Worms n'exclut cependant pas que le périmètre du groupe puisse encore évoluer.

■ **TRAFALGAR HOUSE** : le conglomérat britannique, filiale de Hong Kong Jardine Matheson, a annoncé le 10 mars le retrait de son offre publique d'achat (OPA) sur la compagnie régionale de distribution d'électricité Northern Electric. Il envisage la possibilité de faire une nouvelle offre à un prix moins élevé. Cette décision intervient après la chute du cours des compagnies régionales d'électricité britanniques. Ce recul a été provoqué par l'OFFER, l'organisme de surveillance du secteur, qui étudie un nouveau système de contrôle des prix plus contraignant.

■ **GLAXO-WELLCOME** : l'offre publique d'achat de neuf milliards de livres (74 milliards de francs) lancée par le groupe pharmaceutique britannique Glaxo sur son compatriote Wellcome, qui s'achèvera le 16 mars, avait déjà recueilli, le 9 mars, 81,6 % du capital. Cet ensemble, qui doit former le premier laboratoire mondial, doit encore recevoir l'approbation des autorités antitrust américaines.

■ **ARJO WIGGINS APPLETON** : le groupe papeterier franco-britannique a annoncé, le 9 mars, un bond de 159 % de son bénéfice net pour 1994 à 146,4 millions de livres (1,17 milliard de francs). Le chiffre d'affaires du groupe a été de 2,9 milliards de livres, en hausse de 54 % sur 1993. AWA a l'intention d'investir 150 millions de livres en 1995 et de réaliser des acquisitions dans les papiers haut de gamme aux États-Unis.

Le dollar s'échangeait vendredi matin 10 mars à 1,4055 mark et 91 yens, nettement au-dessus de ses plus bas niveaux

historiques atteints deux jours plus tôt (1,3450 mark et 88,80 yens). Les professionnels des marchés financiers restent

toutefois soucieux et s'interrogent sur le caractère durable du redressement de la monnaie américaine. L'aggravation de la

crise mexicaine les inquiète et le franc ne leur semble pas à l'abri de nouvelles attaques spéculatives.

« **NOTRE MESSAGE** a été compris par les marchés », a affirmé jeudi 9 mars dans la soirée le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, faisant allusion aux mesures prises et aux déclarations faites la veille par les autorités monétaires internationales. La Banque de France, la Banque de Belgique et la Banque du Danemark ont resserré mercredi matin leur politique monétaire afin de mettre un terme aux attaques spéculatives contre leur devise, imitées le lendemain par la Banque d'Irlande. Mercredi dans la soirée, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Alan Greenspan, et le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, s'étaient tour à tour exprimés pour

s'inquiéter de la baisse du dollar et en souligner le caractère excessif.

Mais les professionnels des marchés financiers ne partagent guère l'optimisme de M. Trichet. Certes, le dollar s'est sensiblement redressé. Certes, le franc français a repris des couleurs face à la devise allemande, s'inscrivant vendredi matin à 3,56 pour un deutschemark (contre un plus bas de 3,59 pour un mark mercredi en début de matinée), mais rien ne semble pour autant réglé, notamment du côté de la monnaie américaine.

« Les marchés attendent des actes, ils n'ont eu que des paroles », observe le responsable des activités de marché à Paris d'une banque américaine. Les opérateurs espé-

raient une action coordonnée sur leurs taux directeurs de la part de la Fed, de la Bundesbank et de la Banque du Japon, mais celle-ci n'est pas venue. A leurs yeux, pourtant, seule une hausse des taux américains conjuguée à une baisse des taux allemands et japonais aurait été en mesure de redonner durablement des couleurs à la monnaie américaine. Les trois grandes banques centrales n'ayant pas voulu — ou pas pu — procéder à un tel geste, les marchés financiers restent sur leur faim. L'écroulement du dollar, estiment certains experts, ne provenait pas seulement de l'irrationalité des opérateurs et de la formation d'une bulle spéculative. Il résultait de préoccupations plus

profondes auxquelles les banques centrales n'ont pas apporté de réponses concrètes.

Le dollar reste d'autant plus fragile que la crise économique et financière mexicaine s'aggrave. Le peso est tombé jeudi 9 mars à un plus bas niveau historique de 7,55 pour un dollar. Face à cette nouvelle détérioration, le gouvernement mexicain a annoncé dans la soirée un nouveau plan d'urgence économique qui devrait déboucher sur un recul du produit intérieur brut (PIB) de 2 % et une inflation de 42 % en 1995 (voir page 3). De telles perspectives économiques pourraient dissuader les investisseurs internationaux de revenir placer leurs capitaux au Mexique. Si le peso

mexicain continue à chuter face au dollar, les experts redoutent une fragilisation du système financier américain. Jeudi, une rumeur circulait dans les salles de marché du monde entier selon laquelle une grande banque américaine serait au bord de la faillite en raison de ses engagements financiers au Mexique.

En dépit de l'amélioration observée depuis mercredi 8 mars, la situation du franc reste elle aussi tendue. Les économistes redoutent par-dessus tout un pourrissement de la situation. « Il faut que le franc regagne très rapidement du terrain face au mark », estime le directeur des études économiques d'une grande banque française. Le relèvement du taux de prises en pension à vingt-quatre heures décidé mercredi par la Banque de France n'aura réussi que si les marchés le perçoivent comme une opération coup de poing et provisoire. Si le franc et les taux d'intérêt (les taux réels à trois mois se situent à près de 7 % en France contre 3 % en Allemagne) devaient en revanche rester durablement à leurs niveaux actuels, le débat sur la pertinence de notre politique monétaire, qui était clos, risquerait fort de rebondir. Plus que la classe politique, les milieux industriels, déjà irrités par les dévaluations agressives des devises d'Europe du Sud, pourraient donner de la voix, surtout si les banques déclarent un relèvement de leur taux de base pour tenir compte du renchérissement de leurs conditions de financement. Une telle polémique entraînerait le franc dans une nouvelle zone de turbulences.

F. Bn. Pierre-Antoine Delhommeaux

Rechute des places boursières européennes et de Tokyo

LA RELATIVE ACCALMIE observée sur les marchés européens mercredi 8 mars n'aura pas fait long feu. Une fois encore, les places boursières ont été victimes des contrecoups des remous monétaires et des inquiétudes qu'ils provoquent sur la croissance économique dans le monde en 1995. En dépit des appréciations des analystes qui considéraient qu'un grand nombre de marchés sont, avec les baisses enregistrées au cours des dernières semaines, revenus à un bon prix, les investisseurs préfèrent s'abstenir. C'est le cas à la Bourse de Paris notamment où les valeurs françaises ont encore terminé en net recul jeudi 9 mars de 1,69 % à 1 727,07 points après s'être inscrites en hausse de 0,86 % des les premières minutes de transactions. A ce stade, l'indice CAC 40 est revenu à des niveaux qu'il avait délaissés depuis 1992. Sans

remonter aussi loin, depuis son record historique inscrit le 2 février 1994 (2 355,93 points), le CAC a perdu un peu plus de 600 points (27 %). Les dernières baisses ont été d'autant plus marquantes qu'elles se sont effectuées en dépit d'une relative « résistance » des marchés obligataires.

Le Matif n'a que très légèrement reculé jeudi dans un marché nerveux et sans volume, le contrat notional mars cédant 16 centimes à 110,52 en compensation, alors que, à court terme, le contrat Pilbor juin continuait à baisser et abandonnait 0,06 point à 92,07.

Les arbitrages des opérateurs n'ont pas pénalisé que la place française pulvéise toutes les places du Vieux Continent ont été logées à la même enseigne. A Francfort, l'indice DAX a perdu 1,16 %, les opérateurs restant déprimés par l'affaiblisse-

ment du dollar. Selon un courtier de la BHF Bank, dès que les opérateurs ont vu que le dollar ne parviendrait pas à se maintenir au-dessus de 1,40 deutschemark, les opérateurs ont recommencé à vendre. La vigueur de la monnaie allemande pénalise de fait les entreprises exportatrices et les premières victimes ont été les valeurs de l'automobile. Depuis l'accord intervenu dans la métallurgie allemande, la marge de manœuvre de la Bundesbank sur une possible baisse des taux est beaucoup plus faible. Toutes les autres places ont affiché des pertes supérieures ou avoisinant 1 % à l'exception de celle de Londres, qui n'a abandonné que 0,17 %.

Les intervenants attendaient la publication vendredi 10 mars en milieu de journée des chiffres du chômage américain en février. Les experts

tablent généralement sur une baisse à 5,6 % du taux de chômage contre 5,7 % en janvier et sur 220 000 créations d'emplois contre 134 000 un mois plus tôt. Des chiffres meilleurs que prévu constitueraient un argument supplémentaire en faveur d'une hausse des taux américains, perçue par certains experts comme nécessaire pour aider le dollar mais qui pourrait se révéler néfaste pour l'économie et le marché boursier.

Si, dans l'attente de la publication de ces chiffres, Wall Street a continué jeudi soir sa timide progression (+0,1 %), la Bourse de Tokyo a encore lourdement chuté, vendredi matin, en perdant 2,41 %. Avec cette nouvelle baisse, l'indice Nikkei se retrouverait désormais à ses niveaux de la mi-novembre 1993.

La BFCE et le Crédit national n'intéressent pas ABN AMRO

AMSTERDAM de notre correspondant « Je ne dirai pas que nous n'avons pas étudié la question. Mais nous avons finalement jugé que ce n'était pas pour nous. » En quelques mots, Jan Kalff a mis fin jeudi 9 mars à une rumeur qui court dans les milieux financiers parisiens : la première banque néerlandaise serait intéressée par le rachat de la BFCE et/ou du Crédit national. Selon le président de l'ABN AMRO, « la BFCE est très spécialisée. En dehors de son domaine, elle ne fait pas grand-chose ». Quant au Crédit national, il serait actif dans des secteurs qui n'intéressent pas le banquier d'Amsterdam. Cela n'empêche pas l'ABN AMRO d'avoir des ambitions en France, où elle possède déjà, entre autres, Neufilize-Schlumberger-Mallet (NSM).

Au printemps 1993, Jan Kalff, alors chargé de l'international au directoire, ne cachait pas que l'Hexagone constituait une « priorité » à ses yeux. « Quoique loin d'être négligeable, notre présence y est encore trop modeste », déclarait-il avant d'affirmer vouloir acquiescer, d'ici cinq ans, « 100 % ou presque d'un établissement ». A l'heure actuelle, Jan Kalff n'a pas encore réalisé son objectif. Mais son collègue du directoire, Reinhard van Tets, rappelle une anecdote, comme pour indiquer que rien n'est définitivement joué : « Avant la fusion entre l'ABN et l'Amrobank en 1990, nous avions, Jan et moi, chacun de notre côté, envisagé de racheter Odier Bungenier Courvoisier (OBC). Mais nous l'avions jugé trop cher. Quelques années plus tard, nous l'avons rachetée à une banque suisse au prix que nous nous étions fixés à l'époque. » Car ABN AMRO est déjà bien implantée en France : « Si l'on additionne toutes nos activités, nous y sommes la première banque étrangère », affirme Jan Kalff. L'Hexagone a d'ailleurs contribué à la hausse de 12,9 % du bénéfice net de l'établissement néerlandais, à 2,3 milliards de florins (pour un total de bilan qui a augmenté de 2,8 %, atteignant 504,6 milliards). Outre sa branche française, ABN AMRO possède donc OBC et la sidère maison de courtage de Pa-

ris, Massonau-Footenay-Kervén. « La première a réalisé un bénéfice d'environ 50 millions de francs, et la seconde sensiblement plus », indique Reinhard van Tets. Celui-ci est plus discret sur Neufilize-Schlumberger-Mallet, « qui a mieux marché que l'un d'eux ». Les estimations données pour cette banque un bénéfice autour de 150 millions de francs. Au total, les profits en France avoisineraient les 250 millions de francs.

Les bonnes performances de la

Alain Franco

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'legrand

Le Conseil s'est réuni sous la présidence de M. François Grappotte pour arrêter les comptes de l'exercice 1994.

Comptes consolidés certifiés (en millions de francs)	1994	1993	Evolution
Chiffre d'affaires	10 370	9 983	+ 3,9 %
Bénéfice net (part du Groupe)	785	578	+ 36 %
en % du chiffre d'affaires	7,6 %	5,8 %	
MBA	1 642	1 401	+ 17 %
en % du chiffre d'affaires	15,8 %	14,0 %	

A structure comparable, le chiffre d'affaires est en augmentation de 4,4 % en volume. L'orientation plus favorable des ventes, qui a caractérisé l'exercice 1994, s'est poursuivie au cours des deux premiers mois de 1995.

Le Groupe a renforcé son implantation internationale au cours des derniers mois avec l'acquisition de RTGamma en Italie, Power Centre au Royaume-Uni et la signature d'un accord visant à créer, dans la région de Pékin, une société mixte dans laquelle Legrand serait majoritaire.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale convoquée le 30 mai 1995 à Limoges :

- la division par dix des actions de la Société, après incorporation de réserves,
- la distribution d'un dividende de 66,50 francs par action ordinaire et 106,40 francs par action privilégiée (ADP) à comparer à respectivement 57,50 francs et 92 francs au titre de 1993 ; après déduction de l'acompte versé le 1^{er} février, le solde soit 37,50 francs par action ordinaire et 60 francs par ADP sera mis en paiement à compter du 15 juin 1995.

INFORMATION FINANCIÈRE - Tél : (1) 49 72 53 03

Dit sur
BFM

« Il faut obliger les employeurs à prendre en charge un chômeur de longue durée pour 50 emplois occupés. »

C'est la proposition faite par Jacques Benoit dans son « *Edito Manager* » en exclusivité pour les auditeurs de BFM. Des initiatives qui savent bien que les idées reçues n'ont jamais fait fonctionner la politique, la finance ou l'économie. Aujourd'hui, tous ceux qui pensent qu'une radio d'information se doit de porter un œil neuf, voire critique, sur le monde qui l'entoure, tous ceux-là se retrouvent sur

la radio Tout Info. Tout Eco : un point sur l'actualité tous les quarts d'heure et l'information la plus complète sur l'économie toutes les demi-heures ; Tout Eco Bourse à 15, Tout Eco Entreprise à 45. Vous retrouverez Marc Dalloy pour ses éditoriaux économiques, Marc Kravetz pour son regard sur l'actualité internationale, mais aussi les analystes politiques de BFM

BFM 96.4
TOUT INFO TOUT ECO

et tous les chefs d'entreprise qui se confient à Anita Rudman. BFM, c'est encore Info plus, des rubriques et des gros plans sur la culture, l'entreprise, les médias, le marketing, le sport, le tourisme, l'environnement. Sans compter le journal de l'emploi et les informations pratiques, conseils, trafic, météo.

BFM Paris 96.4, BFM Bruxelles 107.6 et bientôt dans les grandes villes de France.

مركزاً من الرأسمال

■ LA BOURSE DE TOKYO a clôturé vendredi en baisse de 2,4 %, tombant à ses plus bas niveaux depuis plus de quinze mois. L'indice Nikkei s'est inscrit en clôture à 16 358,38 points. ■ LE DOLLAR

était en hausse vendredi à Paris, le billet vert se reprenant nettement dans les premiers échanges entre banques à 4,9905 francs contre 4,9380 francs jeudi en clôture. ■ LA BOURSE DES VALEURS

de Sao Paulo a poursuivi sa chute jeudi, la quatrième consécutive depuis l'annonce de la nouvelle politique en matière de changes, avec une nouvelle baisse de 9,5 %. ■ HANS TIETMEYER, le

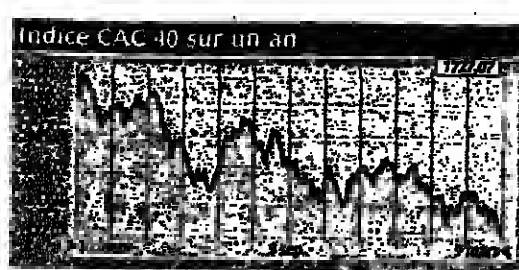
président de la Bundesbank, a estimé qu'il était peu probable que la plupart des pays puissent « remplir pleinement les conditions » pour entrer dans l'Union monétaire européenne avant

1999. ■ LES COURS ont très peu varié jeudi sur le marché des métaux de Londres (LME), alors que les opérateurs se sont montrés prudents après la tourmente monétaire des jours passés.

LES PLACES BOURSILIÈRES

Paris progresse sans conviction

LA TENDANCE était hésitante, vendredi 10 mars, à la Bourse de Paris en attendant, en début d'après-midi, la publication des statistiques sur le chômage américain en février qui devrait avoir une influence sur le dollar, déjà très fragile au cours des premiers échanges en Europe. En baisse de 0,35 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a fait plusieurs incursions dans le vert dans le courant de la matinée avant d'afficher peu après 11 heures une perte de 0,22 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises évoluaient de nouveau dans le vert, s'appréciant de 0,21 % à 1730,78 points. Le montant des transactions atteignait 1,1 milliard de francs, en raison notamment d'importants échanges sur Canal+. Après une ouverture en hausse sensible, le notional échecé jeudi revient au niveau de la veille à 110,44. Le Bund allemand gagne 0,11 %. Le franc français était bien orienté au cours des premiers échanges, cotant 3,5540 francs pour un mark contre 3,5630 francs



vendredi soir. Du côté des valeurs, la cotation de Canal+ a dû être suspendue à l'ouverture après l'annonce de la division par deux des résultats 1994. Le titre reculait de



12,30 % à 663 francs dans un marché de près de 150 000 titres. Aux alentours de 12 h 20, l'action perdait 15 % à 643 francs avec 211 000 titres échangés.

Skis Rossignol, valeur du jour

L'ACTION SKIS ROSSIGNOL a cédé 1,52 % à 1810 francs, jeudi 9 mars, à la Bourse de Paris. Le titre continue d'évoluer à proximité de ses plus bas niveaux affichés il y a quelques semaines. Confirmant l'annonce qui avait été faite au début du mois de février, le conseil d'administration a donné son feu vert pour une augmentation de capital en distribuant 170 327 actions gratuites nouvelles. Les actionnaires reçoivent



PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 13h11	Cours au 10/03	Var. %	Var. %
Metropole Inter-1	24,50	+0,80	+3,31
Euro RSCG W.W.1	455	+3,45	+17,27
Immo-1	78,60	+9,35	+12,75
Proximité 1	960	+13,51	+1,40
Thomson-CSF 1	120,10	+2,45	+19,21
UAP 1	113	+2,45	+17,99
Colson 1	257	+2,39	+2,39
B.N.P. 1	220,50	+2,32	+10,18
Guyane Gascogne 1	1280	+2,27	+6,66
UCC DA (M) 1	153	+2,21	+20,51

BAISSES, 13h11	Cours au 10/03	Var. %	Var. %
Carat 1	640	-15,34	-25,14
Solex 1	134	-14,05	-49,43
Banque Paribas 1	65,20	-2,87	-35,16
Geopost 1	202,50	-2,25	-13,07
Sauvignat (N) 1	1150	-4,34	-9,23
Havas 1	302	-4,08	-15,58
GAN 1	161	-3,71	-41,40
Schneider (N) 2	400	-3,28	-6,67
Europe 1-1	1225	-3,40	-16,21
Deutsche-Artisanat 1	392	-2,57	-8,69

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 13h11	1000 Titres échangés	Capitalisation en RF
Carat 1	23790	15761600
Carat 1	9720	7738560
Sauvignat (N) 1	12000	6559920
Alcatel Alsthom 1	14900	5614011
BF Aquitaine 1	13601	4219840,40
Oréal 1	41540	4792670
Havas 1	8270	300485,50
Air Liquide 1	42900	3115510
LYM Most Valuable 1	36600	3007370
Michelin 1	13000	2934785

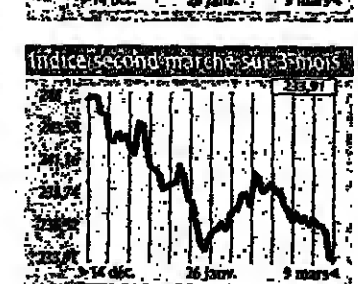
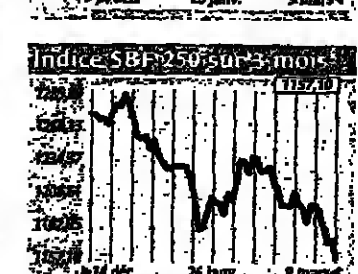
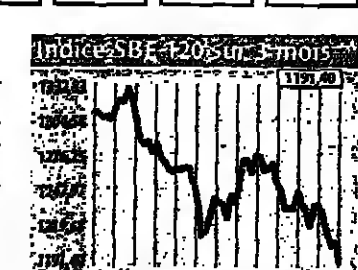
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 13h11	Cours au 10/03	Var. %	Var. %
ICC 2	185,50	+4,99	+3,55
Amtrak Aspects	436,60	+4,70	+2,99
Vulcan 1	162	+4,53	+1,25
Cap Gemini & Ly	129	+4,45	+1,50
Julien (N) 1	95	+4,28	+2,56

BAISSES, 13h11	Cours au 10/03	Var. %	Var. %
DCF Om. Gest.Fin.1	570	-5,52	-17,15
Tasa	13,80	-7,69	+3,75
Immo.Hotel 2 1	120	-6,25	-35,13
Solene (N) 1	39	-5	-18,14
Col 3002 2	117	-4,48	+10,62

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

IND. SBF 120-250	09/03	08/03	Var. %
Ind. SBF 120	1197,40	1205,16	-1,27
Ind. SBF 250	1197,10	1199,49	-1,14



Tokyo au plus bas depuis 15 mois

LA BOURSE de Tokyo a terminé en forte baisse vendredi 10 mars sur une vague de ventes d'arbitrages, inscrivant ainsi son plus bas niveau de clôture depuis novembre 1993. L'indice Nikkei a perdu 404,70 points, soit 2,41 %, à 16 358,38 points, son plus bas niveau depuis les 16 078,71 points du 29 novembre 1993. La cote n'était qu'en léger repli dans la matinée, mais la très forte baisse des contrats à terme sur l'indice Nikkei, traités à Singapour en début d'après-midi a entraîné à sa suite le comptant et le terme de Tokyo. La veille, Wall Street avait terminé la séance sur une nouvelle avance de 0,1 %, grâce à une baisse des taux d'intérêt à long terme, mais les opérateurs sont restés prudents en raison de la faiblesse du dollar et avant la publication vendredi des chiffres du chômage américain pour février. L'indice Dow Jones

des valeurs vedettes, qui reste proche de son record historique juste au-dessus de 4 000 points, a gagné 4,16 points (+0,10 %) à 3 983,39 points.

En Europe, la Bourse de Francfort a terminé, à nouveau, dans le rouge jeudi. L'indice DAX a perdu 1,16 %, à 2 001,64 points. La Bourse de Londres a également terminé la séance en baisse de 5,2 points à 2 986,9 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 10/03	Cours au 09/03	Var. %
Paris CAC 40	1730,78	+0,21
New York DJ index	3993,39	+0,10
Tokyo Nikkei	16358,38	-2,41
Londres FT 100	2986,9	-5,2
Francfort DAX 30	2001,64	-1,16
Frankfurt Commer.	753,00	-0,70
Bourselles/Bel 20	1441,91	+0,16
Bourselles/Bel 100	1278,60	+0,16
Milano MIB 30	14279	-0,75
Australien ASX 100	267,40	+0,52
Nadex/Nadex 35	249,30	+1,87
Stockholm Affaral	1107,60	+0,77
Londres FT 30	2291,70	+0,62
Hong Kong Hang S.	7929,90	+2,63
Singapore Straits	2063,80	+1,70

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

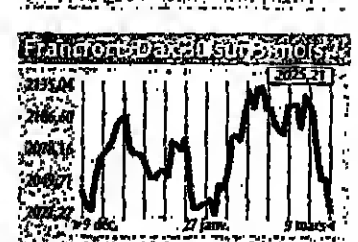
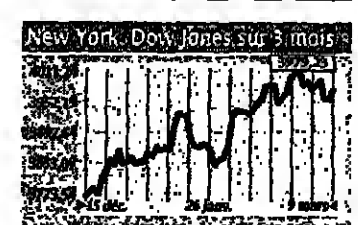
09/03	08/03	Var. %
Alcoa	37,62	38
American Express	32	33
Allied Signal	37,75	37,75
AT & T	50,87	51,12
Bethlehem	15	15,25
Boling Co.	44,12	44,87
Caterpillar Inc.	49,12	48,50
Chevron Corp.	47,50	47,62
Coca-Cola Co.	55	55,50
Disney Corp.	54,75	54,87
Du Pont Nemours & Co.	54,07	55,12
Eastman Kodak Co.	51,25	50,62
Gen. Motors Corp.	44,12	44,87
Gen. Electric Co.	53,25	53,12
Goodyear T & Rubber	35,75	35,87
IBM	80,62	79,75
Intl Paper	72	71,75
J.P. Morgan Co.	63	63,25
McCormick & Co.	57	56,62
Merck & Co. Inc.	41,87	42,12
Minnesota Mining & Mfg.	55,50	54,12
Philip Morris	63,12	63,12
Procter & Gamble Co.	66	65,25
Sears Roebuck & Co.	50,12	49,75
Tecoma	63	63,25
Union Carb.	27	27,25
Unid Technol.	65,62	65,87
Westingh. Electric	14,62	14,25
Woolworth	15,50	15,62

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

08/03	07/03	Var. %
Allied Lyons	5,80	5,82
Barclays Bank	5,80	5,82
B.A.T. Industries	4,22	4,08
British Aerospace	4,76	4,70
British Airways	3,87	3,83
British Gas	2,86	2,87
British Petroleum	3,94	3,97
British Telecom	3,89	3,72
B.T.R.	3,08	3,03
Cadbury Schweppes	4,25	4,26
Eurotunnel	2,66	2,60
Glan	6,70	6,68
Grand Metropolitan	3,70	3,70
Gulfair	4,08	4,08
Hanson Plc	2,34	2,32
Great Plc	5,19	5,14
H.S.B.C.	6,30	6,25
Imperial Chemical	6,80	6,80
Lloyds Bank	6,75	6,65
Marshall & Spencer	3,78	3,75
National Westminster	4,89	4,77
Parsons Oriental	5,57	5,50
Reunert	4,47	4,40
Satchi and Satchi	0,84	0,86
Shear Transport	2,04	2,04
Simultaneous Broadcast	6,45	6,45
Tate and Lyle	4,17	4,18
Unilever Ltd	11,66	11,65
Wellcome	10,33	10,25
Zeneca	8,79	8,76

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

08/03	07/03	Var. %
Allianz Holding N	244,3	250,1
Basf AG	297,50	304,50
Bayer AG	341,50	346
Bay HypoWechselb.	381	389,50
Bayer Vereinsbank	434,50	438
BMW	729	739
Commerzbank	339,50	337,50
Continental AG	210	214,50
Daimler-Benz AG	651,20	659
Deutsche Bank AG	447	450
Deutsche Babcock A	169	171
Deutsche Bank AG	704,80	707,50
Drägerwerk AG & Co.	397,50	401,50
Henkel AG	540	551
Hochtief AG	300	306,50
Karstadt AG	585	590
Karstadt AG	488	487
Karstadt AG	487	487
Leibniz AG	187,50	188,50
Man AG	389	401
Mannesmann AG	398	412,50
Metalgesellschaft	132	128,50
Preussag AG	431	436
Rwe	455,50	454,10
Schering AG	1078	1088
Siemens AG	645	673
Thyssen	271	276,70
Veba AG	519	521,50
Wag	516,50	519,50
Wella AG	1035	1059

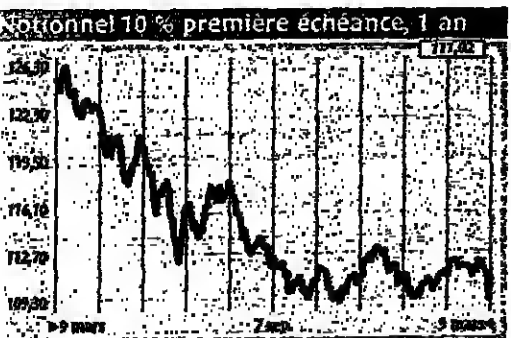


LES TAUX

Le Matif en légère baisse

LE CONTRAT notional du Matif a ouvert vendredi matin 10 mars en légère baisse, l'échéance mars cédant 14 centimes à 110,38. Le taux de rendement de l'OTAT de référence à dix ans s'établissait à 8,27 % et l'écart de rendement avec les titres d'Etat allemands de même échéance s'inscrivait à 85 points de base. La Banque de France a annoncé vendredi matin

qu'elle proposait aux banques des pensions à 24 heures au taux de 8 %. Les taux à trois mois s'établissent à 8,75 %. Les opérateurs des marchés financiers continuent à avoir le regard fixé sur l'évolution des cours du dollar, tout accès de faiblesse de la monnaie américaine se traduisant par un repli du franc et donc par des tensions sur les taux d'intérêt français.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux 09/03	Taux 10/03	Taux 08/03	Indice des prix
France	5,61	7,94	7,97
Allemagne	5,27	7,31	7,98
Grande-Bretagne	5,75	8,83	8,66
Italie	7,87	12,3	12,6
Japon	2,19	4,51	5,75
Etats-Unis	6	7,27	7,48

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux de rendement	Taux au 09/03	Taux au 08/03	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	7,51	7,49	100,90
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,74	7,66	101,72
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,95	7,88	101,72
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	8,09	8,01	101,70
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,35	8,32	102,76
Obligations françaises	8,21	8,17	101,37
Fonds d'Etat à TME	-0,73	-0,78	100,13
Fonds d'Etat à TME	-0,48	-0,52	99,61
Obligat. franc. à TME	-0,63	-0,69	100,03
Obligat. franc. à TME	-0,11	-0,10	100,26

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
09/03	09/03	08/03	08/03
Jour le jour	7,87	7,87	7,87
1 mois	8,25	8,25	8,25
3 mois	8,75	8,75	8,75
6 mois	9,12	9,12	9,12
1 an	9,52	9,52	9,52

MATIF

Echéances 09/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %					
Mars 95	16605	111,02	111,02	110,50	110,50
Juin 95	7657	110,65	110,65	110,20	110,20
Sep 95	914	110,64	110,64	110,20	110,20
Dec 95	2	110,62	110,62	110,20	110,20

PIBOR 3 MOIS

09/03	08/03	07/03	06/03
Mars 95	3250	91,95	92,35
Juin 95	4681	92,78	92,97
Sep 95	3679	93,30	93,50
Dec 95	11276	93,18	93,38

ECU LONG TERME

09/03	08/03	07/03	06/03
Mars 95	3291	80,32	80,40
Juin 95	2711	80,48	80,50

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Echéances 09/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Mars 95	27876	1775	1780	1772	1774
Avril 95	440	1790,38	1790,50	1789	1790,50
Mai 95	101	1788,50	1788,50	1787	1788,50
Juin 95	484	1785,50	1786	1781	1781

LES MONNAIES

Stabilité du dollar

LE DOLLAR s'échangeait, vendredi matin 10 mars, à 1,4030 deutschemark et 91 yens lors des premiers échanges interbancaires sur les places européennes. Le franc s'inscrivait pour sa part à 3,56 pour 1 deutschemark. La veille, le dollar avait fléchi à la suite de la nouvelle chute du peso mexicain, tombé à un plus bas niveau historique de 7,55 pesos pour 1 dollar. La réaction des marchés financiers au nouveau plan d'ur-

gence économique présenté dans la nuit du jeudi 9 au vendredi 10 mars par le gouvernement mexicain a été mitigée. Si les opérateurs ont accueilli favorablement les mesures d'austérité budgétaire et le maintien de la libre flottaison du peso,

RÈGLEMENT
MENSUEL

VENDREDI 10 MARS

Liquidation : 24 mars

Taux de report : 5,88

Cours relevés à 10h15

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Quotité négociation (1)
EDF-CDF 5%	6130	6130	0	5
B.N.P. (T.P.)	950	950	0	10
Crédit Lyonnais	880	880	0	10
Crédit National	1770	1770	0	10
Crédit Agricole	1151	1151	0	10
Crédit de France	1020	1020	0	10
Crédit de France 2	530	530	0	10
Crédit de France 3	720	720	0	10
Crédit de France 4	390	390	0	10
Crédit de France 5	331	331	0	10
Crédit de France 6	170	170	0	10
Crédit de France 7	225,40	225,40	0	10
Crédit de France 8	800	800	0	10
Crédit de France 9	485	485	0	10
Crédit de France 10	75	75	0	10
Crédit de France 11	535	535	0	10
Crédit de France 12	1387	1387	0	10
Crédit de France 13	670	665	-0,75	5
Crédit de France 14	339	339	0	10
Crédit de France 15	215,50	217,70	+0,24	10
Crédit de France 16	455	451	-0,88	5
Crédit de France 17	2580	2580	0	10
Crédit de France 18	315	315	0	10
Crédit de France 19	715	715	0	10
Crédit de France 20	168,50	168,50	0	10
Crédit de France 21	170	170,30	+0,18	10
Crédit de France 22	2080	2080	0	10
Crédit de France 23	117,70	117,70	0	10
Crédit de France 24	115,60	115,60	0	10
Crédit de France 25	706	706	0	10
Crédit de France 26	195,50	195,50	0	10
Crédit de France 27	100	100	0	10
Crédit de France 28	417,80	417,80	0	10
Crédit de France 29	457	457	0	10
Crédit de France 30	83,65	83,65	0	10
Crédit de France 31	895	895	0	10
Crédit de France 32	180	180	0	10
Crédit de France 33	1102	1078	-3,12	5
Crédit de France 34	402	402,10	+0,02	5
Crédit de France 35	195,50	195,50	0	10
Crédit de France 36	381	381	0	10
Crédit de France 37	413	405	-1,94	5
Crédit de France 38	251	253	+0,80	10
Crédit de France 39	770	780	+1,30	10
Crédit de France 40	219	219	0	10
Crédit de France 41	120,80	120,80	0	10
Crédit de France 42	335	335,00	0	10

CAC 40

+0,35 %

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

1733,08

Crédit de France 1	579	580	+0,17	10
Crédit de France 2	405	405	0	10
Crédit de France 3	332	332	0	10
Crédit de France 4	360,80	360,80	0	10
Crédit de France 5	320	320	0	10
Crédit de France 6	405	405	0	10
Crédit de France 7	405	405	0	10
Crédit de France 8	405	405	0	10
Crédit de France 9	405	405	0	10
Crédit de France 10	405	405	0	10
Crédit de France 11	405	405	0	10
Crédit de France 12	405	405	0	10
Crédit de France 13	405	405	0	10
Crédit de France 14	405	405	0	10
Crédit de France 15	405	405	0	10
Crédit de France 16	405	405	0	10
Crédit de France 17	405	405	0	10
Crédit de France 18	405	405	0	10
Crédit de France 19	405	405	0	10
Crédit de France 20	405	405	0	10
Crédit de France 21	405	405	0	10
Crédit de France 22	405	405	0	10
Crédit de France 23	405	405	0	10
Crédit de France 24	405	405	0	10
Crédit de France 25	405	405	0	10
Crédit de France 26	405	405	0	10
Crédit de France 27	405	405	0	10
Crédit de France 28	405	405	0	10
Crédit de France 29	405	405	0	10
Crédit de France 30	405	405	0	10
Crédit de France 31	405	405	0	10
Crédit de France 32	405	405	0	10
Crédit de France 33	405	405	0	10
Crédit de France 34	405	405	0	10
Crédit de France 35	405	405	0	10
Crédit de France 36	405	405	0	10
Crédit de France 37	405	405	0	10
Crédit de France 38	405	405	0	10
Crédit de France 39	405	405	0	10
Crédit de France 40	405	405	0	10
Crédit de France 41	405	405	0	10
Crédit de France 42	405	405	0	10
Crédit de France 43	405	405	0	10
Crédit de France 44	405	405	0	10
Crédit de France 45	405	405	0	10
Crédit de France 46	405	405	0	10
Crédit de France 47	405	405	0	10
Crédit de France 48	405	405	0	10
Crédit de France 49	405	405	0	10
Crédit de France 50	405	405	0	10
Crédit de France 51	405	405	0	10
Crédit de France 52	405	405	0	10
Crédit de France 53	405	405	0	10
Crédit de France 54	405	405	0	10
Crédit de France 55	405	405	0	10
Crédit de France 56	405	405	0	10
Crédit de France 57	405	405	0	10
Crédit de France 58	405	405	0	10
Crédit de France 59	405	405	0	10
Crédit de France 60	405	405	0	10
Crédit de France 61	405	405	0	10
Crédit de France 62	405	405	0	10
Crédit de France 63	405	405	0	10
Crédit de France 64	405	405	0	10
Crédit de France 65	405	405	0	10
Crédit de France 66	405	405	0	10
Crédit de France 67	405	405	0	10
Crédit de France 68	405	405	0	10
Crédit de France 69	405	405	0	10
Crédit de France 70	405	405	0	10
Crédit de France 71	405	405	0	10
Crédit de France 72	405	405	0	10
Crédit de France 73	405	405	0	10
Crédit de France 74	405	405	0	10
Crédit de France 75	405	405	0	10
Crédit de France 76	405	405	0	10
Crédit de France 77	405	405	0	10
Crédit de France 78	405	405	0	10
Crédit de France 79	405	405	0	10
Crédit de France 80	405	405	0	10
Crédit de France 81	405	405	0	10
Crédit de France 82	405	405	0	10
Crédit de France 83	405	405	0	10
Crédit de France 84	405	405	0	10
Crédit de France 85	405	405	0	10
Crédit de France 86	405	405	0	10
Crédit de France 87	405	405	0	10
Crédit de France 88	405	405	0	10
Crédit de France 89	405	405	0	10
Crédit de France 90	405	405	0	10
Crédit de France 91	405	405	0	10
Crédit de France 92	405	405	0	10
Crédit de France 93	405	405	0	10
Crédit de France 94	405	405	0	10
Crédit de France 95	405	405	0	10
Crédit de France 96	405	405	0	10
Crédit de France 97	405	405	0	10
Crédit de France 98	405	405	0	10
Crédit de France 99	405	405	0	10
Crédit de France 100	405	405	0	10

579	596
405	400
332	332,5
360,80	360,8
405	400
286	283
280	280
3510	349
348	347
71,80	72
258	257,30
111,50	111
441	441,20
979	978
730	729
700	700
359	362,58
82	84
733	733
536	544
534	535
12,15	12,90
440	455
128,65	128,65
21,25	22,15
34,60	35
41	41,5
4520	4460
2081	2150
167,20	167
32,35	32,18
1700	1759
277	267,18
343,80	344
744	744
373	365
32,30	32,54
366,70	351
145	145
49	49
338	336,50
76,05	79,85
330	330
321	322
321	323
578	—
175	333,70
1073	1063,50
273,50	272
6000	6400
440	440
400	400
015	016
013	013
420,50	420,50

AUJOURD'HUI

SPORTS

INDOOR Les championnats du monde d'athlétisme en salle, du 10 au 12 mars, seront privés de la plupart des vedettes américaines. Certains y voient la preuve du peu d'intérêt

pour ces manifestations aux Etats-Unis. **ENTRAÎNEMENT.** Les absents, américains ou non, avancent toujours le même argument : les compétitions en salle perturbent la préparation

d'athlètes qui misent tout sur la saison d'été dont le point d'orgue, cette année, sera le rendez-vous mondial en plein air, du 4 au 13 août à Göteborg (Suède). **STARS.** Hormis Cuba

qui présente toutes ses vedettes, Javier Sotomayor en tête, de nombreuses délégations sont privées de leurs meilleurs athlètes. Le perchiste ukrainien Sergueï Bubka et la sprinteuse russe Irina Privalova seront les seules stars d'un plateau que le Britannique Linford Christie et l'Algérien Noureddine Morceli ont été les derniers en date à désertier.

L'athlétisme en salle ne fait plus recette aux Etats-Unis

Les championnats du monde indoor, qui se disputent du 10 au 12 mars à Barcelone, sont en mal de vedettes, notamment américaines

NEW YORK
Correspondance

Le 3 février dernier, au Madison Square Garden de New York, l'athlétisme américain a failli tromper son monde. En début de soirée, aux premières foulées de la traditionnelle rencontre des « Millrose Games », un regard rapide vers les travées soigneusement alignées de la plus célèbre salle de sports de New York pouvait induire en erreur. Le stade couvert bruisait d'une joyeuse agitation. Un public plutôt sage, beaucoup de familles, des jeunes gens en survêtement, le visage encore marqué par l'effort d'une épreuve avalée en début d'après-midi. Peu de sièges vides. L'image d'une compétition passionnée et passionnante. La marque visible de la bonne santé d'un sport capable de pousser 12 000 New-Yorkais hors de chez eux, au mépris d'un froid vif et d'un vent glacial.

Impression trompeuse. Ce soir-là, le public n'avait d'yeux que pour les siens, parents proches ou amis, voisins de palier ou collègues de travail, venus en découvrir sur la piste dans l'un de ces multiples relais qui rythment la compétition. Rencontres de collègues, épreuves universitaires ou joutes corporatistes, autant d'ap-

pâts pour accrocher un public que la seule perspective d'admirer Greg Foster, Jackie Joyner-Kersey ou Dan O'Brien n'aurait sûrement pas attiré au Madison. Concédons entre les interminables tours de qualification de ces relais, mal à l'aise dans un programme étiré sur plus de cinq heures, les véritables épreuves des « Millrose Games » ont souvent servi aux spectateurs de prétexte pour quitter leur place et envahir les buvettes. L'annonce par un speaker au ton monocorde de l'arrivée sur la

L'athlétisme américain, qu'il soit disputé en salle ou couru en plein air, est ainsi fait. La vie quotidienne et la course de progression de ses vedettes intéressent infiniment moins le public que l'issue d'une rencontre universitaire. Dennis Mitchell, désigné par la presse spécialisée comme le sprinter numéro un de la dernière saison, en convient : « En Europe, les gamins me reconnaissent à ma tenue d'un vert fluo dès que j'entre dans le stade. Ils m'appellent « la machine verte ». Aux Etats-Unis,

par s'imposer, à l'usage, à force de porter le maillot américain aux Jeux olympiques ou aux championnats du monde. Tous les trois dépassent largement la trentaine. Ils ont vu sans effort la vedette aux jeunes pousses, une nouvelle génération de sprinters (Tim Montgomery, Allen Johnson, Carlette Guidry...) que l'Amérique semble décidée à ignorer jusqu'aux prochains Jeux d'Atlanta.

Cette lente agonie a longtemps laissé sans réaction les dirigeants de l'Ustaf, la fédération américaine d'athlétisme. Mais cet hiver les a vus sortir, enfin, le nez de leurs bureaux de l'Indiana. Olan Cassell, son directeur exécutif, a pris son plus beau sourire et enfilé un costume neuf pour frapper au carreau des chaînes de télévision. Il a fait en bonne compagnie ; celle des représentants de la puissante agence IMG. Résultat : la naissance d'un circuit indoor, le premier du genre aux Etats-Unis, regroupant les championnats nationaux, disputés le week-end dernier à Atlanta, et quatre des réunions les plus réputées de la saison en salle. Parrainée par Mobil, soutenue par Visa et Nike, l'initiative de l'Ustaf a le mérite de ramener vers la piste les caméras de NBC, l'un des trois réseaux américains, que l'athlétisme

indoor n'avaient plus aperçues depuis une quinzaine d'années. Cinq heures de retransmission, dont l'essentiel en direct.

A l'automne, Olan Cassell avait sonné le rappel des troupes. Et, surprise, il avait posé sur la table une

well, une blessure l'a vite contraint à se replier vers sa retraite californienne.

Joe Douglas, manager de poche dont la foulée mécanique se presse depuis plus de dix ans dans l'ombre de Carl Lewis, n'a écouté que d'une

Vers une indemnisation des athlètes

Le président de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), l'Italien Primo Nebiolo, n'était pas inquiet de la désaffection des Américains et de nombreuses vedettes. « Il ne faut pas comparer les championnats du monde en plein air et en salle. Beaucoup d'athlètes n'aiment pas la salle. Mais 90 % des meilleurs athlètes de la saison hivernale 1995 seront à Barcelone », a-t-il déclaré, mercredi 8 mars à Barcelone, ajoutant que le record de participation serait battu, avec 140 pays et quelque 700 engagés, soit 30 % de plus qu'en 1993 à Toronto (Canada). A propos d'une indemnisation des athlètes pour participer aux championnats du monde en salle et en plein air, M. Nebiolo a déclaré qu'elle ne pouvait être envisagée qu'après les Jeux olympiques d'Atlanta pour ne pas poser de problèmes aux compétitions olympiques. « Je n'y suis pas opposé, a-t-il néanmoins précisé. C'est un problème auquel devront faire face conjointement l'IAAF et le Comité international olympique. Mais si le CIO refuse, nous y ferons face seuls ».

bourse de plus de 1 million de dollars, le pactole ramené par le directeur exécutif de ses visites chez Mobil, Visa, Nike et NBC. Tordant le cou à une vieille habitude de la fédération américaine de ne jamais prononcer le mot dollar en face d'un athlète, Olan Cassell avait promis des primes pour les plus assidus du circuit hivernal. Et, fait rarissime, il avait prévenu les managers que la présence de leurs stars sur la piste pouvait se négocier en « price money ».

La réaction des intéressés a été tède. Et parfois franchement hostile. Brad Hunt, l'homme d'affaires de Michael Johnson, Mike Powell et Dan O'Brien, a commenté d'un long soupir les efforts de l'Ustaf. « Donner de l'argent aux athlètes pour les attirer dans les meetings en salle n'est sûrement pas le meilleur moyen de relancer l'intérêt du public pour l'athlétisme », dit-il. Mais ce sport est menacé de mort dans notre pays. Les jeunes Américains ne rêvent plus d'un titre olympique sur 100 mètres. Ils ne pensent plus qu'à faire carrière au basket. Alors, notre devoir est sûrement de jouer le jeu de ce circuit en indoor ». Brad Hunt a joint le geste à la parole. Il a commandé à ses « clients » de répondre à l'invitation de l'Ustaf. Michael Johnson, l'a fait avec une politesse qu'on ne lui connaissait pas, améliorant par deux fois le record du monde du 400 m (44"97 puis 44"63). Dan O'Brien s'est fait plus discret. Quant à Mike Po-

orelle distraite l'argumentation patiente d'Olan Cassell. « Votre idée n'est pas la bonne, dépensez donc l'argent différemment », a-t-il brièvement conclu. En coulisses, il se murmure que le patron du Santa Monica Track Club aurait bien envoyé ses sprinters rouler des biceps devant les caméras de NBC, à condition d'emporter la plus grosse part du gâteau. A Barcelone, les championnats du monde en salle se sont résignés à se passer des meilleurs athlètes américains. Carl Lewis, Leroy Burrell, Mike Powell, Michael Johnson ont tous refusé leur billet pour l'Espagne. A tort. L'Europe n'est pas seulement, pour eux, un mât de cocagne. Elle est aussi une terre qui leur permet d'oublier, le temps d'une soirée, l'indifférence qui les entoure dans leur propre pays.

Alain Mercler

■ Le champion burundais Venuste Nyongabo a été refoulé par les services d'immigration espagnols, mercredi 8 mars à Barcelone, car son visa n'était pas en règle. N'étant pas parvenu à alerter un responsable du comité organisateur des championnats du monde ou de la Fédération internationale, le coureur burundais, en provenance de Rome, a repris le chemin de la capitale italienne après trois heures passées dans les locaux de la police des frontières.

John Smith, entraîneur de Marie-Jo Pérec :

« Le mondial interfère avec notre programme d'entraînement »

LOS ANGELES
Correspondance

Tandis que Primo Nebiolo, président de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), supplie Linford Christie de revenir sur sa décision de ne pas courir à Barcelone ce week-end, les stars de l'athlétisme américain s'entraînent chez elles comme si de rien n'était. A Los Angeles, John Smith, l'entraîneur de Marie-Jo Pérec, qui dirige également Mike Powell (longueur), John Drummond (100 m) et Deonnis Mitchell (100 m), explique la désaffection des athlètes américains pour les championnats en salle par la longueur de la saison : « Nous n'avons pas d'événement consacré à la sélection pour les championnats du monde en plein air, alors il

faudrait courir sans discontinuer. Je crois que c'est pour ça que beaucoup d'entre nous ne vont pas à Barcelone. Les Dennis Mitchell, John Drummond, Carl Lewis, Michael Johnson et autres sprinters, par exemple, ont tellement d'obligations qu'ils ne peuvent pas se permettre d'interrompre leur entraînement. Le mondial indoor interfère avec notre programme d'entraînement, c'est la raison principale pour laquelle je n'y envoie pas mes athlètes. »

Pas vraiment conscient du mécontentement que l'absence des meilleurs spécialistes provoque outre-Atlantique, il s'étonne : « Vraiment, on a dû envoyer des remplaçants ? Je ne le savais même pas. Mais que l'IAAF se rassure, on sera tous là cet été, en plein air. » « N'est-ce pas Marie, sur les haies ? », lance-t-il à Pérec en

souriant. Celle-ci renchérit : « Je crois que je n'ai pas fait de salle depuis 1989, si ce n'est peut-être un 60 mètres après les JO de Barcelone, dans mon obscurité ne sera pas un événement. La salle n'a jamais été mon fort. Je me trouve trop grande et pas assez forte sur le plan musculaire. De toute façon, je n'ai jamais couru de 400 mètres en salle. »

La championne olympique confirme le peu d'engouement des athlètes américains pour l'athlétisme en salle : « Certains ont couru pour les championnats nationaux indoor le week-end dernier, mais c'est surtout pour faire connaître ce sport qui n'est pas très médiatique ici. »

Propos recueillis par
Patricia Jolly

La France hippique protège ses trotteurs

Les propriétaires redoutent l'importation de sprinters américains, via les pays scandinaves

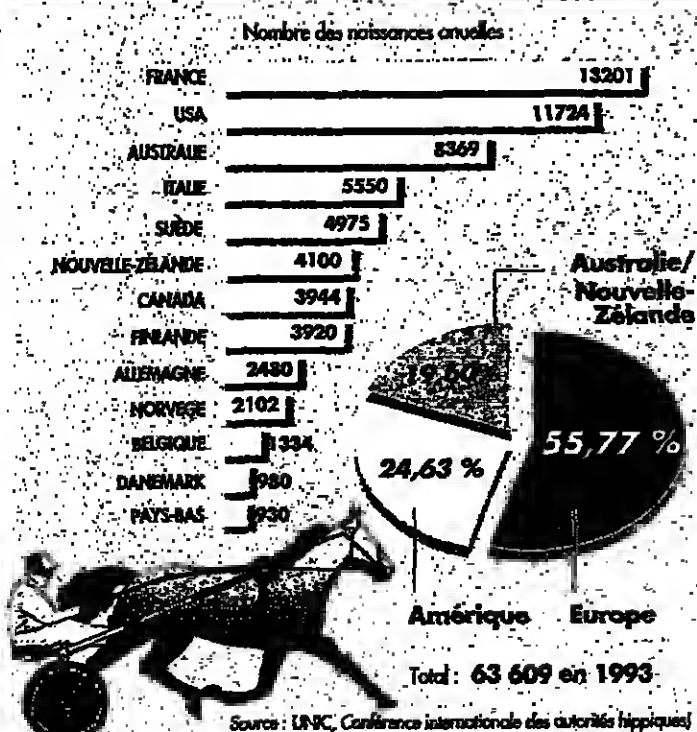
LES CHEVAUX trotteurs « étrangers » ont remporté plus des trois quarts des épreuves internationales disputées sur l'hippodrome de Paris-Vincennes pendant le meeting d'hiver 1994-1995. Pourtant, si l'on fait le compte des sommes gagnées par ces visiteurs, elles n'excèdent pas 2 % du total des allocations distribuées. C'est le résultat d'un système protectionniste qui ouvre les courses les plus huppées aux concurrents internationaux, mais réserve les autres, beaucoup plus nombreuses, aux seuls trotteurs d'origine française.

BATTE D'UN NEZ

Dans le Prix d'Amérique, Vourasie (Le Monde 28 janvier) était battue d'un nez par la suédoise Ina Scott. Huit jours plus tard, dans le Prix de France, c'est à nouveau une concurrente de l'Europe du Nord qui l'emportait, Queen L. Seule la troisième manche, le Prix de Paris, le 19 février, permettait à la sœur d'Oursi de sauver l'honneur. Entre-temps, d'autres courses internationales étaient revenues majoritairement à des chevaux scandinaves, pour la plupart des américains vendus en Suède, Finlande, Danemark, Hollande, Allemagne, Italie et, à un degré moindre, en Belgique.

Ce dernier pays, où le trot est assez florissant, s'est trouvé au centre d'une controverse, portant sur l'opportunité d'autoriser ou non les juments françaises en nombre, retirées du circuit de la

Les principaux pays producteurs



La France est devenue le plus gros producteur de trotteurs du monde. La production française représente 28,75 % de la production mondiale contre 16,38 % en 1991.

production en France, à être saillies outre-Québec par des étalons étrangers. Une convention signée entre les ministères de l'agriculture des deux pays

concernés a refusé cette pratique. Elle aurait permis aux produits de ces unions libres de revenir courir en France porteurs d'un passeport européen.

Même sous réserve d'appel des éleveurs suédois devant les instances européennes du trot, où ils sont maintenant partie prenante, cette décision arrange bien les affaires des dirigeants et professionnels français, qui craignent une infiltration insidieuse. Ils savent en effet que les trotteurs américains sont plus véloces que les français, et qu'ils possèdent un changement de vitesse supérieur dû à leur morphologie de sprinters.

ALLURE HYBRIDE

A l'inverse, ils sont moins bien dressés, souvent fautive car passant sans difficulté du trot orthodoxe à l'amble, une allure hybride qui donne lieu aux Etats-Unis à des courses très populaires. Si cette dérive était exportée, tout le travail et la réussite de générations d'éleveurs fondés sur l'orthodoxie du trot seraient hypothéqués.

Afin d'affirmer davantage encore leur opposition à cet apport extérieur, les commissaires de Vincennes, sous couvert d'éthique sportive, ont pris, cet hiver, une mesure autoritaire qui consiste à sanctionner irrémédiablement par une disqualification le moindre temps de galop en fin de course. Questionnés par référendum, les parieurs l'ont entériné : pour que le trot reste le trot, le vice doit être puni et la sagesse récompensée.

Guy de la Brosse

Chaque samedi

France 3
sur
à 13 heures

TÉMOINS
Magazine de Paris - Ile-de-France

Jean-Jacques CROS (France 3)
Serge BOLLOCH (Le Monde)
interrogent les personnalités de la région Ile-de-France

Samedi 11 mars
sur le thème de la santé

Patrick BALKANY, député et maire de Levallois (RPR)
Jacqueline FRAYSSE-CAZALLIS, maire de Nanterre (PC)
Manuel VALLS, conseiller régional (PS)
Marie-Caroline LE PEN (FN)

France 3
Le Monde

Flavio Briatore, un « condottiere » chez les Anglo-Saxons de la formule 1

IL APPARTIENT à cette race d'hommes qui sont toujours le centre du monde. Flavio Briatore croit très fort en Flavio Briatore, charmeur latin qui a su se faire sa place dans un sport où règnent les Anglo-Saxons. Le directeur de l'écurie Benetton-Renault a trouvé en lui le talent nécessaire pour transmettre cette croyance aux autres, à tous les autres qui le croient sur le bord des pistes de grands prix, dans les brillantes réceptions qui accompagnent le cirque doré de la formule 1.

Il lui a suffi de cinq ans pour quitter son costume d'ottrus et entrer dans le cercle fermé des vainqueurs, lui qui était venu de nulle part, qui était une sorte de défi vivant aux vieux patrons d'écurie dont l'existence est accrochée à la course depuis si longtemps. Frank Williams, Ron Dennis, il fut un temps où ils n'étaient que des noms pour un Flavio Briatore insensible à ce monde étrange des virages pris à toute vitesse et des dollars en pagaille. Aujourd'hui, ils l'admirent, le détestent ou le craignent. Ils ne peuvent l'ignorer. Il est champion du monde, comme eux.

PREMIER RÔLE

Épisode près de Trévise. Une grosse production dans la campagne italienne où l'écurie Benetton a installé ses bureaux d'études. Elle présente, à grand renfort de discours et de petits fours, la saison 1995. Il est là, le boss multicolore, le Luciano Benetton qui tout le monde reconnaît, sur les affiches, dans les publicités. Mais il n'y a que pour Flavio, sa longue silhouette et ses cheveux argentés. Benetton s'efface, abandonne, pour une fois, le premier rôle, attentif aux désirs de la foule. « Flavio » par-ci, « Flavio » par-là, c'est lui et encore lui, il accumule sur sa tête les remerciements, les congratulations. Il y a les vieux amis qui l'embrassent sur les joues. Ceux qui savent qu'il est arrivé en F1 presque par hasard en provenance des États-Unis où il représentait Benetton. C'est une visite au Grand Prix d'Australie 1988 et une proposition de Luciano qui ont tout déclenché. Il y a les invités épatés par tant de gloire étalée. Ils lui serrent respectueusement la main. Il y a ceux qui travaillent avec lui, jamais en retard pour vanter ses mérites. Le plus rapide s'appelle Michael Schumacher. Le champion du monde de formule 1 salue le travail accompli pendant la saison 1994, souhaite simplement que « Flavio Briatore poursuive sur le même trajet cette saison ».

Patrick Faure est le plus enthousiaste. Le président de Renault Sport a décidé de s'engager auprès de Benetton. Il fournira à l'équipe le moteur V10 Renault, grand dévoreur de victoires. De cette nouvelle alliance, il attend des retombées en Allemagne, parce que Michael Schumacher est allemand, parce que sa voiture portera le numéro 1. Il se félicite des accords de coopération commerciale qui réunissent les deux marques pour des opérations conjointes en dehors de la compétition automobile. Mais Patrick Faure le dit, le répète, le confesse à qui veut l'écouter : ses

aveux en forme de déclaration d'amitié. Rien de tout cela n'aurait été possible sans Flavio. L'Italien lui faisait une cour assidue depuis quatre ans. « Benetton ne serait rien dans la F1 sans lui. Il voulait très fort notre moteur, affirme le président de Renault Sport. Il possède une remarquable capacité d'entraîner et de fédérer. Il nous a convaincus. Je me suis dit, c'est vraiment lui. »

FLAIR ET ADAPTATION
Brutal changement de décor. Magry-Cours, dans la Nièvre. La pluie s'abat sur un village endormi, qui ne s'éveille qu'un loog week-end par an, le temps du Grand Prix de France. Et voilà Flavio Briatore, un autre Briatore



encore plus décontracté, un Briatore qui fait le tour du propriétaire, se moque un peu de lui-même. Une autre manière de séduire. « Je n'aime pas faire ces visites techniques, lâche-t-il au beau milieu des ateliers Ligier entre deux exemplaires du moteur Mugen-Honda, je n'y connais rien. »

Avec le soutien financier de la Seita, il a racheté l'écurie française, en proie aux tourments d'une équipe qui a perdu le goût des victoires, qui s'interroge sur son avenir. Il veut en faire une championne du monde dans un délai de cinq ans. Ici, plus que chez Benetton, il peut décider de tout. Il suffit d'écouter ses collaborateurs, techniciens ou pilotes, ils en parlent comme d'un patron, une sorte de leader charismatique qui transforme en or tout ce qu'il touche. « Flavio comprend l'essentiel des problèmes, dit Cesare Fiorio, le directeur sportif qui a longtemps travaillé pour Ferrari, il sait faire le bon choix des hommes, des techniciens. » « Il veut que Ligier redevienne une écurie de pointe, poursuit Olivier Panis, premier pilote et espoir de la formule 1, c'est très positif pour moi. »

Flavio Briatore a très vite compris les règles, le mode de fonctionnement de la F1. Mieux, il a su faire preuve de flair et d'une remarquable capacité d'adaptation. Lorsqu'il arrive chez Benetton en 1989, un peu par défi, beaucoup par goût du risque qui peut rapporter gros, il découvre une écurie à l'image sympathique, aux résultats très modestes. On colore les pneus, on ne gagne pas de grands prix. Le nouveau venu commence par créer une usine au nord-ouest de Londres, près d'Enstone. Puis, en septembre 1991, coup de génie, il engage Michael Schumacher, le pilote le plus doué de la jeune génération. Briatore a aujourd'hui le triomphe modeste : « Tant le monde savait qu'il était vite, mais personne n'osait le faire signer. » L'Allemand lui a apporté en 1994 un premier titre de champion du monde, avec un an d'avance sur ses prévisions.

Côté couffines, le directeur de l'écurie Benetton se débrouille aussi bien. Il a gagné la confiance de l'homme, fort de la formule 1,

celui qui l'a fabriquée médiatiquement, qui en a fait cette superbe vache à lait qui attire chaque saison des milliards de téléspectateurs et de dollars. Bernie Ecclestone apprécie Flavio Briatore, qui le lui rend bien. « Bernie, c'est un ami, on pense un peu la même chose », susurre Flavio.

UN PEU TRUQUEUR

Et puis l'Italien a su se ménager une place de choix au milieu des Anglais. En 1994, il s'impose à la tête des directeurs d'écurie en révoquant contre la FIA (Fédération internationale de l'automobile), lors du Grand Prix de Barcelone. L'instance sportive a modifié les règlements concernant la puissance des voitures, en cours de saison. Les principales écuries refusent d'obtempérer. Elles mettent en avant les problèmes de sécurité posés par des changements aussi rapides. Grâce à l'activisme de Briatore et de Ron Dennis, seulement neuf des vingt-sept voitures engagées participent aux premiers essais.

« Flavio appartient au milieu des grands chefs d'écurie que l'on



salue, soutient Bernard Dudot, l'ingénieur Renault qui a donné naissance au moteur V10, son arrivée a incontestablement amené quelque chose de nouveau dans le championnat du monde. » Dans ce florilège de compliments, il y a peu de place pour la critique. Il faut chercher et bien chercher. Ron Dennis, le patron de McLaren, ne pense pas spécialement

Flavio Briatore dans son cœur. Les deux hommes sont même allés jusqu'à échanger des remarques désobligeantes sur leur passé professionnel respectif. Ce n'est pas la seule fois où une farouche inimitié entre deux forts caractères. C'est du côté de la FIA que l'on découvre les critiques les plus appuyées. On y décrit un autre Flavio Briatore, un peu truqueur. L'année dernière, le directeur de Benetton a été, à maintes reprises, en conflit ouvert avec la fédération, qui a sanctionné de suspension de deux grands prix Michael Schumacher, son pilote.

« Dans cette affaire, Flavio était en tort, il avait contourné le règlement, qui s'applique à tous de la même manière, raconte un officiel qui le connaît bien. Il savait que c'était interdit. Cela ne fait rien. Il n'a tenu sa chance. Mais je suis sûr que, maintenant, il o' retenu la leçon. » Début janvier, Flavio Briatore s'est fait opérer d'une hernie discale à l'hôpital de La Pitié à Paris. En guise de vœux de rétablissement, il s'est vu remettre par la FIA un exemplaire détaillé du règlement de la saison 1995.

Sur lui-même, comme sur ses affaires, Flavio Briatore reste discret. Il habite Londres, un somptueux appartement. Dispose de pied-à-terre en France, en Italie. Il vient de racheter Kickers, une marque de chaussures pour adolescents, au groupe Zaofer. Mais, quand il parle en anglais, en français ou en italien, il sait donner l'impression, si agréable à l'interlocuteur, qu'il est tout à lui. Toujours cette fameuse séduction, ancrée dans un personnage public auquel la tristesse, la colère, semblent totalement étrangers. De lui, ce fils d'un couple d'enseignants de la région de Turin souhaite d'abord que l'on retienne l'obsession de gagner qui anime tout ce qu'il entreprend. « J'ai un esprit d'homme d'affaires que j'ai réussi à faire passer dans l'équipe Benetton, confie-t-il à mi-voix, c'est peut-être ma plus grande différence avec les autres team managers. » Flavio Briatore prétend ne pas savoir de quoi sera fait son avenir en formule 1. Mais il se dit sûr de rouler vers d'autres succès. A toute vitesse.

— Pascal Cauchemez

Michael Jordan pourrait revenir au basket-ball

MICHAEL JORDAN s'est entraîné, jeudi 9 mars, avec ses anciens coéquipiers des Chicago Bulls. La star du basket-ball américain avait décidé de faire son retour sur les parquets qu'il avait quittés le 6 octobre 1993. « Son retour n'est pas pour demain ou après-demain, rapporte la source non identifiée, citée par l'Associated Press, cela prendra sans doute deux semaines, car Michael Jordan veut être sûr de retrouver son meilleur niveau. » Michael Jordan, trente-deux ans, avait conduit l'équipe de Chicago au titre de champion de la NBA en 1991, 1992 et 1993. Après sa retraite, il s'était tourné vers le base-ball, en rejoignant l'équipe des White Sox de Chicago, propriété du patron des Bulls. — (AP)

AUTOMOBILISME : les pilotes de formule 1 contestent les conditions d'attribution de la super-licence, à laquelle la Fédération internationale de l'automobile (FIA) vient d'ajouter quatre nouvelles clauses, dont l'une leur interdit de critiquer la sécurité des circuits. Seulement six des vingt-huit pilotes inscrits pour la saison 1995 ont accepté de remplir les demandes. Damon Hill, le vice-champion du monde, a affirmé que des négociations étaient en cours, et que si les pilotes n'obtenaient pas gain de cause, ils pourraient se mettre en grève. — (APR Reuters)

Retrouvez tous les jours
les pages « Société »
du nouveau Monde

Pour ne manquer aucun rendez-vous :

ABONNEZ-VOUS !

Par courrier : votre bulletin d'abonnement est dans la page « Agenda » de ce numéro.

Par téléphone : au (1) 49.60.32.90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

Par MINITEL : sur 3615 LEMONDE

Philippe Candeloro quitte le Parrain sur une médaille de bronze

Aux championnats du monde, le patineur français a relancé une carrière qui semblait s'essouffier

BIRMINGHAM de notre envoyé spécial

Pour l'entertainment du personnage qu'il incarne depuis deux ans, Philippe Candeloro rêvait de cette oraison funèbre. La médaille de bronze posthume qu'il a accrochée sur la tombe de son Parrain, jeudi 9 mars, vaut sans doute mieux que celle de son baptême médiatique aux Jeux de Lillehammer. Elle représente davantage que sa place de vice-champion du monde, acquise lors de ses noces avec la popularité, au Japon. A Birmingham, le titi de Colombes a démontré qu'il ne s'était pas figé dans la posture du héros qu'il est trop vite devenu. La mort du niveau de ses concurrents, la crue historique de triples sauts enregistrée jeudi soir, ont pas englouti un talent qui est loin d'avoir tout dit.

Les championnats d'Europe de Dortmund, en février, l'avaient momifié sous une nouvelle pyramide des âges. Face aux dix-sept ans du Russe Ilia Kulik, Candeloro s'était laissé enbaumer dans un programme qui finissait par devenir lassant. Face à l'allant de patineurs ambitieux, le Français semblait empêtré dans les négociations de son contrat avec TF1 - pour une somme de 1,5 million de francs. Dans les vestiaires, la vedette et son entraîneur-agent, André Bruoet, avaient perçu des murmures cruels qui les annonçaient finis. Ils avaient vécu comme des « agressions » des articles qui détaillaient les signes d'enrichissement du patineur.

La déception d'une quatrième place européenne avait montré un patineur qui ressemblait au Parrain, grisé par la reconnaissance obtenue et oubliant d'effrayer suffisamment ses rivaux pour qu'ils ne se voient pas, à leur tour, en calcs des quartiers chics du patinage. Il n'avait pas suffisamment assuré sa domination sportive pour soulever aux Juges les notes qui lui vaudraient des titres majeurs.

L'athlète et l'entraîneur ont vite compris les risques de ce décalage.

Aiguillonnés par une fédération et des bailleurs de fonds inquiets, ils n'ont disposé que d'un mois pour modifier l'image et durcir la préparation du champion. Aux paroles ronflantes - « Je veux faire de Candeloro un mythe, (...) l'équivalent du basketteur Michael Jordan dans son sport » - ils ont substitué une philosophie que ne renierait pas le clan Bonaly : « Du travail, encore du travail ». Ils ont offert un coup de jeune à un Parrain qu'ils avaient trop cherché à vieillir. Dans un huis-clos en altitude, à Font-Romeu, Philippe Candeloro s'est échiné à retrouver sa condition physique.

Car l'ancien sport des éphèbes évanescents s'est transformé en affrontements d'athlètes affûtés. Les meilleures places vont aux courageux qui se crachent dans les mains et ne rechignent pas devant les corvées de triples sauts. Les triples comptent désormais davantage que les gestes gracieux. Les sirènes musicaux qui continuent à dégoûter des enceintes ne semblent parfois destinées qu'à couvrir les abanements des derviches costumés qui s'arrachent de la glace pour ces quelques tours supplémentaires qui permettront peut-être de gagner des dixièmes de points. Les hiérarchies se dégaient à la force et à la résistance des corps, plus qu'à l'ancienneté.

PATINAGE DE COMBAT

Jeudi, comme s'il avait cherché à éprouver la nouvelle volonté et les progrès physiques de Candeloro, le programme libre des championnats du monde a concentré en une soirée la quintessence de ce patinage de combat. De l'avis des spécialistes, jamais niveau général d'une compétition n'avait semblé aussi élevé. L'avant-dernier groupe à se produire sur la glace, celui des six patineurs exilés de l'élite par leurs mauvais résultats dans le programme technique, a d'emblée fixé le droit d'entrée sur le podium. Une médaille ne se négocierait pas à moins de sept triples sauts. Ilia Ku-

lic y a confirmé que son titre européen n'était pas usurpé, et que ses erreurs du mercredi n'oblitéraient pas ses ambitions de domination mondiale. Eric Millot, le Français qui a vu grandir l'ombre de Candeloro sur sa propre ootriorité, y a produit le meilleur programme de sa carrière. Sa performance, à la fois technique et stylée, aurait pu lui valoir mieux que sa cinquième place finale si son passage précoce sous l'œil des Juges ne l'avait pas condamné d'avance.

INFLATION DE PROUesses

Les six derniers patineurs en lice, le gratin des prétendants à la couronne mondiale, se sont retrouvés dans l'obligation de renchérir encore sur cette inflation de prouesses. Ils l'ont tous payé d'au moins une erreur, chute ou main sur la glace. Mais les programmes libres acceptent d'être ratés. Les fautes peuvent être biffées par des nouvelles tentatives réussies. Ainsi, Todd Eldredge, Américain politiquement correct, n'oublie pas de mêler le gris des sudistes et le bleu des nordistes sur sa tunique inspirée de la guerre de Sécession, mais ne tolère aucun compromis sur la qualité de son triple axel. Il eo a réussi un, raté le suivant. Et a mépris du règlement, qui n'autorise que deux tentatives par type de saut, il s'est élané pour un troisième, impeccable. Les Juges ne lui ont pas tenu rigueur, en lui accordant le bénéfice de la médaille d'argent.

A ce patinage de force, le meilleur est resté le Canadien Elvis Stojko, amoureux des empoignades sur glace. Le champion du monde en titre jure qu'il a progressé dans son expression artistique. Sur la glace, ces efforts se remarquaient aussi peu que les effets secondaires d'une récente blessure à la cheville. Stojko demeure un patineur dératé, un sauteur forcené qui efface son échec dans sa tentative de quadruple saut par un triple axel impeccable et se permet d'additionner huit triples réussis. Pour

conserver son titre, le Canadien n'a eu besoin que de sa supériorité technique, sans miser sur les erreurs de ses adversaires. Même sans chuter dans son dernier triple axel, Philippe Candeloro ne lui aurait pas volé la médaille d'or. Le patineur français n'avait pas une prétention aussi immédiate. Jeudi soir, il s'est contenté de remercier, par un adieu réussi, le personnage qui lui a offert la gloire. Et de tourner aussitôt son esprit vers le nouveau rôle qui lui permettra peut-être de devancer le Canadien.

Jérôme Fenoglio

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CLUBS

Quarts de finale (match aller)
Pezaro (Ita.)-Limoges (Fra.) 68-55
Cibona Zagreb (Cro.)-Real Madrid (Esp.) 78-62
Baskonia (Bas.)-Panthos Athènes (Gr.) 85-58
CSKA Moscou (Rus.)-Olimpia (Gr.) 95-65
Matchs retour le 14 mars. Match d'appui, si nécessaire, le 16 mars chez le club second nommé.

CYCLISME

PARIS-ROCHE

Cinquième étape (Murat - Saint-Etienne)
1. Lance Armstrong (USA-Motorola), les 176 km en 4 h 2 min 20 s ; 2. Thierry Bourgoin (Fra.), à 8 s ; 3. Eddy Bouwmeester (Bel.), à 51 s ; 4. Fabio Baldato (Ita.), 1 min 25 s ; 5. Paolo Fornaciari (Ita.), 1 min 25 s.
Classement général : 1. Laurent Jalabert (Fra./ONCE), 17 h 20 min 23 s ; 2. André Tchmil (Rus.), à 1 min 40 s ; 3. Stéphane Heuet (Fra.), à 1 min 42 s ; 4. Sergueï Outchakov (Rus.), à 1 min 44 s ; 5. François Simon (Fra.), à 1 min 46 s.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

DIVISION 1

29^e journée (match aller)
Nice-Lyon

PATINAGE ARTISTIQUE

CHAMPIONNATS DU MONDE

Meilleurs

1. E. Stojko (Can.) ; 2. T. Eldredge (E.-U.) ; 3. P. Candeloro (Fra.) ; 4. A. Umanov (Rus.) ; 5. E. Millot (Fra.).

SKI NORDIQUE

CHAMPIONNATS DU MONDE

30 km classique hommes

1. Smirnov (Rus.), 1 h 15 min 52 s ; 2. Daehlie (Norv.), à 43 s ; 3. Trusneev (Rus.), à 43 s ; 4. Malya (Fin.), à 50 s ; 5. Frenn (Norv.), à 1 min 10 s ; 40. Henry (Fra.), à 6 min 57 s.

مركزا من راصيل

La communauté internationale se mobilise pour sauver le site paléolithique de Foz Côa

Au Portugal, des centaines de gravures rupestres sont menacées par la construction d'un barrage

La récente découverte de plusieurs centaines de peintures rupestres, au nord-est du Portugal, est exceptionnelle. Près de 300 grottes or-

nées de peintures rupestres paléolithiques ont été recensées en Europe de l'Ouest, mais on ne connaissait que quatre gisements de gravures

de cette période à l'air libre. Aucun n'atteint, par sa taille et sa richesse, celui de Foz Côa. C'est dire l'importance que revêt le sauvetage

de ce site, menacé par la construction d'un grand barrage supervisé par la compagnie Electricité du Portugal (EDP).

VOILÀ SEULEMENT TROIS ANS, tous ou presque ignoraient son existence. Il y a quelques mois, on lui attribuait tout au plus « une cinquantaine de gravures rupestres » (le Monde du 31 décembre 1994). On était loin du compte. Les préhistoriens sont aujourd'hui unanimes : le site de Foz Côa, situé dans le nord-est du Portugal, constitue le plus grand gisement d'art paléolithique à ciel ouvert d'Europe. Éparpillées sur plus de 15 kilomètres dans l'étroite vallée de la rivière Côa, plusieurs centaines de chevaux, d'aurochs, de cervidés et de bouquetins gravés dans le schiste, d'une taille variant de 40 centimètres à 2 mètres, viennent d'y être recensés.

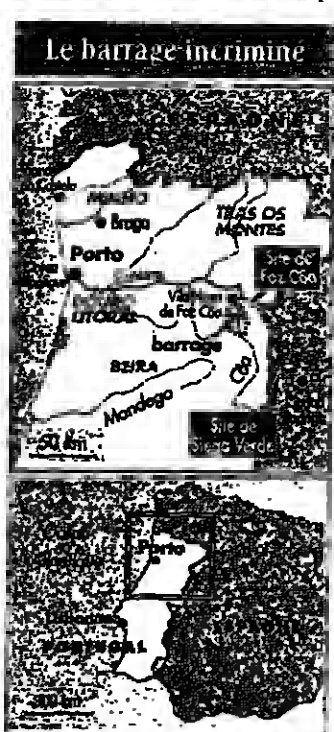
Dans ce lieu encaissé et sauvage, dominé d'amandiers et de vignes, dormait depuis 20 000 ans un véritable trésor de la préhistoire, dont la découverte presque fortuite déclenche aujourd'hui une violente polémique dans le pays. « Il s'agit de l'une des plus denses concentrations de gravures rupestres au monde, aussi importante et plus ancienne que celles du Tassili n'Ajjer (Sahara algérien) ou du parc Kakadu (Australie) », résume Denis Vialou, directeur du laboratoire de préhistoire au Muséum national d'histoire naturelle. Pour ce spécialiste de l'art paléolithique, qui vient d'y effectuer une mission de reconnaissance à la demande des préhistoriens de l'université de Lisbonne, la question ne se pose même pas : « Le site de Foz Côa doit absolument être préservé, il n'importe quel prix, et dans les plus brefs délais ».

Le fond du problème ? Un gigantesque projet de barrage (le deuxième par sa taille, au Portugal), supervisé par la compagnie Electricité du Portugal (EDP), destiné à produire chaque année 330 millions de kilowatts et à alimenter divers équipements en périodes de sécheresse. Prévu

pour couvrir 1 564 hectares à proximité de la petite Vila Nova de Foz Côa (13 000 habitants), il submergera en 1998, si rien ne vient contrecarrer sa construction, ce joyau du paléolithique sous plus d'une centaine de mètres d'eau.

La modernité contre la préhistoire ! Le choc des civilisations, cette fois, déchaîne les passions. Celle des professeurs d'archéologie de toutes les universités du pays, qui dénoncent la « négligence » avec laquelle l'Institut portugais du patrimoine (IPPAR) a dans un premier temps traité cette découverte. Celle de la presse nationale, qui n'a de cesse, depuis des mois, de défendre le site. Celle, enfin, de la jeunesse portugaise, qui organise des manifestations et recueille par dizaines de milliers de signatures en faveur de l'arrêt des travaux.

SALE AFFAIRE
« Pour les autorités portugaises, cette somptueuse découverte est une sale affaire », résume un observateur. Une affaire que l'IPPAR et EDP n'ont apparemment pas vu, ou pas voulu voir venir. Il y a un an, en effet, lorsque commencent les travaux de construction du barrage, quelques gravures rupestres ont déjà été repérées, çà et



là, au fond de la vallée. Mais quoi ! A cinquante kilomètres à peine du site de Siega Verde (rio Agueda, Espagne), qui constituait jusqu'alors le plus grand des quatre sites paléolithiques de plein air

Le vin transformé en eau

Dispensateur d'eau et d'emplois, le barrage projeté par la compagnie Electricité du Portugal apporterait assurément aux habitants de Vila Nova de Foz Côa, seule ville d'importance dans cette région pauvre et rurale, un nouveau souffle économique. Il n'en menace pas moins de noyade, outre le plus grand site paléolithique à ciel ouvert du monde, plus de 1 500 hectares, dont plusieurs centaines sont des terres agricoles. Ainsi signerait-il la mort de l'Ervaçal, petit vignoble qui offre, à l'extrémité supérieure du Douro, l'un des meilleurs vins de la région. Cent hectares conquis de haute lutte sur la terre et le climat, 340 000 pieds plantés sur une parcelle unique, orientée dans le sens de la pente, et, surtout, contenant de l'humus - une rareté dans ce lieu quasi désertique - la Quinta de Ervaçal, Twany mûr et fruité, sera-t-elle sauvée par les préhistoriens ?

Creuser sous l'océan pour comprendre la Terre

Les forages permettent d'étudier le climat comme la tectonique

LE JODES-RESOLUTION servit, pendant six ans, à la prospection pétrolière avant de sillonner les mers au service de la communauté scientifique. L'escalade qu'il effectuait à Marseille au début de ce mois marquait le dixième anniversaire de cette seconde carrière. Dix ans particulièrement féconds puisque, durant cette période, en près de 3 300 jours de mer, le JODES-Resolution a foré, dans tous les océans du globe, quelque 865 puits qui lui ont permis de ramener plus de 100 kilomètres de carottes de sédiments prélevées dans la croûte terrestre par des forages pouvant dépasser 8 000 mètres.

Les chercheurs espèrent ainsi percer les secrets de ces fonds océaniques encore largement méconnus, bien qu'ils représentent 75 % de la surface du globe. Une curiosité qui n'a rien de gratuit. Tout comme la surface des mers, l'interface entre le fond des océans et l'eau qui les recouvre joue, en effet, un rôle fondamental dans le fonctionnement de la machine thermodynamique que constitue le globe terrestre.

Les enseignements à en tirer sont innombrables. Les sédiments du fond des océans représentent « les seuls enregistreurs des climats du passé sur une très longue période », explique Yves Lancelot, directeur du laboratoire de géologie du quaternaire (CNRS), l'un des premiers promoteurs des programmes de forages océaniques. « On peut y trouver les indices nécessaires pour reconstituer les caractéristiques climatiques sur plus de deux millions d'années. Mais, reconnaît-il, il faudrait, avant cela, savoir comment fonctionne cet enregistreur ; comprendre le mécanisme des échanges qui se produisent entre l'eau et les sédiments, en particulier pour le gaz carbonique. »

Christiane Galus

connus en Europe, la découverte de quelques blocs gravés supplémentaires n'a rien d'exceptionnel.

En toute quiétude, les travaux se poursuivent. Jusqu'à ce mois de septembre 1994, où les aménagements entrepris sur un barrage en amont de la rivière font soudain baisser le niveau des eaux. Dépêché en prospection par l'IPPAR et EDP, une équipe d'archéologues découvre alors, au flanc d'une falaise, une cinquantaine de gravures rupestres. L'ampleur de la découverte émerge au grand jour, les universitaires s'en emparent, la communauté internationale s'en mêle.

Mandaté en décembre par l'Unesco pour visiter les lieux, Jean Clottes, conservateur général du patrimoine au ministère de la culture française, certifie l'âge paléolithique (~20 000 ans environ) du site, et souligne, tout en admettant qu'il n'y a pas de « solution miracle », « l'importance extrême » de ces gravures désormais dénombrées par centaines. Pour les autorités portugaises, qui ont classé le site monument national sans que les travaux d'EDP s'interrompent pour autant, les ennuis commencent.

SOUS LES EAUX

Faut-il abandonner le projet de barrage (pour lequel, selon EDP, plus de 150 millions de francs ont déjà été engagés), et faire de la région, comme le souhaitent nombre de préhistoriens, un grand parc culturel ? Faut-il le poursuivre après avoir prélevé les blocs de schiste (dont certains ont la taille d'une maison), et recréer de toutes pièces un musée paléolithique ? « Quelle que soit la solution adoptée, elle présentera des inconvénients pour la conservation », estime Jean Clottes, qui souligne que ces gravures aujourd'hui célèbres, si on les laisse sans surveillance, risquent de faire l'objet de dégradations diverses.

Catherine Vincent

Évoquée par certains, l'hypothèse de leur submersion par les eaux du barrage fait en tout cas bondir Denis Vialou. « L'observation des schistes montre à la fois leur bonne conservation générale et leur fragilité, s'ils étaient exposés à d'importantes modifications du milieu », souligne-t-il. Dans le rapport de mission qu'il vient d'envoyer à Marin Soares, président de la République portugaise, le préhistorien insiste également sur la nécessité d'étudier minutieusement ces gravures exceptionnelles.

« La finesse des représentations incisées et la complexité technique et morphologique des tracés plaquent rendent difficiles les opérations de relevés graphiques et photographiques », précise-t-il. Une étude, donc, qui prendra du temps, comme l'a montré celle du site de Siega Verde, entamée à la fin des années 80 et toujours en cours. « Quelle que soit la décision finale des autorités portugaises concernant le barrage, les gravures rupestres doivent faire l'objet, le plus rapidement possible, de mesures conservatoires », insiste Mounir Bouchenaki, directeur de la division du patrimoine culturel de l'Unesco, pour qui s'impose « la suspension temporaire des travaux d'EDP ».

Après s'être rendus sur les lieux début février, les experts de l'Unesco viennent eux aussi d'adresser leur rapport aux autorités portugaises, dans lequel ils détaillent les études à entreprendre d'urgence et proposent, à cette fin, la création d'un comité scientifique international. Mario Soares, qui a récemment visité le site, a demandé à EDP de faire en sorte que les travaux en cours « ne prennent pas une tournure irréversible ». Le sanctuaire de Foz Côa a donc apparemment gagné un sur-sis. Mais pour combien de temps ?

Les sciences du vivant récoltent 500 millions de francs

INDIFFÉRENT à la proximité de l'élection présidentielle, François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, a présenté, mercredi 8 mars, les grandes orientations que l'Etat entend donner aux sciences de la vie et à la recherche biomédicale. Erigées en « priorité gouvernementale », celles-ci se voient dotées, pour une durée de deux ans, d'une ligne budgétaire spécifique de près de 500 millions de francs : 231 millions sont destinés à l'Association nationale de recherche sur le sida (ANRS), 257 millions à « un plan stratégique de soutien et de développement des recherches sur les sciences du vivant ».

Le ministre de la recherche l'avait répété à plusieurs reprises, notamment lors de la présentation à l'Assemblée nationale, en juin 1994, de son « rapport d'orientation » (le Monde du 22 juin 1994) : souffrant de « l'absence d'une vision stratégique », la recherche publique doit être « mobilisée et coordonnée » autour de projets transversaux prioritaires. C'est désormais chose faite, du moins dans le domaine de la biologie. De la génétique aux sciences de l'environnement, quatorze domaines de recherche ont été retenus, pour lesquels seront mises en œuvre, sous forme d'appels d'offres, autant d'actions concertées coordonnées (ACC).

Lancée pour deux ans « avec des processus de révision à mi-parcours », chacune de ces ACC sera dotée d'un comité scientifique et technique (CST) d'une quinzaine d'experts. Ces comités, dont l'activité sera soumise à l'approbation du ministère, auront une mission de « veille scientifique et d'évaluation ».

APPLICATIONS INCALCULABLES

En clair, leur fonction sera triple : proposer le contenu des appels d'offres ; évaluer les projets - ces derniers devant traduire, a précisé le ministre, « une dimension innovante, qui ne soit pas l'heure pas ou peu prise en compte dans les activités pérennes des organismes ou des établissements [de recherche] » ; assurer, enfin, « le suivi des actions déjà engagées, et en proposer de nouvelles qui seront lancées en 1996 ».

Par ces mesures aux applications « incalculables », le gouvernement témoigne, dans ses dernières semaines d'existence, d'une volonté de disposer d'une réelle marge de manœuvre dans ce secteur. « Le soutien à ce type de recherches connaît dans notre pays une sorte de rythme de croisière, sans aucun doute inférieur à la gravité des enjeux », a précisé M. Fillon, qui s'est défendu de procéder pour autant à un morcellement de l'action déjà engagée. La répartition de ce budget incitatif, qui sera « fonction de la qualité des projets » proposés, devrait être précisément déterminée fin juillet 1995.

Ca. V.

L'arôme de la vanille produit à partir d'un champignon

L'ACTION d'un minuscule champignon filamenteux, *Pycnoporus cinnabarinus*, de la famille des basidiomycètes, sur de la pulpe de betterave va-t-elle permettre de produire par voie naturelle, et à un coût acceptable, la molécule de vanilline, responsable de l'arôme de la vanille ? C'est ce qu'espèrent les chercheurs du laboratoire de biotechnologie des champignons filamenteux de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de Marseille (Bouches-du-Rhône), qui ont isolé une souche très productive en vanilline. Un arôme habituellement obtenu soit à partir de la gousse de vanille, très chère, soit par synthèse chimique.

La pulpe de betterave a été retenue par l'INRA car elle est peu coûteuse et existe en grande quantité, qu'il faut valoriser. Par ailleurs, elle est très riche en composés phénoliques, un des constituants des parois des plantes, d'où l'on va extraire l'acide férulique nécessaire à l'obtention de la vanilline. Cet acide est introduit dans un bioréacteur en compagnie des champignons, le tout étant brassé par des bulles d'air.

La bioconversion doit être pilotée avec grand soin par ordinateur, car l'acide férulique est une substance toxique pour le champignon, qui va se défendre en le dégradant. Il faut donc doser la quantité d'acide qu'il peut accepter pour obtenir les molécules de vanilline. Car, si on laisse aller la bioaction sans contrôle jusqu'à son terme, le produit final sera... de l'acide carbonique. La vanilline obtenue par cette voie biotechnologique satisfait tout à fait aux critères de la CEE indispensables à l'obtention du label « produit naturel ».

A la suite des travaux de l'unité de biotechnologie des champignons filamenteux de l'INRA sur

Pycnoporus cinnabarinus, deux brevets ont été déposés, l'un au niveau européen en 1990 et l'autre étendu au niveau mondial en 1994. A terme, l'objectif des chercheurs est d'arriver à produire en laboratoire plusieurs centaines de milligrammes de vanilline par litre de culture de champignons. Ensuite, ils essaieront de passer au stade industriel.

COMPÉTITIVITÉ

L'enjeu est important pour l'avenir si l'on veut satisfaire les besoins de plus en plus marqués du consommateur pour les produits naturels. La vanilline est la première substance aromatisante utilisée dans le monde. Pour l'heure, sa production à partir de gousses naturelles ne couvre que 20 % du marché et coûte fort cher. Le prix d'un kilogramme de poudre de vanilline pure naturelle est d'environ 15 000 francs. Le reste de la demande est assuré par la vanilline obtenue par synthèse chimique, proposée au prix de 80 francs le kilo et produite par milliers de tonnes.

Pour s'imposer sur le marché des arômes, il faudra que les procédés de fabrication de vanilline par voie naturelle soient compétitifs. Un enjeu essentiel pour ces recherches, soutenues par un contrat de 9 millions de francs de la CEE (agriculture et agro-industrie), à laquelle sont associés deux industriels, les français Agro-Industrie Recherche développement et le danois Novo-Nordisk, premier producteur mondial d'enzymes, ainsi qu'un organisme de recherche britannique, l'Institute of Food Research. D'autre part, la société Pernod-Ricard travaille avec l'équipe de l'INRA à la réalisation d'un procédé de fabrication à l'échelle d'une unité pilote.

Christiane Galus

Le sommet de Copenhague

L'inflexion sociale suffira-t-elle à améliorer la situation des pays pauvres ?

Demain dans les pages « International »

Le Monde

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 855

HORIZONTALEMENT

1. Il nous a appris à prendre nos distances. - 2. N'a plus rien à demander. Remet tout en situation. - 3. Classe. Refuges masculins. - 4. Les militaires l'ont sur le dos. Relève de quotas. - 5. Pronom. Regroupe. Théâtral. Possessif. - 6. Dans un grand embarras. Ile. - 7. Ont des attaches. Va vers les sommets. - 8. C'est hallucinant. Plus doux dedans que dehors. Article. - 9. Soigneusement mis au point. Promet toujours l'égalité. - 10. Juteux.

VERTICALEMENT

1. Révé d'auteur. - 2. Va jusqu'au bout. - 3. N'a rien d'un drôle de zèbre. Mollusque. - 4. Devennent belles si on sait traiter leurs ongles. Doit se payer. - 5. Recouvrira en manteau. Premier dans son genre. - 6. Article. Observée plus ou moins

discretement. - 7. N'attendra pas son reste. - 8. Pièces indispensables de la famille. Yéménite. - 9. Mesure. Se dit après mesure. - 10. Défend le patrimoine. - 11. Imposait sa voix. Note. Article. - 12. Bénéficia de ses voisins de droite. Néogaullisme. - 13. On peut les refaire jusqu'à la fin.

SOLUTION DU N° 854

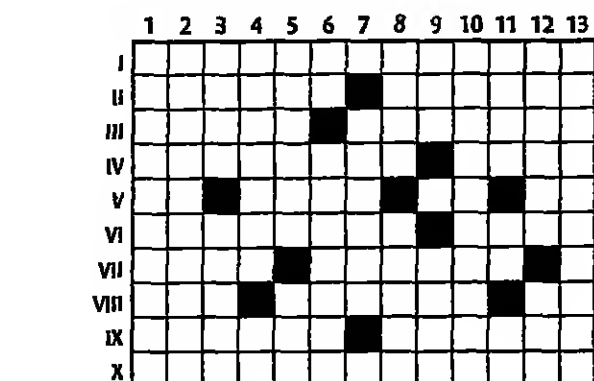
Horizontalement

1. Louis Philippe. - 2. Insulaire. Aux. - 3. Bg. Lacée. Eric. - 4. Elzévir. - 5. V. Le. Efaufilé. - 6. V. Le. Efaufilé. - 7. Lège. Irradiés. - 8. Orsec. Rée. - 9. Satan. Hus. Rev. - 10. Trot. Oie. Pèze. - 11. Ensorcelés.

Verticalement

1. Libelliste. - 2. Onglée. ARN. - 3. Us. Zigotos. - 4. Iule. Erato. - 5. Slave. Sn. - 6. Pacifié. Oc. - 7. Hiérarchie. - 8. Ire. Ur. Uel. - 9. Le. Afars. - 10. Elidé. Pu. - 11. Paroliers. - 12. Puise. Eze. - 13. Excessives.

François Dorlé



SCRABBLE (R)

Problème n° 467

NATIFS AMÉRICAINS

Quel mot entré dans l'ODS II en 1993 est sorti la même année de l'Official Scrabble Players Dictionary américain ? Réponse : NEGRO. Pourtant l'entrée negro occupait trente colonnes dans l'édition de 1966 de l'encyclopédie américaine Britannica. La political correctness, attitude visant à ne blesser aucune minorité, l'a tué en 1993, le remplaçant par BLACK (aussi jouable en français). A son tour black a été supplanté par African American en 1989, à la demande du Révérend Jesse Jackson. Notons enfin qu'au XIX^e siècle le terme politiquement correct pour Noir était COLOURED (ODS II : Sud-Africain à ascendance mixte). De même, il ne faut pas dire aujourd'hui Indian ou Amérindien, mais Native American.

Au Canada, la « correction politique » fait aussi des ravages puisque ESQUIMAUX et ESKIMOS sont officiellement proscrits (les mots, pas les hommes) : il faut dire INUIT (ce mot existait déjà dans l'ODS II sous sa forme plurielle INUIT).

Au Mexique, par exemple dans les Etats d'HIDALGO, CAMPECHE (ODS : bois dur et lourd) et TABASCO (ODS : sauce aux piments rouges) et en Amérique

centrale vivaient les MAYAS constructeurs de célèbres pyramides, auxquels succédèrent les OLMEQUES, puis les TOLEQUES, dont la civilisation fut brillante et qui firent la guerre aux OTOMIS. Les descendants de ceux-ci habitent aujourd'hui des maisons en adobe. Enfin vint l'empire AZTEQUE qui se beurtait aux Espagnols. Les Aztèques écrivaient en NAHUATL, langue des NAHUAS. Aujourd'hui, il ne faut pas confondre le LATINO, nom donné par les Américains aux immigrants d'Amérique latine (CHICANO désigne plus spécifiquement les Mexicains), et le LAZINO, langue des juifs expulsés d'Espagne.

En Amérique du Sud, on trouve les GUARANIS dont la langue, proche du TUPI, est parfois considérée comme la langue nationale du Paraguay ; les AYMARAS et QUECHUAS ou QUICHUAS (Bolivie et Pérou) ; les JIVAROS de l'Amazonie, connus pour couper et réduire la tête de leurs adversaires. Les Espagnols appelèrent ARAUCANS tous les Indiens du Chili central, ne réussissant à les soumettre, le chemin de fer allant qu'au XIX^e siècle. Enfin les Indiens de l'extrême Sud, chassés de GUANACOS (lamas) furent appelés PATAGONS par les Européens.

Michel Charlemagne

* Le mot nigger, beaucoup plus péjoratif et raciste, reste jouable...

Club de la Bourde, mairie de Saint-Maur (Val-de-Marne), 3 février 1995.

Tournois les premiers, troisième et cinquième vendredis à 20 h 30.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Official du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	UNTHI?	HUILLENT	H 4	76
2	TSGEAPE	GAPETTES (s)	10 D	79
3	BRIFEA	RUBÉFIAI (s)	5 C	76
4	TNIMURAW	NATRIUM	O 3	38
5	W-EAAGLD	WAGAGE	D 8	34
6	LD-SLAU?	DOUILLES (s)	L 2	68
7	JIXTEFS	SÛTE	14 O	52
8	F-MIONB	JOMON	3 I	40
9	FIB+THOR	BREF	H 12	36
10	ITHO+PCA	CHIPOTAI	A 4	77
11	SSDEENU	DECUSSE	M 9	77
12	N+DERVIA	LYRIC	15 K	78
13	LEETCIY	TORY	L 12	34
14	EET+N MOR	RENIZ	C 3	30
15	EENM+ZKR	KAS	11 C	28
16	ENK+EUQS	QUEL	13 B	24
17	ENEU+LN	NO	B 10	21
18	EEN+EOV	NOVERAI	C 1	23
19	EENEV+DI			957

(a) PEAGISTE ou PIGATES, 10 D, 65 ; (b) ou BRIEFAIS, K 3 ; (c) DALLEU(RS), J 1, 62.
1. Deille, 913 ; 2. Balley, 912 ; 3. Caro, 874.

ANACROISÉS (R)

Problème n° 856

Les Anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implacables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Official du Scrabble (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. ADGINSU (+2). - 2. ABEELOR. - 3. COEEINV. - 4. AEILRUUV. - 5. EILLNTV. - 6. EINOVSU. - 7. EEOGSTE. - 8. EENRSU. - 9. AEITUUX. - 10. EFGIMNO. - 11. ABEELS (+2). - 12. ABEIORR. - 13. EIIINRT. - 14. EEMNOS. - 15. AELMSTU (+2). - 16. AAEFFMS. - 17. AAADMNR. - 18. EELERV (+2). - 19. AACNNOSS. - 20. AEINSS (+5). - 21. ADEELY.

VERTICALEMENT

22. EELLNOUV. - 23. ABEILMR (+1). - 24. EIJNRTUV. - 25. EFLNOST. - 26. AEEGLLR (+1). - 27. EELLNRS. - 28. AAELOSTU. - 29. AEEGMMMS. - 30. EELRSUX. - 31. EEEINNTT. - 32. ADEEINNV. - 33. AEFIRTT (+1). - 34. EEEINNOV. - 35. COORSTU (+1). - 36. ABEORSS. - 37. EILMOORS. - 38. AAEGLRR. - 39. AEINOSV (+1). - 40. AINRSS.

ÉCHECS

Problème n° 1628

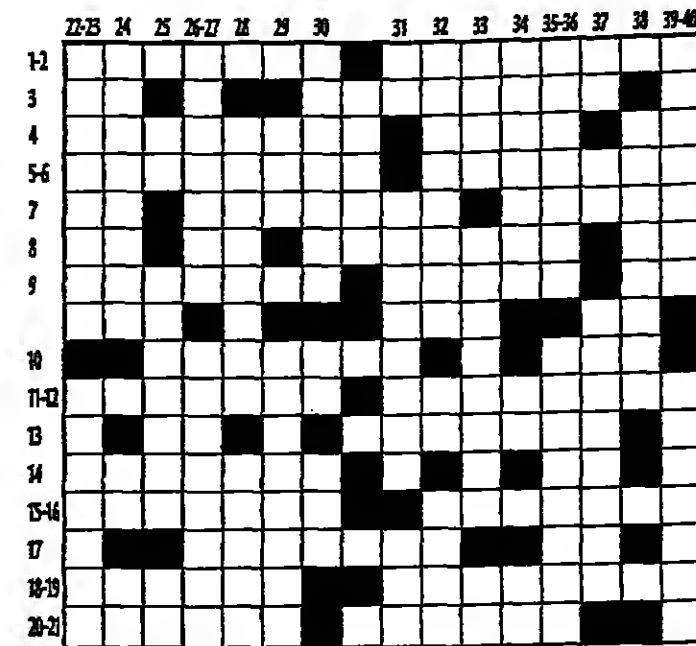
TOURNOI OPEN DE LA BANQUE POPULAIRE SUISSE, Berne, 1994

Blancs : K. Spragett (Canada). Noirs : K. Arachamia (Géorgie). Défense sicilienne.

1. e4	g5	17. f3	g6
2. c3	g6	18. d4	h5
3. d4	g6	19. f3	g6
4. c4	g6	20. d5	g6
5. c3	g6	21. f3	g6
6. f4	g6	22. f3	g6
7. f4	g6	23. f3	g6
8. d5	g6	24. f3	g6
9. d4	g6	25. f3	g6
10. f4	g6	26. f3	g6
11. f4	g6	27. f3	g6
12. f4	g6	28. f3	g6
13. f4	g6	29. f3	g6
14. f4	g6	30. f3	g6
15. f4	g6	31. f3	g6
16. f4	g6	32. f3	g6

NOTES

a) Alors que dans le schéma de Scheveningue on poursuit le plus souvent par 6. f2 ou 6. f4 ou 6. g4, le développement du F-d s'inscrit ici dans la perspective du grand roque préparant l'attaque f4-g4.
b) 7... e5 a ses partisans ; par exemple, 8. c3, c4 ; 9. d2, c4 ; 10. d3, e4 ; 11. d4, f6 ; 12. 0-0, f7 ; 13. c5, 0-0 ; 14. Rb1 (Svidler-Soolov, 1994). A noter que le gain du pion d n'est pas clair après 14. c4, d5 ; 15. d6, d6 ; 16. e5 (ou 16. f3, f4) ; 17. d3, a5 menaçant c4).
c) 10. g4 est souvent joué 10... cxd4 ; 11. fxd4, e5 ; 12. f2 ou 12.



SOLUTION DU N° 855

1. SABOTEUR (BOULTEURS RABOTES REBOUTES). - 2. AISCANCE (ACENSAS). - 3. INECOUTE. - 4. IRISAIT. - 5. EGALANT (AGNELAT GALANTE LANGEAT). - 6. CATINER, carresser (queb). (CRENAIT...). - 7. EQUIPER (REPIQUE). - 8. THEATIN, religieux. - 9. OEILLET. - 10. IONTENS. - 11. INNEES (NENIES SIENNE). - 12. RHESUS (RUSHES). - 13. RIPIERAIT (PERIRAIT PETRIKAI PRIERAIT). - 14. NEONAZI. - 15. ONYXIS. - 16. HAISSE (HASSER). - 17. AUSTERE (SATURER ULTAER). - 18. LEONIN (LIONNE). - 19. ERISTALE (ETALERS...). - 20. ORGANDI (GRONDAL). - 21. UNCINE. - 22. RUERONT (TOURNER). - 23. SETTERS. - 24. SICCATIF. - 25. ROUTEUR. - 26. HOAZIN, oiseau primitif américain. - 27. BEOTIEN (BENOITE BÉTOINE EBONITE). - 28. PYBLITE. - 29. SEXUES. - 30. TONNATES (TATONNES). - 31. RISOTTO. - 32. EPINERAS (PANIERES...). - 33. UTERINS (RUSTINE SUINTER RUTINES INTRUSE). - 34. METHANE. - 35. ADLERON (ALERION ENROLAD). - 36. UNISSONS. - 37. IRAQIEN. - 38. SESTERCE (SECRETES). - 39. SINUSIEN (INSINUES). - 40. ENERVANT (REVENANT VENERANT). - 41. PULSERA (PALEURS PLEURAS). - 42. CINESE (NIECES SCIENSE). - 43. ETIRATES (ARIETTES...). - 44. INCUTIS.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

BRIDGE

Problème n° 1624

TECHNIQUE Russe

Cette manche contrée a été gagnée dans un tournoi à Monte-Carlo par le champion russe Leonid Karetnikoff. Elle montre comment une bonne technique permet de réussir un contrat qui semblait difficile même en regardant les quatre jeux.

♠ 642			
♥ 94			
♦ 853			
♣ DV98			
♠ D7	N	E	R 10983
♥ D8	O	S	AV107532
♦ V9			2
♣ R1076543			
♠ AV5			
♥ R6			
♦ AR107642			
♣ A			

Ann. : S. don. Pers. vuh.

Sud	Ouest	Nord	Est
Leonid	Tardy	André	Tardy
10	passé	passé	20
30	4♠	4♠	4♠
50	contre	passé	passé

Ouest ayant entamé la Dame de Cœur, Est prit avec l'As et contre-attaqua le 10 de Pique. Comment Leonid Karetnikoff a-t-il gagné CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Réponse

Il est peu vraisemblable qu'Est ait contre-attaqué sous le mariage à Pique, et il faut donc mettre l'As en espérant que Ouest ait la Dame ou le Roi sec. Mais, Ouest ayant fourni le 7 de Pique, la situation n'est pas encore désespérée s'il détient un honneur sec. Et c'est probable car, avec cinq Piques par R.D. Est n'aurait pas contre-attaqué le 10 de Pique.

Alors, grâce à un jeu d'élimination, le déclarant est arrivé à onze levées : après avoir fait l'As de Pique, il a tiré le Roi de Cœur, l'As de Trèfle, l'As de Carreau et la Dame de Carreau, puis il a joué le 4 de Pique pour le 8 et... le 5 de sa main. Ouest a pris avec la Dame de Pique sèche, et il n'a eu d'autre ressource que de jouer le Trèfle. S'il joue le Roi de Trèfle, le déclarant coupe, monte au mort grâce au 8 de Carreau pour faire la Dame de Trèfle et défaire son dernier Pique (le Valet). Il n'aurait servi à rien qu'Est se précipite sur le Roi de Pique (quand Leonid a joué le 4 de Pique du mort) car la chute de la Dame de Pique aurait affranchi le Valet de Pique.

SOIXANTIÈME ANNIVERSAIRE

Il y a exactement soixante ans, la France gagnait le championnat d'Europe à Bruxelles. C'était notre première victoire dans cette compétition remportée par les Autrichiens en 1932 et 1933 et les Hongrois en 1934. Le chélem suivant a contribué au succès de la France en 1935. La donne a été distribuée dans le match contre les Hongrois.

♠ A54			
♥ 75			
♦ R103			
♣ ADV86			
♠ R92	N	E	V1086
♥ R98643	O	S	V2
♦ 72			9965
♣ 92			1073
♠ D73			
♥ AD10			
♦ AD84			
♣ R54			

Ann. : S. don. E.-O. vuh.

Sud	Ouest	Nord	Est
Albarin	X...	Nexon	Y...
1 SA	passé	3♠	passé
3♠	passé	4♠	passé
4 SA	passé	5 SA	passé
6 SA	passé	passé	passé

Ouest avait cru bon d'entamer le 7 de Carreau alors qu'on risquait moins de livrer une levée à Trèfle où la couleur de Nord avait été implicitement soutenue. Albarin a pris le 9 de Carreau d'Est avec la Dame de Carreau et a joué les cinq Trèfles du mort. Sur les deux derniers Trèfles, Est a défaussé un Cœur et un Carreau. Comment Albarin a-t-il joué pour gagner ce PETIT CHELEM A SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères

L'enchère de « 3 Piques » était l'acceptation du chelem à Trèfle, tandis que « 4 SA » et « 5 SA » étaient naturelles car le Blackwood, inventé en 1933, n'était pas encore utilisé.

Philippe Brugnol

Le Monde LA DOCUMENTATION DU MONDE SUR MINTEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200.000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

مكتبة من راسل

Quelques clés pour mieux comprendre « Ludwig von B. »

La biographie du musicien allemand, dont s'est inspiré le cinéaste Bernard Rose, garde ses mystères, malgré les découvertes de la musicologie moderne. Qui était, par exemple, l'« immortelle bien-aimée » ?

Le film Ludwig von B. fait pleurer les salles. Comment s'en étonner ? Le destin de Beethoven fut celui d'un héros romantique, frappé au point le plus douloureux par la surdité.

ENFANCE. La légende de Ludwig enfant martyr a fait long feu. Maria Magdalena, sa mère, mourut lorsqu'il n'avait que dix-sept ans, et son père Johann eut le temps avant de disparaître (en 1792, Beethoven avait vingt-deux ans) de tout tenter, y compris d'éventuels châtimens corporels, pour que son fils connût la carrière rémunératrice d'enfant prodige qui avait été celle du jeune Mozart. Alcoolique, Johann ne craignait pas de rajeunir son fils de un ou deux ans pour faire recette. Beethoven adulte fut lui-même dupe de cette falsification.

CARACTÈRE ET COMPORTEMENT. Les colères du musicien, son orgueil d'artiste rétif à toute hiérarchie sont restés légendaires. Jeune, il s'habillait avec beaucoup d'élégance - sa carrière de pianiste virtuose l'y invitait. L'âge et la maladie venant, il négligea son

train de vie comme sa tenue, au point d'aller donner ses leçons de piano en chemise et bonnet de nuit. A Vienne, il changea plusieurs fois de domicile et vécut dans un désordre indescriptible qui fit beaucoup pour sa réputation de « sauterie ». Il entretenait une méfiance maladroite à l'égard de ses servantes, les accusant systématiquement de le voler et mirait les œufs qu'elles lui apportaient pour leur lancer au visage ceux qui lui paraissaient douteux.

SCHINDLER. Violoniste et biographe du grand homme, Anton Felix Schindler est l'une des personnalités les plus énigmatiques qui l'ont fréquenté. Il dit avoir été son ami très proche dès 1814. Mais les documents n'attestent son rôle de secrétaire non rémunéré qu'entre 1822 et mai 1824, date à laquelle Beethoven lui signifi

meffiance et l'éloigna après la ruineuse création de la Neuvième symphonie. A nouveau très proche de Beethoven entre 1826 jusqu'à sa mort le 26 mars 1827, Schindler acquit (ou déroba) des manuscrits et s'appropriait les cahiers de conversation grâce auxquels le musicien sourd communiquait avec ses proches. Schindler les surchargea de notations apocryphes avant de les vendre.

SURDITÉ. Dès 1802 (peu après la composition de la Quatrième sonate dite *Claire de lune*), Beethoven prend conscience que son acuité acoustique est définitivement détériorée. Le 6 octobre, il adresse à ses deux frères cadets, Karl et Johann, une missive désespérée connue sous le nom de « Testament de Heiligenstadt ». Il fait état d'une « infirmité durable » et envisage le suicide. On retrouvera le document dissimulé

dans un tiroir secret après sa mort. Ce n'est qu'en 1822, notamment au cours d'une répétition générale de *Fidelio*, que Beethoven se révéla incapable de diriger sa propre musique. Pour la création de sa Neuvième symphonie, en mai 1824, Beethoven avait annoncé qu'il dirigerait en personne. Mais il se contenta d'indiquer les tempos, se tint auprès du chef Michael Umlauf durant toute l'exécution et n'entendit pas les ovations. Karoline Unger, qui avait chanté la partie d'alto solo, l'obligea à se retourner vers la salle en défilé.

LE NEVEU. Carl Beethoven, de quatre ans plus jeune que Ludwig, épousa Johanna Reiss en 1806. Quand il mourut, en 1815, il confia son fils Karl, alors âgé de neuf ans, à la tutelle conjointe de Ludwig et de Johanna. Le premier reporta sur son neveu tout l'amour

qu'il n'avait pas su extérioriser avec les femmes et entreprit d'en faire le pianiste virtuose qu'il n'était plus, en raison de sa surdité. Parallèlement, il lança des accusations ordurières sur la vie privée de sa belle-sœur et entreprit une action en justice pour s'octroyer la garde exclusive de l'enfant. Il eut gain de cause, mais Karl resta attaché à sa mère et ne fut pas le grand pianiste que son oncle avait espéré.

L'IMMORTELLE BIEN-AIMÉE. Insoluble énigme. Au nombre des photos et des documents que Beethoven avait voulu garder secrets, on retrouva après sa mort une longue lettre rédigée en 1812 et destinée « à mon ange », « mon immortelle bien-aimée ». Le contenu laisse entendre que la destinataire lui rendait son amour bien qu'il soit désormais à peu près avéré que le musicien n'eut jamais de relation aboutie avec une femme. L'identité de « l'immortelle » restera sans doute à jamais un sujet de dissension entre les biographes. Les noms avancés avec le moins de légèreté sont celui de Giulietta Guicciardi (mais Beethoven ne l'avait plus revue après 1803), d'Antonia Brentano (Beethoven était pourtant sincèrement attaché à son mari), de Marie Erdödy (femme à la vie très libre mais qui continua de correspondre avec Beethoven jusqu'en 1817) et de Joséphine Brunsvik-Deym (thèse qui n'a toujours pas été réfutée à ce jour). Il semble que personne n'ait sérieusement pensé à la solution romanesque défendue dans le film *Ludwig von B.*

Anne Rey

★ Sources : Dictionnaire Beethoven de Barry Cooper (Lattès) et Ludwig van Beethoven de Jean et Brigitte Massin (Fayard).

Florence de Changy

Un film sur les Maoris secoue la société néo-zélandaise

SYDNEY

correspondance
L'image traditionnelle de la Nouvelle-Zélande - montagnes aux pics enneigés, lacs transparents bordés de forêts - ne dure que quelques secondes. Le cliché touristique n'était qu'une affiche publicitaire installée au bord d'un périphérique et la caméra se tourne rapidement vers des aspects moins verdoyants : le gris du béton, le noir et le rouge des tags sous les ponts d'autoroute, le brun de la peau des Maoris, dans cette banlieue pauvre et sale d'Auckland, principale ville de l'île du Nord.

Ainsi commence *Once Were Warriors* (« Autrefois des guerriers »), premier long métrage du réalisateur Lee Tamahori et de la productrice Robin Scholes, véritable événement en Nouvelle-Zélande. Le nombre d'entrées a dépassé celui de *Jurassic Park*, et battu le record historique du box-office néo-zélandais. Le film, consacré à la triste situation des Maoris dans la société néo-zélandaise, a suscité une prise de conscience collective des problèmes sociaux nationaux.

Dans ce quartier pourri d'Auckland vit Beth (Rena Owen), une « superbe femme », comme dit son « homme » dans l'un des rares moments de tendresse du film. Elle est maorie, mère de cinq enfants ; de sa noble ascendance tribale, elle conserve l'obsession de l'honneur et le regard lointain. Lui, descendant d'une lignée d'esclaves, vient de perdre son travail.

Le chômage, « qui ne lui rapporte que 17 dollars de moins », l'emmène au pub où sa force fait de lui un prince local respecté. Quand il tape, alcool aidant, Jake tape très fort. Au pub et à la maison, où il lui arrive de se déchaîner sauvagement contre sa femme. Et pourtant ils s'aiment... On le comprend vite : les polins ont toujours le dernier mot, en particulier quand les femmes refusent de « garder la bouche fermée et les jombes ouvertes », comme on le leur a appris.

■ UN IMMENSE DÉFI

A quel point alors se raccrocher les cinq enfants du couple dans cet univers ? Aux histoires que Grace, la belle adolescente de la famille, écrit dans son cahier et raconte aux petits sous l'arbre auquel elle confiera sa mort, ou aux services sociaux où l'on apprend aux jeunes Maoris délinquants danses et chants traditionnels... Autant de tentatives plus ou moins concluantes, qui montrent qu'aucun remède miracle n'existe en dehors d'une volonté de refuser l'acceptation.

« Le film était un immense défi, parce qu'il traitait d'un sujet que personne ne souhaitait voir aborder », estime le réalisateur, métis maori, qui n'avait jusqu'alors réalisé que des films publicitaires et des séries télévisées. Le roman dont il s'est inspiré avait déjà remporté un immense succès lors de sa publication en 1990. Vendu à

plus de 30 000 exemplaires, dans un pays où un tirage de 3 000 est considéré comme honorable, *Once Were Warriors* avait valu à son auteur bien des reproches. Récemment, Alan Duff, écrivain maori connu pour son franc-parler et ses positions militantes, disait, dans un grand quotidien australien : « Nous étions et sommes des guerriers. Personne n'a le moindre respect pour un homme, une femme, une race qui n'a plus sa fertilité. Mieux vaut être mort. »

Pourtant, il apparaît qu'au lieu de « nuire à l'identité nationale » le film a les effets d'une véritable catharsis sur la société néo-zélandaise. Divers services d'assistance téléphonique spécialisés, tant pour les alcooliques que pour les victimes de la violence domes-

tique, sont débordés. « La violence dans *Warriors* n'est pas gratuite : le film montre qu'elle n'aboutit jamais à rien de positif », dit Rena Owen. Le seul thème propre aux Maoris est l'« identité culturelle ». Tous les autres problèmes soulevés (alcoolisme, abus sexuel, violence) existent dans toutes les sociétés. « C'est sans doute ce qui explique le succès du film outre-mer. Récompensé par une vingtaine de prix dans divers festivals autour du monde (Rotterdam, Sundance, Venise, Montréal), *Once Were Warriors* est déjà vendu à quarante-cinq pays (sortie en février aux États-Unis, au Canada et en Angleterre) et devrait arriver sur les écrans français l'été prochain. »

THÉÂTRE

■ Pierre Médecin, directeur de l'Opéra-Comique, a été élu, mardi 7 mars, président du nouveau Conseil national de la scénographie, qui tenait sa première séance. Cette instance a été créée par le ministère de la culture et de la francophonie « pour promouvoir la sécurité dans le domaine du spectacle vivant ». Elle publiera prochainement un rapport consignant toutes les mesures à observer en matière de sécurité dans les théâtres et étudiera la formation des professionnels concernés. Ce conseil a été créé à la suite de l'accident mortel survenu à Séville en 1992, lors de la tournée de l'Opéra de Paris. Il pourra solliciter le concours des administrations concernées par les problèmes de sécurité (culture, intérieur, travail et santé).

■ Le metteur en scène, acteur et auteur Roger Planchon lira, le samedi 25 mars à 17 heures, au Théâtre du Vieux-Colombier, la nouvelle version de sa pièce *Le Cochon noir*, qui avait été créée par Jean Bousle, Dominique Labouriet, Roger Bim et Isabelle Sadoyan en 1973, au TNP de Villeurbanne. Entrée libre sur réservation : 44-39-87-15.

■ L'Espace Pierre Dac, nouveau centre culturel municipal de Châlons-sur-Marne, sera inauguré le 16 mars. Œuvre de l'architecte Joël Godfroy, il abrite deux salles de spectacles de 660 places et 200 places, qui s'ouvriront au théâtre, à la danse et à la musique. Premiers spectacles : *La Famille Fenouillard*, d'après Christophe, mise en scène de Laurent Pelly (21 mars), concert de l'Orchestre de chambre de Champagne (25 mars), *La Chute d'A*, de Dürrenmatt, par la Compagnie Turbulence (28 mars), et *Ulysse à l'envers*, de Wladyslaw Znorok (5 avril). Renseignements, tél. : 26-69-50-99.

■ Le numéro 122 (mars-avril 1995) de la revue bimestrielle « Théâtre/Public », éditée par le Théâtre de Gennevilliers, vient de paraître. Il est entièrement consacré au metteur en scène Matthias Langhoff, né à Zurich en 1941 de parents allemands en exil, et plus particulièrement à ses deux derniers spectacles, *Les Trois Sœurs*, de Tchekhov, et *Philochète*, de Heiner Müller (74 p., 60 F).

■ Le prix Cyril Collard a été attribué le 6 mars à Christine Carrière pour *Rosine*. Créé par Arte après la mort du réalisateur des *Nuits fauves*, ce prix récompense l'auteur d'un premier film. D'un montant de 200 000 francs, il est destiné à aider un jeune cinéaste à poursuivre sa carrière.

■ La nouvelle commission d'avances sur recettes, en fonction pour 1995, est présidée par l'auteur et metteur en scène de théâtre Jérôme Deschamps. Nommée par le ministre de la culture, cette commission attribue des aides (remboursables en cas de succès) aux projets de film et, à l'occasion, à des films déjà tournés. Jusqu'à présent composée de deux sous-commissions, l'une s'occupant des premiers films (sous la responsabilité du producteur Philippe Carasso), l'autre, dirigée par Denis Chateau, de tous les autres projets, l'avance est désormais dotée d'un troisième collègue, qui attribuera les aides aux films terminés mais qui connaissent des difficultés à boucler leur budget.

ARTS

■ Le Salon des artistes décorateurs (SAD), qui se tient habituellement au Grand Palais, se tiendra cet année à Beyrouth du 27 mai au 11 juin. Soutenu, notamment, par l'Association française d'action artistique (AFAA) et l'Institut du monde arabe, il devrait recevoir sur près de 10 000 mètres carrés 350 créateurs (architecture intérieure, design, luminaire, graphisme, mobilier urbain, signalétique, jardin) au centre de la ville ravagée par quinze ans de guerre civile. La reconstruction de la ville et l'espoir de signer des marchés pour toute une série de professions liées à l'immobilier n'est, bien sûr, pas étrangère à la tenu du SAD dans cette capitale du Proche-Orient.

THEATRE DE LA
L'Atelier
Cornille de
Brigitte Jaques

COMMUNE
PANDORA

Suréna création
de Pierre Cornille, mise
en scène Brigitte Jaques
du mardi au samedi
à 20h30, mercredi à 19h,
dimanche à 17h.

Entretiens avec
Pierre Cornille reprise
portrait de l'artiste d'après
ses écrits sur le théâtre, mise
en scène Brigitte Jaques
vendredi et samedi à
18h30, dimanche à 15h.

Billets
couplets
vendredi
samedi et
dimanche
(au 60 F 1995)

deux spectacles
10 mars au 15 avril

48 34 67 67 48 33 16 16 à Aubervilliers

ECOUTEZ VRI

BIENVENUE EN ITALIE

SERVICE POLYGLOTTE SUR TOUT LE TERRITOIRE NATIONAL
24 HEURES SUR 24 PENDANT TOUTE L'ANNEE

SECOURS ROUTIER
INFORMATIONS ET
ASSISTANCE TOURISTIQUES

ASSISTANCE EN CAS D'URGENCE

116

NOUS PRENONS SOIN DE VOUS

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO MINISTRI FRANGIMENTON TURISMO

CLASSIQUE

LUDWIG VAN BEETHOVEN
Les Créatures de Prométhée
Orchestre de chambre d'Europe,
Nikolaus Harnoncourt (direction).

PROMÉTHÉE, un héros à la mesure d'un musicien qui voulait changer la face du monde ! Beethoven n'a que trente ans lorsqu'il répond, pour l'Opéra de Vienne, à la commande du maître de ballets Salvatore Viganò et compose sa première musique de scène : dix-huit numéros qui, s'ils ne se conforment pas tout à fait (c'est un euphémisme) à l'esthétique des danses échaînées, louchent vers le grand oratorio sacré dont le modèle est alors la Création de Haydn. De ces Créatures, seule est souvent jouée l'ouverture, page à l'armature solide et au brio affirmé qui place déjà Beethoven au rang des grands symbolistes tentés par l'opéra. Tout n'est pas aussi imposant dans la suite mais tout est empreint d'un sens exceptionnel de l'harmonie et du timbre descriptifs : Orphée, son violoncelle, sa harpe et ses flûtes ; l'adagio (n° 10) où s'épanche le cor de basset. Le finale fait entendre le thème de celui de la Symphonie héroïque, déjà avec sa modulation brutale, si peu académique.

Harnoncourt a mis tout le respect dû au grand sourd pour faire de cette reconstitution d'une partition négligée la preuve qu'un génie précoce se demandait qu'à s'épanouir. Le fait est : on entend là-dedans un pré-écho des chefs-d'œuvre qui allaient suivre, et cela jusqu'à la Neuvième Symphonie. Exécution enchantée. A. Ry.

★ 1 CD Teldec 4509-90876-2.

LUDWIG SPOHR
Nœtze op. 31.
Octave op. 32.
Octave de Berlin.

NÉES EN SANDWICH entre le Septuor de Beethoven et l'Octave de Schubert, ces deux curiosités ramènent au-devant de la scène un violoniste virtuose connu par le tonnerre de concertos qu'il a dédiés à son instrument, méconnu pour les deux quasi-chefs d'œuvre que voici. Flûte, hautbois, clarinette, cor, basson, quatuor à cordes (avec un violon et une contrebasse), le Nœtze ose des alliances de timbres délicieusement champêtres. L'Octave pour clarinette, deux cors, violon, deux altos, violoncelle et contrebasse sonne encore plus bizarre. Verve mélodique incroyable, invention décaplée dans les scherzos, violon toujours sur la brèche, évidemment. Fondé dans la seule intention d'enregistrer une version de référence de l'Octave de Schubert - ce qui

La pianiste Marcelle Meyer joue Bach et Mozart

EMI réédite des introuvables de l'interprète morte en 1958

QUE SAURIONS-NOUS aujourd'hui de l'art de Marcelle Meyer (1897-1958), si les Discophiles français n'avaient eu l'idée de lui confier, dès la fin des années 40, l'enregistrement de grands cycles de la littérature pour clavier des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles ? Cet éditeur, et c'était sa noblesse, demandait, à la même époque, une intégrale des sonates de Beethoven et un grand cycle Schumann à Yves Nat, qu'un trac effroyable tenait loin des salles de concert depuis des années.

EMI ayant racheté le catalogue des Discophiles français, c'est sous cette étiquette que les enregistrements de Marcelle Meyer sont réédités depuis une dizaine d'années dans la série des « Introuvables ».

MOMENT DE JOUissance

Après un premier volume consacré au répertoire des XIX^e et XX^e siècles (Chabrier, Poulenc, Ravel, Debussy, Stravinsky, Richard Strauss, Milhaud, Albeniz et Falla : 6 CD EMI 767 4052) et un second à la musique de clavecin (Rameau, Couperin et Scarlatti, que quelques interprétations de la musique pour piano de Rossini ne dépassaient pas : 4 CD 568 0922), la branche française de la maison de disques britannique réunit aujourd'hui les œuvres de Bach et de Mozart enregistrées par la pianiste entre 1946 et 1953, à Paris, Salle Adyar... et introuvables depuis trente ans.

fut fait - l'Octave berlinoise a jugé Spohr digne des mêmes soins. Hosanna ! A. Ry.

★ 1 CD Berlin Classics 00901 228C. Distribué par Wotme Music.

ROBERT SCHUMANN
Fantasie. Scènes d'enfants.
Phantasies op. 111.
Jean-Claude Penetier (piano).

TÉMOIGNAGE AMOUREUX de Robert Schumann à sa bien aimée Clara que la Fantaisie ? Acte d'amour, en vérité. C'est ainsi que Jean-Claude Penetier la fait entendre, improvisation toujours en péril de vitalité, et puis embrasée de nouveaux feux au moment de décroître, œuvre dont on imagine à l'aise qu'elle fut composée sous l'inspiration de la drogue ou d'un pulsant anesthésiant, dérive pianistique si actuelle par ses coups de blues et ses excès d'adrénaline qu'on a du mal à la dater. Des Scènes d'enfants, l'interprète fait surgir des voix « subliminales », libère les sourds échos terrifiants. L'opus 111 est bercé par une grande dépression automnale. Jean-Claude Penetier - après Yves Nat - est un pianiste qui accepte de se retrouver sur le fil, suffisamment maître de son instrument pour être libre de son inconscient, sans les accidents techniques du papa. Sur un piano zingueur (un Steinway, paraît-il gâché par son accordeur, mais qui a repris, depuis, de la vigueur sous de meilleures mains), le plus accompli de nos pianistes signe ici l'un des plus beaux enregistrements schumanniens de tous les temps. Le disque est dédié à Catherine Collard, ce qui veut tout dire. A. Ry.

★ 1 CD Lyrita 138. Distribué par Wotme Music.

JAZZ

LIZ MCCOMB
« Live »

POUR QUI SE DÉTACHERAIT un instant des subtilités métaphoriques, comme on fait un pas de côté, l'annonce de Liz McComb « live », vivante, y compris sur ses affiches de music-hall, à quelque chose de troublant. Il est vrai que la chanteuse qui s'est imposée dans un registre que l'on croyait plus ou moins éteint, le gospel song, a quelque chose de particulièrement vivant. Elle ajoute à la « présence » une vitalité et une façon d'habiter les mots et les rythmes qui déplacent discrètement le genre en le respectant. On peut à cet égard en juger, par comparaison, avec les quatuorzes historiques d'entre les deux guerres, les Norfolk Jubilee, Mitchell's Christian Singers et autres Alphabetical Four (Gospel), « Gospel quartets » : 2 CD FA 026.

D'un autre côté, vu le destin de pas mal de spectacles de gospel, réservés en grande part au public de Philippe de Villiers (il y a là des scènes de genre irrésistibles où la plume et la fémurité composent, dans le psychisme des spectateurs, un brouet tonique dont on ne peut s'empêcher de lire, sur un sismographe mental, l'analyse freudienne), vu la valeur d'usage du gospel aujourd'hui, vu l'enthousiasme (c'est le mot) qu'il suscite chez les Duquesnoy de France et de Vendée, on se dit qu'il n'est pas mauvais que ce soit la vraie « vie » de Liz McComb, chanteuse de tempérament et de répertoire éminemment respectable, que l'on rappelle à juste titre. E. M.

★ 1 CD Columbia 478 008-2.

après leur triomphe de la saison dernière
DU 14 MARS AU 2 AVRIL 20H30
LA FRAMBOISE FRIVOLE
Allegro con furore
duo classique pour lire
A. AUDIEN (CHATELAIN DES HAUTES)
Forum des Halles, 5 place St Eustache Paris 1 - LOC 42 74 22 77

Du 7 mars au 9 avril 1995
Kleist
Amphitryon
Paradis verrouillé
Stéphane BRAUNSCHWEIG
47 42 67 27
ATHÉNÉE
EGOUTEZ VOTRE

MUSIQUE DU MONDE

MARIO CANONGE,
RALPH TAMAR
Hommage à Marius Cultier

MARIUS CULTIER a laissé des traces profondes dans la musique des Antilles françaises. Musicien créateur d'un jazz balancé et gracieux, il fut aussi un auteur-compositeur qui savait rassembler par le charme. Ralph Tamar, ex-chanteur de Malawi, et Mario Canonge, pianiste adepte des mélanges caribéens, se sont entourés des frères Fanfant (Thierry à la basse, Jean-Philippe à la batterie) et d'une section d'instruments à vent pour réinterpréter les chansons de Marius Cultier, qu'ils ont agrémentées de quelques-unes de leurs compositions.

Canonge maintient la ligne directrice, élégante et légère, et Ralph Tamar est plus crooner que jamais. Juste un peu trop absent. V. Mo.

★ 1 CD Délic 09702-2. Distribué par Mélodie.

CELIA CRUZ
Unrepeatable

EXPLOSION LATINE. Avec son sourire ouvert comme un cœur en joie, ses bijoux portés en cascade d'or, son chignon roulé façon majorette, ses robes moulantes ornées de paillettes et de strass, Celia Cruz, la grande dame de la salsa, n'a plus rien à prouver à personne. Mais elle retourne en studio d'enregistrement, « à chaque fois avec une pincée de nerfs », en me demandant qu'on n'en aura fini », dit-elle, en se félicitant cette fois d'avoir travaillé avec un jeune producteur « exigeant et hypermoderne », Willy Chirino, et admirateur de longue date.

Irrepressible (ou Unrepeatable), selon que Celia Cruz opte pour ses racines cubaines ou pour ses amours américanisées, est parfait dans son genre : le style « salsa pura », encore épargné par la technicité abusive qui maltraite tant le style, et qui plaît aux jeunes.

Celia Cruz, comme le Vénézuélien Oscar D'Leon, avec qui elle vient de donner des concerts en France, est partie en guerre contre les abus du synthétiseur qui étouffent la spontanéité, le désir de la danse. Une fois seulement, Celia Cruz et son producteur en feront usage dans cet album, le temps d'une incroyable reprise de *Drume Negrita*, où la chanteuse régit de toute sa force ténue, rageuse et généreuse. V. Mo.

★ 1 CD EMI 1537 523819-2. Distribué par Polygram.

★ 1 CD Bellaphon 66058054.

CLASSIQUE

ECHO VIDÉO publie quelques grands opéras en vidéo, après PolyGram (Le Monde du 25 février). Les cinq premières cassettes sont Otello (avec Placido Domingo, Kiri Te Kanawa et Sergel Leifuradur, direction Georg Solti) et *Siffello* de Verdi (avec José Carreras et Catherine Malfitano, direction Edward Downes), *Salomé* de Richard Strauss (avec Maria Ewing, Michael Devlin et Kenneth Riegel, direction Edward Downes), *Mitridate Re di Ponto* de Mozart (avec Bruce Ford, Jochen Kowalski, Luba « Orgonossowa » et Ann Murray, direction Paul Daniel) et *Roméo et Juliette* de Gounod (avec Roberto Alagna et Leonina Vaduva, direction Charles Mackerras). Ces productions ont été filmées au Royal Opera House de Covent Garden. Un regret : l'orchestre du Capitole de Toulouse et Michel Plasson étaient à tout point de vue supérieurs à leurs homologues britanniques dans l'opéra de Gounod, filmé à Londres lors de la reprise de cette coproduction franco-britannique. 25F environ chaque cassette.

HISTORIQUE, l'interprétation par Tatiana Petrovna Nikolaeva du *Premier Concerto* de Tchaïkovski ! Elle a été enregistrée, à Leipzig, en 1959, neuf ans après le triomphe de la pianiste russe au Concours Bach qui avait été organisé pour le bicentenaire de la

mort du compositeur. A trente-cinq ans, Nikolaeva déployait un jeu d'une concentration, d'une variété d'attaques, d'une fraîcheur si rares dans ce répertoire que ce disque est à réécouter. Son « pianisme » somptueux trouve un écho approprié dans l'accompagnement que lui donne Kurt Masur (33 ans, à l'époque) et le Gewandhaus. La prise de son est globale et régit un peu trop le piano au second plan. 1 CD Berlin Classics « Documents » BC 2134-2. 90F environ.

JAZZ

« L'AMOUR, QUELQUES INSTANTS CHAVIRÉS », a été enregistré en public en juin 1994 au cours de dix soirées aux Instants chavirés, le club de Montreuil qui depuis ses débuts, en 1991, se consacre aux instrumentistes novateurs des musiques écrites et improvisées. Sont ainsi réunis autour de « l'amour » comme thème d'inspiration, le Unit du guitariste Noël Akchoté, la formation Kartet, le tromboniste Thierry Madiot en solo, le Groove Gang du saxophoniste Julien Lourau et le quartette du saxophoniste François Corneloup. En grand frère précurseur, le tromboniste Yves Robert avec son quartette ouvre ces réjouissances et inventives variations qui combinent le jazz, la musique contemporaine, le funk ou la

CHANSON

NILOCK
Les Échappés

VOSGIEN, Nilock est allé visiter New York. « chondelles en inox, des boules de cristal, à l'est des plages, nées d'anthropophages », l'Amérique ou Paris, avec le souci persistant de l'environnement urbain. Ainsi les chansons de cet auteur-compositeur de trente ans sont-elles remplies d'objets : des caisses à poignées amovibles, des transistors, un pot de peinture jaune et vert, des néons, des violoncelles. Sur cette poésie particulière, Nilock (chant, piano, synthétiseurs, programmation) a planté des mélodies plutôt mordantes, malgré leurs apparences déliées, des notes de piano égrenées au vent, des envolées d'harmonica diatonique, introductions à l'orgue d'église... Joseph Racaille, par ailleurs inspirateur d'opéra, a dirigé la section des cuivres. Nilock a de la nostalgie à revendre, mais c'est en avant qu'il regarde, par exigence de lucidité. V. Mo.

★ 1 CD Tristar Music TSR 477 652-2.

ROCK

ANNIE LENNOX
Medusa

SECOND ALBUM du duo d'Annie Lennox - ex-égérie androgyne du duo Eurythmics - Medusa, n'est pourtant pas tout à fait le digne successeur de *Diva*, succès paru en 1992. Délaissant ses attributs d'auteur-compositeur, Annie Lennox n'est ici que l'interprète de quelques-unes de ses chansons favorites, pour un de ces disques de reprises, qui ressemblent souvent à un aveu d'impuissance. Le même thin chic synthétique habille dix titres choisis dans les répertoires rock, rhythm and blues et reggae. Un travail sans faille, ni aspérité. Cette relative discrétion instrumentale préserve l'espace nécessaire au chant de la vedette. Depuis l'album d'Eurythmics, *Be Yourself Tonight*, on la sait capable de belles inflexions soul. Des reprises d'Al Green et des Temptations le confirment. Mais ce luxe aseptisé dessert aussi l'émotion. *Don't Let It Bring You Down*, frémissante mélodie de Neil Young, ou *Train In Vain*, truculente chanson de Clash souffrent ainsi d'un traitement trop lisse. On sera gré à la chanteuse de remettre à jour le *Downtown Lights of Blue Nile*, duo responsable en 1989 d'un album - *Hals* - scandalieusement ignoré, même si l'ordinaire avait plus de grâce et de légèreté. S. D.

★ 1 CD RCA 743 2125 717-2.

chanson. 1 CD Deux 2 ZZ 84117. Distribué par Harmonia Mundi.

MUSIQUE DU MONDE

MINHA HISTORIA (« mon histoire ») offre un résumé en quatorze succès, en général choisis judicieusement, de la carrière de quelques-unes des grandes voix de la chanson brésilienne. Compilés par la filiale brésilienne du groupe PolyGram, les titres choisis ont des provenances diverses (concerts, télévisions, originaux), sans qu'aucune explication ne soit fournie sur le sujet par un livret indigent. Caetano Veloso, Elis Regina, Jo-ao Bosco, Tom Jobim (bien dosé, avec une belle version de *Passarim*) ou Gal Costa méritent meilleur traitement. 10 CD Verve/World, vendus séparément. Distribué par PolyGram.

MUSIQUES DU MOYEN AGE

11 mars 20h30 - 12 mars 19h30
Musée National du Moyen Age
Tours - 37000 - 02 47 80 74 40
« le chemin du miracle »
Festivals de Claude-Henry Jobert
Chœur de Gaudin de Coligny (177-1298)
ensemble Alla francesca
avec soutien de la Fondation d'art contemporain France Telecom.

مركز من راصيل

Quartette d'exception à Bordeaux

Christian Vander, Jannick Top, Benoit Wideman et Didier Lockwood sont réunis pour un concert unique à Talence



groupe s'arrête pour devenir mythique. Rage électrique et rythmique implacable, combinaison magique de quatre hommes, Fusion se reforme à l'occasion des dix ans de l'association Musiques de nuit, très active dans la région bordelaise et des vingt ans de la compagnie discographique indépendante JMS. Le concert, qui est annoncé comme le seul que devrait donner Fusion avant longtemps, sera précédé par le Special Trio de Denis Gouzil et par Uppsala. **Espace Médoquine à Talence-Bordeaux, 224, cour du Maréchal-Gellien. 20 h 30, le 11 mars. Tél. : Musiques de nuit, 56-28-57-14. 100 F et 120 F le soir du concert.**

UNE SOIRÉE A PARIS

Taj Mahal
Tout comme son compère Ry Cooder, le guitariste géant (il mesure 2 mètres), Taj Mahal a su réinventer les stéréotypes du blues en s'inspirant aussi bien à ses aspects les plus traditionnels qu'à ses correspondances avec d'autres musiques du monde et d'Afrique en particulier. **New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries. M^o Châteauneuf. 20 h 30, les 10 et 11 mars. Tél. : 45-23-51-41. Location Fnac. De 110 F (location) à 130 F (sur place).**
Steel Pulse, Pat Banton, Daddy Yod, Raggasonic
Joli plateau reggae présenté par le magazine Rock Sound à l'occasion de son premier festival. Avant la prestation des rastes engagés de Steel Pulse, le 22nd se transformera en piste de danse au son du reggae pop de Pat Banton, et de la version antillaise de Raggasonic et Daddy Yod. **Zénith, 21, avenue des Jaurès (M^o Porte-de-Pantin). 20 heures, le 10. Tél. : 42-05-60-00. Location Fnac. 150 F.**
Brigitte Jaques
Brigitte Jaques présente à la Communauté d'Aubervilliers un Atelier Cornielle. Avec la reprise des Entretenues avec Pierre Cornielle, portrait de l'artiste d'après ses écrits sur le théâtre (qu'elle avait déjà présentés en 1992) et la création de *Surénia*, l'ultime

pièce de Cornielle. Brigitte Jaques avait connu un grand succès avec *La Place Royale*, qui, elle, est la première pièce de Cornielle. **Théâtre de la Communauté, 2, rue Edouard-Roisin, 93 Aubervilliers. Tél. : 48-34-67-67. Surénia se donne du mardi au samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 heures ; le dimanche à 17 heures. Les Entretenues avec Pierre Cornielle se jouent les vendredis et samedis à 18 h 30 ; le dimanche à 15 heures. Surénia : de 70 F à 120 F. Entretenues : de 60 F à 90 F. Les deux spectacles : 100 F et 150 F. Du 10 mars au 15 avril.**
Orchestre des Concerts Lamoureux
Placé sous le signe du concerto, ce programme des Concerts Lamoureux devrait attirer du public à Gaveau. Sous la direction de son nouveau patron, le Japonais Yutaka Sado, cette formation, 555^e effectif fait une remarquable rentrée. **Liberté : Concerto pour flûte et orchestre KV 314, Mendelssohn : Concerto pour piano et orchestre op. 25. Shigenori Kudo (flûte), Ludmil Angelov (piano), Orchestre des Concerts Lamoureux, Yutaka Sado (direction). Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, 8^e. M^o Miromesnil. 19 h 45, le 11 mars. Tél. : 49-53-85-07. Location Fnac. De 60 F à 90 F.**

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une sélection des exclusivités et des reprises

NOUVEAUX FILMS

L'APPAT
Film français de Bertrand Tavernier, avec Marie Gillain, Olivier Sarr, Bruno Putzulu, Richard Berry, Philippe Dumas, Marie Ravel (1 h 55).
Intéressant : 12 ans.
Rex, docteur, 3^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, handicaps, docteur, 3^e (43-25-69-23) ; 14-Juillet Odéon, docteur, 3^e (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77) ; 36-65-70-43) ; UGC Montparnasse, docteur, 6^e (36-65-70-14) ; Blanche-Majestic, docteur, 9^e (36-68-48-56) ; Gaumont Marignan-Concorde, docteur, 9^e (36-68-75-85) ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Passages, docteur, 9^e (43-87-35-43) ; 36-65-71-88) ; UGC Opéra, docteur, 9^e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, docteur, 1^{er} (43-57-90-81) ; 36-68-69-27) ; UGC Lyon Bastille, docteur, 12^e (36-68-62-83) ; UGC Gobelin, handicaps, 13^e (36-68-22-27) ; Mistril, docteur, 14^e (36-65-70-41) ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, docteur, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Convention, docteur, 16^e (36-68-29-31) ; Majestic Passy, docteur, 16^e (36-68-48-56) ; UGC Majolot, handicaps, docteur, 17^e (36-68-31-38) ; Pathé Wexler, handicaps, docteur, 18^e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, THX, docteur, 20^e (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

L'EMIGRÉ
Film égyptien de Youssef Chahine, avec Yousra, Michel Piccoli, Mahmoud Hani, Khaled El Nabawi, Sofia El Emay (2 h 08).
VO : Gaumont les Halles, handicaps, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, docteur, 2^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Publics Saint-Germain, 6^e (36-68-75-55) ; La Pagode, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 1^{er} (43-57-90-81) ; 36-68-69-27) ; Gaumont Montparnasse, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10).

ALG, ALG
Film français de Jean-Luc Godard, avec Geneviève Pasquier, Denis Jacot, Brigitte

RÉGIONS

Une sélection musicale, danse, théâtre, art et cinéma en région

CLASSIQUE

CABN
King Arthur. Jonathan Best, Véro-nique Gens, Claron McFadden, Mark Padmore, Iain Paton, Sandrine Plau, Pétzert Seimann, Susanna Waters, chœur et orchestre les Arts Florissants, William Christie (direction), Graham Vick (mise en scène), Ron Howell (chorégraphie). **Théâtre, 125, boulevard du Maréchal-Lederc. 19 h 30, le 11. Tél. : 31-30-76-20. De 100 F à 250 F.**
ROUEN
Opéra de quatuor. Jean-Claude Weil : *Opéra de quatuor*, Jean-Claude Leguay (Fich), Daniel Martin (Mucchi), Philippe Fresun (M. Paschum), Coco Felgouret (M^o Paschum), Isabelle Maïn (Pol-ly), Mona Hefter (Jenny), Jean-Louis Chautemps (direction), Charles Torjman (mise en scène), Caroline Marcadé (chorégraphie). **Théâtre des Arts, 22, place de la Bourse. 20 h 30, les 14, 15, 16, 17 et 18. 15 heures, le 19. Tél. : 35-98-50-98. De 100 F à 225 F. 21 mars à Dunkerque, au Bateau Fau. Du 25 au 25 mars à Corbeil, au Théâtre du Camargue. Le 28 mars au Casino d'Aras, à 20 h 30.**
TOULOUSE
La Bohème de Puccini. Léontina Vaduna, Marie-Paule Doti (Mimi), Roberto Alagna, Tito Barban (Rodolfo), Jonathan Summers, Marc Barraud (Marcel), Giorgio Surian (Colline), Peter Sidhom, Desmond Byrne (Schaunard), Chœur et Orchestre national du Capitole, Donato Renzetti (direction), Nicolas Joël (mise en scène). **Théâtre du Capitole, place du Capitole, 37-Toulouse. 20 h 30, les 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mars et 1^{er} avril. Tél. : 61-22-80-22. 110 F.**

STRASBOURG
Rigoletto. Verdi : *Rigoletto*, René Massis (Rigoletto), Gene Brillon (Gilda), Jean-Pierre Furlan (duc de Mantoue), Martin Kozubek (Spar-taco), Martine Olmeda (Madeline), René Schirmer (Montreton), Chœur de l'Opéra du Rhin, Orchestre symphonique de Mulhouse, Claude Schnitzler (direction), Tobias Richter (mise en scène), Stéphane Imbart (chorégraphie). **Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie. 20 heures, les 13, 15 et 17. 15 heures, le 19. Tél. : 88-75-49-23. De 45 F à 270 F.**
Théâtre de la Seine, à Mulhouse, les 28 et 30 mars, à 20 heures et au Théâtre municipal de Colmar, le 4 avril, à 20 heures.
Margaret Price
Schumann : *Mythen, extrêmes, Frauenliebe und Leben, Liederkreis, Liederkreis (op. 48)*, Thomas Dewey (piano). **Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie. 20 heures, les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mars et 1^{er} avril. De 30 F à 170 F.**

JAZZ

CABN
Nuit de jazz. Hommage à Django Reinhardt, le quartet de percussion Pappas, le trio Rouzeau-Morillon-Vignot et Michel Mame, la chanteuse Betty Carter. Final musical, danse et acrobaties avec Les Quasi-Mo-daux. **Théâtre de Caen, le 16, à partir de 19 h 30. Tél. : 31-30-76-20. De 40 F à 90 F.**

CHAMBERY

Italian Instabile Orchestra
Les meilleurs solistes-compositeurs italiens réunis dans un big band remuant. **Espace Malraux, carré Curial, le 17, 20 h 30. Tél. : 79-25-53-43. 80 F et 105 F.**
GRENOBLE
Jazz Festival de Jazz. Avec le trio Galliano/Humal/Denny-Clark à Bourgoin-Jallieu (le 14), le duo Solal/Lockwood à Meylan (le 15), l'italien instabile Orchestra à Echirrolu (le 16), André Coccarelli Trio à Grenoble et La Velle à Sassenage (le 18), Tendre Azur Quartet à Saint-Martin-d'Hères (le 20) et au Cargo de Grenoble, les Zawinul (le 21), James Blood Ulmer et Bill Frisell (le 22), McCoy Tyner (le 23), Helen Merrill/Kary Pascoe (le 24), Ray Barretto (le 25). **Grenoble Jazz Festival, 6, rue Hector-Berlioz. Du 14 mars au 25 mars, De 50 F à 150 F. Tickets concert gratuits sur la région. Tél. : 76-25-05-45.**

LYON

Francis Ruelin Trio
Le pianiste compositeur de Louis Sclavis et de Francis Ruelin s'invite un trio énergique avec Jean-Jacques Avenel (contre-basse) et François Lalauze (batterie). **Bar de la Tour Rose, 22, rue Bours, les 18 et 19. Tél. : 78-37-25-90. 90 F.**
Shirley Horn Trio
Opéra de Lyon, 1. place de la Comédie, les 16 et 17, 22 heures. Tél. : 72-00-45-45. 100 F et 120 F.

METZ

William Breuker Kollektief
Les onze musiciens du hollandais soufflant Les Trinitaires, 12, rue des Trinitaires, le 14, 21 heures. Tél. : 87-75-04-96. 120 F.
Podium Alpha
Quatre vents et deux percussions venus de l'improvisation libre suédoise. **Les Trinitaires, 12, rue des Trinitaires, le 18, 21 heures. Tél. : 87-75-04-96. 60 F.**
TOURS
Sophia Domandini Trio
Les dérivés poétiques d'une jeune pianiste. **Le Petit Faucheur, 23, rue Carrière, les 17 et 18. Tél. : 47-38-67-62 ou 47-38-29-34.**

DANSE

BESANCON
Nathalie Pomette, Andrée Schmid, André Schmid : *Verba volant*. **Théâtre municipal, place de l'Europe. 20 h 30, les 16 et 17. Tél. : 81-82-00-30. De 80 F à 100 F.**
BREST
Compagnie Rad Notes
La Bayadère. **Le Bayadère, 20 h 30, le 16. Tél. : 98-44-10-10. 140 F.**
DIJON
Santoku Juku
Unesteu. Des œufs debout par curiosité. **Dijon, Forum, rue Général-Delaborde. 20 h 30, les 16 et 17. Tél. : 80-30-59-78. De 80 F à 120 F.**
RENNES
Groupe Emile Dubois
Jean-Claude Gallota : *Prémonitions*. **Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Helier. 20 h 30, les 14, 15 et 16. Tél. : 99-31-12-31. 110 F.**

THEATRE

AGEN
Théâtre de Mollins, mise en scène de Nadine Darnon et Pierre Desbouché, avec Robert Angebaud, Emmanuel Broche, Philippe Fenwick, Gemma Guillemin, Cyrille Joseph, Anne Lederer, Stanislas Morelle, Alain Quers, Vincent Poirier, Claude Saint-Omer, Raphaële Sautou, Emmanuel Védie et Catherine Viorat. **Théâtre du Joug, 21, rue Paulin-Héguier. Les vendredis, samedi, mardi, mercredi, jeudi à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 53-42-62-08. Durée : 2 heures. 60 F et 100 F. Dernière représentation le 19 mars.**

ANGERS

Medea
de Jean Vauthier, d'après Sénèque, mise en scène de Christophe Roussel, avec Evelyne Imbra, Christine Karagheuz, Thierry Beauvais, François Le Gallou, Claude Léveque, Guy Parigot et un enfant. **Salle Beaupré, 12, boulevard Gaston-Dumeneil. Les samedis 11, mardi 14, mercredi 15, vendredi 17, samedi 18, à 20 h 30 ; le jeudi 16, à 19 h 30 ; le dimanche 12, à 17 heures. Tél. : 41-87-80-80. Durée : 1 h 50. 75 F et 110 F. Dernière représentation le 18 mars.**
BORDEAUX
Le Menteur de Pierre Corneille, mise en scène de Jean-Marie Villégier, avec Frédéric Laurent, Stéphane Faivre, Anne Claire, Candy Sautou, Patricia Béri, Véronique Willemers, Alfredo Caravita, Jean-Pierre Baudouin et François Pélissier. **Théâtre du Port de la Lune, 3, place Pierre-Renaud. Le samedi 11, à 20 h 30. Tél. : 56-91-98-00. Durée : 2 h 45. 75 F et 150 F.**

LA ROCHELLE

La Cagnotte
d'Eugène Labiche, mise en scène de Jean-Luc Lagarce, avec Jean-Marie Piri, Jean-Louis Grélaud, Mireille Hoberman, Jean-Pierre Bédard, Mathias Jung, Michel Fau, Yves Robin, Jean-Claude Fritsman, Martine Thérèse et Jacques Mazarin. **La Courneuve, 4, rue Saint-Jean-du-Pérot. Les mardis 14 et mercredi 15, à 20 h 30. Tél. : 46-51-64-02. Durée : 1 h 30. 120 F. Dernière représentation le 15 mars.**

TOULOUSE

Philippe Hôtel
de Michel Vinaver, mise en scène de Jacques Rosner, avec Séverine Astel, Claude Bardouil, Jean Bouquet, Julio Guerrero, Patsy Kari, Daniel Kerguelen, Florence Marquier, Benoît Mocho, Nathalie Robidet, Nicole Rosner, Micheline Sarto, Simone Turck, Wolfgang Kleintert, Véronique Chameux, Luc Martin-Meyer, Emilie Broquin, Chantal Guinebat et Stéphane Cognat. **Théâtre Scarron-Saint-Jacques, 25, allée Lafont. Les mardis, samedi, mercredi, jeudi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures ; le mercredi, à 19 h 30. Tél. : 61-25-66-87. Durée : 3 heures. 105 F et 120 F. Dernière représentation le 19 mars.**

ARLES

Marino Marini
Maurice Béthoux, 10, rue du Grand-Prieuré. Tél. : 90-49-37-58. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 juin.

BEAUMONT-DU-LAC

Roland Cognat
Centre d'art contemporain de Vassivière. **Le de la Vassivière (Creuse). Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 mars.**
BORDEAUX
Pierick Sorin
CAPAC-Moët d'art contemporain galerie sud, 2, étage, 7, rue Fauriol. Tél. : 56-44-16-35. De 12 heures à 19 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 14 mai. 30 F.

CHARTRES

Jean Bazaine
Centre international du vitrail, 5, rue du Cardinal-Pie. Tél. : 37-21-65-72. De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 19 mars. 15 F.

CLERMONT-FERRAND

Rétrospective Armand Guillaumin (1841-1927)
Musée des Beaux-Arts, place Louis-Doté. Tél. : 73-23-08-49. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 21 avril. 21 F.

COGNAC

Patrick Meyer
Galerie Jade, 1, rue des Tanneurs. Tél. : 89-23-12-34. De 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 20 mars.

GRENOBLE

Rebecca Horn
Musée de Grenoble, place de Lavelette. Tél. : 76-63-44-44. De 11 heures à 19 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi et le 1^{er} mai. Jusqu'au 28 mai.

LYONS

Collection
FRAC Lyonnais, impasse des Charentes. Tél. : 55-77-08-98. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche, lundi et fêtes. Jusqu'au 15 avril.

LYON

Clément-Fondation Maeght
Musée des Beaux-Arts, palais Saint-Pierre, 21, place des Terreaux. Tél. : 78-28-07-66. De 10 h 30 à 18 heures. Visites commentées mercredi à 16 heures et samedi à 15 heures. Fermé lundi, mardi et fêtes. Jusqu'au 9 avril. 20 F.

MARTIGUES

Albert Ruffo-Casamada
Musée Ziem, boulevard du 14-Juillet. Tél. : 42-88-66-08. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 16 avril. 10 F.

MEYMAC

John M. Armleder
Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André. Tél. : 55-85-23-30. De 14 heures à 18 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 23 avril.

MONTPELLIER

Christian Bonnefoll
Centre d'art et de plaisanterie, hôtel de Sponeck, 54, rue Clemenceau. Tél. : 81-81-37-11. De 10 heures à 19 h 30 ; lundi de 12 heures à 19 h 30 ; dimanche et jours de fête de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

LYON

La Mégère apprivoisée
de William Shakespeare, mise en scène de Gilles Chavassieux, avec Jean-Marc Bailleux, Sandrine Boudard, Isabelle Cochard, Yves Georges, Juliette Heymann, Michel Lafort, Francis Mège, Nicolas Pessenier, Alain Porta, Patrick Spica, Pierre-Hughes Vauthier et Jérôme Wacziarg. **Théâtre des ateliers, 5, rue du Petit-David. Les vendredis, samedi, mardi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 17 heures ; les mercredis et jeudis, à 19 h 30. Tél. : 78-37-46-30. Durée : 2 h 30, 65 F et 110 F. Jusqu'au 8 avril.**

MARSEILLE

Inaccessibles Amours
de Paul Emond, mise en scène d'Abbas Zahmani, avec Jacques Bonnet, Alain Redon et Karin Viard. **Théâtre du Gymnase, 4, rue du Théâtre-Français. Les samedis 11, lundi 13, mardi 14, jeudi 16, vendredi 17, à 20 h 30 ; le mercredi 15, à 19 heures ; le samedi 18, à 15 heures et 20 h 30. Tél. : 91-24-35-24. Durée : 1 h 30. 100 F et 160 F. Dernière représentation le 18 mars.**

RENNES

La Dispute
de Marivaux, mise en scène de Dominique Phosset, avec Julie Brochen, Nadia Fabrizio, Pascale Barouk, David Jeanne-Cornello, David Morissau, Fimrine Richard et Pascal Nzouzi. **Le Grand Théâtre national de Bretagne, 1, rue Helier. Les vendredis, samedi, mardi, jeudi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures ; le mercredi, à 19 heures. Tél. : 99-31-12-31. Durée : 1 h 30. 110 F. Jusqu'au 1^{er} avril.**

LA ROCHELLE

La Cagnotte
d'Eugène Labiche, mise en scène de Jean-Luc Lagarce, avec Jean-Marie Piri, Jean-Louis Grélaud, Mireille Hoberman, Jean-Pierre Bédard, Mathias Jung, Michel Fau, Yves Robin, Jean-Claude Fritsman, Martine Thérèse et Jacques Mazarin. **La Courneuve, 4, rue Saint-Jean-du-Pérot. Les mardis 14 et mercredi 15, à 20 h 30. Tél. : 46-51-64-02. Durée : 1 h 30. 120 F. Dernière représentation le 15 mars.**

TOULOUSE

Philippe Hôtel
de Michel Vinaver, mise en scène de Jacques Rosner, avec Séverine Astel, Claude Bardouil, Jean Bouquet, Julio Guerrero, Patsy Kari, Daniel Kerguelen, Florence Marquier, Benoît Mocho, Nathalie Robidet, Nicole Rosner, Micheline Sarto, Simone Turck, Wolfgang Kleintert, Véronique Chameux, Luc Martin-Meyer, Emilie Broquin, Chantal Guinebat et Stéphane Cognat. **Théâtre Scarron-Saint-Jacques, 25, allée Lafont. Les mardis, samedi, mercredi, jeudi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures ; le mercredi, à 19 h 30. Tél. : 61-25-66-87. Durée : 3 heures. 105 F et 120 F. Dernière représentation le 19 mars.**

ARLES

Marino Marini
Maurice Béthoux, 10, rue du Grand-Prieuré. Tél. : 90-49-37-58. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 juin.

BEAUMONT-DU-LAC

Roland Cognat
Centre d'art contemporain de Vassivière. **Le de la Vassivière (Creuse). Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 mars.**

BORDEAUX

Pierick Sorin
CAPAC-Moët d'art contemporain galerie sud, 2, étage, 7, rue Fauriol. Tél. : 56-44-16-35. De 12 heures à 19 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 14 mai. 30 F.

CHARTRES

Jean Bazaine
Centre international du vitrail, 5, rue du Cardinal-Pie. Tél. : 37-21-65-72. De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 19 mars. 15 F.

CLERMONT-FERRAND

Rétrospective Armand Guillaumin (1841-1927)
Musée des Beaux-Arts, place Louis-Doté. Tél. : 73-23-08-49. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 21 avril. 21 F.

COGNAC

Patrick Meyer
Galerie Jade, 1, rue des Tanneurs. Tél. : 89-23-12-34. De 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 20 mars.

GRENOBLE

Rebecca Horn
Musée de Grenoble, place de Lavelette. Tél. : 76-63-44-44. De 11 heures à 19 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi et le 1^{er} mai. Jusqu'au 28 mai.

LYONS

Collection
FRAC Lyonnais, impasse des Charentes. Tél. : 55-77-08-98. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche, lundi et fêtes. Jusqu'au 15 avril.

LYON

Clément-Fondation Maeght
Musée des Beaux-Arts, palais Saint-Pierre, 21, place des Terreaux. Tél. : 78-28-07-66. De 10 h 30 à 18 heures. Visites commentées mercredi à 16 heures et samedi à 15 heures. Fermé lundi, mardi et fêtes. Jusqu'au 9 avril. 20 F.

MARTIGUES

Albert Ruffo-Casamada
Musée Ziem, boulevard du 14-Juillet. Tél. : 42-88-66-08. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 16 avril. 10 F.

MEYMAC

John M. Armleder
Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André. Tél. : 55-85-23-30. De 14 heures à 18 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 23 avril.

MONTPELLIER

Christian Bonnefoll
Centre d'art et de plaisanterie, hôtel de Sponeck, 54, rue Clemenceau. Tél. : 81-81-37-11. De 10 heures à 19 h 30 ; lundi de 12 heures à 19 h 30 ; dimanche et jours de fête de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

LYON

La Mégère apprivoisée
de William Shakespeare, mise en scène de Gilles Chavassieux, avec Jean-Marc Bailleux, Sandrine Boudard, Isabelle Cochard, Yves Georges, Juliette Heymann, Michel Lafort, Francis Mège, Nicolas Pessenier, Alain Porta, Patrick Spica, Pierre-Hughes Vauthier et Jérôme Wacziarg. **Théâtre des ateliers, 5, rue du Petit-David. Les vendredis, samedi, mardi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 17 heures ; les mercredis et jeudis, à 19 h 30. Tél. : 78-37-46-30. Durée : 2 h 30, 65 F et 110 F. Jusqu'au 8 avril.**

MARSEILLE

Inaccessibles Amours

Le magazine automobile de M 6 rénove sa formule

En abandonnant le public des passionnés de voitures de luxe
« Turbo » s'efforce de s'adresser à un plus grand nombre de téléspectateurs



■ **ENVIRONNEMENT** : les radios locales de Radio-France organisent les samedi 25 et dimanche 26 mars, en partenariat avec France-Info, France 2 et le ministère de l'environnement, le « premier nettoyage de printemps » sur l'ensemble du territoire. Cette initiative a pour but d'inciter le public à participer au ramassage des déchets et des détritus qui concourent à la pollution de l'environnement. Dès le samedi 18 mars, les locaux de Radio-France doivent proposer aux auditeurs de se joindre à ce mouvement.

■ **SIDA** : l'émission « Le droit de savoir », mercredi 29 mars sur TF1 doit faire le bilan, un an après, du programme unique « SIDA » proposé, le 7 avril 1994, par les chaînes de télévision pour lutter contre le sida.

■ **HOMMAGE** : TF1 doit diffuser dans l'émission « 30 millions d'amis », samedi 11 mars à 18 heures, une interview que Paul-Emile Victor, décédé mardi 7 mars à Bora-Bora, en Polynésie française, lui avait accordée en 1990. A la radio, c'est France-Inter qui, dimanche 12 mars de 14 heures à 15 heures, dans l'émission « Guetters du siècle », rendra hommage à l'explorateur polaire en rediffusant l'émission que Jacques Chancel lui avait consacrée en juin 1991.

■ **ANNIVERSAIRE** : le magazine de la francophonie de France 3 « Terres francophones » doit être samedi 25 mars à 8 h 50 sa 250^e édition, avec une série de trois émissions intitulées « L'aventure francophone », proposée par Dominique Gallet et Mona Makid, et présentée par Yves Duteil. « Terres francophones » est diffusé sous le titre « Espace francophone » sur Canal France international, TV5 Europe, Canada Québec et Afrique, ainsi que sur RFO.

LA NOUVELLE formule de « Turbo » a commencé presque en catimini, dimanche 15 janvier, sur l'antenne de M 6. « Nous avons communiqué volontairement un peu plus tard car nous voulions que tout se mette en place », reconnaît Dominique Chapatte, présentateur du magazine. Après huit années d'existence, « le plus ancien des magazines de M 6 » avait besoin d'un bon rajustement. Le « Turbo », d'antan, basé sur le « style, la passion, les chromes et le bois », n'avait plus vraiment sa place. L'automobile un peu « luxueuse » mise en scène par Dominique Chapatte était passée de mode. Selon le journaliste-présentateur, la nouvelle formule fait la part belle à « plus de proximité ». En résumé, l'équipe de « Turbo » a décidé de prendre en compte « la demande du public ».

Cette nouvelle donne n'est pas née du hasard. Avant d'organiser la refonte du magazine, la chaîne a effectué « une enquête quantitative et surtout qualitative ». Ce sondage a fait apparaître « un public plus demandeur de sujets concernant directement leur vie d'automobiliste ». Cette exigence ne constitue pas une surprise mais plutôt une confirmation. Le succès de l'hebdomadaire Auto-Plus, qui, dès son lancement, a privilégié cet aspect, constituait déjà un indice.

Si « Turbo 2 » se veut plus à l'écoute des problèmes des automobilistes, il ne sera pourtant pas une manière de 50 Millions de consommateurs dévoué à la voiture. « Pas de sujets polémiques consu-

més », annonce Dominique Chapatte. Il refuse d'être une chambre d'enregistrement des plaintes des conducteurs. Comme l'indique Dominique Chapatte, les questions comme « je n'ai pas obtenu ma voiture à temps, mes vacances sont gâchées... », ne seront pas évoquées. Pourtant la référence à Auto-Plus est dans l'air. « Il faut prendre dans l'hebdomadaire ce qui peut être traité à la télévision », admet Dominique Chapatte. Selon lui, une formule plus consumériste de « Turbo » paraît d'une « logistique trop lourde ». Pour éviter les procès qui ne manqueraient pas d'être intentés

contre l'émission, un staff d'avocats serait nécessaire. Depuis le mois de janvier, les auteurs de rêve, les voitures inaccessibles « sont moins présentes » à l'antenne. A l'image des constructeurs automobiles, « Turbo » a étendu sa gamme. Partie du haut de la hiérarchie des passionnés de quatre-roues, l'émission vise aujourd'hui d'autres publics. A sa traditionnelle audience majoritairement masculine et jeune, conforme à celle de la chaîne axée sur les dix-huit-trente-cinq ans, « Turbo » veut ajouter un pourcentage de femmes. Manifestation de cette volonté, l'équipe a tenté

de s'adjointre le point de vue d'une journaliste. Ce premier essai, non concluant, sera reconduit prochainement avec une autre candidate. « Nous souhaitons une présence féminine qui ne soit pas un gadget », explique Dominique Chapatte. Il cherche « à avoir une journaliste qui a des sensations de femmes quand elle est au volant ».

En attendant l'arrivée d'une nouvelle recrue, le magazine fonctionne. « Nous sommes tenus par l'actualité », insiste le présentateur. « Turbo » est un magazine d'information réalisé par des journalistes. « Nous avons une règle d'or », ajoute-t-il : « Nous consacrons du temps d'antenne à une nouvelle voiture, pas à une nouvelle calandre ou à un nouveau dessin de phare ».

Cette exigence ne plaît pas à tout le monde. Les essais comparatifs de véhicules ou de motos effectués par l'équipe ne sont pas toujours du goût de certaines marques automobiles. « Des constructeurs ne supportent pas du tout ce que nous faisons à l'antenne car lors des essais comparatifs, les défauts des voitures ressortent. Il y a des images qui parlent d'elles-mêmes », constate Dominique Chapatte. Pour l'heure, la publicité ne souffre pas encore des griefs des constructeurs.

Aujourd'hui, « Turbo » se sent « seul, désespérément seul » sur le créneau qu'il s'est choisi. « Auto-Moto », le magazine concurrent de TF1, « ne fait pas de produit », constate l'équipe de M 6. Hormis ces deux chaînes, l'automobile ne fait pas recette à la télévision. Ain-

si, France-Télévision, malgré certaines velléités à l'interieur de sa rédaction, ne programme aucune émission entièrement consacrée à la voiture.

Le magazine de M 6 en profite pour séduire les téléspectateurs. Selon Dominique Chapatte, « Turbo » enregistre de « très bonnes audiences ». Depuis le lancement de la nouvelle formule, les scores sont en progression notable. L'émission réalise de 8 % à 10 % de parts de marché, soit 4 % à 4,5 % de taux de pénétration. Lors de sa première diffusion, le samedi soir, le magazine attire « environ 1,5 million de téléspectateurs ». La rediffusion du dimanche matin fait un peu moins bien avec 1,1 million à 1,2 million de fidèles. La satisfaction est manifeste dans l'équipe, gagnée l'an dernier par la « dé-concentration ».

Malgré ce succès et les six minutes supplémentaires allouées à son magazine, Dominique Chapatte espère, sans trop y croire, un meilleur boraire de diffusion. Mais, réaliste, il constate : « Nous n'aurons jamais une deuxième partie de soirée ». « Turbo » va s'efforcer de répondre au « choix du public » avec de nouvelles rubriques et un nouveau découpage. Au programme des prochains numéros : les motivations d'achat d'une voiture, les cadences de production...

Guy Duthell

* M 6 : « Turbo », samedi 11 mars à 19 h 10. Rediffusion dimanche 12 mars à 11 h 05.

VENDREDI 10 MARS

TF 1	FRANCE 2
13.40 Feuilletton : Les Feux de l'amour. 14.30 Série : Santa Barbara. 16.10 Série : Le Miel et les Abeilles. 16.40 Club Dorothée. 17.30 Série : Les Garçons de la plage. 18.00 Série : Premiers baisers. 18.30 Série : Le Miracle de l'amour. 19.00 Magazine : Coucou ! (et 1.05). 19.50 Le Bébé Show (et 1.55). 20.00 Journal. La Minute hippique, Météo et Traffic Infos.	13.50 Série : Inspecteur Derrick. 14.50 Série : Dans la chaleur de la nuit. 15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et 4.55). 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : Seconde B. 17.45 Série : Cooper et nous. 18.15 Série : La Fête à la maison. 18.45 Jeu : Qui le meilleur gagne (et 3.10). 19.10 Flash d'informations. 19.15 Studio Gabriel. 19.59 Journal, Météo, Point route.
20.45 Téléfilm : Passeur d'enfants. De Franck Appréhens, avec Pierre Arin.	20.50 Sport : Patinage artistique. En direct de Birmingham. Championnat du monde : programme libre danse. Sophie Moniotte et Pascal Lavanchy ont remplacé les Duchesnay dans le cœur des Français.
22.45 Magazine : J'y crois, j'y crois pas. Croyez-vous au mauvais œil ? Invité : Pierre Palmade. 0.30 Magazine : Formule foot. 29 ^e journée du Championnat de D1. 2.00 Journal et Météo. 2.10 Jeu : Millionnaire. 2.40 Programmes de nuit. Histoire de la vie : 3.30, Histoire naturelle (et à 5.05) ; 4.05, Intingues ; 4.30, Musique.	23.35 Variétés : Taratata. Invité : Michel Fugain. 0.40 Journal, Météo, Journal des courses. 1.10 Programmes de nuit. Studio Gabriel (rediff.) : 1.40, Envoyé spécial (rediff.) : 3.40, 24 heures d'info ; 5.50, Dessin animé.

CÂBLE

TV 5 19.05 Paris Lumière. 19.30 Journal RTBF. En direct. 20.00 Montage. 20.30 Emission. 21.00 Histoire 95. 21.55 Météo des cinq continents. 22.00 Journal France 2. Édition de 20 heures. 22.45 Taratata. Rediff. de France 2 du 3 mars. Invité : Paul Personne. 0.00 Sortie libre. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min).
PLANÈTE 19.40 La Beauté du monde. De Guy Baskin (40). Australie, les secrets du centre. 20.25 Les Automates vivants. De Gerald Calderon. 21.20 Les lles aux trésors. De David Cohen (12/13). L'Histoire du malchanceux capitaine Kidd. 21.45 Force brute. De Robert Kirk (29/52). Chars d'assaut. 22.35 Louisiana Blues. De Jean-Pierre Bruneau et José Reynes. 23.30 Le Silence et la Peur. De Léon Descloux. 0.30 Le Tailleur de sons. Yann Parnholm. De Thierry Compaïn (60 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30, 1.00). 19.45 Archives. 20.00 Musiques en scènes. 21.00 Embouteillage. 22.00 Musiques en scènes. 23.30 L'Enlèvement au sérail Opéra en trois actes, de Mozart, enregistre-

au Théâtre du Châtelet à Paris, en 1991 (150 min).
CANAL 3 17.35 Les Triples. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ! 18.00, Monsieur Bogus ; 18.20, Futé-rue ; 18.25, Sébastien parmi les hommes ; 18.55, Top top clip ; 19.00, Bêtes pas bêtes ; 19.15, Top top clip ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro (30 min).
CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. 20.30 Série : Les Envahisseurs. 21.25 Série : Au nom de la loi. 21.50 Destination série. 22.15 Chronique maccovite. 22.20 Série : Dream On. 22.50 Série : Seinfeld. 23.15 Country Box. 23.40 La semaine sur Jimmy. 23.55 Série : M. A. S. H. 0.20 Série : Les Chevaliers du ciel. 0.45 T'es pas une idée ? (60 min).
SÉRIE CLUB 20.00 Série : L'Odyssée imaginaire. 20.25 Série : Les deux forts la loi. 20.50 Série : Julien Fontanes, magistrat (et 0.10). 22.30 Série : Code Quantum. 23.20 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI (50 min).
MCM 20.10 MCM Mag. 20.40 MCM découvertes. 21.00 L'invité de marque. George Eddy. 21.30 Autour du groove. 22.00 MCM Dance dub. 0.30 Rave On (50 min).
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most

Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 Party Zone (120 min).
EUROSPORT 19.30 Patinage artistique. En direct de Birmingham (Grande-Bretagne). Championnats du monde : programme libre danse. 23.10 Athlétisme. Championnats du monde en salle, à Barcelone (Espagne). 0.00 Tennis. Tournoi messieurs d'Indian Wells (Californie) : quarts de finale (120 min).
CINÉ CÉLÈBRE 20.30 L'Affaire d'une nuit. Film français d'Henri Verneuil (1960, N.). 22.10 Charlie Chan à Londres. Film américain d'Eugène Forde (1934, N., v.o.). 23.25 Le Témoin à abattre. Film américain de Lewis Allen (1955, N., v.o.). 0.55 Casimir. Film français de Richard Pottier (1950, N., 85 min).
CINÉ CINÉMAS 18.00 Documentaire : Les Dessous d'Hollywood. 18.50 Téléfilm : La Forêt de longue attente. De Dominique Théron (1991). 20.15 Documentaire : La Fabuleuse Histoire de la Warner Bros. 21.00 Boyz'n the Hood. Film américain de John Singleton (1991). 22.50 Docteurs in Love. Film américain de Gary Marshall (1982, v.o.). 0.20 Navigator. Film néo-zélandais de Vincent Ward (1988, 90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Robert Sabatier (Le Cygne noir). 19.30 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine, la maladie d'Hodgkin (2). 20.00 Le Rythme et la Raison. La chanson populaire. 5. Les cabarets. 20.30 Radio archives. L'œuvre d'art est un crime parfait. 21.32 Musique : Black and Blue. Critiques croisées. De Brandford Marsalis à Willie Bobo. 22.40 Les Nuits magnétiques. 5.10 m'aimés, marions-nous. 4. Noxas d'Alain, noxas d'Alain. 0.05 Du jour au lendemain. Jean Boris (Frédéric et les amis des hommes). 0.50 Coda. Les Songs de Sibelius (5).

d'Alain ; Le Tombeau de Couperin, de Ravel ; Concerto pour orgue et orchestre à cordes, de Poulenc ; Marie-Claire Alain, orgue. 22.30 Musique pluriel. Les fermes compositrices. Night and Fog (extraits), de Lockwood ; Tabou, de Bokanowski. 23.07 Ainsi la nuit. Sonate pour piano D 894, de Schubert. Christian Zacharias, piano ; Sonate en trio n° 14 Z 803, Pavane pour deux violons et basse continue Z 751, de Purcell, par le Quatuor Purcell, Rosa Browder, violon. 0.00 Jazz club. En direct du Hot Brass, la chanteuse Nnenna Freelon avec Bill Anschell (piano), Neal Starkey (contrebasse) et Woody Williams (batterie).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Gérard Courchelle, journaliste. 20.00 Concert franco-allemand (Transmis simultanément sur Saarländischer Rundfunk, Hessischer Rundfunk et NDR-deutscher Rundfunk). Concert donné le 16 février 1995 en l'église Saint-Germain-des-Près à Paris, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, de Olivier Grangeon : Concerto n° 4 pour orgue et orchestre op. 4, de Haendel ; Sarabande pour orchestre et orgue,

FRANCE 3	M 6
13.35 Magazine : Vincent à l'heure. 14.45 Série : La Croisière s'amusse. 15.35 Série : Magnum. 16.30 Les Minikoums. Le Temple du Soleil (4) ; Demer : Lucky Luke. 17.40 Magazine : Une pêche d'enfer. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Deux objets d'amour, de Raul Guerra Garrido. 18.55 Le 18-20 de l'information. De 19.09, Journal de la région. 20.10 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.45 INC.	13.25 Série : L'Homme de fer. 14.20 Série : Jim Bergerac. 17.00 Variétés : Hit Machine. 17.30 Série : Guiltless Tell. 18.00 Série : Équilibrium. 18.50 Six minutes : première édition. 19.00 Série : L'été et Clark. Les nouvelles aventures de Superman. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Magazine : Vu par Laurent Boyer. 20.05 Série : Madame et sa fille. 20.35 Magazine : Capital. Présenté par Emmanuel Chain.
20.50 Magazine : Thalassa. Les Dames de Salavies. Tous les jours, des pêcheurs résistent leur vie pour une poignée de coquillages, un aller de requin ou un concubine de mer.	20.45 Téléfilm : Le Justicier solitaire. De Mel Damski, avec Alex McArthur, Dale Midkiff. Bras de fer psychologique entre deux amis, séparés par leur vision de la justice.
21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Didier Van Cauwelaert. Brétil : O Vagueur ; France : un ascenseur à bateaux ; Papouasie : la grande fennie. 22.50 Météo et Journal. 23.20 Magazine : Passions de jeunesse. Invité : Charles Aznavour. 0.10 Court métrage : Livre court. Couleurs d'enfants, de Bourlem Guerdjou. 0.40 Musique Graffiti (15 min).	22.30 Série : Aux frontières du réel. 23.30 Série : Les Contes de la crypte. 0.00 Magazine : Sexy Zap. 0.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 2.30 Rediffusions. Altman et les quarante vedettes : 3.25, Le Nil des pharaons ; 4.20, Portrait des passions françaises (Le désir) ; 4.45, La Tête de l'emploi ; 5.10, Culture pub.

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Robert Sabatier (Le Cygne noir). 19.30 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine, la maladie d'Hodgkin (2). 20.00 Le Rythme et la Raison. La chanson populaire. 5. Les cabarets. 20.30 Radio archives. L'œuvre d'art est un crime parfait. 21.32 Musique : Black and Blue. Critiques croisées. De Brandford Marsalis à Willie Bobo. 22.40 Les Nuits magnétiques. 5.10 m'aimés, marions-nous. 4. Noxas d'Alain, noxas d'Alain. 0.05 Du jour au lendemain. Jean Boris (Frédéric et les amis des hommes). 0.50 Coda. Les Songs de Sibelius (5).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Gérard Courchelle, journaliste. 20.00 Concert franco-allemand (Transmis simultanément sur Saarländischer Rundfunk, Hessischer Rundfunk et NDR-deutscher Rundfunk). Concert donné le 16 février 1995 en l'église Saint-Germain-des-Près à Paris, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, de Olivier Grangeon : Concerto n° 4 pour orgue et orchestre op. 4, de Haendel ; Sarabande pour orchestre et orgue,

Les interventions à la radio

France-Inter, 19 h 20 : « Le dossier de l'exclusion dans la campagne présidentielle » (« Le téléphone sonne »).

20.40 Téléfilm : A tout prix, de Kai Wessel. De Jeanine Meerapfel et Alcides Chiesa. En Argentine, un père et son fils tuent le dictateur.
22.30 Documentaire : Le Collège de France dans le siècle. De Marcel Bluwal (rediff.). Vingt ans après un premier film sur le Collège de France, le réalisateur franchit à nouveau les portes du temple du savoir.
23.50 Cinéma : Mon père avait raison. Film français de Sacha Guitry (1936, N.).
1.25 Magazine : Velvet jungle. Présenté par Vally. Annie Lennox, de Sophie Müller ; Étienne Daho, d'Annie Amiel ; Rocksound, de Pierre Barbéri (rediff.).
2.35 Série : Johnny Staccato. 9. Vole, chérie, vole, de Robert Sinder, avec John Cassavetes, ena Rowlands (v.o., rediff., 26 min).

مركز من رايصل

La dérive des pêcheurs dans l'océan médiatique

« Thalassa » diffuse un reportage sur les « damnés de Sulawesi » qui semble entretenir la confusion entre diverses ethnies indonésiennes

TIRS de semence et gerbes d'écume. Le puissant garde-côte accoste sans ménagement la frêle embarcation des pêcheurs indonésiens, égarée dans la zone de pêche australienne, en pleine mer de Timor.

Le reportage, diffusé vendredi 10 mars sur France 3 dans l'émission « Thalassa », s'ouvre sur cette confrontation entre deux mondes : celui des « damnés de Sulawesi », qui s'aventurent toujours plus au sud à la recherche de coquillages nacrés, de requins aux succulents allongés ou de concomres de mer aux vertus aphrodisiaques, contre celui, immatériel mais contraignant, du droit international, des eaux territoriales et des frontières. L'éternelle querelle entre le nomade et le sédentaire, pot de terre contre pot de fer.

Depuis cinq ans, deux cents bateaux auraient été confisqués et brûlés par les autorités maritimes australiennes, trois mille pêcheurs auraient été arrêtés dont certains, incapables de payer des amendes allant de 15 000 à 40 000 francs, auraient été emprisonnés pendant deux ans, si l'on en croit le reportage. La cause de cet exode des pêcheurs indonésiens ? La ressource halieutique serait en voie de disparition dans les eaux indonésiennes, à la suite à la décision prise par le gouvernement d'y autoriser la pêche industrielle, une « astuce » de Djakarta pour contraindre les petits pêcheurs à la sédentarisation. Privé d'océan, le peuple des Sama Bajo, ces « no-

mades de la mer », « ne naviguera bientôt plus que dans sa mémoire ».

Telle quelle, la fable écologique que véhicule le reportage du journaliste John Darling, acheté à la télévision publique australienne ABC puis adapté par « Thalassa », est certes séduisante. Mais il n'est pas sûr qu'elle corresponde exactement à la réalité. Certains ethnologues contestent même sa pertinence.

François Zacet, qui a vécu plu-

siècles avec les Bajo - et a tiré de ses séjours un film et un livre - entend corriger certaines informations concernant ces pêcheurs nomades. Ceux-ci ne sont pas localisés au sud de l'archipel indonésien, mais se rencontrent dans toute l'Indonésie, dans le sud des Philippines et aussi en Malaisie, leur point d'ancrage original. Ils vivent certes sur leurs petits bateaux, faisant escale dans des villages lacustres au gré de leurs cabotages, mais ne sont pas amalphabètes à 90 %, ni accablés par un quelconque « complexe d'infériorité ».

François Zacet ne conteste pas que les Bajo foot l'objet d'une politique de sédentarisation et d'islamisation qui menace leur culture,

centrée sur l'océan. Le placenta, considéré comme le frère aîné du nouveau-né, n'est-il pas jeté à la mer où il est censé vivre une vie parallèle et équilibrée ? Les Bajo ne disent-ils pas d'eux-mêmes que, sur terre, ils ont un destin identique à celui du poisson jeté hors de l'eau : la mort ? Aussi la sédentarisation est-elle sans doute plus dramatique pour la culture bajo que la confrontation avec les autorités australiennes, présentée nés là par des tempêtes... Au Laboratoire d'Asie du Sud-Est et du monde austronésien (Lasema) du CNRS (UPR 297), on confirme que l'Australie a été amenée ces dernières années à « raidir ses positions ». « Mais les arrestations concernent principalement les Bugis, souligne le géographe Muriel Charasse. Ces paysans-navigateurs sont les champions du commerce interinsulaire dans toute l'Indonésie. Ils sont très offensifs en matière de pêche. » Il arrive certes qu'ils embarquent des Bajo, ethnies avec laquelle les mariages sont possibles, mais la majorité de ces derniers restent habituellement plus au nord.

Querelle d'experts ou confusion médiatique ? La rédaction de « Thalassa », alertée des réserves que suscite le reportage parmi les ethnologues français, affirme avoir pris toutes les précautions pour vérifier le sérieux du reportage. « John Darling a enquêté pendant un an sur place, explique Jean Loiseau, rédacteur en chef adjoint du magazine. Il apporte toutes les garanties de sérieux. » Ce film, qui a été retenu « parce qu'il paraissait symptomatique du choc des civilisations », est donc « a priori » incontestable. Mais Jean Loiseau reconnaît que Thalassa est « peut-être passé à côté d'aspects plus importants ».

Hervé Morin

* France 3 : « Thalassa », vendredi 10 mars à 20 h 50.

Bonbon-mystère

par Agathe Logeart

C'EST UNE FRIANDISE qui fait des bulles dans la bouche. Une sucrerie chimique du genre de celles dont raffolent les enfants. Un bonheur artificiel, évanouissant qu'on l'a goûté. Un bonbon-mystère, qui ne ressemble à rien.

A San Diego, le Dési français ne défait plus personne. A Paris, la Cour de cassation venait de donner le tour de clef du désespoir à Omar Raddad. Les droits de l'homme continuaient d'être bafoués en Turquie. A Nantes, des escrocs au RMI roulaient carrosse. Dans un théâtre aux ors fanés, des saltimbanques étaient venus faire allégeance à un homme politique, investissement dont nul ne pouvait douter qu'ils attendaient un retour. On dynamitait trois tours d'une cité de banlieue. Sur la glace, un Perrain patineur faisait trébucher ses rêves de médaille. On nous annonçait pour un peu plus tard l'intervention d'un ministre de l'intérieur, grognard d'un candidat-empereur en perdition. En attendant - ce qui n'est pas son genre - il faisait des sourires pour se donner une contenance.

On nous avait servi l'habituel pot-pourri d'actualité, le mesquin peu croquant de nouvelles sans surprise, l'inventaire trop incomplet du monde qui tourne, bref un journal de vingt heures, un jour de basses-eaux. Et puis, comme récompense post-ère d'une loquable assiduité, le bonbon était arrivé, inattendu bonheur offert par le correspondant de TF1 en Italie, Maurice Olivari. « Du rêve à l'état pur », nous dit-il. Il avait raison. Des images

belles, comme le sont certaines fleurs artificielles. A Rome, Venise, Florence ou Naples, un magicien a fait disparaître les rues, les voitures, les canaux, la mer. A la place - et l'illusion est parfaite -, il a semé dru de l'herbe tendre et du blé doré. Piqueté son paysage de vaches, de poules rousses. Une petite fille en robe blanche nous entraîne dans ce parc immense, tenant à la main des ballons roses et blancs. La fontaine de Trevi, le Colisée, la place d'Espagne sont devenus un jardin extraordinaire. Aznavour, en italien, chante « Dansons, joue contre joue... » On a envie de se rouler dans la paille, de faire la sieste comme les gondoliers de Venise, à l'ombre des gerbes du blé fauché à même le canal. Sous le pont des Soupirs, un épouvantail à moineaux veille. De la baie de Naples transformée en immense champ de blé jaillissent des dauphins joyeux, souriant de la bonne farce.

Depuis quelques jours, ces images sont diffusées sur les chaînes de télévision italiennes. Pourquoi, pour qui ? Mystère. « Il n'y a aucun message à découvrir », assure le journaliste. Ce serait donc un acte gratuit, anonyme, pur de tout enjeu commercial. Une offrande à l'imagination, un délire écologique et technologique dédicé à l'humanité. On craint le dément, bien sûr, tant cela paraît trop beau pour être vrai. On craint d'être crédule, naïf, gogo. Mais, qui sait ? Dans l'ombre, un énigmatique poète est peut-être vraiment en train de sourire du bonheur de nous avoir fait rêver...

SAMEDI 11 MARS

TF 1
13.15 Magazine : Reportages. Sarajevo, rester à tout prix, de Patrick Ailloni.
13.50 Série : L'homme qui tombe à pic.
14.50 Série : Cagney.
15.15 Série : Valérie.
16.45 Sport : Patinage artistique. Championnat du monde à Birmingham. Programme libre dames.
18.05 Magazine : Trente millions d'amis. Hommage à Paul-Emile Victor.
18.35 Divertissement : Vidéo gag.
19.05 Série : Beverly Hills.
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique et Météo.
20.45 Divertissement : Les Grosses Têtes. Présenté par Philippe Bouvard.
22.45 Magazine : Ushuala. Présenté par Nicolas Hulot. Birmanie (2). Les fils du lac, Les Dragons de mer, Lou, le druide Jorai, L'inventeur en liberté.
23.50 Sport : La Traversée de l'Atlantique de Guy Delage. Présenté par Jean-Michel Belot.
0.35 Journal et Météo.
0.45 Les Rendez-vous de l'entrepreneuriat (rediff.).
1.05 Programmes de nuit. Le Chinois, 2.35, Histoire de la vie (et à 3.30) ; 5.00, Histoire naturelle ; 4.25, Intrigues ; 4.50, Musique.

FRANCE 2
Samedi 13 H 35 SAVOIR PLUS SANTE Diabète : la maladie cachée
13.40 Magazine : Savoir plus santé. Diabète : la maladie cachée.
14.35 Documentaire : Histoires sauvages. Drift : le cygne muet.
15.40 Magazine : Samedi sport. 15.45, Tiercé à Evry ; à 15.55, Cyclisme : Paris-Nice.
17.20 Série : Tanguy et Bonetti.
18.10 Série : Hartley cœur à vif.
18.55 Magazine : J'ai un problème. Présenté par Christine Bravo.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).
19.59 Journal et Météo.
20.50 Divertissement : N'oubliez pas votre brosse à dents. Présenté par Nagui.
23.05 Magazine : Les Enfants de la télé. Invités : Vanessa Demouy, Enrico Brignano, Jacques Martin.
0.15 Les Films Lumière.
0.20 Journal, Météo, Journal des courses.
0.35 Magazine : La 25 ^e Heure. La vérité ment à Rostock. Après les élections régionales à Rostock en août 1992, les problèmes restent latents dans un pays meur-
1.50 Programmes de nuit.

FRANCE 3
13.00 Samedi chez vous (et 15.05, 16.45).
14.05 Série : Les Brigades du tigre.
17.45 Magazine : Montagnes.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un fure, un jour. Frankenstein, de Mary Shelley.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.09, Journal de la région.
20.05 Jeu : Fa si la charbon.
20.35 Tout le sport.
20.50 Téléfilm : Le Journal d'Anne Frank. De Boris Sagal, avec Melissa Gilbert. Pendant la deuxième guerre mondiale, des juifs hollandais se cachent dans un grenier pour échapper à la Gestapo. Chaque jour, Anne inscrit dans un cahier les moments de crainte et d'espoir de la petite communauté.
22.30 Magazine : Ah ! Quels titres ! Invités : Pierre Miquel (Les Quatrevingts, ils ont dit non à Pékin), Pierre Pén (Une jeunesse française), Jean-Marc Vauzet (Le Procès Pétain), Jean-Jacques Brochier (Une enfance lyonnaise au temps du Maréchal), Paul-Marie de la Garde, 39-45, une guerre inconnue), Jean-Louis Esme, à propos d'Ernst Junger, Daniel Rondeau, à propos de Jean-Paul Sartre.
23.35 Météo et Journal.
0.00 Magazine : Ruben rouge. Sida et travail. Invité : Muriel Robin.
1.00 Magazine : Musique et compagnie. Portrait de Kiki Le Kanawa, soprano.
2.00 Musique Graffiti (15 min).

M 6
13.00 Série : Les Rues de San Francisco.
14.10 Série : Supercopier.
15.10 Série : Les Champions.
16.20 Série : Airport unité spéciale.
17.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
18.20 Série : Agence Acatulpo.
19.10 Magazine : Turbo. Le Coup de cœur : la Speeder Renault ; l'enquête : le Salon de Genève ; l'essai : la Kawasaki ZX 6R ; l'express info : le dossier : le permis à points ; etc.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Filles à pépées.
20.35 Magazine : Stars et couronnes. Richard la tendresse.
20.45 Téléfilm : Riches, célèbres et coupables. De Paul Wenders, avec Ben Masters, Joseph Bottoms. Les destins croisés et tragiques de trois amis d'enfance que lie une affaire de vol commis au sortir du collège. L'un est devenu journaliste, le deuxième star du cinéma et le dernier, le plus violent, pédiculateur d'une nouvelle secte. Les deux parties sont diffusées successivement ce soir.
0.30 Série : Les Professionnels. Dans l'intimité du public.
3.00 Rediffusions. La Vite de l'empire ; 3.25, Culture pub ; 3.45, Fars à l'air ; 4.40, Fidèle 1992 ; 5.35, Altman et les quarante vedettes.

CANAL +
14.00 Sport : Basket. Match du championnat de France, en direct. Avez-vous.
15.45 Documentaire : La Grenouille et le Crapaud. De Jean-Philippe Macchioni.
16.10 Insecteurs.
16.25 Les Superstars du catch. En clair jusqu'à 20.30.
17.15 Décade pas Bunny.
18.15 Profession critique.
18.40 Magazine : Tellement mieux.
18.55 Flash d'informations.
19.00 L'Hebdo de Michel Field. Invité : Jean-Pierre Chevenement.
20.00 C'est pas le 20 heures.
20.30 Téléfilm : Crocodilla Champion. De John Dixon.
22.15 Documentaire : Le Secret de l'enfant sauvage. De Linda Garman. En 1970, à Los Angeles, des travailleurs sociaux découvrent une fillette enfermée dans un placard.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : L'Armée des ténébres. Film américain de Sam Raimi (1993).
0.25 Cinéma : Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué. Film français de Jean-Claude Sussfeld (1993).
2.00 Cinéma : Smoking. Film français d'Alain Resnais (1993).
4.20 Cinéma : Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. Film français de Jean YVES (1972).

LA CINQUIÈME
13.30 Documentaire : A tous vents. Le passage du pôle.
14.30 Découvertes. Les trois mondes de Ball.
15.30 Documentaire : Arts musicaux. Vingt-cinq siècles d'art européen : l'art romain (rediff.). L'art romain est marqué par l'influence du modèle grec. Mais l'apparition de la nef de voûte en architecture modifie profondément l'aspect des grands édifices. Les Romains innoveront également dans les décorations intérieures.
16.30 Les Grands Châteaux d'Europe. Neuschwanstein (rediff.).
17.00 Les Grands Séducteurs. Yves Montand (rediff.).
18.00 Magazine : Arrêt sur Images.
19.00 Série : Black Adder. 10. La Bête, de Martin Shadlow.
19.30 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. Hong-kong (rediff.).
19.35 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités japonaises et américaines de la semaine du 11 mars 1945, commentées par Marc Ferro et Robert Guillemin.
20.30 8 12 Journal.
20.40 Téléfilm : L'Hôpital et ses fantômes. De Lars von Trier. En rupture de style avec ses œuvres précédentes (The Element of Crime, Europa...), Lars von Trier nous conte l'histoire progressive de l'étrange et du fantastique dans l'hôpital Kingdon qui se dresse au milieu des marais.
21.35 Documentaire : L'Austro-Génération perdue. De Stefan Jarl. Depuis vingt-cinq ans, Stefan Jarl filme les jeunes Suédois marginaux de Stockholm. Hier « mods » et rebelles, parfois déçus par l'héroïne, certains sont devenus depuis des yuppie. Troisième volet d'une trilogie culte pour les Suédois. Prix Félix 93 du meilleur documentaire.
23.05 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Vally, Red, Hot and Cool ; Stolen Moments ; Top Live ; Freal, Power.
1.10 Téléfilm : Les Bienheureux. D'Ingmar Bergman (v.o.). L'univers prêtre à Bergman : le désespoir d'amour, la solitude des êtres et la frontière toujours mouvante entre raison et folie.
2.30 Rencontre. Dialogue entre Frederic Trstan et Robert Combas (30 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 On aura tout vu. 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Téléfilm : L'Impure. De Paul Vecchiali (1/2). 21.30 Les Francofolies de Montréal. 21.55 Météo internationale. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Perdu de vue. Rediff. de TF1 du 6 mars. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 19.45 Pourqu'on pas... Graham 7 De Luc Fréjaques et Olivier Carre. 20.30 Les Ailes de légende. De Bary Cawthorn (18/38). 21.30 La Beauté du monde. De Guy Baskin (4/6). Australie, les secrets du centre. 22.15 Les Automates vivants. De Gérard Calden. 23.10 BD : A suivre. De Christophe Heit. 23.35 Force brute. De Robert Kirk (2/5). Chans d'assaut. 0.25 Louisiana Blues. De Jean-Pierre Bruneau et José Reyes (60 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Ecran total. 19.30 L'Album. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Motocyclisme. En direct du POPB. Coupe du monde de trial indoor. 23.30 Embouteillage. 0.35 Le Court en dir long (75 min).

CANAL 1 18.00 Bites pas bites. 18.15 Série : Un bon petit diable. 18.30 Série : La Baie des fugitifs. 19.00 Regarde le monde.

19.15 Phares d'ouest. 19.30 Zazoo U. 20.00 Dessins animés.

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Irlande, avril 1916. 21.50 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. 22.15 Chronique du chrome. 22.20 T'es pas une idée ? Invité : Guy Bedos. 23.15 Série : Sinatra. 0.00 Road Test. 0.20 Série : Solitudo. 0.45 Série : Dream On (30 min).

SÉRIE CLUB 19.05 Le Club. 19.10 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Miami Vice. 20.45 Série : César Brodeur. 22.15 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : Ohara. 0.00 Série : Le Chevalier de Maison Rouge (70 min).

MCM 19.00 Autour du groove. Le Groovy bus : Versoie. 19.30 L'Unité de marque. George Eddy. 20.30 MCM Euro-musiques Nordica. 22.00 Best of Player One. 22.30 MCM Dance Club. (210 min).

MTV 19.00 European Top 20. 21.00 Lenny Kravitz Unplugged. Concert enregistré à New York, en avril 1994. 22.00 The Soul of MTV. 23.00 First Look. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Yo ! MTV Raps (120 min).

EUROSPORT 10.00 Ski. En direct de Lenzerheide (Suisse). Coupe du monde : descente dames. 11.00 Ski. En direct de Kvitfjell (Norvège). Coupe du monde : descente messieurs. 13.30 Athlétisme. En direct de

Barcelone (Espagne). Championnats du monde en salle. 14.30 Patinage artistique. En direct de Birmingham (Grande-Bretagne). Championnats du monde : programme libre dames. 18.00 Athlétisme. En direct de Barcelone. Championnats du monde en salle. 20.35 Combiné nordique. En direct de Thunder Bay (Canada). Championnats du monde de combiné nordique. 15 km messieurs. 21.00 Ski de fond. En direct de Thunder Bay. Championnats du monde. 10 km messieurs style classique. 22.00 Basket-ball. En direct de Gravelines. 10^e tour retour du championnat de France Pro-A. Gravelines-Dijon. 23.30 Golf. 1.00 International Motorsports (60 min).

CINÉ CINÉ 18.10 Actualités Pathé rti, 2 et 3. 20.45 Le Club. 22.00 Classic Hollywood. 23.00 Lune de miel mouvementée. Film américain de Leo McCarey (1942, v.o.). 0.50 Le Caporal éponyme. Film français de Jean Renoir (1962, N., 105 min).

CINÉ CINÉ 18.35 Téléfilm : Rendez-moi mes enfants. De David Greene, avec Mark Hamon, Rosemary Dunsmore. 20.10 Hollywood 26. 20.40 Téléfilm : J'aime pas qu'on m'aime. De Stéphane Kurc. 22.05 Dans les coulisses de... 23.00 Rendez-vous. Film français d'André Téchiné (1985). 0.20 Asiatic Girls. Film classé X (80 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.32 Poésie sur parole. Récital Tahar Ben Jelloun. 20.00 Le temps de la danse. Spécial John Neumeier. 20.40 Photo-portrait. Marco del Rê, peintre. 20.45 Fiction. Nouveau répertoire dramatique. Entretien avec Raymond Temkine ; à 20.53, Pâques florentines, de Raymond Temkine ; à 21.48, Entretien avec Jean-Claude Grumberg ; 21.57, à Maman revient pour l'opéra, de Jean-Claude Grumberg. 22.35 Opus. Carlos Santors : Musicien 24 heures sur 24.05 Clair de nuit. Eric Ferrat, poète.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans le Monde radio-télévision ; ◊ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

FRANCE-MUSIQUE 19.15 Soliste. Margaret Price, soprano. Un bal masqué : Ecco l'ortido campo (1^{re} acte). Morro, ma prima in grazia (1^{re} acte). Ah ! perche qui l'uggie ! (1^{re} acte), de Verdi, par le National Philharmonic Orchestra, dir. Georg Solti ; Tristan et Isolde (fin du 1^{er} acte), de Wagner, par l'Orchestra de la Staatskapelle de Dresde, dir. Carlos Kleiber. 20.05 Sortie Lyrique. Donnée les 19 et 22 juillet 1990 au théâtre de l'Archevêché lors du Festival d'Aix-en-Provence : Les Indes galantes, opéra-ballet de Rameau, par Les Arts florissants, dir. William Christie. Claron Mc Fadden (Hébé), Isabelle Poulenard, l'Amour, François Le Roux (Bélton), Myriam Ruggieri (Enlida). 23.00 Musique philarmonique des concerts donnés les 3 et 10 février 1995 dans le cadre de Présences 95, par l'Ensemble Aleph : Fable de la démonsion et du cendrier pour deux pianos et deux clarinettes (création mondiale, commande de Radio-France), de Ferrat ; Ténor (création mondiale, commande de Radio-France), de Bousseu. 0.05 Auto-portrait. Œuvres de Pâris.

A bout de souffle

par Pierre Georges

HORREUR ET TITANIC! Il est des fréquentations dangereuses. Ce matin, lors d'une de ces réunions d'aube qui font le charme austère d'un quotidien du soir, il fut, comme chaque jour, question de menu : « En DH - c'est à dire en dernière page - en DH, donc, on aura du Schuller et de l'iceberg. » Un morceau de mystère, un morceau de calotte glaciaire, vous parlez d'un voisinage.

Schuller, passe encore. Ce ténébreux personnage, ce furet badaud dont le patronyme fait penser irrésistiblement au vieux nanard télévisuel Schumacher, espion de l'empereur, est de ceux qu'il convient de pister. Et toutes les forces de l'investigation, sinon celles de la police, s'y emploient. Il faut bien voir que Schuller ne fût point retrouvé!

Mais un iceberg, un vrai, pas pour rire, un grand-duché d'iceberg, vaste comme le Luxembourg! On s'est pris à rêver un instant et à espérer le pire. Et si, par un funeste complot du secrétariat de rédaction, par une dérive des colonnes, ce glacon venait broyer une pauvre chaloupe de chronique, sans défense, sans gilet de sauvetage ni orchestre? Ce serait, osons-le dire tout net, parfaitement « dégueulasse ».

Aussi « dégueulasse » que campagne électorale en France. Pauvre Charles Pasqua! Notre bon ministre, qui ne passe pas précisément pour un tendron effarouchable ou un prix de vertu, notre cher ministre qui en matière de coups tordus en connaît tout de même un rayon, en est resté tout chose. Parole de Charles! « C'est la campagne la plus dégueulasse que j'aie jamais vue! » Déjà qu'il n'était plus le même homme entre l'avant et l'après-place Beauvau - car on y

entre plein de certitudes politiques et on en sort saisi de doutes existentiels -, le voici complètement écorché. A se voir, à nous voir ainsi patauger sans cuissardes dans la fange, la rumeur et la calomnie, Charles le dégouté faisait visiblement peine. Comme atteint au moral, à la morale.

Il fallait bien à cette « dégueulasse » affaire trouver quelques coupables, quelques gros « dégueulasses ». Charles Pasqua les situa à gauche et dans la presse de gauche, tout à ses coupables et bouscules entreprises. Il le fit presque pour la forme ou par habitude, sans toute la conviction nécessaire à ce genre d'indignation vertueuse. C'est peut-être qu'il pensait droite en disant gauche, paille en parlant foie.

Charles Pasqua, en un mot, il se sentait insulté l'avant, les amis ennemis du deuxième tour. Car, bien évidemment, les campagnes les plus « dégueulasses » sont généralement celles qui donnent lieu aux sondages les plus abjects. Il y a probablement une relation de cause à effet. Dieu que la campagne électorale était jolie quand les sondages étaient radieux! On y baignait dans la félicité, dans le parfum humé des victoires sans souci, pas dans le « dégueulasse ».

Un joli mot, « dégueulasse », un joli mot pour dire qu'on est un peu à bout de souffle. Ou à bout de sauffie. Des collègues pleins d'humanité signalaient en effet que Charles Pasqua venait ainsi de rattraper Godard. Ultimes répliques du film. Belmont-Pasqua: « Tu es dégueulasse! » Jean Seberg: « Qu'est-ce que c'est, dégueulasse? »

Mais où est donc passé Didier Schuller?

L'élu RPR des Hauts-de-Seine, au centre de l'instruction sur les fausses factures de l'office des HLM, serait en voyage aux Etats-Unis, après être passé par l'Autriche et la Suisse

ON SAVAIT le conseiller municipal de Clichy adepte de voyages et d'occultisme. Mais depuis le 10 février, ses tribulations supposées tournent au mystère. Partir, ce jour-là, de son domicile de Clichy avec compagne, enfants et bagages, il n'a plus donné le moindre signe de vie. Lui, le candidat RPR promis à la mairie, lui qui allait bouter les socialistes hors de la ville, a choisi de disparaître. A l'heure où d'autres enchaînaient les réunions électorales, Didier Schuller s'évapore et opte pour le silence, convaincu sans doute que l'on parlera de toute façon de lui.

Mais où est-il donc passé? Son avocat, M^{re} François Gibault, refuse d'en souffler mot. Tout juste consent-il à dire qu'il est à portée d'avion. La Suisse? Les Etats-Unis? « Secret professionnel », dit-il d'abord où il se trouve? « Même réponse. » Est-il vivant au moins? « La dernière fois que je l'ai vu, il était bien vivant... C'était il y a quelques jours. » Mystère également au conseil général des Hauts-de-Seine, où personne ne sait rien. Mystère enfin dans son

entourage clichois. L'agence Reuters a cependant levé un morceau du voile jeudi 9 mars. Selon l'un de ses « proches », Didier Schuller, se considérant comme « la raison de la baisse d'Edouard Balladur dans les sondages », estimerait qu'il y a beaucoup trop de pression pour effectuer un retour serein. Sa présence, mardi 14 mars, dans une réunion des militants RPR de Clichy, annoncée il y a quelques jours par son avocat, ne serait plus qu'un vague projet: « Il se décidera d'ici la fin de la semaine. »

Toujours selon la même source, le conseiller général serait parti aux Etats-Unis après un séjour en Suisse. Mieux, il y aurait rencontré, la semaine dernière, le maire de Levallois, le très balladurien Patrick Balkany. Cette source précisait encore: « Il veut revenir, mais il sait que cela ne fera pas plaisir à tout le monde. Ses anciens amis politiques ne souhaitent pas qu'il revienne avant le premier tour de l'élection présidentielle. » Immédiatement, Patrick Balkany a démenti ces informations: « C'est absurde. Je suis allé quatre

jours en voyage privé aux Etats-Unis. J'ai assisté jeudi soir au match de basket entre les Knicks de New York et les Bulls de Chicago. Samedi soir, j'étais à Atlantic City pour un championnat du monde de boxe organisé par les frères Acariès. Et je suis rentré dimanche. Alors, vous savez, Schuller... » Et puis Patrick Balkany s'empêche: « On dit n'importe quoi! Didier Schuller n'était pas aux Etats-Unis. Il n'était pas davantage en Suisse. En réalité, il était ailleurs, à la montagne. En Autriche. Mais il n'y est plus. D'ailleurs, quand je l'ai vu, il avait déjà quitté l'Autriche. Pour où? Je l'ignore. »

IL N'EST PAS RECHERCHÉ Ami de longue date de Didier Schuller, le député RPR des Hauts-de-Seine assure que « Schuller sera là mardi. Si vous invitez des amis à venir, c'est que vous avez l'intention d'être présent ». Mystère, donc. Même Charles Pasqua jure tout ignorer des déplacements de son collègue qui, il a tenu à le préciser jeudi 9 mars sur TF1, « n'est pas mon ami personnel ». « Je suis mi-

nistre de l'intérieur, a-t-il indiqué, je ne suis pas chargé de le surveiller. Si la justice veut le retrouver, elle a les moyens de le faire et n'a qu'à le demander à la police. » Mais, souligne le président du conseil général des Hauts-de-Seine, « à ma connaissance, il n'est pas mis en examen et il n'est pas recherché ».

Rien de tout cela, en effet. Didier Schuller est simplement au centre des investigations des juges de Créteil, Philippe Vandenberg et Serge Portelli, portant sur les fausses factures de l'office HLM des Hauts-de-Seine. Et, accessoirement, l'acteur principal des écoutes illégales visant Jean-Pierre Marchal, beau-père du juge Halphen initialement chargé du dossier.

Alors Didier Schuller continue ses voyages. Des sources policières affirment qu'il serait bien allé en Suisse, puis en Autriche, et enfin aux Etats-Unis. Il serait rentré mercredi en Europe. En attendant, peut-être, son grand retour en France.

Nathaniel Herzberg

Un nouvel iceberg géant s'est détaché de l'Antarctique

UN BLOC DE GLACE de 2 000 km² s'est détaché de la banquise antarctique, a indiqué, jeudi 9 mars, la direction nationale de l'Antarctique d'Argentine. Cet iceberg, vaste à peu de chose près comme le grand-duché de Luxembourg et détecté par satellite, dériverait actuellement dans la mer de Bellingshausen, à la hauteur du cercle polaire antarctique, au sud de l'Amérique du Sud. Cette nouvelle dérive fait suite à celle d'un autre iceberg de 2 800 km² détecté, à la fin du mois de février, dans la mer de Weddell, à la pointe ouest du continent antarctique (*Le Monde* du 1^{er} mars).

Ces phénomènes sont-ils la conséquence d'un réchauffement de cette région polaire? Ou s'agit-il d'un phénomène classique de cassure de la banquise à ses extrémités? Les chercheurs du laboratoire britannique d'étude de l'Antarctique de Cambridge, qui avaient détecté le premier bloc de glace géant, penchent pour la première hypothèse. Ils soulignent, comme leurs collègues argentins, qu'il pourrait s'agir du signal précurseur d'un mécanisme plus vaste d'effritement de la banquise et de remontée du niveau des océans, conséquence possible de l'effet de serre.

Le réchauffement moyen de 2,5 °C de cette zone de la péninsule antarctique depuis cinquante ans, tout

comme la remontée de 3 millimètres du niveau de l'eau enregistrée ces deux dernières années par le satellite franco-américain Topex-Poseidon, pourraient le laisser croire. Plus circonspect, Claude Lorin, président de l'Institut polaire français, note que ces dernières années plusieurs icebergs, beaucoup plus vastes encore, se sont détachés de la banquise (*ice shelf*), et qu'en l'absence d'observations systématiques et anciennes il est hasardeux d'y voir une conséquence de l'effet de serre.

Pierre Jouventin, directeur de recherche (CNRS) et spécialiste des études biologiques menées dans les terres australes et antarctiques françaises (TAAF), indique pour sa part que si la piste d'atterrissage aménagée aux abords de la base française Dumont d'Urville, en terre Adélie, a été balayée par une tempête d'intensité moyenne, c'est parce que la falaise de glace qui était censée la protéger des flots a fondu entre le moment de sa conception et sa réalisation. Selon lui, depuis l'arrivée de l'explorateur Dumont d'Urville en terre Adélie (1840), à l'est du continent antarctique, la banquise a reculé d'environ 7 kilomètres.

H. M.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Russie: les Européens n'ont pas convaincu Moscou d'arrêter la guerre en Tchétchénie 2
Irlande du Nord: l'invitation à Washington du chef du Sinn Féin limite Londres 3
Proche-Orient: Israéliens et Palestiniens s'engagent à débloquent leurs négociations 4

FRANCE

Fief: Charles Pasqua est fragilisé dans les Hauts-de-Seine 6
Campagne: Edouard Balladur en déplacement dans la Sarthe 8

SOCIÉTÉ

« Affaires »: Pierre Suard, le PDG d'Alcatel-Alsthom, risque une nouvelle mise en examen 10
Justice: la Cour de cassation rejette le recours d'Omar Raddad 13

HORIZONS

Portrait: Denis Tillinac, hussard de Jacques Chirac 14
Tribune présidentielle: Lionel Jospin, le plus européen des trois, par Elisabeth Guigau; Le choléra, la peste et la lèpre, par Pierre Bergé; Au courtier du Monde 15
Editoriaux: Heure cruciale à Kaboul; La réputation de la France 16

BOURSE

Cours relevés le vendredi 10 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 16384,00 -2,41 -17,05

Hong Kong Index 8076,79 +1,85 -1,59

Tokyo Nikkei sur 3 mois

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

16384,00

ENTREPRISES

Distribution: les Français trouvent à étranger les moyens de leur développement 17
Communication: un entretien avec Hervé Bourges, président du CSA 19
Finances-Marchés: les marchés restent nerveux malgré la hausse du dollar 20

AUJOURD'HUI

Sports: l'athlétisme en salle ne fait plus recette aux Etats-Unis 23
Portrait de Flavio Briatore, directeur de l'écurie de formule 1 Benetton-Renault 24
Sciences: mobilisation internationale pour sauver le site paléolithique portugais de Foz Coa 25

CULTURE

Rétrospective: Cartier-Bresson raconte sa passion pour le dessin 28
Musiques: les nouveautés discographiques 30

SERVICES

Abonnements 27
Agenda 27
Annonces classées 19
Carnet 13
Finances et marchés 21-22
Météorologie 27
Jeux 26
Radio-Télévision 32-33

« Le Monde diplomatique » de mars

L'OURAGAN financier qui a ébranlé le Mexique, hier encore célébré comme le symbole du libéralisme triomphant, la faillite spectaculaire de la vénérable banque britannique Barings, l'incroyable mais véridique histoire du Crédit lyonnais et de la spéculation immobilière, la dévaluation des monnaies en Europe, ont mis en lumière, en quelques semaines, le degré d'absurdité auquel est parvenu le système financier international. *Le Monde diplomatique* du mois de mars analyse les échecs de ces « marchés ouverts » livrés au capital privé et dresse un bilan accablant d'un modèle économique qui aggrave les inégalités. Maurice Lemoine, dans un reportage sur la guerre au Chiapas, raconte comment les citoyens mexicains paient le prix de ces dérèglements. Egalement au sommaire: « Le XX^e siècle, siècle des extrêmes », par Claude Julien.

* En vente chez votre marchand de journaux, 20 F.

Retrouvez tous les jours les pages « Entreprises » du nouveau Monde

Pour ne manquer aucun rendez-vous:

ABONNEZ-VOUS!

Par courrier: votre bulletin d'abonnement est dans la page « Agenda » de ce numéro.

Par téléphone: au (1) 49.60.32.90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

Par MINITEL: sur 3615 LEMONDE

FRANCE-INTER

[L'image plus positive de M. Chirac] n'efface pas totalement les fragilités du personnage, notamment sa réputation d'inconstance et sa gestion passée, plutôt drolatique. [...] En prenant la tête de la compétition, il devient la cible principale. En apparaissant comme le vainqueur potentiel de l'élection, il focalise l'attention sur la cohérence de son projet [qui reste à démontrer sur les plans économique et européen]. Bref, si le maire de Paris a gagné une bataille très importante, il n'a pas encore gagné la présidentielle.

Pierre Le Marc

Le Serveur Judiciaire
GROUPE JET LAG
Inventaire intégral des liquidations et saisies judiciaires
minitel 3617 VAE
Surveillance des ventes judiciaires par abonnement
Activité et dépt. de votre choix
Demandez dossier par fax 78 22 53 46

مركزا من لاهل